Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE – N° 14806 7 F — JEUDI 3 SEPTEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESCOURNE

Pourquoi les « non-alignés » ?

A quoi peut bien servir le *« non-alignement »* quand les circonstances qui avaient motivé cette attitude, la division *du monde en deux blocs*, ne sont plus de saison ? Telle est la question qu'ont à résoudre la centaine de pays réunis à Djakarta cette semaine dans le cadre du sommet des non-alignés, le premier depuis la fin de la guerre froide.

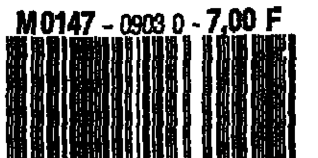
A première vue, la réponse *devrait être positive : ce n'est* pas parce que l'une des deux superpuissances a disparu que tout le monde doit être aligné sur l'autre, comme le sont d'ailleurs, « de facto », la plupart des Etats héritiers de l'ancien empire *soviétique*. Bien au contraire, l'apparition d'un ou plusieurs pôles de puissance face au *« monopole »* américain est plus que jamais souhaitable. C'est ce que tente de faire, difficilement, l'Europe.

L'ENNUI, pour les non-alignés, est que leur mouvement, sauf peut-être à ses glorieux débuts des années 60, n'a jamais tenu un tel rôle et qu'il est toujours aussi peu *qualifié* pour le faire. D'abord parce qu'il n'a jamais fait preuve d'une *réelle solidarité, divisé qu'il est* entre riches et pauvres (l'Arabie saoudite et le Koweït y côtoient la Somalie et le Bangladesh), *entre les zones qui ont réussi* leur décollage, comme l'Asie du Sud-Est, et celles, comme l'Afri*que, qui s'enfoncent dans* le sous-développement, entre les pays islamiques et les autres. Ensuite, parce qu'il a été long*temps « pollué » par* la présence de pays ouvertement alignés, notamment par celle de Cuba, *qui a même présidé le Mouve*ment au beau milieu de la « glaciation » brejnévienne.

Le bilan est donc maigre, y compris pour la période de *guerre froide*. Sans doute le Mouvement a-t-il servi d'exutoire aux ressentiments anti-américains. *Mais ces effets de tri*bunes – qui faisaient double emploi avec ce que l'on entendait à l'*ONU* – sont restés stériles. *En fait,* le non-alignement n'a jamais empêché les deux Grands d'intervenir dans les *conflits du tiers-monde, soit pour* s'en servir, soit pour les neutraliser, généralement d'un commun accord.

AJOUTONS qu'aucune per*sonnalité n'est en mesure* de remplacer le Croate Tito, l'Indien Nehru, l'Egyptien Nasser ou *le Ghanéen Nkrumah pour donner* un nouveau souffle au Mouvement. Parmi les pays que représentaient ces pères fondateurs, l'Egypte est devenue un solide allié des Etats-Unis, et l'Afrique se plaint d'être oubliée jusque *par ses pairs du Mouvement.* Seule l'Inde est restée égale à elle-même, mais sans les leaders *charismatiques d'autrefois*. Quant à la Yougoslavie... il est significatif qu'un des premiers sujets *débattus* à Djakarta ait été l'exclusion éventuelle de ce qu'il en reste, pour sanctionner les exactions des Serbes contre les Musulmans de Bosnie. Dès février, d'ailleurs, avant même de sombrer officiellement, la Fédé*ration yougoslave avait* abandonné la présidence du Mouvement à l'Indonésie.

Les institutions ont la vie dure, et le *Mouvement des non-alignés se maintiendra sans doute,* en tant que symbole des problèmes du tiers-monde. Mais certainement pas *comme leur solution.*



Tout en refusant de lier son sort au résultat du référendum

M. François Mitterrand s'engage dans la campagne pour le « oui »

Afin d'« expliquer pour convaincre », M. Mitterrand souhaite exposer, jeudi soir 3 septembre, sur TF 1, les raisons positives qui justifient, selon lui, le « oui » au référendum sur le traité de Maastricht. Voulant éviter que la consultation ne soit détournée de son objet, le chef de l'Etat devrait réaffirmer, indique-t-on dans son entourage, son refus de lier son sort personnel au résultat du scrutin du 20 septembre. Dans les partis, les partisans du « oui » ont durci le ton. M. Rocard a mis en garde les Français contre le risque d'« un nouveau Munich » tandis que MM. Chirac et Giscard d'Estaing ont confirmé leur engagement actif.

Adhérer

par Jean-Marie Colombani

« Si vous faites un référendum, vous le perdrez, car les Français voteront contre vous... – Je ne suis pas aussi détesté que vous semblez le croire ! » Cet échange aigre-doux entre le président de la République et l'un de ses visiteurs, au printemps dernier, illustre l'erreur d'appréciation commise par M. Mitterrand lors de la décision prise de consulter le pays par voie référendaire sur le traité de Maastricht : il ne s'attendait pas à une partie si difficile.

A ce jour, malgré la remontée du « oui » dans les sondages (de 51 % à 53 %, selon la SOFRES), l'incertitude sur le résultat continue de régner. Jérôme Jaffré rappelle d'ailleurs que *« l'opinion a toujours un comportement très mobile lorsqu'elle est amenée à se prononcer par référendum »*, et que, par exemple, en 1969, elle se prononçait encore pour le « oui » au général de Gaulle trois semaines avant de lui signifier nettement son congé (1). Un peu moins de trois semaines nous séparent du vote sur Maastricht.

Lire la suite page 8

(1) Dans un entretien au *Figaro* du 2 septembre.



Les permis de construire devront respecter le paysage

En dépit de la législation existante, la qualité du paysage a beaucoup souffert du développement économique et de l'aménagement du territoire ces dernières années. Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement, a fait le pari de doter la France de la loi de protection et de reconquête des paysages qui lui manque. Son projet, présenté mercredi 2 septembre au conseil des ministres, prévoit notamment que les plans d'occupation des sols, comme les permis de construire, devront comporter obligatoirement un volet paysager.

Des directives nationales fixeront le cahier des charges s'imposant aux aménageurs des sites les plus sensibles. Enfin, les pratiques destructrices accompagnant le remembrement seront mieux contrôlées, ne serait-ce que par la réforme du mode de rémunération des géomètres.

Lire page 9 l'entretien avec Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement

Le gouvernement veut assainir l'achat d'espaces publicitaires

La partie du projet de loi sur la corruption qui concerne la publicité devrait changer profondément les modes de rémunération de ce secteur. M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, veut en effet réserver l'achat d'espaces publicitaires aux mandataires des annonceurs, ce qui interdirait les grossistes.

En imposant des contrats écrits, des factures complètes et des barèmes publiés, M. Sapin entend revenir au droit commun de la concurrence. Il espère ainsi mettre fin à des pratiques abusives, dans l'intérêt de la morale, de l'économie du secteur et de la liberté des médias. Tout en rassurant les intermédiaires de la publicité sur leur légitimité et sur la pérennité de leurs revenus, le ministre leur laisse le soin d'élaborer entre professionnels le cadre de leurs nouvelles relations.

Lire page 13 l'article de MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Echec républicain aux Etats-Unis

La croisade pour les valeurs morales s'enlise et l'économie est à nouveau au centre de la campagne électorale

WASHINGTON

de notre correspondant

Un moment accaparée par un débat brumeux sur les valeurs morales, la campagne électorale aux Etats-Unis est revenue à un sujet plus familier : l'économie. C'est un terrain sur lequel les amis du président sortant, M. George Bush, sont sur la défensive et qu'entend privilégier son adversaire démocrate, M. Bill Clinton, gouverneur de l'Arkansas.

Le *New York Times* écrit avec soulagement : *« Finalement, l'élection présidentielle de 1992 ne dégénérera pas totalement en une discussion facile, fumeuse et démagogique sur les talents de père de famille de Woody Allen et sur l'affiliation politique de Dieu. »* Le peu de succès rencontré par les républicains dans leur offensive menée sur le thème de la défense des « valeurs » de l'Amérique profonde, celles de la famille et de la religion, est sans doute pour beaucoup dans ce retour à un débat plus classique. Sondages et commentaires peu flatteurs rapportés par les médias vont dans le même sens.

ALAIN FRACHON

Lire la suite page 6

Ambiguïtés croates en Bosnie

Après plus de quatre mois de guerre, les Musulmans s'interrogent de plus en plus sur l'attitude de leurs alliés

SARAJEVO

de notre envoyée spéciale

Le drame de la Bosnie est d'être prise en sandwich entre *« l'agression serbe et l'appétit croate »*, affirme M. Kemal Muftic, conseiller du président Alija Izetbegovic. *Mais il souligne qu'on ne peut confon*dre les deux attitudes, la Serbie étant, bien sûr, le seul agresseur.

M. Muftic déplore et conteste cependant la *« propagande croate »*, accusant M. Izetbegovic *« de ne pas avoir fait toujours tout ce qu'il pouvait lors de la guerre en Croatie »*. Aux ambiguïtés, visibles sur le terrain, de l'attitude croate vis-à-vis des Serbes s'ajoutent, en effet, les divergences inter-croates quant à la conduite à tenir face aux autorités de Sarajevo.

Deux lignes politiques et militaires paraissent s'affronter chez les Croates de Bosnie-Herzégovine : celle du président auto-proclamé de l'Herzeg-Bosna, c'est-à-dire l'Herzégovine occidentale, M. Mate Boban, qui prône une Bosnie-Herzégovine confédérée ou cantonisée entre les trois peuples qui la composent.

FRANÇOISE CHIPAUX

Lire la suite page 3

Affrontement meurtrier en Casamance

L'affrontement le plus meurtrier entre l'armée sénégalaise et des indépendantistes depuis l'apparition d'un mouvement séparatiste en Casamance, a fait, mardi 1er septembre, cinquante-deux tués (dont cinquante indépendantistes) dans cette région du sud du Sénégal, selon des sources militaires.

Assassinat de l'ancien premier ministre polonais

M. Piotr Jaroszewicz, âgé de quatre-vingt-deux ans, avait dirigé le gouvernement polonais de 1970 à 1980.

page 20

Les élections au Liban

Un entretien avec le patriarche maronite

page 5

Le sommaire complet se trouve page 20

ARTS ♦ SPECTACLES

Une Mostra sur fond gris

*La 49e Mostra de Venise s'est ouverte mardi 1er septem*bre dans un Palais des festivals flambant neuf avec *Raising Cain*, thriller psychanalytique signé Brian De Palma. Un film décevant, qui s'apparente à un gros pudding farci de références hitchcockiennes et d'autocitations.

Le festival démarre sur fond de crise du cinéma italien dont *on ne compte plus les symptômes* : problèmes endémiques de financement ; tracasseries administratives ; polémiques et querelles de clochers très « italiennes » ; *« puissance anesthésiante »* de la télévision ; monopole asphyxiant (de la *production à l'exploitation*) *tenu par Silvio Berlusconi et* Cecchi Gori ; salles en décrépitude et écrans sombres (mille salles contre dix mille en 1946) ; aides dérisoires de l'Etat.

Dans cette grisaille, le nouveau directeur de la Mostra, Gillo Pontecorvo, présente une sélection nationale particulièrement riche, dominée par des premiers et deuxièmes films : *« des francs-tireurs qui résistent par la débrouille »* en attendant des structures et une loi inspirées du modèle français. Mais serait-il déjà trop tard ?

Lire le supplément pages 21 à 30 et l'article de DANIÈLE HEYMANN page 18

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

هكذا من الأصل

DÉBATS

Maastricht

La cathédrale engloutie ?

par Maurice Duverger

EN 1965, le général de Gaulle déclarait publiquement au chancelier Adenauer : *« Nous autres, Européens, nous sommes bâtisseurs de cathédrales. Maintenant, nous entreprenons, vous et moi, la construction de l'Europe occidentale. Ah ! Quelle cathédrale ! »* Comment imaginer qu'il approuverait aujourd'hui les Pasqua et Séguin qui rêvent de voir cette cathédrale engloutie le 20 septembre par le vote des électeurs français ? Car il ne faut pas s'y tromper. Dire qu'on vote « non » à Maastricht pour ouvrir la voie d'une Europe nouvelle c'est une fumisterie pure et simple. Tout le monde sait que nos dix partenaires ayant ratifié le traité ne consentiraient pas à se renier pour satisfaire notre fantaisie.

La Communauté ne se relèverait pas de ce coup de poignard donné par le pays qui l'a inventée et développée. *La France supporterait plus* lourdement encore les conséquences d'une telle volte-face. Les autres membres de la CEE seraient ravis de pouvoir enfin tenir en quarantaine une nation qui les agace la plupart du temps. Isolée aux côtés du petit Danemark, elle verrait descendre en flèche son influence dans le monde. Comment prendre au sérieux un pays dont le « non » aurait ainsi figure de caprice d'une coquette de Molière ? Le 20 septembre, nous aurons le choix entre jouer *les Précieuses ridicules* ou prendre conscience des deux avantages fondamentaux du traité de *Maastricht : d'une* part, l'amorce d'une diplomatie et d'une défense communes ; d'autre part, l'établissement *programmé d'une monnaie* unique. Ils seraient perdus sans recours si le référendum français anéantissait le compromis difficile qui a permis leur adoption.

Etablir un pôle de stabilité

Nos compatriotes s'indignent de l'inaction relative des autorités européennes en Bosnie-Herzégovine. Ils oublient ou ignorent que la Communauté ne dispose actuellement d'aucun pouvoir dans les domaines de politique étrangère et d'intervention militaire, où chaque Etat agit à sa guise, à peine tempérée par quelques négociations avec l'un ou l'autre. En comblant cette lacune, le traité de Maastricht répond aux formidables bouleversements entraînés par la dislocation de l'empire communiste.

Il est urgent de constituer l'union politique des Douze. Elle seule peut établir un pôle de puissance et de stabilité face à l'explosion des nationalismes et des tribalismes qui déchirent la Géorgie, la Moldavie, l'Azerbaïdjan, au-delà de la Yougoslavie. Toute perte de temps serait catastrophique. Si les règles définies à Maastricht avaient existé l'an dernier, on n'aurait pas vu des initiatives particulières aboutir à la reconnaissance de la Croatie qui a embrasé l'Adriatique.

A long terme et plus proche distance, le nouveau traité commence à édifier une digue qui protégera l'Europe du retour des catastrophes qui l'ont écrasée en 1914-1918 et 1939-1945. Les liens étroits que développe vers l'Est et la Russie une Allemagne dynamique et réunifiée ne seront pas dangereux tant qu'elle restera dirigée par des hommes et des femmes qui ont connu la tyrannie de Hitler et le désastre militaire. Mais nul ne peut prévoir ce qu'elle pourrait devenir aux mains des générations qui n'ont aucun souvenir du Führer et de son armée. Très conscient de ce problème, le chancelier Kohl, sa majorité et même l'opposition sociale-démocrate veulent amarrer solidement leur pays à la Communauté européenne tant qu'il est temps encore. Tel est le motif essentiel qui *leur a fait accepter la disposition* fondamentale du traité de Maastricht : l'établissement d'une mon*naie unique avant 1999 au plus* tard.

Si les Français commettaient la folie de refuser la ratification, aucun gouvernement allemand n'aurait la capacité de rétablir l'engagement ainsi rejeté. Aux alentours de l'an 2000, le mark aurait alors réussi ce que la Wehrmacht n'a pas pu faire : une Europe pangermanique dominée par une Bundesbank *dont* on a vu la soumission aux autorités de Bonn lors de l'échange de monnaie de la RDA. Elle serait belle *notre souveraineté nationale* basée sur notre franc, que Philippe Séguin a évoquée avec des accents émouvants dans son discours aux députés !

Il n'est pas besoin de sortir de l'ENA pour comprendre qu'elle ne serait plus qu'une ombre. Elle resterait beaucoup plus forte, au contraire, dans le cadre d'une monnaie unique sur laquelle nos repré*sentants* auraient près de 20 % du pouvoir de décision en face des près de 30 % dont disposeraient *ceux de la Bundesbank*, les *votes* au conseil de la future Banque centrale européenne qui émettra l'écu étant calculés pour moitié suivant *la* population et pour moitié suivant le produit national brut.

L'avènement d'une monnaie unique dépasse largement d'ailleurs le cadre des relations franco-allemandes. Les Etats-Unis seraient les vrais vainqueurs si le « non » l'em*portait le 20 septembre prochain.* Tous les banquiers du monde savent que le président du Crédit commercial de France a eu raison de dire que *« la monnaie unique peut conférer à l'Europe une véritable suprématie monétaire »*. Si l'écu acquérait cette position, il ferait retraverser l'Atlantique à beaucoup de placements de réserve venus de tous les coins de la planète où il y a des épargnes à investir. Cela permettrait de stopper l'évolution qui tend, depuis 1989, à remplacer l'équilibre entre les deux grands par l'hégémonie d'un seul. Ce dernier *est notre ami et notre allié*, bien sûr, mais aussi un rival dont les négociations du GATT montrent la *dureté. Cela concerne tous* les citoyens des nations européennes, notamment les chômeurs privés de *travail par la récession et les pro*ducteurs menacés par une concurrence inégale.

Un troisième *avantage*

Ces deux avantages fondamen*taux de Maastricht sont connus*, mais en général mal expliqués et mal dégagés d'un fatras publicitaire. *Un troisième, certain*, est à peu près ignoré parce qu'il suppose une analyse en profondeur du traité. Si ses adversaires *l'avaient lu* attentivement, ils ne condamneraient pas en lui une dérive tendant à établir un super-Etat fédéral sur le modèle des Etats-Unis. Il pousse en effet dans le sens opposé, malgré l'apparence. La Communauté repose sur un modèle très différent et tout à fait original, qui tend à établir un système politique nouveau, mi-confédéral, mi-fédéral, avec prédominance du premier élément.

Seul le Parlement européen est intégralement fédéral, mais ses pouvoirs sont très faibles. Plus des quatre cinquièmes des décisions sont prises par le conseil des ministres formé des représentants des Etats, les plus importantes l'étant à l'unanimité malgré le progrès des votes à la majorité. La Commission est confédérale dans sa structure, ses membres et son président étant désignés par l'accord unanime des Etats. Elle statue à la majorité, mais *elle n'a en propre qu'un pouvoir de* proposition, ses pouvoirs d'exécution lui étant attribués par le Conseil.

L'influence effective de la Commission s'est renforcée ces dernières années parce qu'elle travaille pour l'Europe à temps plein, qu'elle dispose d'une administration impor*tante*, qu'elle seule avait ainsi les moyens de préparer les trois cents directives nécessaires à l'établissement de la concurrence *dans le* marché unique. Le traité de Maastricht a réagi en plaçant désormais à la tête des institutions le Conseil européen (réunion régulière des chefs d'Etat et de gouvernement tous les six mois au moins) et en décidant qu'il *« donne à l'Union les impulsions nécessaires à son développement et en définit les orientations politiques générales »*. Cette formule lui confère un pouvoir suprême ressemblant un peu à celui du président de la Vᵉ République. On peut prédire qu'il s'agit d'une première étape vers une transforma*tion profonde des institutions communautaires.*

Il n'est pas inutile de rappeler que ce Conseil européen, inauguré sous l'impulsion de Valéry Giscard *d'Estaing, officialisé sous François* Mitterrand par l'Acte unique de 1985, a été imaginé d'abord par de Gaulle en 1960 en accord avec Adenauer, mais s'est heurté alors au veto des Pays-Bas et de la Belgique. Le général serait-il étonné que ses disciples considérés comme les plus fidèles *rejettent aujourd'hui* un traité qui renforce le succès posthume de son idée ? Probablement pas. Il était trop familier avec l'Histoire pour ignorer que la plupart des grands hommes ont été méconnus par leurs héritiers.

Le Sénat bafoué

par Jean Foyer

LE Sénat n'a voté la récente révision constitutionnelle qu'avec des restrictions qui n'étaient pas seulement des restrictions mentales. Il a subordonné la concession de l'électorat et de l'éligibilité aux ressortissants communautaires à l'intervention *d'une loi identique votée dans les* mêmes termes par les deux Assemblées.

Après que le président de la République eut déclaré la disposition *inacceptable, le premier* ministre s'y est rallié devant l'Assemblée nationale. L'on s'est demandé pour quelle raison la position de l'exécutif s'était renversée. La rédaction du projet de loi soumis au référendum en donne à mon avis l'explication, *comme elle explique la préférence* donnée au référendum sur la procédure parlementaire.

Selon l'article 54 de la Constitution, le traité, contenant une clause *déclarée par le Conseil* constitutionnel contraire à la Constitution, ne peut être ratifié qu'après révision de la Constitution.

Le Conseil constitutionnel a déclaré non conforme l'article du traité de Maastricht octroyant en France l'électorat et l'éligibilité aux ressortissants communautaires.

La Constitution a *bien* été révisée et elle autorise la concession de l'électorat et de l'éligibilité pour les élections municipales et européennes, mais dans les condi*tions déterminées* par une loi organique.

La ratification du traité de Maastricht ne serait constitutionnellement valable *que si elle était* assortie d'une réserve, celle résultant de la loi de révision.

Or le projet de loi soumis au référendum tend à autoriser la ratification pure et *simple, sans* réserves. Et l'on peut être assuré que si le référendum était positif – ce qu'à Dieu ne plaise ! – la ratification sera pure et simple.

Si, après-demain, le Parlement votait une loi organique, la Cour de justice des Communautés européennes la jugerait inopérante.

La rédaction du projet fait du vote du Sénat, devenu celui des deux Chambres, un coup d'épée dans l'eau.

L'autorisation de ratifier eût-elle *été demandée au Parlement que* les sénateurs, et sans doute leur président, eussent pu saisir le Conseil constitutionnel, et le Conseil n'eût pas pu ne pas *déclarer la non-conformité.*

Mais, si l'autorisation résultait d'une loi *référendaire*, le Conseil jugerait la requête irrecevable, à moins qu'il n'applique pas à une *loi référendaire ordinaire une juris*prudence qu'il appliqua en 1962 à une loi référendaire constitutionnelle. Dans la circonstance, ce serait bien douteux.

Le Sénat a été joué, a été bafoué. Espérons que les sénateurs, dont le vote a été motivé par l'adoption de leur amendement, seront logiques avec eux-mêmes et qu'ils rejoindront les tenants du « non ».

► **Jean Foyer est ancien ministre.**

Par-delà le « oui » et le « non »

par André Grjebine

NÉGOCIER un traité qui engage l'avenir de douze pays n'était certes pas aisé, il n'en demeure pas moins qu'en organisant une marche forcée vers l'unité monétaire en négligeant toute autre préoccupation, et notamment l'emploi, la Commission européenne, les banquiers centraux et les gouvernements qui ont élaboré le traité de Maastricht ont pris une lourde responsabilité.

Entre les risques que fera courir aux économies des pays membres la mise en œuvre de ce traité et ceux d'un recul de la construction européenne, aucune option n'est vraiment satisfaisante. Il sera difficile à l'électeur qui entend dépasser des réactions purement émotionnelles de se prononcer sans éprouver un sentiment de malaise et d'inquiétude, qu'il vote « oui » ou qu'il vote « non ».

C'est pourquoi il serait tentant de sanctionner les auteurs français du traité. Les invectives que lancent MM. Delors et Lang ou Mᵐᵉ Guigou à l'encontre de ses adversaires plutôt que de leur répondre argument pour argument suggèrent que celui-ci n'est pas facile à défendre. Mais la question soulevée est trop importante pour qu'il soit judicieux de la *détourner au profit de* considérations politiques.

Pour compléter ou amender le traité

Quelle que soit l'issue du scrutin, sur le plan économique, trois lignes directrices devraient être privilégiées pour compléter et amender le traité ou en rédiger un nouveau :

– le volet institutionnel à peine esquissé dans le traité devrait être largement développé. On peut se demander si une monnaie unique est concevable sans un véritable gouvernement européen. A tout le moins, le contrôle démocratique dont les instances nationales ont été largement dépossédées en matière de politique économique devrait être pleinement rétabli.

– Il n'est pas sérieux de prétendre que les transferts financiers prévus en faveur des régions les plus pauvres seront suffisants pour harmoniser les structures économiques et sociales des pays membres. Or, si cette condition n'est pas remplie, l'unification monétaire ne peut que déboucher sur des déséquilibres explosifs, et donc inacceptables, *entre les pays et au sein de chacun* d'eux. Il est impératif de prévoir les mesures et les politiques économiques les *plus à même* de favoriser ce rapprochement.

– Eviter que les chocs qui peuvent affecter un pays ne se transmettent à ses partenaires ou, plus exactement, donner les moyens à ces derniers de s'en prémunir. La situation actuelle, dans laquelle, pour réduire son inflation, l'Allemagne relève ses taux d'intérêt, condamnant ses partenaires à la récession, montre la nécessité de tels mécanismes de neutralisation.

Dans l'hypothèse d'un succès du « oui », trois scenarii paraissent envisageables :

– *Une Europe à plusieurs vitesses.* En général, les économistes favorables à la ratification envisagent que, dans un premier temps au moins, seuls les pays les plus performants vont fusionner leur monnaie. Rappelons que le traité lui-même stipule que sept pays au moins devront satisfaire aux critères de convergence pour que l'UEM commence à fonctionner en 1997, mais ne prévoit pas de quorum pour une *entrée en vigueur de la monnaie* unique en 1999.

La Communauté passera ainsi d'une approche somme toute égalitaire à une approche élitiste où *seuls les pays jugés comme les plus* méritants auront pleinement voix au chapitre. Mais, surtout, qu'adviendra-t-il de l'argument si souvent évoqué d'une dilution de la puissance allemande dans un vaste ensemble ? Ne faut-il pas craindre, au contraire, l'inconfort d'un tête-à-tête avec l'Allemagne au sein d'une construction à laquelle ne pourront vraisemblablement participer ni les pays méditerranéens, *dont l'Italie*, ni peut-être le Royaume-Uni. Cette cohabitation risque d'être d'autant plus pénible que les dirigeants français ont trop souvent expliqué qu'il fallait construire l'Europe afin de ligoter l'Allemagne pour ne pas susciter la méfiance compréhensible des dirigeants allemands.

– *Maastricht : une coquille vide ?* On ne peut exclure que, malgré les efforts consentis, le nombre de pays membres parvenant à répondre aux exigences définies à Maastricht sera trop réduit pour que l'unification monétaire soit concevable. La France *satisfait actuellement aux* critères de convergence au prix de sacrifices considérables (trois millions de chômeurs), *mais rien ne dit* que la montée prévisible du chômage lui permettra de le faire durablement. Les Allemands eux-mêmes ne répugneront-ils pas à fondre leur monnaie dans un ensemble affaibli par les efforts mêmes qui auront été consentis pour satisfaire les critères de convergence ? Déjà, certains dirigeants d'outre-Rhin envisagent un *réexamen parlementaire du traité* avant l'entrée en vigueur de l'union monétaire, en 1997 ou en 1999.

Dans cette hypothèse, le volet monétaire du traité de Maastricht tombera progressivement en désuétude sans jamais avoir été officiellement désavoué.

– *De l'explosion sociale au rejet de la construction européenne.* Si les dirigeants européens s'entêtent à ignorer les différences structurelles et poursuivent la marche forcée vers l'unité monétaire, il est à craindre que, le chômage continuant à progresser, des sentiments de frustration, d'insécurité, d'isolement se diffuseront, suscitant des manifestations de rejet des immigrés, de la classe politique, de la construction européenne dont la progression de l'extrême droite en France comme dans d'autres pays européens ou les émeutes racistes qui secouent l'ancienne Allemagne de l'Est fournissent une *illustration.*

Le succès du « non » entraînera dans l'immédiat une crise monétaire et financière qui devrait être rapidement surmontée pour peu *que la situation de l'économie française* soit aussi solide qu'on nous l'affirme. Plus sérieux paraît être l'opinion selon laquelle le rejet du traité risque de retarder durablement la construction européenne pour des raisons psychologiques évidentes : quel gouvernement osera *reprendre ce dossier alors qu'il aura* été la cause d'une déconfiture spectaculaire de tous les grands partis ? A cela, on peut répondre que le traité de Rome a été signé trois ans après l'échec de la CED.

Les préoccupations des Européens

Reste à *savoir si les dirigeants* européens auront la sagesse de tirer les leçons de l'échec du traité et de rechercher des *modalités* qui prennent davantage en considération les préoccupations des Européens. La création d'une monnaie européenne parallèle par rapport à laquelle les monnaies nationales s'ajusteraient progressivement (« crawling pegs ») permettrait sans doute d'obtenir les *principaux avantages attendus de* l'unification monétaire tout en préservant les possibilités d'ajuste*ment rendues nécessaires par les* différences structurelles des pays membres.

Dans cette hypothèse, après une crise passagère, la construction européenne *repartira de l'avant sur* des bases autrement plus solides que celle qui résulteraient de la mise en œuvre du traité, de Maastricht. En ratifiant ce traité on risque finalement de retarder l'élaboration d'un projet réellement applicable, c'est-à-dire qui tienne compte des différences économiques et sociales qui subsistent entre les pays membres. Il est sans doute préférable de provoquer une crise politique et psychologique aujourd'hui qu'une crise sociale autrement *plus profonde risquant de* déboucher sur un rejet de la construction européenne, demain.

► **André Grjebine est économiste à la Fondation nationale des sciences politiques, Centre d'études et de recherches internationales.**

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311F

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

ÉTRANGER

Le conflit dans l'ex-Yougoslavie

Le médiateur européen pour l'ex-Yougoslavie, lord Owen, était attendu mercredi 2 septembre à Paris, où il devait rencontrer MM. Mitterrand et Dumas dans le cadre de sa tournée des capitales européennes.

A La Haye la veille, le nouveau président de la conférence sur la Yougoslavie s'est refusé à considérer la persistance des combats en Bosnie comme une violation des engagements pris la semaine dernière à Londres par les belligérants. *« Il n'y a pas encore de calendrier d'application rigide »*, a fait valoir lord Owen, précisant que la tâche de la conférence est *« difficile mais non impossible ; c'est une question peut-être pas d'années, mais sans doute de mois »*.

Lord Owen a ensuite quitté La Haye pour Bonn, où il a évoqué le danger d'une extension du conflit à la province du Kosovo, rattachée à la Serbie mais peuplée à 90 % d'Albanais de souche.

L'administration américaine a nommé mardi M. Warren Zimmerman, ancien ambassadeur américain à Belgrade, pour représenter les Etats-Unis au sein du comité directeur créé la semaine dernière par la conférence de Londres pour siéger en permanence à Genève afin de rechercher un règlement au conflit yougoslave.

De son côté, le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros-Ghali, a nommé un Finlandais, M. Martti Ahtisaari, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères en Finlande, pour mener les négociations en vue d'un cessez-le-feu en Bosnie en remplacement de l'ambassadeur portugais Jose Cutileiro, qui avait décidé de renoncer à sa mission au moment du remplacement de lord Carrington par lord Owen.

Sur le terrain, les combats, qui ont fait au moins huit morts mardi, se poursuivaient mercredi matin à Sarajevo, contraignant l'émissaire spécial des Nations unies, M. Marrack Goulding, attendu mercredi dans la capitale bosniaque, à retarder son arrivée d'une journée. Le convoi d'aide humanitaire du Haut-Commissariat des réfugiés destiné à la population de Gorazde, assiégée depuis plus de quatre mois, était toujours immobilisé à Sarajevo mercredi. Par ailleurs, un train spécial affrété par la Croix-Rouge néerlandaise a pris la direction de la Croatie d'où il ramènera, sans doute jeudi, un premier groupe d'environ 1 500 réfugiés, essentiellement des femmes, des enfants et des personnes âgées.

Deux officiers français et un égyptien de la FORPRONU à Sarajevo ont été grièvement blessés mercredi matin par un tir de mortier alors qu'ils combattaient l'incendie d'un dépôt de fioul des « casques bleus » provoqué par un premier tir. Deux soldats français ont été, eux, légèrement atteints.

Selon des sources militaires serbes, les forces serbes ont repoussé mardi une nouvelle tentative bosniaque de percer le blocus de Sarajevo au niveau d'Ilidza et de Vogosca, au nord de la ville. Le dirigeant des Serbes de Bosnie-Herzégovine, M. Radovan Karadzic, a affirmé mardi à la BBC que ses forces remettraient une liste de leurs armes lourdes aux Nations unies dans *« les trois ou quatre prochains jours »*.

A Belgrade, les pressions se sont accentuées sur M. Milan Panic, le premier ministre de la « nouvelle Yougoslavie », contre lequel une motion de censure avait été déposée lundi. Au cours d'un entretien diffusé par la télévision, M. Panic s'est défendu d'avoir trahi les intérêts de la Serbie à la conférence de Londres. *« Je n'abandonnerai jamais un seul pouce du territoire yougoslave »*, a-t-il assuré, cherchant d'autre part à minimiser ses divergences avec les dirigeants serbes. – *(AFP, Reuter, AP, UPI.)*

Ambiguïtés croates en Bosnie

Suite de la première page

L'autre est celle de M. Stjepan Kljujic, membre croate de la présidence bosniaque, qui se bat pour un Etat unitaire dans lequel chaque citoyen aurait les mêmes droits, ce qui veut dire que les Musulmans – représentant 44 % de la population – pourraient être majoritaires.

Né à Sarajevo, contrairement à M. Boban, originaire d'Herzégovine occidentale, M. Kljujic se veut toutefois le défenseur du droit des Croates sur la Bosnie. *« Les Croates sont les plus vieux habitants de cet Etat*, dit-il. *Leurs traditions sont les plus anciennes. » « La présence de notre Eglise remonte à plus de sept cents ans*, ajoute-t-il non sans fierté. *Dans ces conditions, accepter la cantonisation – qui n'accorderait aux Croates (18 % de la population de Bosnie-Herzégovine) que 12 % du territoire* (l'Herzégovine occidentale) *serait d'autant plus ridicule que 39 % des Croates vivraient en dehors de ce canton. » « La part de la République tenue par les Croates*, ajoute-t-il, *serait, d'autre part, la plus pauvre, alors que les Croates de Bosnie détiennent 70 % du potentiel intellectuel et économique de l'Etat. »* Pour ce partisan d'un Etat unitaire, cantoniser la Bosnie-Herzégovine serait enfin *« légaliser officiellement l'impérialisme serbe »*, dans la mesure où ces derniers occupent aujourd'hui près de 70 % du territoire de la Bosnie. Or, s'insurge M. Kljujic, *« jamais dans l'Histoire, la Serbie n'a franchi la rive ouest de la rivière Drina, qui constitue, depuis toujours, la frontière entre les empires d'Orient et d'Occident, et la laisser faire serait une trahison des intérêts du peuple croate ». « Malheureusement*, conclut-il, *parmi les Croates, et spécialement parmi ceux qui ont les armes, beaucoup ne connaissent pas l'Histoire. »*

Ne pas tomber « sous domination musulmane »

C'est bien là, en effet, que le bât blesse, car le Conseil de défense croate de Bosnie-Herzégovine (HVO), force militaire des Croates de Bosnie, qui posséderait 80 % de l'armement de la nouvelle République, est majoritairement fidèle à M. Boban. Mais le point de vue de ce dernier ne recouvre pas toujours celui des Bosniaques, qui le déplorent amèrement. Il suffit de se rendre, par exemple, de Kiseliak (sous contrôle croate), à Ilidza (verrou serbe à l'entrée ouest de Sarajevo), pour comprendre qu'on ne franchit pas là un fossé mais plutôt une frontière, ce qui semble pour l'instant satisfaire les deux bords, qui entretiennent par ailleurs une certaine coopération.

Lors de la dernière offensive malheureuse des forces bosniaques contre Ilidza, le HVO est resté spectateur, et son commandant en second pour Sarajevo, Bozo Bazaraich, ne cachait pas sa colère contre les forces bosniaques. Pour lui, ces soldats bosniaques, qui ont investi ce front tenu jusqu'à maintenant par le HVO, ne sont qu'un *« ramassis de pillards qui volent les maisons et dont l'action n'aboutit qu'à la destruction des propriétés croates »*, majoritaires à Stup et Otes, deux villages qui font face à Ilidza. *« Non*, dit-il, *le HVO ne prend pas part à ces combats »*, et nul doute que s'il l'avait pu, il aurait empêché les forces bosniaques de venir là.

Tout aussi direct, le président du HVO Sarajevo, M. Velimir Maric, déclare : *« Le pouvoir de Bosnie est peut-être légal, mais il a perdu sa légitimité dans la mesure où il n'a rien fait pour préparer la guerre. »* Que des Croates participent à ce pouvoir n'impressionne pas M. Maric, qui affirme : *« Ils ne sont pas nos représentants pusqu'ils ont été nommés par les Musulmans et pas par nous. C'est au peuple croate de nommer ses représentants et de les destituer quand il le veut. C'est pour avoir la parité au sommet du pouvoir que nous nous combattons. »*

Ces divergences expliquent que l'accord politique signé entre les présidents Tudjman (Croatie) et Izetbegovic (Bosnie-Herzégovine), plaçant officiellement le HVO sous commandement de l'armée bosniaque, soit resté lettre morte. *« Cet accord doit être entériné au niveau des états-majors, c'est-à-dire à Mostar pour le HVO et Sarajevo pour les Bosniaques*, déclare M. Maric. *Or, jusqu'à présent, il n'y a pas de contacts. »* Si l'ennemi commun serbe réunit aujourd'hui Croates et Bosniaques, les Croates, majoritaires en Bosnie, jouent toutefois de ce qu'ils appellent leurs traditions, leur culture, pour réclamer pour l'avenir un certain pouvoir qui leur assure, en fait, de ne pas tomber sous *« domination musulmane »*.

Secrétaire général à la présidence bosniaque, M. Akmachich ne dit pas autre chose quand il affirme : *« Nous, Croates, pensons qu'en tant que nation minoritaire, mais avec une grande tradition politique, nous devrions avoir la parité du pouvoir. »*

AUTRICHE
ITALIE
Ljubljana
SLOVÉNIE
Zagreb
CROATIE
HONGRIE
ROUMANIE
Novi-Sad
Belgrade
Drina
MER ADRIATIQUE
Sarajevo
SERBIE
MONTÉNÉGRO
Titograd
Dubrovnik
Pristina
KOSOVO
ALBANIE
100 km
zone contrôlée
par les Musulmans
par les Croates
par les Serbes (en Bosnie)

Les mêmes droits

Plus diplomate peut-être et plus inquiet sûrement quant à l'éventualité de voir un jour surgir un Etat islamique, l'archevêque de Sarajevo, Mgr Vinco Puljic, le dit : *« Les Croates sont moins nombreux que les Musulmans et les Serbes, mais ils sont là depuis plus longtemps. Nous ne voulons pas de privilèges mais les mêmes droits pour les trois nationalités. »* Nul doute que la méfiance qui règne entre Croates et Musulmans accentue les craintes et les divergences passées. *« Les racines du communisme sont très profondes ici*, affirme ainsi Mgr Puljic, *et le communisme a toujours lutté contre les catholiques, donc les Croates. Cette mentalité se poursuit et élargit le fossé entre Musulmans et Croates. Les Musulmans, plus forts dans l'armée yougoslave, croyaient en elle*, poursuit-il. *C'est pour cela qu'au début ils n'ont pas voulu croire à la guerre, alors que les Croates s'armaient pour défendre la Bosnie-Herzégovine. Au commencement des opérations, les Musulmans qui combattent avec la HVO en Bosnie-Herzégovine le faisaient sous son commandant, mais maintenant ils veulent commander et, à la fin, ils voudront tout le pouvoir. »*

Radicalisme du Parti croate du droit

Cette réticence, qui se traduit par l'attentisme du HVO, explique que ce soit, aujourd'hui, dans la milice du Parti croate du droit (ultranationaliste) de M. Dobriga Paraga, le HOS (Force de défense croate), *que nombre de Musulmans placent leur confiance. « Contrairement au HVO, qui limite son action à l'Herzeg-Bosna, le HOS est la seule force croate d'origine qui se prépare à combattre pour libérer toute la Bosnie-Herzégovine et en expulser les Serbes »*, affirme M. Mohamad Filipovic, vice-président de l'organisation des Musulmans bosniaques, *et, en ce sens, nous sommes d'accord avec elle. En ce moment, le Parti du droit n'agit pas comme le HDZ* (Union démocratique croate de M. Boban) *pour dissoudre la Bosnie-Herzégovine ». « Avant la guerre, nous considérions le HOS comme le diable : on le pensait menaçant*, avoue un politicien bosniaque. *Mais maintenant, de mauvais garçons, ils sont devenus bons. »*

De nombreux Musulmans se battent d'ailleurs dans les rangs du HOS, dont les dirigeants restent très discrets et refusent de s'exprimer. Les trois derniers chefs de cette milice, considérée comme très opérationnelle aux combats, ont, il est vrai, été tués depuis le début de la guerre, dont deux à des barrages croates.

Cette reconversion du Parti du droit en Bosnie, inquiète toutefois certains, qui craignent, non sans raison, le radicalisme de ce mouvement connu pour ses méthodes expéditives et qui avait toujours défendu la Grande Croatie. Cette ambiguïté de la politique croate accroît le sentiment d'isolement des Musulmans et pourrait, à terme, les pousser à réclamer un Etat musulman, ce qui ne veut pas dire islamique. Pour enfin être sûrs, un jour, de ne pas encore devoir se battre pour leur survie.

FRANCOISE CHIPAUX

□ **Des organisations musulmanes de France dénoncent le *« principe criminel de l'ethnopurification »*.** – L'Union des organisations islamiques de France, l'Association des étudiants islamiques, la Fédération nationale des musulmans de France, Foi et pratique, se sont réunies à la Mosquée de Paris mardi 1er septembre. Elles ont *« dénoncé*, dans un communiqué, *le principe criminel de l'ethnopurification »*, et *« exprimé l'horreur de la communauté musulmane de France devant la situation dramatique des populations musulmanes et non musulmanes de Bosnie-Herzégovine massacrées aveuglément, femmes, enfants et vieillards étant parqués dans des conditions effroyables du seul fait de leur appartenance ethnique et religieuse »*.

Avant sa rencontre avec Boris Spassky

L'ancien champion du monde d'échecs Bobby Fischer « crache » sur les menaces de sanctions

Menacé de sanctions par le département américain des finances pour avoir accepté de participer, sur le territoire du Monténégro, à une rencontre avec Boris Spassky, qui constitue une violation de l'embargo auquel est soumis cette République ainsi que la Serbie (*le Monde* du 2 septembre), Bobby Fischer, l'ancien champion du monde d'échecs, a traité par le mépris cet avertissement. *« Voici une lettre m'informant que je viole les sanctions et la loi américaine. Tout ce que je peux faire, c'est cracher dessus »*, a-t-il déclaré, mardi 1er septembre, lors d'une conférence de presse, la première depuis vingt ans. Joignant le geste à la parole, l'ancien champion a effectivement craché sur la missive. Quant aux actuelles grandes figures des échecs, il les a accusées de tricher et les a qualifiées de *« chiens les plus pelés du coin »*. – *(AFP, UPI.)*



TADJIKISTAN : report du sommet russo-tadjik

Le président Rakhmon Nabiev n'est pas réapparu

MOSCOU

de notre correspondant

Plus de trente-six heures après sa disparition du palais présidentiel, envahi lundi 31 août par de jeunes manifestants de l'opposition, le président tadjik, M. Rakhmon Nabiev, n'avait toujours pas refait surface. Du coup, la présidence de Russie a fait savoir que sa rencontre avec M. Boris Eltsine, prévue pour mercredi 2 septembre à Moscou, et la signature d'un important traité de coopération russo-tadjik, avaient été remis à une date ultérieure, *« en raison de la complexité de la situation »*...

Selon un porte-parole de l'opposition à Douchanbé, M. Nabiev aurait d'abord trouvé refuge dans une caserne des forces ex-soviétiques, puis dans les anciens locaux du KGB, refaisant ainsi l'itinéraire qu'il avait suivi en mai dernier, lorsqu'il avait dû fuir une première fois le palais présidentiel sous la pression de l'opposition. Mardi en fin de journée, il serait parti à bord d'une voiture blindée, avec sa femme et ses enfants, pour une destination inconnue.

A l'intérieur du palais, un certain nombre d'officiels sont toujours retenus par les groupes de jeunes gens qui ont pris possession des locaux. D'autres – en particulier deux vice-premiers ministres – ont apparemment été relâchés, et l'un d'entre eux a, selon la *Nezavissimaia Gazeta*, téléphoné au président Boris Eltsine pour lui demander que les troupes russes présentes sur place restent neutres dans le conflit.

L'Abkhazie et le Karabakh

Jeudi 3 septembre, M. Eltsine doit présider à Moscou une réunion censée contribuer à résoudre un autre conflit où les soldats russes sont là aussi supposés rester neutres : celui qui oppose les troupes géorgiennes venues prendre le contrôle de l'Abkhazie aux combattants abkhazes soutenus par des volontaires venus du Caucase du Nord. Sur le terrain, certaines tensions sont apparues entre les détachements géorgiens, qui ont attaqué divers objectifs sans tenir compte du cessez-le-feu théoriquement agréé entre les deux parties, et les unités russes.

Le président géorgien, M. Chevardnadze, a affirmé que les Géorgiens avaient essuyé des coups de feu venus de positions tenues par les Russes, et fait savoir que de tels incidents risquaient de remettre en question la rencontre de jeudi, mais M. Eltsine pour sa part a répété que la réunion, à laquelle doit participer le président du Parlement abkhaze, M. Vladimir Ardzinba, aurait bien lieu.

Quant au cessez-le-feu supposé entrer en vigueur au Haut-Karabakh le 1er septembre, aux termes des accords conclus en fin de semaine dernière entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie sous l'égide du Kazakhstan, il a été immédiatement violé. Les deux parties se rejettent la responsabilité des attaques et des bombardements constatés en de multiples endroits, qui ont fait de nombreuses victimes de part et d'autre.

JAN KRAUZE

EUROPE

TCHÉCOSLOVAQUIE

Le Parlement de Bratislava a adopté une nouvelle Constitution

Le Conseil national (Parlement) slovaque a adopté, mardi 1er septembre, à Bratislava, à la majorité requise des trois cinquièmes, la Constitution de la Slovaquie, qui doit devenir indépendante le 1er janvier prochain.

Le vote, acquis par 114 voix contre 16 et 4 abstentions sur les 150 députés que compte le Parlement, a été boycotté par les représentants de la minorité hongroise de Slovaquie (600 000 personnes). Ils ont quitté la salle pour protester contre le texte *«antidémocratique»* qui *«ne garantit pas la protection des minorités nationales»*. Les députés hongrois, qui revendiquaient une autonomie culturelle et scolaire, n'ont pas obtenu gain de cause. Au contraire, certains passages de la version du gouvernement de M. Vladimir Meciar approuvés par les partis hongrois ont été amendés en leur défaveur. Le slovaque est défini comme *«langue d'Etat»* au lieu de *«langue officielle»*, terme correspondant à la situation libérale actuelle, et le préambule commence par *«Nous, peuple slovaque»* au lieu de *«Nous, citoyens de la République slovaque»*. Selon le premier ministre, la Constitution adoptée – la deuxième après celle en vigueur de 1939 à 1945 en Slovaquie – est démocratique et *«respecte les normes européennes en la matière et garantit les droits civiques et des minorités»*. Les tentatives de certains députés communistes et des chrétiens-démocrates de l'ex-premier ministre Jan Carnogursky – qui ont voté contre – pour retarder jusqu'à l'indépendance totale de la Slovaquie l'entrée en vigueur de la Constitution ou de certains de ses articles contraires à la Loi fondamentale fédérale tchécoslovaque, ont été vivement combattues par M. Meciar, qui est monté plusieurs fois au créneau avec virulence. *«La République slovaque a besoin de sa Constitution»*, qui doit *«entrer en vigueur le jour de son adoption»* pour signer avec la République tchèque la liquidation de la Tchécoslovaquie et la création d'une union douanière et monétaire.

La Constitution devait être officiellement signée et proclamée, jeudi soir 3 septembre au château de Bratislava par M. Vladimir Meciar et par le président du Parlement, M. Ivan Gasparovic, en présence notamment de leurs homologues tchèques, MM. Vaclav Klaus et Milan Uhde, et du premier ministre fédéral, M. Jan Strasky. – *(AFP, Reuter.)*

ALLEMAGNE : après dix jours de violences xénophobes

Les responsables politiques s'inquiètent de la montée de l'extrême droite

Après dix jours d'affrontements quotidiens à travers toute l'ancienne Allemagne de l'Est, la flambée de violence raciste, qui avait commencé à Rostock, connaît une accalmie. Mardi 1er septembre, jour anniversaire du déclenchement de la deuxième guerre mondiale par le Troisième Reich, quelques incidents étaient signalés à Cottbus, dans le Land du Brandebourg, siège du mouvement d'extrême droite Deutsche Alternative et dans trois autres localités.

BERLIN

de notre correspondant

Les discrètes manifestations de recueillement organisées, mardi 1er septembre, pour commémorer la «journée contre la guerre», ont permis, à Dresde et à Berlin, aux syndicats et aux Eglises, de renouveler leur mises en garde contre le racisme. A l'heure des premiers bilans, les responsables politiques de tous bords serrent néanmoins les rangs pour tenter de prendre la mesure de l'ampleur du mouvement de protestation. Alors que les autorités de la région Mecklembourg-Poméranie occidentale, où se trouve Rostock, font l'objet de nombreuses critiques pour n'avoir pas su réagir à temps, les gouvernements des nouveaux Länder réclament des moyens supplémentaires pour lutter contre la violence.

Le vent de sympathie dont ont bénéficié les jeunes extrémistes auprès d'une partie de la population a accéléré le consensus qui se dessine entre les grandes formations politiques pour limiter l'afflux des réfugiés en Allemagne. Un sondage d'opinion de l'institut Infas publié en début de semaine dans la presse allemande marquait un gain important dans les intentions de vote pour les groupes d'extrême droite. 19 % des Allemands à l'ouest et 12 % à l'est, se déclaraient prêts en août à voter pour eux. La proportion était particulièrement forte chez les jeunes.

Surenchère au SPD

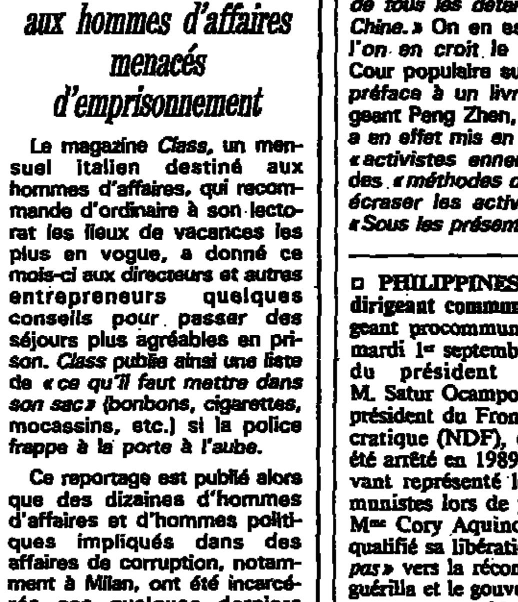
Après avoir longtemps tergiversé, les dirigeants sociaux-démocrates (SPD) ont pris leur parti de la situation et se sont décidés à balayer leur opposition interne pour s'entendre avec la majorité de droite sur un changement constitutionnel limitant les possibilités de demander l'asile politique *(le Monde du 25 août)*. Il semble acquis, désormais, qu'un congrès extraordinaire du SPD sera convoqué vers la fin octobre pour avaliser ce changement d'orientation. Le président du groupe parlementaire, M. Ulrich Klose, a estimé que la modification constitutionnelle pourrait être adoptée avant la fin de l'année.

Se sentant le vent en poupe, l'aile droite du Parti social-démocrate fait aujourd'hui ouvertement de la surenchère par rapport aux partis conservateurs. Dans un entretien au quotidien *Die Welt*, le ministre des affaires sociales du Land de Rhénanie-Westphalie, M. Hermann Heidemann, s'est prononcé pour une réduction des aides sociales aux demandeurs d'asile. Il a accusé directement les Tziganes de Roumanie et de Yougoslavie de provoquer l'opinion par leurs comportements. Une grande partie du mécontentement est *«de façon indéniable, dû au mauvais comportement de certains groupes d'immigrants, qui ont empoisonné l'atmosphère»*, a-t-il, dit en mettant nommément en cause les Tziganes.

HENRI DE BRESSON







ITALIE

Conseils aux hommes d'affaires menacés d'emprisonnement

Le magazine *Class*, un mensuel italien destiné aux hommes d'affaires, qui recommande d'ordinaire à son lectorat les lieux de vacances les plus en vogue, a donné ce mois-ci aux directeurs et autres entrepreneurs quelques conseils pour passer des séjours plus agréables en prison. *Class* publie ainsi une liste de *«ce qu'il faut mettre dans son sac»* (bonbons, cigarettes, mocassins, etc.) si la police frappe à la porte à l'aube.

Ce reportage est publié alors que des dizaines d'hommes d'affaires et d'hommes politiques impliqués dans des affaires de corruption, notamment à Milan, ont été incarcérés ces quelques derniers mois. – *(AP.)*

Victime d'un accident de voiture

M. Dubcek est «dans un état grave»

L'ancien dirigeant du «printemps de Prague» et actuel chef du Parti social-démocrate slovaque, M. Alexandre Dubcek, a été grièvement blessé, mardi 1er septembre, dans un accident de voiture, a rapporté l'agence CSTK. Il a été opéré, dans la nuit de mardi à mercredi, d'*«une fracture ouverte des vertèbres lombaires»*, et *«se trouve toujours dans un état grave»*, selon son médecin.

La voiture de M. Dubcek, une BMW conduite par un chauffeur, est passée par-dessus le rebord de l'autoroute, à une centaine de kilomètres au sud-est de Prague, et est tombée dans un ravin. Sous le choc, les deux occupants du véhicule, qui roulait vraisemblablement à vive allure sur la chaussée détrempée, ont été éjectés, selon un porte-parole du ministère de l'Intérieur tchèque. – *(AFP, Reuter.)*

HONGRIE : accusée de tendances racistes

L'aile droite du principal parti au pouvoir déclenche une offensive contre le gouvernement

Le chef de file de l'aile droite du *Forum démocratique*, M. Istvan Csurka, vient de publier un pamphlet dont la virulence menace l'unité du parti du premier ministre, M. Jozsef Antall.

BUDAPEST

de notre correspondant

La Hongrie vient de connaître un tournant politique. Depuis les premières élections démocratiques du printemps 1990, le premier ministre, M. Jozsef Antall, a réussi, tant bien que mal, à préserver l'unité du Forum démocratique (MDF), le principal parti de la coalition conservatrice au pouvoir. Solidarité gouvernementale oblige, les trois principaux courants du Forum ont résolument soutenu l'action du gouvernement de M. Antall, qui incarne la sensibilité démocrate chrétienne de son parti. Mais ce fragile jeu d'équilibre vient d'être sérieusement ébranlé par l'écrivain et député Istvan Csurka, porte-parole officieux de la droite (voire l'extrême droite) du parti.

Dans un virulent pamphlet de huit pages, publié à la fin du mois d'août dans l'hebdomadaire semi-officiel *Magyar Forum*, M. Csurka, vice-président du MDF, s'est livré à une attaque en règle contre le bilan des deux premières années du gouvernement et a brisé un tabou. Qualifiant M. Antall de *«héros tragique»*, M. Csurka a sommé le premier ministre, atteint d'un cancer depuis deux ans, de nommer son successeur. Même s'il s'agissait d'un secret de polichinelle, tous les dirigeants politiques du pays s'étaient jusqu'alors abstenus d'exploiter l'état de santé du chef du gouvernement à des fins partisanes.

Ce faisant, M. Csurka a accéléré la crise de succession au sein du MDF et a choisi d'étaler sur la place publique les luttes internes qui déchirent le parti. L'enjeu n'est pas uniquement tactique; à terme, c'est l'unité du MDF, et donc la stabilité du gouvernement, qui est en cause.

La teneur agressive et nationaliste du pamphlet a provoqué un électrochoc au sein du Forum démocratique. M. Csurka y définit le MDF comme *«le seul représentant de l'identité historique hongroise»*. Rompant le consensus entre l'ensemble des partis parlementaires hongrois sur le refus de modifier les frontières en Europe centrale, M. Csurka appelle à la création d'un *«Lebensraum magyar»*; l'écrivain évoque également les *«racines génétiques»* de la détérioration du climat social, une allusion à peine voilée aux tziganes et aux juifs, même si M. Csurka se défend de telles insinuations.

Tollé du courant «libéral»

Abordant le principal conflit qui oppose depuis deux ans le gouvernement et l'opposition sur la réforme des médias du service public, M. Csurka affirme *«qu'il faut faire de l'ordre à la radio et à la télévision hongroises et écarter, si nécessaire avec l'aide de la force de la police, les présidents des chaînes»*. Le refus répété du président de la République, M. Arpad Göncz, membre du principal parti d'opposition, de limoger ces deux hommes s'explique, ajoute-t-il, par le fait que *«les communistes, les libéraux, les radicaux de l'ancienne nomenklatura ainsi que les agents de Paris, de New-York et de Tel-Aviv dictent la conduite»* de M. Göncz.

M. Jozsef Debreczoi, l'un des leaders de l'aile «libérale» du groupe parlementaire du MDF, a qualifié l'idéologie de M. Csurka d'*«anticommuniste»*, d'*«antidémocratique»* et d'*«antisémite»*. *«Le MDF*, a-t-il insisté, *n'a rien à voir avec cela.»* Le comité directeur du parti s'est réuni jusqu'à l'aube la semaine dernière pour tenter de trouver une position commune; le MDF, tout en se démarquant des thèses de M. Csurka, a néanmoins refusé de le sanctionner. Cet embarras était également perceptible, lundi 31 août, lorsque le premier ministre, après bien des hésitations, s'est résigné à évoquer l'*«affaire»* devant les députés. Soulignant à son tour que les «valeurs» de M. Csurka n'étaient pas les siennes, M. Antall a toutefois précisé que son parti doit être *«capable de collaborer avec M. Csurka»*.

Visiblement sur la défensive, M. Antall a joué la carte de l'unité de son mouvement, qui traverse aujourd'hui une grave crise de croissance. Sans être l'*«otage»* de M. Csurka, le premier ministre a vu sa marge de manœuvre se réduire considérablement en deux ans. Son gouvernement est impopulaire et les candidats de la coalition ont subi des revers embarrassants au cours des dernières élections partielles. L'offensive de M. Csurka s'inscrit clairement dans le cadre d'une lutte de pouvoir au sein du MDF avant les prochaines législatives de 1994. Pour redorer le blason de son parti, M. Csurka veut lui faire prendre un virage à droite et nationaliste.

Or, à défaut de sanctionner clairement les thèses de M. Csurka, dont l'assise est encore incertaine, le MDF et le gouvernement prennent le risque de laisser se développer une surenchère. Et celle-ci ne peut que se nourrir de la pression nationaliste aux frontières de la Hongrie et de l'instabilité sociale croissante; le chômage, selon les prévisions, frappera 17 % à 20 % de la population active à la fin 1993.

YVES-MICHEL RIOLS

□ **ESPAGNE : envoi de surplus alimentaires des JO dans des zones de guerre.** – Les organisateurs des Jeux olympiques de Barcelone ont annoncé, mardi 1er septembre, qu'ils envisageaient d'envoyer dans des régions en guerre, comme la Bosnie et la Somalie, 18 millions de pesetas (environ 950 000 francs) de produits alimentaires restés en surplus après les Jeux. M. Josep Miquel Abad, numéro deux du comité organisateur, a déclaré que ceux qui ont parrainé les Jeux devaient encore approuver ce projet. – *(Reuter.)*

A TRAVERS LE MONDE

CHINE

Paris proteste contre l'arrestation d'un dissident et l'expulsion de deux journalistes

A la suite de l'arrestation du dissident Shen Tong et de l'expulsion de deux journalistes français *(le Monde du 2 septembre)*, Pékin a expulsé, mercredi, un sinologue américain. M. Ross Terrill, arrivé en Chine avec M. Shen, a été accusé d'*«activités incompatibles avec son statut de touriste»*. L'ambassade américaine a protesté contre le traitement infligé à M. Terrill. Le Quai d'Orsay a *«regretté»* la mesure prise contre les journalistes français, ajoutant : *«Alors que le mouvement de réformes économiques a été vigoureusement relancé et que le gouvernement chinois a invité les étudiants exilés à revenir en Chine, la France déplore ces nouvelles arrestations d'opposants. Elle demande, comme l'avait souhaité M. Roland Dumas lors de sa visite à Pékin en avril 1991, la libération de tous les détenus politiques en Chine.»* On en est encore loin si l'on en croit le président de la Cour populaire suprême. Dans sa préface à un livre du vieux dirigeant Peng Zhen, M. Ren Jianxing a en effet mis en garde contre les *«activistes ennemis»*, réclamant des *«méthodes dictatoriales pour écraser les activités nuisibles»*. *«Sous les présentes conditions de réforme et à cause de l'influence de toutes sortes de facteurs négatifs, des activités illégales ont resurgi en grand nombre, menaçant sérieusement l'ordre public et mettant gravement à mal l'ordre économique»*, a-t-il affirmé. – *(AFP, Reuter, UPI.)*

CONGO

M. Bongho-Nouarra a été nommé premier ministre

Le président Pascal Lissouba a désigné, mardi 1er septembre, M. Stéphane Maurice Bongho-Nouarra au poste de premier ministre. Succédant à M. André Milongo, M. Bongho-Nouarra, âgé de cinquante-six ans, a promis que son gouvernement – dont la composition devrait être annoncée dans les prochains jours – allait *«mener la guerre contre la crise économique, sociale et morale»* que connaît le Congo. Originaire d'Ouesso, dans la région de la Sangha (nord du pays), il a fait ses études supérieures en France, de 1958 à 1962, où il a obtenu un diplôme d'ingénieur agricole. Après plusieurs années passées au ministère de l'agriculture, il est nommé, en 1968, ministre des travaux publics, des transports et de l'habitat. Emprisonné l'année suivante pour tentative de coup d'Etat, il ne sera libéré que deux ans plus tard, non sans avoir subi tortures et mauvais traitements. Homme d'affaires actif, il a monté plusieurs sociétés (en Côte d'Ivoire, au Bénin puis au Gabon) et a été consultant auprès de plusieurs sociétés suisses et françaises. Il n'a regagné définitivement le Congo qu'en 1991, et a dirigé l'année suivante l'Alliance nationale pour la démocratie (AND) regroupant une quarantaine de partis proches de M. Lissouba. – *(AFP.)*

SOMALIE

Plusieurs factions armées s'opposent aux décisions de l'ONU

Quatre factions armées, récemment regroupées dans une Alliance nationale somalienne (ANS) par le général Mohamed Farah Aidid *(le Monde du 21 août)*, ont fait savoir, mardi 1er septembre, par un porte-parole à Rome, que la décision des Nations unies d'envoyer trois mille nouveaux *«gardes bleus»* (en plus des cinq cents autres déjà attendus à Mogadiscio) ne pouvait *«être acceptée et appliquée»* sur le *«territoire sous le contrôle de l'ANS»*. Selon cette dernière, les troupes de l'ONU risquent de concurrencer son propre *«corps de police nationale»*, fort de plus de *«six mille hommes»*. L'ANS, qui fait régner sa loi dans le sud et le centre de la Somalie – Mogadiscio compris – s'était engagée, lors de sa création, il y a moins de deux semaines, à mettre en place un *«gouvernement décentralisé»* qui *«permettrait de rétablir la paix et l'harmonie»* au sein de la communauté somalienne. – *(AFP, Reuter.)*

SRI-LANKA

Attentat à la bombe sur un marché

Au moins vingt-deux personnes ont été tuées et trente-sept blessées par l'explosion d'une bombe, mardi 1er septembre, lors d'une foire qui se tenait à Sainthamaruthu, un village de l'est habité par des musulmans. L'armée a accusé le groupe séparatiste des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE). Un engin à retardement avait sans doute été placé à l'intérieur du véhicule d'un vendeur de glaces. Le LTTE a déjà été rendu responsable d'un attentat à la bombe qui avait fait au moins dix morts, l'avant-veille, parmi les occupants d'un autocar à Trincomalee, un port situé dans le nord-est de Sri-Lanka. Le 10 avril, à Ampara, dans l'est du pays, vingt-cinq passagers d'un bus avaient été tués dans un attentat similaire. Le LTTE mène depuis une décennie une lutte sanglante pour la création d'un Etat tamoul dans le nord-est de l'île, où vivent quelque deux millions de Tamouls. – *(AFP.)*

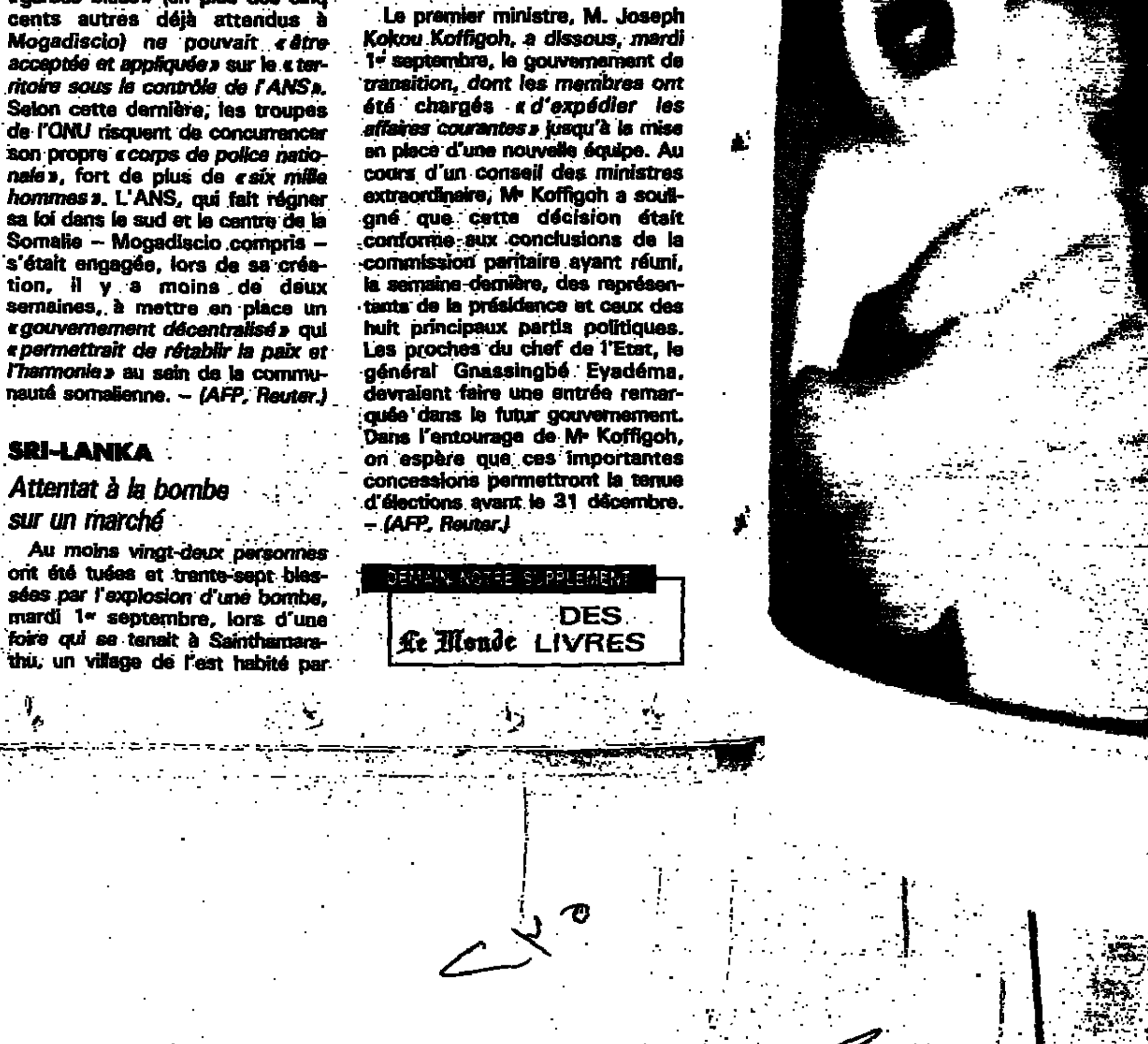
TOGO

Le gouvernement de transition a été dissous

Le premier ministre, M. Joseph Kokou Koffigoh, a dissous, mardi 1er septembre, le gouvernement de transition, dont les membres ont été chargés *«d'expédier les affaires courantes»* jusqu'à la mise en place d'une nouvelle équipe. Au cours d'un conseil des ministres extraordinaire, Me Koffigoh a souligné que cette décision était conforme aux conclusions de la commission paritaire ayant réuni, la semaine dernière, des représentants de la présidence et ceux des huit principaux partis politiques. Les proches du chef de l'Etat, le général Gnassingbé Eyadéma, devraient faire une entrée remarquée dans le futur gouvernement. Dans l'entourage de Me Koffigoh, on espère que ces importantes concessions permettront la tenue d'élections avant le 31 décembre. – *(AFP, Reuter.)*

□ **PHILIPPINES : libération d'un dirigeant communiste.** – Un dirigeant procommuniste a été libéré, mardi 1er septembre, à la demande du président Fidel Ramos. M. Satur Ocampo, accusé d'être le président du Front national démocratique (NDF), clandestin, avait été arrêté en 1989. Il avait auparavant représenté les rebelles communistes lors de pourparlers avec Mme Cory Aquino. M. Ocampo a qualifié sa libération de *«tout petit pas»* vers la réconciliation entre la guérilla et le gouvernement. Quatre autres responsables communistes et seize soldats impliqués dans des tentatives de putsch d'extrême droite ont également été libérés. – *(UPI.)*

□ **CORÉE DU SUD : quatre dissidents arrêtés.** – Quatre dissidents sud-coréens ont été arrêtés pour avoir violé la législation sur la sécurité qui interdit tout contact avec la Corée du Nord, a rapporté, mercredi 2 septembre, la presse de Séoul. M. Kim Nak-choong, ancien président du Parti populaire, et trois autres dissidents ont été accusés d'avoir eu des contacts avec un *«espion nord-coréen»* rencontré à Pékin. – *(Reuter.)*



PROCHE-ORIENT

IRAK : la protection des opérations humanitaires

Le Conseil de sécurité s'apprête à riposter aux provocations visant les personnels de l'ONU

La Russie, qui s'était récemment jointe aux Etats-Unis, à la France et à la Grande-Bretagne pour *instaurer une zone aérienne interdite à* l'aviation irakienne au sud du 32e parallèle, a décidé le 1er septembre d'appuyer l'action des alliés en donnant l'ordre à deux bâtiments de guerre, le *Vinogradov* et le *Boris-Butuma*, de gagner le golfe Persique d'ici une dizaine de jours. Pendant ce temps, à New-York, le Conseil de sécurité de l'ONU s'efforce d'obtenir de Bagdad la sécurité des personnels de l'ONU sur place et la poursuite du programme d'aide alimentaire.

Selon le gouverneur de la province de Zhi-Kar (sud de l'Irak), M. Al Habbouche, Bagdad a donné l'ordre de ne pas intercepter les avions alliés le 25 août, soit deux jours avant l'interdiction de survol de la région décrétée par les alliés. Selon le secrétaire d'Etat britannique aux forces armées, M. Archibald Hamilton, ces derniers sont prêts à faire respecter cette interdiction pendant « des mois ».

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Jusqu'ici, l'aviation irakienne a scrupuleusement respecté l'interdiction de survol de son territoire au sud du 32e parallèle, ainsi qu'ont pu le constater les pilotes de l'US Air Force et de la marine américaine à l'occasion des centaines de sorties effectuées à partir de l'Arabie saoudite ou du porte-avions *Independence*, qui croise dans les eaux du Golfe. A tel point que l'aviation américaine a annoncé le 31 août qu'elle envisageait de réduire rapidement le nombre de ces sorties *« si la situation restait en l'état »*. De même, les quinze membres de la quatorzième mission d'inspection *nucléaire, prévue par la Commission* spéciale et conduite par un spécialiste italien de l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA), M. Maurizio Ziffero, poursuivent pour l'instant sans encombre leur mission d'inspection depuis leur arrivée à Bagdad, le 31 août.

En revanche, de nombreux incidents ont pour cible les personnels de l'ONU, ceux notamment qui assurent la sécurité des opéra*tions d'aide humanitaire destinées* aux populations civiles, dans les zones qui restent placées sous le contrôle du régime de M. Saddam Hussein. Ils se sont aggravés depuis l'expiration, le 30 juin dernier, du mémorandum autorisant la présence de ces « gardes bleus » que l'Irak refuse de reconduire. Le porte-parole du secrétaire général de l'ONU, M. François Giuliani, a rappelé que ces *« harcèlements »* s'ajoutaient à la mort d'un « garde bleu » fidjien dans le Kurdistan irakien, où deux autres gardes autrichiens ont été blessés.

L'Irak a demandé aux Nations unies de ramener à cinq le nombre des « gardes bleus » stationnés à Bagdad (quinze actuellement).

Recourir à « tous les moyens nécessaires »

Dans le Sud, le maigre personnel onusien sur place a dû se retirer et, dans la zone-tampon à la frontière de l'Irak et du Koweït, où sont installés depuis le printemps 1991 trois cents observateurs de la mission d'observation des Nations unies (MONUIK), et où aucun incident sérieux n'avait jusque-là été rapporté, un « casque bleu » suédois a récemment été blessé par balles.

Devant cette accumulation de provocations, les quinze membres du Conseil devraient adopter bientôt une déclaration présidentielle exigeant une nouvelle fois de l'Irak qu'il respecte le contenu des résolutions votées à son *encontre et qu'il garantisse la* sécurité des personnels de l'ONU opérant sur son sol. Dans un deuxième temps, après un rapport du secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali, le Conseil pourrait décider de maintenir, malgré les objections irakiennes, une présence humanitaire dans le pays. Il pourrait pour ce faire invoquer la résolution 678 du 29 novembre 1990 (celle qui autorisa l'opération « Tempête du désert »), c'est-à-dire la possibilité de recourir à *« tous les moyens nécessaires »*, y compris la force, pour *« rétablir la paix et la sécurité dans la région »*.

SERGE MARTI

En raison de fêtes religieuses

Suspension des pourparlers israélo-arabes

La délégation israélienne a annoncé, mardi 1er septembre, à Washington, la suspension des négociations bilatérales israélo-arabes, pour une semaine, du 7 au 14 septembre, en raison de plusieurs fêtes religieuses et pour permettre aussi aux différentes délégations de consulter leurs gouvernements respectifs. Avant de se séparer, les délégués palestiniens ont présenté à Israël un plan en dix points sur l'autonomie des territoires occupés, qui prévoit notamment des élections pour une assemblée législative et un conseil exécutif pour une période intérimaire de cinq ans. – *(AFP.)*

LIBAN : remettant en question les élections législatives en cours

Le patriarche maronite appelle à la « résistance passive »

La légitimité du futur Parlement a été ouvertement mise en question, mardi 1er septembre, après que le premier ministre, M. Rachid Sohl, qui a échappé de justesse à un échec électoral, eut déploré que le taux de participation aux élections législatives ait été « excessivement bas ». Il a précisé qu'il présenterait la démission de son gouvernement à l'issue de la troisième phase de ce scrutin, qui doit avoir lieu le 6 septembre dans le sud du pays.

Mgr Nasrallah Sfeir, patriarche maronite, qui a milité en faveur du boycottage des élections, s'explique, dans un entretien accordé au « Monde », sur les raisons qui l'ont conduit à prendre cette position.

BEYROUTH

de notre correspondant

« Face à ce Parlement sans représentativité dont les députés sont soit imposés, soit élus sans conviction, et dont tous les actes seront entâchés d'illégitimité ». Mgr Sfeir lève l'étendard de la *« résistance passive »*. *« Comme je l'avais déjà fait*, ajoute-t-il, *à l'encontre des accords de Taëf, conclus avec la Syrie. »*

Mgr Sfeir est devenu, en quelque sorte, la conscience vivante non seulement de sa propre communauté mais aussi de tous les chrétiens et, d'une certaine manière, des musulmans que ces élections ont mis mal à l'aise. Est-ce à dire qu'il préconise la *« désobéissance civile »* ? Il se récrie : *« Absolument pas. Nous ne voulons pas détruire le pays. »*

Mais alors comment va-t-il s'y prendre pour aider le pays tout entier à sortir de cette impasse ? *« Ce n'est pas simple, je le sais, et je ne me déroberai pas à mes responsabilités en disant que c'est l'affaire de nos hommes politiques*, reconnaît-il. *Pour ma part, j'ai prêché le vrai et défendu des valeurs morales dans lesquelles le peuple s'est reconnu. Je pense que, si une opposition musulmane et chrétienne réussissait à se former et à s'entendre sur un programme, elle pourrait appeler à l'organisation de nouvelles élections législatives, celles-là libres et authentiques. C'est assurément ce que je souhaite et ce à quoi je vais travailler. »*

Est-il possible d'obtenir l'annulation des élections dans un pays où la Syrie, maître des décisions, a refusé un ajournement, même symbolique, du scrutin ? *« Il est patent*, affirme Mgr Sfeir, *que les décisions de nos gouvernants ne sont pas les leurs. Je ne suis pas contre les Syriens et il va de soi que la plus grande coopération, particulièrement en politique étrangère, est souhaitable avec eux. Mais nous entendons rester maîtres chez nous. »*

« Vingt ans c'est trop »

Le patriarche maronite estime que le boycottage des élections a fait à ce point tâche d'huile – puisque nombre de musulmans, notamment à Beyrouth, s'y sont ralliés – que la demande de dissolution du Parlement finira par devenir une revendication nationale. Tous les Libanais – et même tous les chrétiens – ne partagent pas son point de vue et redoutent que cette aventure électorale ne se transforme en chaos institutionnel.

Mgr Sfeir n'en demeure pas moins catégorique : *« Certes, tout est possible, même un blocage*, admet-il. *Mais nous n'avions pas d'autre choix que de boycotter les élections. S'il pouvait y avoir un doute, ce qui s'est passé montre qu'à coups de falsifications, de trucages et de fraudes, les ténors de l'opposition n'auraient pas été élus s'ils avaient été tentés de se présenter. Les quelques-uns qui l'auraient peut-être été auraient été inopérants. »*

« En aucun cas, ajoute le patriarche maronite, *l'opposition n'aurait pu obtenir la minorité de blocage, qui est du tiers des députés. Au départ, la loi électorale, un découpage sur mesure des circonscriptions, l'exclusion* de facto *des électeurs déplacés ou émigrés ne le permettaient pas. Sans compter les listes imposées, les pressions et les mille et une irrégularités pendant le scrutin. Non, il ne fallait absolument pas, en se prêtant au jeu, donner à ce Parlement une crédibilité à laquelle il n'a pas droit. Cela dit, il n'y a pas lieu de craindre de clivage entre musulmans et chrétiens : tous les Libanais ont dépassé ce stade. »*

Mgr Sfeir réclame *« de la communauté internationale qu'elle fasse appliquer les résolutions concernant le Liban, notamment celles relatives au retrait de toutes les forces armées étrangères »*. *« Même si les Etats-Unis disent que « ce n'est pas encore le temps*, insiste-t-il, *on ne peut faire attendre les Libanais plus longtemps : vingt ans bientôt, c'est trop, c'est toute une génération. Les émigrés ne rentreront plus, d'autres partiront et le pays aura été vidé de sa substance, son équilibre démographique aura été rompu. »*

A propos de l'irruption du Hezbollah sur la scène parlementaire, le patriarche maronite constate que, si le parti intégriste pro-iranien persiste dans son projet d'instauration d'une République islamique au Liban, il y aura *« une difficulté de plus »*. Mais, à son avis, il faut attendre de voir quel sera son comportement. *« Le Liban doit rester une oasis de liberté, de tolérance et de convivialité*, note-t-il. *Tout le monde y a intérêt. »*

Sûr de lui et de son bon droit, Mgr Sfeir se montre très combatif. *« Je suis toujours le même*, souligne-t-il, *mais cette fois, on m'a écouté. »* Et de conclure : *« Ce que nous venons de vivre n'est pas un point d'arrivée, mais un point de départ. La lutte continue. »*

LUCIEN GEORGE

هكذا من الأصل

AFRIQUE

MALAWI : sur fond de tensions politiques

La sécheresse et l'arrêt partiel de l'aide occidentale portent un coup sévère à l'économie

L'expulsion d'un prêtre catholique irlandais, le Père Thomas Leahy, lundi 31 août, a suscité une vive réaction à Dublin, où le gouvernement a publiquement exigé, mardi, une « explication » de la part des autorités du Malawi. Ces dernières, confrontées aux tensions politiques, font face aussi à des difficultés économiques croissantes.

LILONGWE

de notre envoyée spéciale

L'homme a un peu de peine à trouver ses mots en anglais. Au début de l'année, explique-t-il, le sac de farine de maïs (la nourriture de base) valait 35 kwachas. Aujourd'hui, il en coûte 40. *« C'est dur »*, commente-t-il simplement. Il fait pourtant partie des Malawites privilégiés : il a un travail régulier et une paire de chaussures aux pieds. C'est rare dans un pays où *« la majorité des gens ne font qu'un seul repas par jour »* et où le taux de mortalité infantile frôle les 16 % *« en temps normal »*, soulignent, avec un sourire amer, les responsables de l'UNICEF.

Les ravages de la sécheresse, particulièrement sévères dans le sud du pays, risquent d'aggraver ces statistiques macabres. *« La période de septembre-octobre s'annonce très critique*, dit-on. *A ce moment-là, ceux qui auront résisté au manque d'eau et de nourriture commenceront, eux aussi, à mourir. » « J'ai travaillé dans toute la région, de l'Ethiopie jusqu'au Lesotho ; jamais je n'avais vu une misère pire qu'ici »*, s'indigne un expatrié travaillant dans le domaine humanitaire. La propreté des villes, l'excellence des routes principales semblent proclamer le contraire. *« On soigne les apparences. Le parti y veille. Au début des années 80, le problème de la malnutrition était un sujet tabou. Politiquement, c'était embarrassant ; la pauvreté était pourtant déjà immense. »*

L'autosuffisance alimentaire, qui fut pendant longtemps un motif de fierté pour les autorités, n'est plus, depuis deux ans, qu'un souvenir. La luxuriance des champs de thé, de tabac ou de canne à sucre, la beauté gracile des forêts d'eucalyptus ont, certes, de quoi nourrir les rêveries distraites des touristes. Mais le maigre salaire versé aux ouvriers des plantations ne suffit pas à faire vivre décemment les familles. L'école, théoriquement gratuite, demeure un luxe. Selon des estimations de la Banque mondiale, seulement 43 % des enfants fréquentaient l'école primaire en 1990. De source diplomatique, à la même période, on évaluait la fréquentation de l'école secondaire à seulement 3 % ou 4 %.

« Le seul établissement qui aille jusqu'à l'équivalent du A Level britannique, c'est le Kamuzu Academy », ajoute un expert. Créée et très largement financée par le président à vie Hastings Kamuzu Banda, cette légendaire institution permet à quelque 260 élèves triés sur le volet de s'initier aux sciences modernes, mais aussi au latin et au grec ancien, sous la férule de professeurs exclusivement étrangers (la plupart venus d'outre-Manche, un seul de France) (1).

Cette miraculeuse oasis – unique en Afrique – est censée fournir au pays son élite. Parmi tous les brillants sujets qui sortent de la Kamuzu Academy, un certain nombre choisissent pourtant, lorsqu'ils ont ensuite achevé leurs études en Europe ou aux Etats-Unis, de ne pas revenir. En ces temps difficiles, cette ingratitude se comprend.

La coopération continue

Le soutien apporté par les Occidentaux (et les Japonais) dans le cadre de la coopération n'a pas subi de restrictions massives, malgré le gel d'une partie de l'aide financière, décidée à la suite de la répression des émeutes de mai dernier. Plusieurs centaines d'experts britanniques travaillent dans tous les secteurs de l'économie : agriculture, enseignement, administration... De même pour les Allemands, dont l'un dirigeait jusqu'à très récemment les destinées de la Banque centrale. La France, historiquement moins engagée que la Grande-Bretagne, apporte sa touche discrète : un coopérant français a l'insigne honneur de piloter l'hélicoptère présidentiel, dans le cadre de l'aide technique accordée au pays. Enfin, dans nombre de plantations, Mauriciens ou Sud-Africains composent l'essentiel de l'encadrement.

Tous les ponts, on le voit, n'ont pas été coupés, malgré le coup de froid spectaculaire du mois de mai. Le manque à gagner – généralement estimé à 70 millions de dollars – n'en est pas moins préoccupant pour les autorités. Pressées de s'engager sur la voie des réformes et de l'ouverture politique, bruyamment chapitrées en matière de respect des droits de l'homme, celles-ci semblent hésiter à franchir le pas. L'amende contre l'autoritarisme – sur le modèle de celle que les bailleurs de fonds avaient infligée au Kenya en novembre 1991 – n'a pas eu ici les effets escomptés. *« A Nairobi, ça n'avait pas traîné : deux semaines après que les Occidentaux eurent annoncé le gel de leur aide, le président Arap Moi acceptait d'instituer le multipartisme. Ici, ce n'est pas demain la veille ! »*, bougonne un homme d'affaires malawite.

Nombre de chefs d'entreprise se plaignent déjà du manque de devises : *« Les banques ont coupé le robinet. On peut tenir encore quelques mois, mais après ? »* Même les filiales de la Lonhro, la compagnie tentaculaire dirigée par le magnat britannique Tiny Rowland, commenceraient à être touchées. Considéré comme le premier employeur du pays (23 000 travailleurs, dont 10 000 dans les raffineries de sucre), le groupe Lonhro est lourdement présent dans tous les secteurs de l'économie : sucre, textile, thé, mais aussi transports et tourisme. En termes de chiffre d'affaires, il resterait en seconde position derrière la Press Corporation, que les mauvaises langues considèrent comme la tirelire officielle du président Banda et de ses proches, parmi lesquels M. John Tembo, *son ministre d'Etat et dauphin supposé.*

CATHERINE SIMON

(1) Le français, enseigné dans plus de la moitié des 82 écoles secondaires du Malawi, fait figure de première langue étrangère ; l'anglais est la langue officielle et le chichewa la langue nationale.

Selon la Banque mondiale

L'Afrique australe a un besoin urgent de 10 millions de tonnes de céréales

Malgré la sécheresse qui sévit en Afrique australe depuis 1991, la plupart des dix pays les plus touchés avaient réussi à faire face, jusqu'à présent, en *« tirant »* sur leurs réserves d'eau et de vivres. Mais celles-ci sont désormais épuisées : en 1992, la région aura besoin de 10 millions de tonnes de céréales – contre 2 millions pour une année normale – a déclaré, jeudi 27 août, à Washington, une responsable de la Banque mondiale.

Dans cette région, la production de blé a chuté de 60 % en 1992 ; plus de 300 millions de dollars ont été engagés, rappelle l'organisme international, pour fournir des engrais et des semences à l'Angola, au Botswana, au Lesotho, au Malawi, au Mozambique, à la Namibie, au Swaziland, à la Tanzanie, à la Zambie et au Zimbabwe. L'efficacité de l'aide dépend aussi des conditions de transport, qui varient selon les pays. Sur les 474 000 tonnes de vivres envoyées au Malawi depuis juillet, environ 100 000 sont arrivées à destination. Au Mozambique, où, selon la Banque mondiale, plusieurs centaines de milliers de personnes sont *« à la limite de la survie »*, l'insécurité ralentit grandement la distribution des secours.

De son côté, l'UNICEF a évoqué lundi la situation *« critique »* qui prévaut dans le sud de Madagascar, où plus de 900 000 personnes – *« dont 500 000 femmes et 165 000 enfants »* – continuent de souffrir de la sécheresse. Sur les 760 000 dollars nécessaires pour assurer un programme d'aide d'urgence, 125 000 avaient été réunis en juin.

□ **ALGÉRIE : assassinat d'un procureur.** – La radio nationale a annoncé, lundi 31 août, l'assassinat d'un procureur. C'est la première fois qu'un magistrat est la cible de terroristes depuis l'instauration de l'état d'urgence au mois de février. D'autre part, selon l'agence de presse APS, trois hommes armés et un gendarme ont été tués, mardi, à Blida, lors d'un accrochage. En outre, un homme qui avait été blessé dans l'attentat à la bombe commis le 26 août à l'aéroport d'Alger est mort lundi. – *(AFP.)*

□ **MAROC : critiques contre le Conseil consultatif des droits de l'homme.** – L'Organisation marocaine des droits de l'homme (OMDH) a renouvelé, mardi 1er septembre, dans un communiqué, ses critiques à l'égard du Conseil consultatif des droits de l'homme (CCDH), accusé *« d'être un instrument entre les mains du pouvoir exécutif »*. Elle a rejeté, en outre, l'affirmation récente du CCDH selon laquelle *« il n'y a guère »* de détenus politiques, et menacé de se retirer d'un organisme qui *« n'a pas été à la hauteur des attentes »*. – *(AFP.)*

□ **NIGER : les Etats-Unis expriment leur « préoccupation » face à l'arrestation de Touaregs.** – L'ambassadeur des Etats-Unis à Niamey a exprimé, mardi 1er septembre, la *« préoccupation »* de son pays face à *« l'ampleur des événements »* au Niger, où les forces de sécurité ont arrêté depuis jeudi dernier près d'une centaine de personnes soupçonnées d'être impliquées dans la rébellion touarègue. Parmi elles figureraient sept des principaux chefs traditionnels, dont M. Hamed Ibrahim Al Moumim, chef du village d'Abalak, a précisé, à Paris, M. Mano Dayak. – *(AFP.)*

AMÉRIQUES

COLOMBIE : six semaines après l'évasion du trafiquant de drogue

Les opérations de recherches de Pablo Escobar sont coordonnées par Washington

Le président César Gaviria a déclaré mardi 1er septembre qu'il ne démissionnerait pas de ses fonctions, tout en reconnaissant qu'il acceptait la responsabilité politique de l'évasion, le 22 juillet dernier, de Pablo Escobar. Le chef de l'Etat colombien s'est dit prêt à s'expliquer, devant le pays, sur les circonstances de la fuite du trafiquant de drogue. Washington coordonne les opérations de recherches de Pablo Escobar, mettant ainsi en lumière les insuffisances des autorités colombiennes dans toute cette affaire.

BOGOTA

correspondance

Alors que le gouvernement colombien se contente d'admettre une *« assistance nord-américaine »* pour la capture du plus célèbre trafiquant de drogue du monde, on affirme de bonne source que *« cette aide est imposée »* et que *« les agents de la DEA* (administration américaine chargée de la lutte contre le trafic de drogue) *coordonnent et contrôlent toutes les opérations ». « Les gringos fournissent tout*, ajoute une personnalité militaire colombienne. *Les avions, les hélicoptères, les pilotes, l'essence, l'argent et les moyens d'observation sophistiqués. »*

La course-poursuite engagée contre Pablo Escobar continue. A l'aéroport militaire de Bogota, des Hercules américains C-130 débarquent du matériel militaire. Des avions Orion, équipés pour la photographie à infrarouge, patrouillent dans le ciel de Medellin et des appareils américains venus de Panama survolent régulièrement la région. Sur le terrain, les hommes en tenue camouflée des forces spéciales colombiennes sont « assistés » par des Américains. En vain jusqu'à présent.

En décembre 1989, une opération combinée DEA Forces spéciales avait abouti (sans que la police colombienne en soit informée) à la localisation et à l'exécution, près de Carthagène sur la côte atlantique, de Rodriguez Gacha, l'un des dirigeants les plus redoutables et sanguinaires du cartel de Medellin. Mais Pablo Escobar est d'une autre trempe. Avant sa reddition, en juin 1991, il avait réussi à échapper pendant cinq ans à une chasse à l'homme avec des moyens importants. *« La probabilité*, dit un magistrat, *est que Pablo est tout simplement réfugié à Envigado ou à Medellin, où il dispose de très nombreuses amitiés. Autant chercher une aiguille dans une botte de foin. »*

Pourtant, le trafiquant a la mort aux trousses. Il risque la capture, le transfert aux Etats-Unis, encadré par des agents de la DEA (comme l'ancien homme fort du Panama Manuel Noriega) ou l'exécution sommaire. Car les Américains et les policiers colombiens ne sont pas les seuls à courir après lui. D'anciens compagnons de trafic, « retournés » par les Etats-Unis ou par des cartels rivaux – à commencer par celui de Cali – et certaines sections de la police ou de l'armée ayant des comptes sanglants à régler avec lui, espèrent être les premiers à le retrouver pour le liquider.

Eviter l'extradition vers les Etats-Unis

Sur le bureau de Pablo Escobar, dans sa fausse prison d'Envigado, on a retrouvé des figurines en porcelaine avec les noms des officiers colombiens qui l'ont le plus combattu : en particulier les généraux Maza Marquez et Padilla, les colonels Montenegro et Pelaez. Chaque figurine devait être détruite au fur et à mesure de l'assassinat des hommes à abattre : une version colombienne des *Dix Petits Nègres* d'Agatha Christie.

La récente inculpation de Pablo Escobar par la justice américaine pour son rôle supposé dans le sabotage en vol d'un appareil d'Avianca (110 morts, dont 2 ressortissants américains, en novembre 1989), ainsi que la légalisation par la Cour suprême des Etats-Unis de l'enlèvement en territoire étranger de criminels recherchés par la justice américaine, aggravent les inquiétudes du gouvernement de Bogota. *« La capture de Pablo Escobar*, affirme un diplomate, *serait une excellente opération pour M. Bush. »*

Officiellement, les dirigeants colombiens, qui souhaitent avant tout « récupérer » le fugitif sain et sauf, montrent leurs muscles. Ils affirment que la nouvelle et éventuelle reddition d'Escobar doit être *« sans conditions »* et qu'ils ne négligent *« aucun effort »* pour le retrouver. En réalité, ils négocient secrètement par intermédiaires avec le pool de quatorze avocats dont dispose le trafiquant. Une négociation très difficile cette fois, car la marge de manœuvre de M. Gaviria est très réduite, au moment où la publication du dossier de la première négociation en 1991 a révélé l'ampleur des concessions accordées.

Escobar souhaite se rendre pour être de nouveau « à l'abri ». Dans les jours qui ont suivi son évasion, facilitée, on le sait maintenant, par les « complaisances » de plusieurs hauts fonctionnaires civils et militaires, il a pris contact par téléphone avec des responsables du gouvernement et même, dit-on, avec M. Gaviria. Depuis, ses avocats ont réduit ses premières exigences : elles dépassent encore largement les possibilités du gouvernement, qui voudrait pourtant éviter d'affronter le casse-tête diplomatico-juridique d'une extradition forcée. Depuis le 22 juillet, M. Gaviria et son gouvernement sont durement brocardés par une opinion publique qui admet pourtant que Pablo Escobar pouvait bénéficier de commodités particulières, en échange de la fin du terrorisme narco.

MICHEL NIEDERGANG

Echec républicain aux Etats-Unis

Suite de la première page

Les Américains, au moins pour le moment, ont très modérément apprécié la tentative ébauchée par les républicains, lors de leur convention de Houston, pour se présenter comme les seuls détenteurs des « valeurs » de la famille et de la religion. Les électeurs s'intéressent d'abord à l'économie – pas moyen d'y échapper.

A quelques jours de la fête du travail, lundi 7 septembre, qui marque le début de la vraie campagne, le débat porte sur les mérites des propositions faites de part et d'autre dans le domaine fiscal. Dans un pays qui a « démonisé » l'impôt et qui traîne un déficit budgétaire de près de 400 milliards de dollars, c'est un sujet occupant l'essentiel de la discussion économique. M. Bush s'est montré tout à la fois prudent et vague. Il a promis une *« diminution générale »* de la fiscalité, pour peu qu'elle soit compensée par une diminution correspondante des dépenses de l'Etat. Mais le président s'est bien gardé de fournir la moindre précision sur les impôts ou les dépenses qui pourraient être visés.

Il n'a été précis que sur un point : il entend absolument obtenir une baisse de la fiscalité sur les plus-values du capital (enregistrées sur les ventes de valeurs mobilières). Le président y voit une des clés pour relancer la croissance. Nombre d'économistes y voient d'abord un « cadeau » pour les plus riches des Américains et estiment qu'il ne s'agirait, en tout état de cause, que d'une très faible incitation à la reprise de l'activité.

M. Clinton a une approche plus ambitieuse et plus volontariste. Une administration démocrate mettrait en chantier un programme d'investissements publics de 80 milliards de dollars – rénovation des infrastructures, modernisation des transports, conversion des industries de la défense, – allégerait la pression fiscale sur les classes moyennes, stimulerait l'investissement et la recherche, là encore par le biais de la fiscalité, et, enfin s'attacherait à réduire de moitié, en quatre ans, le déficit du budget fédéral.



M. Clinton assure qu'il saura trouver les financements correspondant à cet ensemble de promesses. Il propose une hausse de l'impôt sur le revenu des 2 % d'Américains les plus riches (ceux dont le revenu annuel dépasse les 200 000 dollars), des coupes dans le budget de la défense, la « régularisation » du statut fiscal des sociétés étrangères travaillant aux Etats-Unis. Enfin, il table sur une forte reprise qui assurera une hausse des recettes fiscales.

Une croissance molle

Là encore, nombre d'économistes sont des plus sceptiques. La plupart des conjoncturistes n'envisagent qu'une croissance molle. La régularisation annoncée du statut fiscal des sociétés étrangères – dont M. Clinton attend 45 milliards de dollars – paraît pour le moins mystérieuse. Plus grave : certains collaborateurs de M. Clinton auraient laissé entendre que la barre fixée pour la hausse de l'imposition des Américains les « plus riches » pourrait descendre à 150 000 dollars – ce qui mordrait largement sur la classe moyenne.

La réduction annoncée des dépenses de défense n'est guère plus convaincante : les démocrates proposent 100 milliards de dollars de coupes en quatre ans, les républicains 60 milliards. Seulement, à en juger par ce qui s'est passé ces douze derniers mois au Congrès, M. Clinton aura du mal à faire « avaler la pilule » à un groupe parlementaire démocrate qui s'est montré systématiquement hostile à la réduction des programmes d'armements.

Bref, le financement du programme de M. Clinton serait pour le moins vague et loin d'être assuré. Les républicains ne se privent pas de répéter que, sous ses allures de « modéré », le gouverneur de l'Arkansas cacherait ainsi un profil démocrate des plus classiques, celui d'un partisan d'une hausse incontrôlée de la fiscalité et des dépenses de l'Etat. M. Clinton, qui promet de créer huit millions d'emplois en quatre ans, a beau jeu de répliquer qu'il a le mérite d'avoir un programme là où M. Bush n'a que la prétention de diminuer l'imposition des plus-values du capital. Dans un cas comme dans l'autre, personne ne se fait trop d'illusions sur le sort réservé au déficit budgétaire : on n'y touchera guère.

ALAIN FRACHON




La campagne pour le référendum du 20 septembre

M. Rocard met en garde les Français contre le risque d'un «Munich politique»

AVIGNON

de notre envoyé spécial

L'«université d'été» du Parti socialiste s'est animée quelque peu, mardi 1er septembre, malgré la défection de M. Jack Lang (*le Monde* du 1er septembre). Selon M. Gérard Lindeperg, numéro deux du parti et responsable de la formation au secrétariat national, le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale et de la culture, a été retenu loin d'Avignon par ses activités de coordonnateur de la campagne du gouvernement pour le «oui» au référendum.

A l'heure où ils n'attendaient plus M. Lang, les stagiaires du PS ont reçu ce que M. Lindeperg a appelé la *«visite»* des animateurs de RECOURS-France. Ceux-ci venaient de décider d'appeler à voter «non» le 20 septembre et, suivant l'exemple donné par les agriculteurs le 30 août, ils souhaitaient informer les socialistes de leurs revendications et obtenir, par leur intermédiaire, un rendez-vous avec le premier ministre. Leur arrivée inopinée a donné lieu à quelques bousculades à l'entrée de l'aile du Palais des papes, où est organisée l'Université d'été *(lire ci-contre l'article de Guy Porte)*.

M. Henri Emmanuelli a été, lui, fidèle au rendez-vous des stagiaires socialistes, qui l'ont accueilli avec chaleur. Comme MM. Laurent Fabius et Lionel Jospin avant lui et comme allait le faire M. Michel Rocard après lui, le président de l'Assemblée nationale a exprimé ses raisons de vouloir la victoire du «oui» au référendum, et d'y croire. *«J'ai la conviction,* a-t-il dit, *que l'intelligence, la raison, l'espérance et la créativité vont l'emporter sur l'obscurantisme, le pessimisme et le conservatisme. (...) Nous allons faire l'Europe dans l'enthousiasme, laissant à MM. Le Pen, de Villiers, Pasqua, Séguin, Marchais le rôle ingrat d'essayer de tirer l'Histoire en arrière, vers le pessimisme, le renoncement, le repli sur soi.»*

M. Emmanuelli a été le seul orateur de cette université d'été à parler, aussi, des élections législatives de mars 1993, à propos desquelles il s'est avoué moins confiant que pour le référendum. *«Ce sera vraisemblablement difficile,* a-t-il dit, *mais je reste persuadé qu'il n'est pas trop tard. Nous ne devons pas intérioriser* a priori *je ne sais quel désastre.»* Pour le président de l'Assemblée nationale, les socialistes ne doivent pas *«miser uniquement sur le bilan, même s'ils est respectable»*; ils doivent, aussi, *«agir»* afin de tenter de réduire *«le décalage important qui s'est creusé entre la réalité objective et la vision qu'en ont les Français»*.

Ce décalage est la conséquence, selon le président de l'Assemblée nationale, de *«ruptures d'équilibre»* que les socialistes, au pouvoir, ont laissé *s'opérer ou ont* favorisées, par exemple *«entre l'intérêt général et l'intérêt particulier»*, le premier étant devenu *«suspect»* aux yeux des citoyens; entre la dimension commerciale et le rôle d'*«acteur de la démocratie»* des médias; entre le respect des équilibres économiques et celui de *«l'équilibre fondamental de la cohésion sociale»*; entre la volonté politique et la prise en considération des contraintes objectives. *«La tradition dont nous sommes issus ne peut s'accommoder d'une sortie par la petite porte»*, a affirmé M. Emmanuelli, qui a invité les socialistes à retrouver *«le courage d'affronter les idées dominantes»*.

Un discours de Léon Blum en 1948

Après une table ronde sur l'Europe, à laquelle ont participé, notamment, Mme Elisabeth Guigou, ministre délégué aux affaires européenne, et M. Jean-Pierre Cot, président du groupe socialiste du Parlement européen, et qui a été l'occasion, *pour un militant du* Vaucluse, partisan de M. Jean-Pierre Chevènement, d'expliquer brièvement les raisons de son hostilité au traité de Maastricht, M. Rocard *est* venu, à *son tour,* encourager les socialistes à mener une campagne intensive pour le «oui».

Cette fois, l'ancien premier ministre a cité un discours de Léon Blum qui, en 1948, s'opposant aux *«tenants acharnés du dogme de la souveraineté sans appel et sans limite»*, affirmait que, pour les socialistes, *«la souveraineté doit être réduite à la limite de l'indépendance»* et *«être soumise à l'appel de la volonté collective, européenne aujourd'hui, universelle demain»*.

«Si jamais le processus s'arrête, si jamais la ratification échoue, a dit M. Rocard, *l'explosion en vol de la fusée Europe aura des conséquences incalculables et, peut-être, terribles. (...) L'espoir d'une légitimité collective, commune aux nations d'Europe, pour établir la paix sur le continent, disparaîtrait. Il serait acquis que les seuls acteurs du droit international demeureraient les nations. Mais, alors, pourquoi pas la «Grande Serbie» et, ailleurs, la «Grande Syrie» ou le «Grand Israël»?»* Pour M. Rocard, le risque d'une telle évolution est comparable à celui qu'avaient pris les dirigeants français lorsqu'ils avaient accepté les accords de Munich. *«Certes,* a-t-il dit, *le 30 septembre 1938, la France ne s'est pas arrêtée de vivre, mais on connaît la suite. Alors, ne faisons pas du 20 septembre 1992 un Munich politique!»* (1).

Pour M. Rocard, *«l'Europe de l'Ouest est la partie du monde où il fait le meilleur vivre»* et, pour défendre et promouvoir ce mode de vie, il est nécessaire de *«disposer des outils d'une puissance publique au niveau européen»*. Même s'il est vrai que l'Europe compte actuellement une majorité de gouvernements non socialistes, il n'en reste pas moins que *«construire une puissance publique n'est pas fondamentalement une démarche libérale»* et qu'*«un pouvoir légal de décision économique ou monétaire peut être utilisé de différentes manières»*.

Aussi a-t-il exhorté les socialistes à adhérer pleinement à cette étape de la construction européenne et à s'engager dans la campagne sans mettre leur drapeau dans leur poche, ni s'interdire de *«dramatiser le débat»*, car *«il est dramatique»*.

L'Europe a été célébrée ensuite de façon plus légère, au cours d'un repas et d'une fête auxquels M. Fabius, revenu en Avignon pour quelques heures, a participé, au côté de M. Rocard. Le premier secrétaire, prêchant ainsi d'exemple, a appelé les socialistes à ne pas *«se replier sur eux-mêmes»*, mais à *«serrer les coudes»* pour faire triompher le «oui».

PATRICK JARREAU

(1) La conférence tenue à Munich les 29 et 30 septembre 1938 par les représentants de la France (Daladier), de la Grande-Bretagne (Chamberlain), de l'Italie (Mussolini) et de l'Allemagne (Hitler) accepta, pour éviter la guerre, l'annexion des Sudètes, en Tchécoslovaquie, par le Reich.

En cas de victoire du «non»

M. Dumas craint une «désarticulation» de la construction européenne

M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, a déclaré, mardi 1er septembre, à l'issue de son audition par la commission élargie des affaires étrangères et de la défense du Sénat sur les résultats de la conférence de Londres consacrée au conflit yougoslave, que *«l'Europe est au pied du mur»*. *«Si par malheur la France ne ratifiait pas le traité de Maastricht comme d'aucuns le souhaitent,* a-t-il dit, *il en résulterait une désarticulation et le démantèlement d'une construction qui remonte maintenant à quarante années et qui est empreinte d'un certain dynamisme.»*

Interrogé sur l'argument de la «peur de l'Allemagne», M. Dumas a indiqué que, *«si la France fait faux bond, il en résultera que l'attelage franco-allemand ne sera plus le même»*.

«Je ne saurais trop dire, a ajouté le ministre, *combien est grande l'inquiétude dans les milieux allemands, qu'il s'agisse des milieux politique, industriel, économique et culturel, et dans le peuple, que la France pourrait tourner le dos à la bonne entente franco-allemande par un «non» à Maastricht et, par conséquent, détruirait de ses mains ce qu'elle a fait avec l'Allemagne depuis la fin de la guerre. C'est un sentiment populaire. J'ai été interpellé dans les rues par des gens m'abordant et me disant : Ce n'est pas vrai, la France ne fera pas cela.»*

EN BREF

□ **Nouveaux adhérents au Comité national pour le «oui».** – Le Comité national pour le «oui», que préside Mme Hélène Carrère d'Encausse, publie une liste de nouveaux adhérents. Parmi les écrivains, comédiens, metteurs en scène, on relève les noms de Mme et MM. Anouk Aimée, Christine Arnothy, Jean-Pierre Aumont, François-Marie Banier, Hervé Bazin, Michel Deguy, Jean-Louis Dabadie, Jean Daniel, Claire Gallois, Françoise Giroud, Benoîte Groult, Paul Guimard, Catherine Hiégel, Valérie Kaprisky, Daniel Mesguich, Florence Malraux, Marie-France Pisier, François Sureau; parmi les sportifs, ceux de Mme Jacqueline Auriol, MM. Pascal Lino, Pascal Mahé; et parmi les personnalités de la vie économique, ceux de Mme et MM. Claude Bébéar, Patrick Careil, Michel Debatisse, François Heilbronner, André Lévy-Lang, Francine Londez, Yves Lyon-Caen, Jean-Jacques Piette, André Rousselet, Serge Weinberg.

□ **M. Jean-Louis Giral refuse la ratification d'«un mauvais traité».** – M. Jean-Louis Giral, ancien président de la commission sociale du CNPF, conseiller régional RPR d'Ile-de-France, conseiller de Paris, estime dans un entretien publié mercredi 2 septembre par *la Tribune* que *«Maastricht est un mauvais traité et qu'il vaut mieux pour la France qu'il ne soit pas ratifié»*. *«Ce traité ne règle pas le problème de la bureaucratie bruxelloise,* déclare l'ancien vice-président du CNPF. *Il nous engage dans une Europe qui veut tout réglementer, tout normaliser, qui veut s'occuper du fromage, des phares blancs, de la chasse...»*. *«En fait, Maastricht cherche à donner un coup d'accélérateur maladroit et précipité»*, souligne M. Giral qui ajoute que *«l'union monétaire, c'est de la poudre aux yeux»*.

□ **Le maire de Saint-Pierre (Saint-Pierre-et-Miquelon) refuse d'organiser le référendum dans sa ville.** – M. Albert Pen, sénateur de Saint-Pierre-et-Miquelon et maire de Saint-Pierre, a décidé de ne pas organiser le référendum sur le traité de Maastricht dans sa ville pour protester contre l'autorisation donnée aux pêcheurs canadiens de continuer à pêcher la coquille Saint-Jacques dans les eaux françaises. M. Pen a également annoncé, mardi 1er septembre, qu'il abandonnait son apparentement au groupe socialiste du Sénat pour rejoindre les non-inscrits.

□ **Le MODEF fera campagne pour le «non».** – Le MODEF, syndicat agricole proche de la gauche, a appelé les agriculteurs, mardi 1er septembre, à voter «non» au référendum. Le syndicat entend *«faire campagne auprès de tous les ruraux pour les prévenir de l'extrême danger sur le plan économique, social et humain qu'aurait la victoire du «oui»*. Celle-ci, selon le MODEF, aurait pour conséquence de mettre *«une exploitation sur deux en position de faillite»*, compte tenu du *«lien intime entre la PAC* [politique agricole commune] *et le traité»*.

Les dirigeants de l'UDF durcissent le ton contre les adversaires du traité

Le bureau politique de l'UDF, réuni mardi 1er septembre pour tirer un premier bilan de la campagne, a décidé de durcir le ton à l'égard des dirigeants de l'opposition qui appellent à voter «non» au référendum, notamment MM. de Villiers, Séguin et Pasqua.

Avant l'été, M. Philippe de Villiers affirmait qu'il entendait militer pour donner à l'opposition *«combativité et conviction.»* L'UDF est en passe de combler ses vœux et M. de Villiers, le premier, pourrait en faire les frais. Au cours d'un bureau politique, convoqué mardi 1er septembre pour tirer un premier bilan de la campagne, les dirigeants de l'UDF ont en effet instruit le procès de MM. de Villiers, Philippe Séguin et *Charles Pasqua*, coupables à leurs yeux de *«supercherie»* et de *«malhonnêteté»*.

Jusqu'à ces derniers jours, la consigne était plutôt de les ménager *afin de ne pas causer de dégâts irréparables* au sein de l'opposition. Il semble que, de ce point de vue, les esprits aient évolué. La question posée au cours de ce bureau politique était la suivante : faut-il ou non dramatiser cette campagne en mettant en avant les risques politiques, économiques et internationaux que pourrait encourir la France en cas de succès du «non»?

M. Valéry Giscard d'Estaing a expliqué qu'il importait de trouver *«les bons arguments pour arriver à rééquilibrer l'électorat de l'opposition»*, son objectif étant, a-t-il encore précisé, d'amener le pourcentage du «oui» chez les sympathisants de l'UDF aux alentours de 70 %.

Au fil de cette discussion, certains responsables de la confédération ont fait valoir que cette dramatisation de la campagne devait passer maintenant aussi par une absence totale de concessions vis-à-vis de MM. de Villiers, Pasqua et Séguin. M. Charles Millon a expliqué que *«ces personnages de l'opposition n'étaient pas simplement contre Maastricht, mais bien contre l'Europe»* et qu'ils ne visaient *«qu'à ressusciter une droite nationaliste et archaïque»*.

D'autres, pour convaincre de *«l'opportunisme»* et *«des arrière-pensées politiciennes»* de ces mêmes partisans du «non», ont relevé qu'au moment du vote de l'Acte unique, en décembre 1986, MM. de Villiers, Séguin et Pasqua, tous trois ministres du gouvernement de cohabitation de M. Chirac, ne se firent guère entendre et que en mai 1989, en pleine chaleur du printemps des rénovateurs, les deux premiers ont encore signé sans sourciller une motion de censure reprochant au gouvernement de M. Rocard de ne pas donner à la France *«les moyens de son ambition européenne»*.

M. Jean-François Deniau, reconnu comme un européen convaincu avant l'été et qui déclare à présent ne pouvoir *«recommander le oui»*, a aussi été beaucoup critiqué par ses amis. Son attitude a été jugée *«consternante.»*

M. Giscard d'Estaing n'a pas relevé directement ces faits et commentaires, mais il paraît disposé, lui aussi, à durcir le ton. Il a commencé la semaine dernière lors de sa première réunion de campagne dans le Maine-et-Loire (*le Monde* du 29 août).

Dans un entretien accordé au *Point* de cette semaine, il s'en prend, sans le citer nommément, pour la première fois à M. Pasqua en faisant ressurgir certains douloureux souvenirs. *«Quant aux adversaires du traité qui concentrent leurs attaques sur François Mitterrand, c'est d'autant plus curieux,* déclare-t-il, *que ce sont généralement des personnes qui ont contribué à son élection, en 1981, en désertant leur camp. Au lieu de vouloir donner des conseils aux autres, ils feraient mieux de se frapper la poitrine.»*

M. Léotard : «il n'est plus possible de se taire»

La remontée du «oui» dans les sondages, le fait que, selon ces mêmes sondages, son entrée en campagne semble avoir provoqué un utile déclic dans l'opinion ne peuvent qu'inciter le président de l'UDF, qui effectuait mercredi 2 septembre son deuxième déplacement de campagne à Caen et Rouen, à attaquer de front les ennemis de Maastricht, sans souci excessif de préserver un semblant de bonne entente dans l'opposition.

L'heure n'est par conséquent plus à l'indulgence. Comme première sanction, le bureau politique a décidé de priver M. de Villiers des quelques secondes de temps d'antenne qui lui avaient été promises sur le compte de la campagne officielle de l'UDF à la télévision. Colère de l'intéressé qui, mardi soir sur TF1, a reproché à M. Giscard d'Estaing de servir, avec d'autres, de *«chauffeur»* à *«l'ambulance»* socialiste.

M. François Léotard, qui, depuis son inculpation du 29 juin dernier, s'était astreint au silence, vient aujourd'hui prêter main-forte à M. Giscard d'Estaing. Dans *le Figaro* du 2 septembre, M. Léotard ne prend guère de gants avec ses anciens collègues du gouvernement Chirac. *«Il n'est plus possible de se taire,* écrit-il (...). *Ils disent «la France» et c'est la direction du parti qu'ils convoitent. Ils disent «l'Europe» et s'enivrent à l'idée de faire tomber quelque rival. Ils disent «Yougoslavie» et ils pensent au deuxième tour de la prochaine cantonale. Ils disent «Maastricht» et regardent, de côté, vers l'Elysée* (...). *C'est une étrange illusion, pour une partie de l'opposition, que de faire de la haine de François Mitterrand le commencement de la sagesse. Cette opposition-là se trompe de cible, se trompe de moment, se trompe de thème* (...) *Une réponse négative fera exploser, tôt ou tard, tout ce qui en Europe a été construit – si patiemment – contre le destin tragique de notre continent.»*

Mercredi matin aussi, à Europe 1, Mme Simone Veil accusait les partisans du «non» d'être *«les fossoyeurs de la France»*. Cette combativité tant souhaitée par M. de Villiers est en train de faire des ravages.

DANIEL CARTON

M. Chirac assure qu'il «ne manquera pas de tirer les conséquences du vote référendaire»

Après avoir laissé le champ libre, en juillet et août, à M. Philippe Séguin, qui a animé activement la campagne du «non» avec la «complicité» de nombre d'élus du parti néogaulliste, le haut appareil du RPR jette ses forces dans la bataille du «oui» à moins de trois semaines du référendum. M. Jacques Chirac tiendra cinq réunions publiques : le 7 septembre à Brumath (Bas-Rhin), le 11 à Bordeaux, le 14 à Caen, le 15 à la Mutualité à Paris et le 18 à Grenoble. Au total, le président du RPR et quelques-uns des dirigeants du mouvement – MM. Alain Juppé, Edouard Balladur, Nicolas Sarkozy, Dominique Perben, Jacques Toubon et Alain Carignon – ont programmé vingt-six déplacements.

En préambule de cette campagne qui comble, avec retard, le vide laissé depuis le 4 juillet – ce jour-là, M. Chirac avait annoncé, sous les sifflets des cadres du RPR, son choix en faveur de la ratification *«sans enthousiasme, mais sans état d'âme»*, – l'ancien premier ministre a accordé un long entretien à *Paris-Match* publié quelques heures avant le «show» télévisée de M. François Mitterrand sur TF 1, jeudi 3 septembre. Cette irruption du maire de Paris intervient, fort opportunément, au moment où certains sondages laissent entrevoir un retournement de situation au profit du «oui».

Pour mettre tout son poids dans la balance, le président du RPR déclare notamment : *«Je ne manquerai pas de tirer les conséquences du vote référendaire.»* Soulignant que la confiance des militants et des cadres ne lui a *«jamais été comptée»*, M. Chirac précise toutefois qu'*«un chef doit toujours être légitime»*. Cette assertion peut laisser penser qu'il cherchera, même dans l'hypothèse d'une victoire du «oui» et en prévision de la prochaine échéance présidentielle, à réaffirmer son autorité sous une forme plébiscitaire dans les instances dirigeantes du parti. *«Avant d'engager le prochain combat politique,* indique M. Chirac, *je m'assurerai que la majorité de mon mouvement est bien d'accord avec moi sur mes options et sur mes choix.»* Champion de l'union, il propose que, dans la foulée du référendum, le RPR et l'UDF présentent leur projet politique et mettent en place le système des primaires pour l'élection présidentielle.

L'ancien candidat à la présidence de la République conjure ses concitoyens de *«répondre à la question posée et à nulle autre»*. *«Ceux qui s'imaginent qu'en votant «non» ils vont contraindre François Mitterrand à partir font une erreur,* affirme-t-il. *M. Mitterrand n'est pas le général de Gaulle. Il ne tire aucune conséquence personnelle de ses échecs.»* Comprenant l'exaspération que les Français peuvent manifester à l'égard du chef de l'Etat et des socialistes, le président du RPR ajoute : *«J'affirme que la passion ne doit pas l'emporter sur la raison. La construction européenne ne doit pas être la victime des échecs du socialisme.»*

Répondant aux différents partisans du «non», M. Chirac affirme qu'*«on ne vote pas avec ses peurs»* et que ce traité *«n'est pas de nature à remettre en cause l'indépendance et la souveraineté françaises»*. Il rappelle qu'en 1957 *«la quasi-totalité des compagnons du général de Gaulle étaient hostiles à l'Europe et ont voté contre le traité de Rome»*. *«Aujourd'hui,* poursuit-il, *plus personne ne conteste que le général, revenu au pouvoir, ait eu raison d'engager la France sur la voie de l'union européenne et de tirer le meilleur parti de ce traité.»*

O. B.

L'Europe et les déchets

La Communauté européenne, comme l'a affirmé M. Philippe de Villiers, mardi soir sur TF 1, empêche-t-elle un Etat membre de se prémunir contre l'invasion des déchets? Il est exact que la réglementation communautaire prévoit la libre circulation des marchandises entre les Douze. Il est non moins exact que la Cour de justice européenne, le 9 juillet dernier, a cassé les dispositions prises par la Wallonie (Belgique) pour interdire toute importation de déchets sur son territoire . Dans son arrêté, toutefois, la *Cour de Luxembourg a admis* qu'un Etat avait le droit, pour protéger son environnement, de déroger ponctuellement à la libre circulation des marchandises.

La politique de Bruxelles a beaucoup évolué ces dernières années. Depuis 1984, après l'affaire des «fûts baladeurs» de Seveso, une directive a réglementé les «transports transfrontaliers de déchets dangereux». A la suite du scandale des navires poubelles, à l'été 1988, les Nations unies ont obtenu la *signature à Bâle, en 1989,* d'une convention *«sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux»,* que tous les Etats de la CEE ont ratifiée. Cette convention, entrée en vigueur le 5 mai 1992, a fait l'objet en France d'un décret qui vient de paraître au *Journal officiel* du 2 septembre. On y lit dans le préambule que *«tout Etat possède le droit souverain d'interdire l'entrée ou l'élimination de déchets dangereux et d'autres déchets d'origine étrangère sur son territoire»*.

En outre, la Commission de Bruxelles prépare actuellement un réglement communautaire – qui, à la différence d'une directive, s'applique dans les mêmes termes chez les Douze, – dont l'objectif est précisément de redéfinir les déchets dits dangereux. Il apparaît en effet – et la crise franco-allemande de l'été le *confirme avec éclat* – que de simples ordures ménagères peuvent recéler des déchets d'hôpitaux dangereux. Dès lors, hormis les gravats et autres rebuts inertes, tous les déchets peuvent être dangereux et donc tomber dans la catégorie des marchandises réglementées. La Commission va y inclure aussi le *«principe de proximité»,* qui imposera le traitement ou l'élimination à proximité des lieux de production. Ces nouvelles dispositions devraient être adoptées au prochain conseil des ministres européens de l'environnement, le 20 octobre prochain.

Le décret du 19 août dernier signé par Mme Ségolène Royal, ne devrait donc pas risquer l'annulation par la Cour européenne, puisque le dispositif communautaire aura été modifié.

ROGER CANS

POLITIQUE

La campagne pour le référendum du 20 septembre

Malgré un redressement du « oui », le score reste serré

selon deux instituts de sondage

Un sondage effectué pour *le Figaro* et TF 1 par la SOFRES du *28 au 31 août, auprès de mille* personnes, enregistre une remontée du «oui» *par rapport* à une enquête précédente réalisée entre les 21 et 24 août (*le Monde* du 27 août) : les intentions de vote au référendum du 20 septembre sont de 53 % en faveur du «oui» (au lieu de 51 % une semaine auparavant) et de 47 % (au lieu de 49 %) en faveur du «non». 23 % n'ont *pas exprimé d'intentions de vote* alors que cette proportion était de 36 % une semaine plus tôt.

La répartition des intentions de *vote en fonction des préférences* partisanes des personnes interrogées indique que la proportion des électeurs favorables au «non» diminue au Parti communiste (61 % contre 73 % dans le précédent sondage), à Génération Ecologie (38 % au lieu de 40 %), à l'UDF (39 % au lieu de 50 %), au RPR (64 % au lieu de 70 %) et au Front national (88 % au lieu de 92 %). En revanche, le «non» progresse chez les sympathisants du Parti socialiste (19 % au lieu de 17 %) et des Verts (35 % au lieu de 23 %).

M. Jérôme Jaffré, directeur des études politiques de la SOFRES, commentant ces résultats, observe qu'en comparaison de la précédente enquête *«le poids de la politique intérieure est un peu moins fort»* puisque *«l'expression de l'hostilité à François Mitterrand s'estompe un peu : seulement 15 % de l'électorat contre 20 %* [précédemment] *affirment que le référendum est l'occasion de manifester son mécontentement à l'égard du président de la République»*. Mais, ajoute-t-il, *«interrogé sur un sujet aussi noble que l'Europe, l'électorat n'aime pas dire qu'il se déterminera sur la politique intérieure»*.

Quant aux conséquences du résultat de la consultation, 47 % pensent qu'un succès du «non» *«remettra en cause»* la construction de l'Europe, 41 % exprimant un avis contraire, tandis que 33 % (au lieu de 30 % une semaine auparavant) estiment que la mise en application du traité d'Union européenne aura des conséquences favorables pour la France, 29 % (sans changement) prévoient des *conséquences défavorables* (pour 24 %, elles ne seront ni l'un ni l'autre et 14 % sont sans opinion).

Au palmarès des personnalités jugées *«les plus convaincantes»* dans la campagne actuelle, M. Giscard d'Estaing arrive en tête avec 20 %. Le président de l'UDF est suivi par MM. Delors (19 %), Mitterrand (16 %), Bérégovoy (14 %), Mme Simone Veil (13 %), MM. Chirac (11 %), Rocard et Pasqua (10 %), Séguin (9 %) et Lang (8 %).

L'Express publie les résultats de deux sondages de l'IFOP, respectivement réalisés les 27 et 28 août auprès de 957 personnes et les 31 août et 1er septembre auprès de 1 005 personnes. L'enquête la plus *récente enregistre un partage égal* entre partisans du «oui» et partisans du «non» : *50-50*, soit un gain de trois points pour le camp des «oui» par rapport à l'étude précédente. Le pourcentage de ceux qui n'expriment pas d'intentions de vote s'établit à 16 %, en recul de quatre points sur le sondage précédent.

En appelant à voter «non»

Le PC veut exprimer à la fois son rejet du traité et son opposition au gouvernement

Réuni mardi 1er septembre, le comité central du PCF, élargi aux *premiers secrétaires fédéraux*, a adopté, à l'unanimité moins deux abstentions (celles de MM. Philippe Herzog et Bernard Marx) et un refus de vote (celui de M. Anicet Le Pors), le rapport de M. Jean-Claude Gayssot, qui apresénté le «non» du PCF à Maastricht à la fois comme un rejet du traité et comme un refus de la politique actuelle du pouvoir socialiste. Il a également voté, à l'unanimité, un résolution dénonçant la «censure» dont le PCF est l'objet dans les médias et jugeant la *prochaine intervention du président de la République à la télévision «contraire au respect des droits démocratiques sur lesquels il est chargé de veiller»*.

Dans son rapport, M. Jean-Claude Gayssot, membre du bureau politique, a souligné le double enjeu de la *«bataille pour le non»* au référendum : d'une part, *«affirmer par ce vote le rejet d'un traité de droite au service des forces ultra-libérales qui l'ont conçu pour faire prévaloir leurs seuls intérêts»* et, d'autre part, refuser *«la politique actuelle, qui s'inscrit d'ores et déjà dans le processus de Maastricht et qui fait tant de mal à notre peuple»*.

Après avoir déclaré que *«c'est le «oui» qui est porteur de tous les dangers et le «non» qui est porteur d'espoir»*, le dirigeant communiste a souligné qu'*«il n'y a pas eu de dynamique du «oui»* et que *«celle du «non» peut grandir encore»*. Relevant chez un grand nombre de Français *«une sourde inquiétude et beaucoup d'interrogations»*, il a noté que *«l'attachement à la nation est profond, vivant»* et que celle-ci n'est pas *«une notion obsolète»*, entendue *«dans sa dimension moderne : celle d'une identité ouverte sur le monde»*.

M. Gayssot a rejeté la prétention de M. Mitterrand de *«déconnecter Maastricht de la politique intérieure»*. Il a dénoncé la volonté du président de la République d'utiliser Maastricht comme *«un levier décisif pour tenter de faire franchir un pas à la recomposition politique»* et affirmé que *«l'extrême droite dans tous les pays d'Europe et en France se renforcerait dangereusement si le «oui» l'emportait»*. Tout en refusant d'entrer dans *«un cartel des non»*, il a mis l'accent sur les *«convergences»* qui rassemblent des hommes de droite et de gauche dans le refus du traité.

Le député de la Seine-Saint-Denis a exposé enfin les quatre thèmes de la campagne menée par le PCF contre *«cette Europe supranationale dominée par l'Allemagne»*. Le premier consiste à *«alerter sur les dangers de Maastricht»*, notamment ceux d'une remise en cause des acquis sociaux, de la perspective d'un «impôt européen», d'un taux de chômage plus élevé. Le deuxième porte sur *«le lien étroit qui existe entre le traité de Maastricht, la politique actuelle menée par le pouvoir et les objectifs que s'assignent les forces de la grande bourgeoisie»*. Le troisième concerne les propositions du PCF *«pour une autre construction européenne»*, présentée comme *«l'anti-Maastricht»*. Le quatrième est *«un formidable appel à faire du neuf, à une autre politique et à une autre façon de faire de la politique»*.

M. Herzog : pour un «pacte démocratique»

Refusant de s'associer à l'*«argument»* et à la *«méthode»* de la campagne proposée, M. Philippe Herzog, membre du bureau politique, a souhaité *«faire entendre une approche du «non» beaucoup plus constructive»*. Il a reproché aux dirigeants du PC leurs *«outrances»*, leur *«flou»* sur *«l'objet même du traité : faut-il, oui ou non, une union européenne?»*, leur refus de répondre à la question : *«Sur quoi débouche le «non»?» «Le «non»*, a-t-il dit, *charrie des potentiels, mais aussi des périls.»*

Aussi a-t-il invité son parti à se prononcer pour *«une véritable union»*, ajoutant : *«L'option de renégociation des traités, dans cet esprit, serait un apport pour le «non». Elle montrerait qu'il ne s'agit pas d'arrêter le train en rase campagne.»* Il s'est prononcé aussi pour *«un pacte démocratique»* permettant aux partisans du «oui» et à ceux du «non» de se rencontrer *«pour contribuer à la recherche démocratique des choix que ces circonstances exceptionnelles exigent»*.

Selon *l'Humanité*, quinze autres intervenants ont pris la parole, parmi lesquels MM. Charles Fiterman et Anicet Le Pors.

Par «un «non» franc et massif»

Le RECOURS appelle à «sanctionner» le pouvoir socialiste

A l'issue d'une réunion extraordinaire de son conseil national, mardi 1er septembre, en Avignon, l'association de rapatriés RECOURS-France a appelé ses adhérents à un vote-sanction contre le pouvoir socialiste en leur recommandant *«un «non» franc et massif»* au référendum. De brefs incidents avec le service d'ordre du Parti socialiste et des policiers municipaux avignonnais se sont produits lorsque les participants à cette réunion ont voulu pénétrer de force dans l'enceinte du palais des Papes, où se tenait l'université d'été du PS.

AVIGNON

de notre correspondant régional

Le RECOURS avait soigneusement choisi le lieu et le moment pour prendre officiellement position sur le traité de Maastricht. C'est en Avignon, le 4 avril 1981, que M. François Mitterrand, *candidat à la présidence de la* République, avait présenté un «plan» comportant onze mesures en faveur des rapatriés qu'il s'était engagé à mettre en œuvre s'il était élu. Il était plus que tentant, aussi, de réaliser un coup médiatique en *«allant saluer, à côté, ces messieurs du PS que nous remercions*, a ironisé le président du RECOURS, M. Guy Forzy, *d'avoir rassemblé, ici, toute la presse»*.

La réunion du conseil national du mouvement n'était elle-même que de pure forme. Il n'y eut pas, d'ailleurs, de véritable discussion, mais un simple «exposé des motifs» des principaux dirigeants du RECOURS, suivi d'un vote à main levée acquis à l'unanimité des cent vingt délégués départementaux présents, moins quatre voix pour le «oui».

«Onze ans après les promesses de François Mitterrand, a tranché, d'emblée M. Jacques Roseau, porte-parole national, *nous sommes devant un bilan complètement négatif, à l'exception de l'amnistie des généraux d'Alger, que le président de la République a d'ailleurs dû imposer par la force au groupe socialiste de l'Assemblée nationale. Nous comprenons donc les rapatriés qui veulent, aujourd'hui, sanctionner un pouvoir qui s'est moqué d'eux.»*

Du point de vue du RECOURS, le traité de Maastricht se résume, en effet, comme l'a expliqué, dans une intervention musclée, M. Forzy, *«à une affaire politicienne franco-française»*. *«C'est vrai*, a-t-il concédé, *que dans le traité il y a des choses positives. Mais il faut mettre, d'abord, de l'ordre dans la gabegie actuelle* (...). *Que les choses soient claires! L'Europe, nous la voulons, mais nous la voulons dans une France forte qui aura réglé ses problèmes intérieurs.»*

M. Forzy, comme M. Roseau, a également évoqué les inquiétudes qu'inspirent aux rapatriés les accords de Maastricht, *«qui nous rappellent*, a déclaré le second, *par leurs zones d'ombre et leurs prétendues garanties, les fameux accords d'Evian»*. *«Le droit de vote accordé à près de 1 200 000 ressortissants de la CEE nous apparaît, notamment*, a-t-il dit, *comme un premier pas diabolique vers le droit de vote des immigrés. Il crée de plus une distorsion dans la société française. Prenons un ancien combattant marocain qui a fait la guerre de 39-45 à nos côtés. Il n'aurait pas le droit de vote, à l'inverse de l'Allemand vivant en France, notre ennemi d'hier, qu'il a combattu... Cela fait un peu désordre.»*

M. Gérard Duffort, secrétaire général du RECOURS, a été le seul dirigeant du mouvement à exprimer sa préférence pour le «oui», sans pour autant déroger à l'état d'esprit ambiant. *«Les socialistes*, a-t-il lancé, *je les vomis, mais je ne vais pas me servir de ça* [le traité de Maastricht] *pour les sanctionner. C'est leur faire un tombeau trop beau! Ils ne valent pas ça. Tous dehors aux élections, le président de la République avec! Mais laissez leur chance à nos enfants. Leur avenir se situe là. Si les Européens ne résistent pas, nous allons être absorbés.»* Au terme de leur réunion les rapatriés, conduits par M. Forzy, ont tenté d'entrer par la force dans le palais des Papes. Ils ont renversé les barrières cernant le parvis en bousculant une poignée de policiers municipaux avignonnais et quelques membres du service d'ordre socialiste. Mais ils ont finalement accepté de former une délégation qui a rencontré trois secrétaires nationaux du PS, Mme Claire Dufour, ainsi que MM. Gérard Fuchs et Michel Debout, avec lesquels ils ont fait *«un point de la situation des rapatriés»*. Ils ont également obtenu l'assurance que leurs interlocuteurs transmettraient une demande d'audience auprès du premier ministre, M. Pierre Bérégovoy. *«Je regrette leur décision*, a simplement commenté M. Fuchs, *qui me semble avoir été prise plutôt sur les bases d'un nationalisme excessif que sur celles de l'analyse du traité européen...»*

GUY PORTE

□ **M. Cathala met en doute la représentativité du RECOURS-France.** – M. Laurent Cathala, secrétaire d'Etat à la famille, aux personnes âgées et aux rapatriés, a déclaré, mardi 1er septembre, dans un communiqué, que *«les réactions de nombreuses associations de rapatriés favorables à Maastricht permettent de s'interroger sur la représentativité réelle du mouvement de M. Roseau et sur sa capacité à s'exprimer au nom de toute la communauté»*. D'autre part, le Collectif rapatrié d'Afrique du Nord pour le «oui» au traité de Maastricht, qui regroupe des associations du Midi-Pyrénées et du Languedoc-Roussillon, *«dénie toute légitimité au RECOURS-France pour parler au nom de la communauté rapatriée»* et affirme que *«l'intégration européenne est conforme à l'idéal que les pieds-noirs et les harkis ont défendu il y a trente ans sur le sol de l'Algérie»*.

Adhérer

Suite de la première page

Ainsi une étape importante pour la vie du pays, qui s'annonçait facile à franchir, se révèle être particulièrement délicate. Ce décalage fait le plus souvent l'objet d'une triple explication, qui relève de la politique intérieure. Sont invoqués le rejet des socialistes et du président lui-*même : cette réalité est puissante*, mais celle-ci a le plus souvent été mise au compte d'un complot que les journalistes s'attacheraient à ourdir contre le chef de l'Etat; la crise interne au RPR, qui affaiblit incontestablement le camp des «oui», et dont la réalité est tout aussi palpable, tant il est vrai que Jacques Chirac joue *vraisemblablement, dans* cette affaire, son destin national; l'hostilité générale, enfin, à la classe politique, à «l'establishment», aux élites de ce pays qui ont fait majoritairement le choix de l'Europe, et qui sont en butte à la montée d'un courant «national-populiste». Toutes ces raisons expliquent l'éclat malvenu de Jacques Delors, lorsqu'il promet de quitter son poste à Bruxelles en cas de victoire du «non» (alors qu'on attend de lui une pédagogie européenne), ou les appels de ceux qui pressent le président de se sacrifier pour permettre au «oui» de l'emporter. Elles ont leur part de vérité; mais elles ne vont pas à l'essentiel.

La véritable raison de l'hésitation du pays est que les Français ne savent plus très bien s'ils veulent continuer d'avancer sur la voie tracée par les pères fondateurs de l'Europe (*Jean Monnet, Robert Schumann*, Guy Mollet, etc); ils ne *mesurent* pas ce qu'ils peuvent gagner à franchir l'étape de Maastricht. L'erreur centrale commise jusqu'à présent par le président, et avec lui, par la plupart des partisans du «oui», est d'avoir posé en postulat que les Français étant massivement favorables à l'Europe, ils le sont à sa construction, et le seront automatiquement à un traité qui complète celle-ci. Cette équation, *bien trop simple*, cadre mal avec la réalité nationale.

Au-delà de la crise et du discrédit qui frappent la politique et les partis *en général; le pouvoir socialiste* en particulier, la France est, elle aussi, menacée d'un vertige identitaire. Les signes avant-coureurs de celui-ci consistent en un doute généralisé sur la capacité du pays à faire face au vent du large, à la concurrence de ses partenaires, et à se préserver lui-même dans un cadre de plus en plus supranational. Or, que s'est-il passé? Depuis plusieurs années, on a expliqué *au pays – on, c'est-à-dire* M. Mitterrand, qui l'avait annoncé comme le grand œuvre de son second septennat, et M. Chirac, qui l'avait désigné comme le cœur de son dispositif de campagne présidentielle – que la grande échéance qu'il lui faudrait préparer et affronter serait celle du grand marché unique, prenant effet le 1er janvier 1993, après avoir été décidé en 1985 par *MM. Mitterrand, Delors et Kohl*. Tous les efforts du pays devaient donc être tendus vers cet objectif-là, au point que le chef de l'Etat crut bon de justifier le limogeage de Michel Rocard et la nomination de l'ineffable Edith Cresson à la tête du gouvernement par la nécessité de mieux nous armer dans la perspective du marché unique. Puis, soudain, *exit* le marché unique et le *1er janvier 1993!*

Et l'on se met brutalement à expliquer qu'avant même d'avoir fait la démonstration que l'on est en *mesure de franchir cette étape si* décisive, si importante, du marché unique, il nous faut sauter à l'étape suivante, plus décisive, plus importante encore, celle du traité de Maastricht. A tout le moins, ce saut qualitatif-là méritait que l'opinion y fût convenablement préparée. *Mais*, comme chacun sait, les hommes politiques ne *se réveillent* jamais que lorsqu'ils ont le nez sur l'obstacle. Sans doute, M. Bérégovoy a-t-il pris la sage précaution d'expliquer, lors de sa prestation à «L'heure de vérité», que Maastricht est en fait la réponse européenne à la dissolution de l'empire soviétique et à l'unité allemande. C'est un bon argument. *Mais l'Allemagne avait bel et bien* scellé ses retrouvailles lorsque le président mit en place Mme Cresson : il n'était alors question que du marché unique.

Peur contre peur

A ce déroulement, qui ne pouvait susciter que la perplexité, s'ajoute un *doute très concret. Les Français* sont, par-dessus tout, attachés à leurs acquis, chacun bien entendu dans sa catégorie. Or chacun a le sentiment, qui en bloquant les autoroutes, qui en prenant d'assaut une préfecture, qui en faisant grève, qu'il peut faire céder l'Etat français, le sien, et obtenir d'un interlocuteur qu'il connaît *bien*, qu'il peut sanctionner, une amélioration, fût-elle *légère, du sort de sa catégorie. Mais* comment faire, s'il s'agit de «l'eurotechnocratie»? Que deviendra le grand jeu de rôles national? Et que deviendront les sacro-saints acquis?

En outre, sur un plan plus général, le pays n'est pas assuré de tirer bénéfice d'un «plus» dans la construction européenne, en termes d'emplois par exemple. Contrairement à ce que croit naïvement Mme Guigou, l'aspiration des Français ne se résume pas à pouvoir *envoyer leurs enfants faire leurs* études à Oxford; mais plus sûrement, à tenter de s'assurer que ces derniers gardent une chance de trouver un emploi à la sortie du système scolaire. Nos excellences ministérielles feraient bien de noter que 54 % des ouvriers et une majorité d'employés continuent de se prononcer pour le «non», que la France populaire ne se reconnaît plus dans leur démarche. *Beaucoup* de Français se trouvent donc face à *des responsables politiques prestigieux*, qui leur demandent de ratifier une construction encore abstraite à leurs yeux, lointaine, que d'autres hommes politiques leur décrivent comme une épreuve, et qui nourrit une forte inquiétude latente.

A ceux qui doutent on répond peur contre peur; à l'énoncé d'un danger, on cherche à opposer un danger supérieur : Michel Rocard évoque Munich, Pierre Bérégovoy, une cassure monétaire, pour faire pièce à ceux qui, partisans *du* «non», agitent le spectre d'on ne *sait quelle dilution du pays*. Cette dramatisation, pour le moment, profite au «oui». Elle n'est donc pas inefficace. Mais elle n'est pas satisfaisante.

Il serait au contraire plus que souhaitable, pour encourager et solidifier la remontée du «oui», la faire dépendre non pas d'un réflexe de peur, mais d'une véritable adhésion, que le président de la République s'attache à répondre, de façon convaincante, à deux questions : pourquoi l'étape de Maastricht est-elle indispensable maintenant, avant *même l'échéance du 1er janvier* 1993? En quoi Maastricht est-il une avancée pour les Français et pour la France? MM. Bérégovoy et Barre, à ce jour les meilleurs avocats du «oui», ont heureusement commencé de le faire, le premier en décrivant les dispositions du traité comme autant de garde-fous contre la rudesse du marché unique, le second en montrant bien à quel point *Maastricht est l'aboutissement d'un* effort plus que trentenaire de la diplomatie française et du pays lui-même.

C'est bien là, en tous cas, que l'on attend le chef de l'Etat, c'est là son rôle, c'est là qu'il faut replacer le débat. Il est vain de croire que le départ du président assurerait la victoire du «oui» : les Français ont majoritairement conscience qu'il ne *s'agit pas (et c'est là l'erreur tactique* commise par les tenants du «non») d'une échéance de politique intérieure. Le «oui» ne peut se consolider que si M. Mitterrand apaise les inquiétudes européennes du pays.

JEAN-MARIE COLOMBANI

DÉFENSE

Pour la première fois depuis 1955

Des parlementaires de l'OTAN en visite dans les armées françaises

Pour la première fois depuis sa création, en 1955, l'Assemblée de l'Atlantique nord, qui réunit cent quatre-vingt-huit parlementaires des seize pays membres de l'OTAN, a été invitée à visiter les forces armées françaises. Vingt-cinq parlementaires (à l'exclusion de représentants des Etats-Unis et du Canada) séjournent durant une semaine en France, du 31 août au 5 septembre, dans des sites militaires et des centres industriels travaillant pour le ministère de la défense.

A cette occasion, ces parlementaires de l'OTAN doivent voir notamment les avions Rafale, Mirage-2000-5 et Mirage-2000-N, un sous-marin nucléaire lance-missiles, le porte-avions nucléaire *Charles-de-Gaulle*, l'appareil de guerre électronique Transall-Gabriel, l'hélicoptère d'attaque Tigre-Gerfaut, et ils se feront présenter la base nucléaire de l'île Longue (en Bretagne) et le PC de commandement de Taverny (Val-d'Oise). Ils seront reçus par M. Pierre Joxe, ministre de la défense.

Président de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, M. Jean-Michel Boucheron, député socialiste d'Ille-et-Vilaine, qui accompagne ses collègues de l'OTAN, a estimé qu'il s'agissait de présenter la technologie française à des partenaires ou à des clients éventuels de la France.





Un entretien avec Mme Ségolène Royal

« On ne peut plus admettre que construire ou aménager entraîne la destruction d'un paysage »

nous déclare le ministre de l'environnement

Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement, devait présenter au conseil des ministres du mercredi 2 septembre les grandes lignes d'un projet de loi organisant la protection et la reconquête des paysages. Tous les permis de construire et les plans d'occupation des sols devront comprendre un volet paysager. Dans un entretien au Monde, *Mme Royal explique qu' « on ne peut plus admettre que construire ou aménager entraîne la destruction d'un paysage ».*

« Quelle était la principale lacune de la législation actuelle sur les paysages ?

– La loi de 1930 a permis de sauvegarder des sites majeurs. La loi sur le littoral commence à entrer en application et le tribunal administratif l'a récemment invoquée pour annuler des plans d'aménagement sur la Côte d'Azur. Ces textes visaient à régler des problèmes d'urgence et à protéger des paysages exceptionnels et limités, comme les rivages ou la montagne. Mais ils le font de façon immobile. Il faut maintenant engager une démarche moderne et reconnaître la valeur des paysages même modestes, dont on ne prend conscience que lorsqu'ils disparaissent. Il faut défendre la France du génie des paysages, y compris de ceux qui ne payent pas de mine.

» L'objectif du nouveau projet de loi est de promouvoir et de préserver une valeur esthétique collective et un atout de développement économique. *Il y a un droit à la* beauté et il est bon que chacun mesure ses gestes, s'impose des contraintes pour ne pas déposséder autrui du plaisir de voir. N'est-il pas anormal que l'on puisse tronçonner, en toute impunité, un alignement d'arbres, alors qu'il faut un permis pour démolir une bâtisse délabrée ?

« Contraindre la technique »

– Qu'entendez-vous par « paysage » ? Un décor qu'on peut techniquement améliorer ou la traduction d'un mode de vie auquel on ne peut toucher sans remettre en cause les activités d'aujourd'hui ?

– Le cadre de vie, le plaisir des yeux, l'agrément de la vie ne sont pas subalternes. Mais le paysage est beaucoup plus que cela : c'est notre histoire et notre géographie. Ce sont les agronomes anonymes du XVIIIe et du XIXe qui l'ont façonné. Sa variété, sa richesse valent bien autant que les transformations urbaines d'Haussmann. Pourtant, le paysage en permanente évolution n'a jamais fait l'objet de la même attention que le patrimoine bâti. *C'est cela que* la loi va réparer.

» Il s'agit de réconcilier les Français avec leur environnement. L'homme n'est pas le premier prédateur de la nature. Il a construit le Marais poitevin, planté de mirabelliers les coteaux de Moselle, organisé la forêt landaise. Ce ne *sont pas les paysans qui ont voulu* la destruction du bocage, c'est la logique de la technique, la traduction dans nos campagnes du modèle américain. Si les engins s'étaient adaptés au bocage comme ils se sont adaptés au vignoble ou à la montagne, on n'aurait pas détérioré le paysage de la Bretagne. Il faut donc contraindre la technique à respecter la réalité du terrain.

– Comment votre projet de loi y parviendra-t-il ?

– D'abord tous les permis de construire devront désormais comprendre un volet paysager. On accordera autant d'importance à la façon dont un bâtiment s'insère dans le paysage et à son architecture qu'aux autres critères classiques. Une prise de conscience nouvelle doit s'instaurer lors d'une demande de permis de construire. Il est également nécessaire de reconquérir les entrées de villes et de bourgs gâchées par la multiplication des zones d'activité implantées n'importe comment.

« Des directives nationales »

– Les architectes devront-ils se faire assister systématiquement d'un paysagiste ?

– Les demandeurs de permis de construire feront appel aux Conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement – les CAUE – qui fonctionnent dans tous les départements. Les architectes se formeront au concept du paysage. Les directeurs de l'équipement, les fonctionnaires de l'agriculture, tout le monde devra s'y mettre. On ne peut plus admettre *que construire ou aménager* entraîne la destruction d'un paysage, dès lors que celui-ci est une valeur économique d'avenir, qu'il ne s'oppose pas à la croissance mais, au contraire, la rend durable.

» *Deuxième* mesure majeure : les plans d'occupation des sols devront obligatoirement présenter un volet paysager. Il faudra indiquer dans les zones constructibles ce qu'il est bon de sauvegarder : alignements d'arbres, perspective, etc. Les conseils municipaux devront se demander quelles sont les caractéristiques du paysage de leur commune. Dans ce cadre, des plans de paysage seront lancés.

– Le laxisme qui accompagne souvent la délivrance des permis de construire et les révisions incessantes des plans d'occupation des sols ne vont-ils pas réduire l'efficacité de ces deux mesures ?

– Un permis non paysager pourra être refusé. Un POS nouveau ou mis en révision sans volet paysager ne sera plus accepté. Déjà, *instaurer dans les communes* un débat sur le paysage, c'est une révolution, une avancée majeure, car le paysage est un sujet de rassemblement, de recherche, de choix d'identité.

– Quelle autre mesure la loi contient-elle ?

– Elle crée des directives nationales du paysage, mesure intermédiaire entre le classement parfois trop contraignant et le laisser-faire. Ces directives, s'appuyant sur des inventaires paysagers, que j'entends lancer, et sur les aspirations locales, désigneront les unités paysagères sensibles et menacées. Elles proposeront une sorte de cahier des charges à respecter : équilibre entre le bâti et le non-bâti, matériaux à employer, etc. On peut les comparer aux directives d'urbanisme ou aux règles s'appliquant aux secteurs urbains sauvegardés. En réalité, il s'agit d'un instrument nouveau, sans précédent.



« Les Attila des campagnes »

» *Un maire ne sera plus* seul à défendre l'intérêt général du paysage. La directive s'adaptera chaque fois au cas particulier de son territoire, à ses traditions, à ses projets de développement. Cette mesure devrait permettre de maîtriser un fléau bien français : le mitage des campagnes par des constructions dispersées et la rurbanisation des espaces agricoles.

– La loi parle-t-elle du remembrement ?

– Bien sûr. En accord avec le ministre de l'agriculture, il faut freiner l'action de certains géomètres qui font figure d'Attila des campagnes. *On pourra continuer à* faire de la restructuration foncière, mais sans détruire le patrimoine paysager qui permet la création d'emplois ruraux. Ces opérations seront assorties d'une étude d'impact préalable comme cela se fait déjà dans certains départements. Les commissions de remembrement incluront la variété des sensibilités et des avis.

» Enfin, la rémunération des géomètres ne sera plus calculée au prorata des travaux connexes, c'est-à-dire des arrachages de haies, des recalibrages de ruisseaux et des disparitions de chemins, mais à la qualité du remembrement. Le ministère de l'agriculture en est d'accord. Aujourd'hui, l'agriculture extensive retrouve ses lettres de noblesse. La pluriactivité en milieu rural doit s'appuyer sur le maintien du paysage. Les agriculteurs eux-mêmes demandent aujourd'hui à être associés à cette démarche de développement.

« Mes principaux alliés : les élus »

» Pour favoriser ce mouvement, le ministère de l'environnement va labelliser une centaine de « *paysages de reconquête* », *parmi* lesquels les marais de Guérande, le chaos granitique du Sidobre, les jardins ouvriers de Tulle, les coteaux de Lorraine. Un projet de protection et de mise en valeur sera financièrement soutenu pour permettre le maintien des habitants au pays. Quatorze millions de francs sont déjà dégagés pour cela. Le label sera délivré par un jury où seront présentes les organisations agricoles et les associations rurales. Ce sera un peu l'équivalent d'une appellation d'origine contrôlée.

– Comment provoquer le réflexe paysage si on ne fait pas payer celui qui détruit ?

– Il existe une demande de qualité qui n'est plus l'apanage des nantis. Les promoteurs n'arrivent plus à vendre les logements au rabais qu'ils ont construits dans les sites banalisés. Les villes qui se sont laissées dégrader vont subir cette sanction. Qui voudra s'installer dans un paysage rural déstructuré ? En outre, je souhaite que l'on s'engage dans une réflexion sur les impôts fonciers, *par exemple* pour protéger les zones humides.

– Parmi tous ceux, élus, aménageurs, constructeurs qui sont les acteurs du paysage, quels seront vos alliés pour appliquer une telle loi ?

– Mes principaux alliés seront les élus. D'abord parce qu'ils subissent la pression de l'opinion pour la sauvegarde du paysage. Or jusqu'ici, la pression a toujours été *liée à la rentabilité financière. On* croyait que le paysage ne rapportait rien. La loi donnera aux maires le pouvoir nouveau d'équilibrer ces forces.

» Mais les professionnels eux-mêmes *devront appuyer les élus*. J'ai déjà signé un code de bonne conduite avec les afficheurs, ainsi qu'avec les promoteurs-constructeurs. J'en prépare un avec les sociétés autoroutières qui s'engagent à consacrer 1 % de leurs investissements au paysage. EDF a passé avec l'Etat un accord-cadre sur l'insertion des lignes. Identité et techniques nouvelles ne sont plus antinomiques. Cette loi ne vise qu'à accélérer le mouvement.

– Vous n'avez pas généralisé la technique du 1 % aux investissements routiers de l'Etat ?

– Le 1 % a été expérimenté sur l'autoroute A 75, dans le Massif central. Ce n'est pas une panacée. Le paysage doit être notamment intégré à tout projet et ne pas se trouver rejeté vers un 1 % qui donne bonne conscience.

– Quel instrument de suivi, autre que la mission du paysage qui compte quatre fonctionnaires, allez-vous mettre en place ?

– D'abord, dans le budget 1993, les effectifs de la mission du paysage doublent. *La direction de la* protection de la nature est chargée elle aussi de la préservation des paysages. L'atelier central de l'environnement, qui étudie la validité des grandes études d'impact, est *également mobilisé. Pas de ghetto.* L'ensemble des directions de mon ministère est concerné : insertion des rivières, devenir des carrières, etc. Une loi rendant obligatoire la remise en état paysagère des carrières a été votée en première lecture et sera définitivement adoptée lors de la session d'automne du Parlement. La nouvelle loi fait donc partie d'un ensemble de textes et d'actions qui convergent vers le même espoir : répondre aux besoins de paysage. »

Propos recueillis par
MARC AMBROISE-RENDU

□ **Rectificatif : la France des panneaux.** – Après notre article sur « La France des panneaux » (*le Monde* du 19 août), M. Jean Thill, président de la Chambre syndicale française de l'affichage, précise qu'il n'est pas PDG de la société Giraudy (actuellement en procès contre la municipalité de Douai), mais directeur général adjoint chargé des activités commerciales. Ce n'est donc pas lui qui doit décider s'il y a lieu d'intenter un recours contre des responsables locaux.

Après la profanation du cimetière juif d'Herrlisheim

M. Mitterrand exprime son indignation

A l'initiative de la municipalité d'Herrlisheim (Haut-Rhin), une cérémonie sera célébrée, dimanche 6 septembre, au cimetière *juif* de la ville, saccagé le 28 ou 29 août (*le Monde* du 2 septembre). L'émotion demeure grande en Alsace, tandis que le consistoire israélite du Haut-Rhin, propriétaire du cimetière, a déposé plainte. Aucun élément nouveau, indique notre correspondant Jacques Fortier, ne permettait, mercredi matin 2 septembre, de trancher entre l'acte délibérément antisémite ou le vandalisme gratuit et provocateur.

La communauté israélite de Strasbourg s'associera à la cérémonie religieuse qui aura lieu dimanche 6 sur les lieux. Elle a reçu du président de la République un télégramme, également adressé, mardi 1er septembre, à M. Jean Kahn, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) : *« Je vous serais reconnaissant*, écrit M. Mitterrand, *de bien vouloir transmettre à votre communauté mes sentiments de révolte et d'indignation et mes souhaits très vifs de voir sanctionnés les agissements dont elle vient d'être, une nouvelle fois, victime. »*

Les organisations de lutte contre le racisme et l'antisémitisme ont également dénoncé cette profanation du cimetière juif d'Herrlisheim, qui survient, souligne SOS-Racisme, « *dans une période où certains peuvent avoir la volonté d'étendre en France la violence et la xénophobie qui règnent en Allemagne* ». Le MRAP ajoute que « *les violences des skins allemands contre les demandeurs d'asile, l'attentat contre un monument juif de Berlin et la profanation du cimetière d'Herrlisheim sont autant d'événements qui représentent une grave menace pour nos démocraties* ». La LICRA a publié un communiqué allant dans le même sens.

EN BREF

□ **Evasion d'un détenu du centre pénitentiaire de Nantes.** – Patrick Bourkaib, un prisonnier placé en détention provisoire au centre pénitentiaire de Nantes (LoireAtlantique), a faussé compagnie à ses surveillants, mardi 1er septembre, alors qu'il se trouvait au centre hospitalier universitaire de la ville pour y recevoir des soins. Aidé par une complice, il a menacé les surveillants avec une arme, tirant deux coups de feu d'intimidation avant de prendre la fuite à bord d'une voiture.

□ **Mgr Gérard Daucourt, nouvel « évêque des gitans ».** – Ancien membre du conseil pontifical de l'unité des chrétiens au Vatican, évêque de Troyes depuis 1991, Mgr Gérard Daucourt succède à Mgr Jean Hermil, évêque de Viviers, atteint par l'âge de la retraite, pour accompagner les gitans. Mardi 1er septembre, au cours du pèlerinage traditionnel qui réunit à Lourdes 7 000 gitans, Mgr Daucourt a invité les gens du voyage à *« s'unir et faire des efforts pour vivre en harmonie avec tous ».*

SOCIÉTÉ

ÉDUCATION

Des centaines de milliers d'écoliers concernés

Plusieurs départements ont opté pour une rentrée anticipée dans le primaire

Dans une douzaine de départements, la rentrée des classes dans les écoles primaires doit s'effectuer cette année dès jeudi 3 septembre, avec une semaine *d'avance sur la date officielle*. Cette rentrée anticipée est destinée à compenser les effets de la semaine scolaire de quatre jours.

Les rentrées scolaires ne sont plus ce qu'elles étaient. La tradition voulait que, chaque année, les bataillons d'écoliers, de collégiens et de lycéens débarquent dans leurs établissements au jour J et à l'heure dite. Avec le *même rituel pour quelque treize* millions d'élèves, à Rodez comme à Paris, à Epinal comme à La Roche-sur-Yon. Or, cette année, dans une douzaine de départements, la totalité ou une partie des élèves reprendront dès jeudi 3 septembre le chemin de *leurs écoles maternelles ou élémentaires*. Avec une semaine d'avance *sur leurs camarades du reste de la* France dont la rentrée est prévue le *10 septembre*.

Cet allongement de l'année scolaire est destiné à libérer complètement le samedi matin et à permettre l'instauration de la semaine de quatre jours de classe (lundi, mardi, jeudi, vendredi). Autorisé par un décret d'avril 1991, il permet de concilier à la fois le souhait de nombreux parents de pouvoir disposer avec leurs enfants des deux jours de fin de semaine et la crainte des autorités religieuses que la matinée de travail du samedi ne soit reportée, au détriment du catéchisme, sur le mercredi. Pour apaiser l'inquiétude de l'épiscopat, le décret de 1991 a d'ailleurs multiplié les garde-fous et confié la décision aux inspecteurs d'académie en concertation avec tous les partenaires concernés.

Le mouvement a été lancé l'an dernier dans le département du *Rhône où un peu plus de la moitié* des écoles avaient choisi à la rentrée *1991 de mettre en place* cette semaine scolaire allégée *(lire ci-dessous)*. Cette année, il fait tache d'huile, non seulement dans l'académie de Lyon (Rhône, Loire et Ain), mais dans plusieurs autres départe*ments* où une partie, voire la totalité, des écoles ont opté pour la semaine *de quatre jours*.

Dans les Landes, les Pyrénées-Atlantiques, la Vienne, le Finistère ou encore la Seine-Saint-Denis et les Vosges, les expériences sont sporadiques, limitées à quelques communes ou zones géographiques. De même dans le Calvados, où Hérouville-Saint-Clair fait figure de pionnière depuis plusieurs années. En revanche, trois départements ont choisi de tenter l'expérience pour l'ensemble de leurs écoles. Il s'agit de la Gironde, de la Vendée et de l'Ille-et-Vilaine. La rentrée y a donc été fixée au 3 septembre et les petites vacances de la Toussaint, de Noël et de Pâques se verront amputées de deux journées chacune. Enfin, l'année scolaire sera prolongée de deux jours.

La prudence du ministère

A défaut de chiffres précis dont le ministère de l'éducation nationale – un peu pris de court par ces initiatives très décentralisées – ne dispose pas encore, on peut estimer que le mouvement touche cette année quelques centaines de milliers d'écoliers. Les six départements les plus engagés comptent, en effet, quelque 630 000 élèves en écoles maternelle et élémentaire dont *480 000* dans les établissements publics, soit 8 à 9 % de *la population scolaire nationale* dans l'enseignement primaire.

Si elle reste expérimentale, cette réorganisation de la semaine et de l'année scolaire n'est donc plus marginale. Mais elle est encore loin de faire l'unanimité, y compris dans les départements qui ont sauté le pas. Dans la Loire, l'inspection académique a décidé d'adopter la semaine de quatre jours malgré l'opposition massive du conseil départemental de l'éducation nationale où siègent les fédérations de parents d'élèves (*le Monde* du 30 juin) ; en Ille-et-Vilaine, la décision a été rejetée par bon nombre d'écoles en milieu rural.

Quant aux fédérations de parents d'élèves, elles sont inquiètes à l'idée que ces réaménagements hebdomadaires n'occultent durablement les problèmes beaucoup plus complexes des rythmes scolaires quotidiens, plus lourds en France que dans la plupart des pays européens. Cette inquiétude semble partagée par les responsables du ministère de l'éducation nationale. Ainsi, le directeur des écoles, M. André Legrand, rappelait dans une circulaire, en mai dernier, quelques mesures de prudence. *« L'existence d'un consensus de la part des principaux partenaires de l'école est particulièrement importante »*, soulignait-il, en insistant également sur les dangers d'un raccourcissement excessif des vacances ou d'un allongement de la journée scolaire, une mesure *« rigoureusement interdite »*.

Le ministre de l'éducation nationale et de la culture devait lui-même insister le 6 juillet dernier (*le Monde* du 8 juillet) pour que toute modification fasse l'objet d'*« un minimum de précautions »*. Le ministère a d'ailleurs confié une enquête à l'inspection générale afin d'évaluer les répercussions des expériences en cours.

CHRISTINE GARIN

« Personne n'imagine faire marche arrière »

LYON

de notre bureau régional

Les chiffres sont éloquents : la semaine de quatre jours, instaurée, à l'initiative de la ville de Lyon, lors de la rentrée de septembre 1991, est un vrai succès. 1 011 écoles du Rhône (au lieu de 628 l'an dernier), soit 91 % du total, ont adopté cette formule, étendue désormais aux départements voisins de l'Ain et surtout de la Loire, où 81 % des établissements lancent l'expérience cette année.

Pour autant, le système soulève encore bien des réserves. *« Nous n'avons pas assez de recul pour juger de la qualité des nouveaux rythmes »*, souligne M. Daniel Pauly, directeur d'une école du 1er arrondissement de Lyon. Certes, reconnaît-il, *« les choses ne se sont pas trop mal passées, et nous n'avons rien constaté de néfaste »*. A l'absence de remarques *négatives* des parents, s'ajoute la satisfaction des ensei*gnants de pouvoir* disposer d'un week-end complet. Mais sur un *point au moins, il partage les* inquiétudes de M. Michel Ropars, son *collègue de l'école Anatole-*France à Villeurbanne, commune *où la formule a été adoptée par* 2 538 parents d'élèves sur 4 531 votants, à *l'issue d'une* consultation générale. *« Le risque,* souligne M. Ropars, *est de vouloir faire en vingt-quatre heures ce que nous faisions auparavant en vingt-sept, en négligeant des matières jugées secondaires, comme le sport, le dessin ou même l'histoire et la géographie. »*

« Décloisonnement » des enseignements

De son côté, Mme Liliane *Deloche, directrice de l'école* Martin-Luther-King à Vaulx-en-Velin, *estime que, pour éliminer ce danger*, la solution réside dans le *« décloisonne ment »* des enseignements et le travail par cycles. L'an dernier, son établissement avait essayé le transfert des cours du samedi au mercredi, mais l'expérience a tourné court, à la demande des parents essentiellement.

Mme Florence Balay, conseillère déléguée aux affaires scolaires de la ville de Lyon et qui est à l'origine de la semaine de quatre jours, a demandé au professeur Revel, *professeur de physiologie* et de chronobiologie à l'université de *Bobigny (Seine-Saint-Denis), d'étudier* le comportement des enfants, *les seuls qui, en fin de compte*, n'ont pas été consultés. Elle *n'ignore pas, pour sa part, les* contraintes sociales imposées aux parents par une formule *qui a* permis, cependant, de résoudre l'épineuse querelle du catéchisme. Si les parents, à la base, sont plutôt favorables, leurs associations restent très critiques. La Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) s'insurge contre un système qui n'a d'autre objet que de satisfaire *« les élus et l'épiscopat »*. *M. Richard Atlan, son responsable* départemental, n'a d'ailleurs pas *hésité à introduire un recours* devant le tribunal administratif pour abus de pouvoir, tant de la ville de Lyon que de l'inspecteur d'académie. Quant à M. Marc Laupiès, responsable départemental de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP), il tempête toujours contre *« ce gadget qui élude totalement la question de la journée de travail de six heures, la plus longue d'Europe, et la plus néfaste pour le bon équilibre et l'efficacité des apprentissages »*.

Mme Deloche, à Vaulx-en-Velin, admet que, si *« les problèmes sensibles de la garde des enfants et du catéchisme paraissent réglés, on n'a fait que contourner la difficulté »* des rythmes quotidiens. Mais, souligne-t-elle, malgré le caractère expérimental de la semaine de quatre jours, *« personne n'imagine plus faire marche arrière »*.

MICHEL DELBERGHE

ILE-DE-FRANCE

Après les plaintes des riverains

Le bouclage de l'autoroute A 86 en Seine-Saint-Denis est suspendu

Le projet de construction des 3,5 *kilomètres de l'autoroute* A 86 en Seine-Saint-Denis est provisoirement suspendu. Cette décision est intervenue mardi soir 1er septembre lors d'une *réunion entre le ministre de* l'équipement et des transports, M. Jean-Louis Bianco, et Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat aux droits des *femmes et à la consommation* et conseil régionale socialist d'Ile-de-France.

La réalisation du dernier maillon de l'A 86 au nord de Paris entre la Courneuve et Bondy était prévue en « semi-enterré », c'est-à-dire en tranchée de faible profondeur, sans couverture. Les *riverains y étaient* résolument hostiles. Trois semaines avant *le lancement du chantier, programmé* le 1er septembre 1992 par la direction *départementale de l'équipement* (DDE), cinq associations locales de défense de l'environnement et du cadre de vie s'étaient regroupées au sein d'une coordination pour amplifier leur action et exiger que le tronçon autoroutier soit enterré dans sa totalité. Refusant que *« les choix gouvernementaux sacrifient une fois de plus les habitants de Seine-Saint-Denis »*, qui *« ont droit aux mêmes égards que ceux que l'on accorde aux habitants de l'ouest de Paris »*, la coordination avait alors demandé au ministre de l'équipement et des *transports qu'il reporte la date du* début du chantier et commande des *études sérieuses sur l'enfouissement* de l'A 86 à Drancy et Bobigny. Elle *s'était aussi adressée au président du* conseil régional d'Ile-de-France, *M. Michel Giraud (RPR)*, pour qu'il gèle, dans l'attente de nouvelles *études*, la part de la région au financement de ces travaux (60 %) et qu'il s'engage à participer au surcoût engendré par les modifications du tracé. Forte de l'appui de plusieurs élus du département, dont celui de M. Jean-Jack Salles (UDF-CDS), vice-président du conseil régional d'Ile-de-France et maire des Lilas, qui considère *« la couverture ou l'enfouissement de ce tronçon indispensables »*, la coordination s'était déclarée prête à empêcher le début des travaux si l'Etat s'obstinait à ne pas vouloir entendre les exigences des riverains.

La direction départementale de l'équipement (DDE) de Seine-Saint-*Denis avait évalué le surcoût* entraîné par la couverture totale des 3,5 kilomètres d'autoroute : environ 200 millions de francs pour la modi*fication du projet sur Bobigny (réali*sation de 300 mètres de couverture *supplémentaire et changement du* système de ventilation actuel avec construction de nouvelles cheminées), et 500 à 700 millions de francs pour la modification du *projet* à Drancy, obligeant à restructurer les ouvrages actuels pour réaliser une couverture d'environ 2 kilomètres. La DDE estime, en outre, que la modification du projet entraînerait un retard d'au moins trois ans dans la mise en service de cette autoroute, prévue en 1996. M. Bianco n'en a pas moins décidé d'arrêter, *« pour le moment »*, les travaux.

Au cours de son entretien avec le ministre de l'équipement, Mme Véronique Neiertz a, par ailleurs, reçu l'assurance de l'envoi prochain en Seine-Saint-Denis d'une mission de concertation sur la protection des riverains de Drancy, Bobigny et Bondy contre les nuisances sonores.

MARTINE BOULAY-MÉRIC

Dans le 11e arrondissement de Paris

Les expulsés du petit matin

Mardi 1er septembre, à *7 heures du matin, trois cars de* CRS stationnent à l'angle de deux *voies parisiennes* : l'avenue Ledru-Rollin et le passage Basfroi (*11e arrondissement*). Au numéro 9 de cette ruelle, les forces de *l'ordre investissent* un hôtel meublé, où dorment quatre-vingt-*quinze personnes* : seize familles avec enfants, trois couples et quatorze célibataires. Les occupants – *« sans droits ni titres »* – n'osent pas créer d'incidents. Ils s'installent sur le trottoir, enfants dans les bras, bagages au pied.

En réalité, les locataires ne sont pas surpris par cette irruption. Leur immeuble est l'un des deux derniers qui peuvent gêner l'opération immobilière dite *« Basfroi-Dallery » : 220 logements* sociaux et 5 000 mètres carrés de *bureaux* et d'activités commerciales prévus dans un quartier en pleine rénovation.

L'hôtel appartient à l'OPAC (Office public d'aménagement et de construction, ancien office public d'HLM). L'utilité publique a *été déclarée en* 1989. Un arrêté d'expulsion est intervenu en mars 1990. *Depuis cette date, les pensionnaires* de l'hôtel meublé ne payent plus de loyer. *En* revanche, ils sont soumis à des astreintes et à *des pénalités pour* non-exécution de jugement. Quelques associations de mal-logés et partis politiques ont pris leur défense, arguant que certaines *personnes habitent ici depuis plus* de dix ans.

Ces mouvements ont organisé une première réunion mardi soir 1er septembre, devant la mairie du 11e arrondissement. La plupart des expulsés refusent les solutions de relogement *« dans des hôtels où on ne peut pas se laver »*. Les mères de famille craignent que leurs enfants ne puissent pas rentrer normalement dans leurs écoles du quartier. Et, au 47 rue Basfroi, dans le dernier hôtel visé par l'opération immobilière, les locataires voisins s'organisent, afin que les CRS ne reviennent pas.

G. Cl.

SPORTS

TENNIS : les Internationaux des Etats-Unis

Les têtes de série passent les Français aussi

Les têtes de série ont connu une journée tranquille, mardi 1er septembre, à Flushing Meadow, pour le premier tour des Internationaux des Etats-Unis, à l'image de John McEnroe, vainqueur aisé du Néerlandais Michael Schapers. Seul l'Allemand Boris Becker a dû concéder une manche, face à l'Américain Kevin Curren, pour se qualifier pour le deuxième tour. *Les quatre Français en lice, Henri* Leconte, Arnaud Boetsch, Thierry *Champion et Fabrice Santoro*, n'ont pas non plus éprouvé de grandes *difficultés pour* se qualifier.

A l'exception d'Alexia Dechaume, battue en trois sets par *la Russe Meskhi, les Françaises* Pascale Paradis, Nathalie Tauziat et Mary Pierce ont connu la même réussite dans le tournoi féminin, *où Martina Navratilova* a eu beaucoup de mal à venir à bout de l'Américaine Shaun Stafford. Trois têtes de série ont chuté : l'Espagnole Conchita Martinez, l'Allemande Anke Huber et la Tchécoslovaque Jana Novotna.

Les résultats du mardi 1er septembre

SIMPLE MESSIEURS

(Premier tour)

J. McEnroe (E-U, 16) b. M. Schapers (P-B), 6-4, 6-0, 6-4 ; A. Boetsch (Fra.) b. A. Cherkasov (CEI), 6-4, 6-1, 7-6 (7-5) ; H. Leconte (Fra.) bat R. Reneberg (E-U), 6-4, 3-6, 6-1, 6-2 ; T. Champion (Fra.) b. C. Pistolesi (Ita.), 6-4, 6-3, 6-2 ; A. Agassi (E-U, 8) b. M. Pernfors (Suè.), 6-2, 6-4, 6-1 ; B. Becker (All., 7) b. K. Curren (E-U), 6-2, 5-7, 6-3, 6-4 ; C. Costa (Esp., 10) b. C. Van Rensburg (AfS), 6-4, 5-7, 6-3, 6-2 ; P. Sampras (E-U, 3) b. D. DiLucia (E-U), 6-3, 7-5, 6-2 ; F. Santoro (Fra.) b. C. Bergstrom (Suè.), 6-4, 6-4, 7-6 (7-4).

SIMPLE DAMES

(Premier tour)

M. Navratilova (*E-U*, 3) b. S. Stafford (E-U), 4-6, 6-1, 7-5 ; M. Maleeva-Fragniere (Sui., 9) b. E. Reinach (AfS), 7-5, 7-5 ; Z. Garrison (E-U, 14) b. H. Kelesi (Can.), 7-5, 6-0 ; L. Meskhi (CEI) b. A. Dechaume (Fra.), 4-6, 6-0, 7-6 (7-4) ; A. Sanchez-Vicario (Esp., 5) b. L. Savchenko-Neiland (CEI) 5-7, 6-2, 6-2 ; J. Capriati (E-U, 6) b. N. Muns-Jagerman (P-B), 7-6 (7-3), 6-2 ; P. Paradis-Mangon (Fra.) b. K. Nowak (Pol.), 6-1, 7-5 ; K. Maleeva (Bul., 15) b. J. Byrne (E-U), 7-5, 6-2 ; R. Fairbank-Nideffer (E-U) b. J. Novotna (Tch., 10), 6-3, 7-6 (7-3) ; N. Tauziat (Fra., 12) b. N. Ercegovic (Cro.), 6-3, 6-2 ; H. Sukova (Tch., 13) b. C. Lindqvist (Suè.), 6-0, 6-3 ; J. Halard (Fra.) b. F. Bonsignori (Ita.) 6-1, 6-3 ; M. Pierce (Fra., 16) b. M. Vento (Ven.), 6-2, 6-2 ; S. Appelmans (Bel.) b. A. Huber (All., 11), 6-3, 6-4 ; G. Sabatini (Arg., 4) b. L. Harvey-Wild (E-U), 6-1, 6-2 ; A. Grossman (E-U) b. C. Martinez (Esp., 8), 6-3, 2-6, 6-4.

□ ***FOOTBALL* : le P-SG cède un point.** – En allant faire match nul à Lille, 0 à 0, mardi 1er septembre, en match avancé de la cinquième journée, le Paris-SG, leader du *championnat, a concédé son premier* point depuis le début de la compétition.

MOTOCYCLISME

Honda Pacific Coast et Pan European : question de coffre

Un scooter géant ou une voiture à laquelle il manquerait *deux roues ?* La Honda Pacific Coast suscite encore les sarcasmes des puristes. *Pensez* : une *« moto coquetier »* toute en rondeurs, équipée d'un vrai coffre et dont le moteur est intégralement dissimulé, est-elle vraiment une moto, à usage urbain de surcroît ? Si son bicy*lindre de 800 centimètres cubes* en V est *éminemment « pacifique »* avec ses modestes 60 chevaux, la PC 800 ne mérite pas tant de sarcasmes. Au contraire. Son centre de gravité très bas (le réservoir est *placé sous la selle*), ses suspensions confortables et sa direc*tion très douce incitent à un* pilotage qui ne pourra être que *décontracté, à la californienne*, bien calé contre le dosseret de la selle. *Malgré son allure imposante*, c'est une vraie machine de ville – on apprécie au passage l'ingénieux système de rappel automatique des clignotants – *dont le comportement* routier est satisfaisant, y com*pris en duo*. En outre, elle n'exige qu'un entretien minimal.

Le coffre, dont l'ouverture est commandée par un levier hydraulique, est évidemment l'atout *majeur* de la PC 800. Il peut généreusement accueillir deux casques, un équipement anti-pluie et l'attaché-case du *cadre pressé* auquel la *Pacific* Coast est d'abord destinée. On *souhaiterait tout de même des* rétroviseurs moins exposés, *des commandes mieux placées* sur le guidon et un carénage ne générant pas de désagréables courants d'air dans les jambes du pilote. Autres points faibles ; une autonomie de carburant insuffisante imputable à un réservoir sous-dimensionné et l'absence de frein à disque à l'arrière.

Trois ans après son lance*ment, la Pacific Coast n'a pas* débouché sur un succès commercial et Honda ne prépare pas d'héritier à cet engin hybride – mais non bâtard – sans doute trop en avance sur les goûts du public. N'en déplaise aux gardiens de l'orthodoxie, *c'est un peu dommage*.

La Pan European ST 1100 n'a *en commun avec la* Pacific Coast que la ligne fluide et *enveloppante dessinée par* le carénage intégral. Et comme la capacité des deux sacoches livrées en série n'atteint pas celle du coffre de la PC 800, c'est bien dans la partie mécanique que résident les qualités *d'une moto qui est avant tout* conçue comme une *grande routière*. *Le quatre cylindres de* 1100 cm³ à seize soupapes, la *transmission à cardan largement* amortie, le réservoir de 28 litres, montrent bien qu'elle est conçue pour les longues chevauchées dans les conditions de *confort maximum*. On pourra là aussi parcourir 20 000 kilomètres *sans s'inquiéter* des niveaux ou des *réglages*.

La possibilité de pouvoir exploiter les 100 ch du moteur dès les plus bas *régimes* ne doit pas laisser croire que la Pan *European est une moto idéale* pour les trajets semi-urbains. *Elle a un tempérament sportif*, et ses 300 kilos ne sont pas plus faciles à maîtriser dans les grandes courbes que dans les *pièges d'une circulation dense*. L'aide des systèmes d'antiblocage des roues et d'antipatinage de la version ABS-TCS améliore la sécurité *sans pour autant dispenser de la vigilance* indispensable à la conduite *d'une moto qui se place en* concurrence avec les « grand *tourisme* » *comme la nouvelle* BMW K 1100 LT (*Le Monde* du *23 juillet*). *La Pan European* est aussi la réponse de Honda à la forte demande actuelle pour les engins de grosse cylindrée.

CHRISTOPHE DE CHENAY *et* JEAN-MICHEL NORMAND

▶ **PC Pacific Coast : 52 400 francs. ST 1100 Pan European : 70 975 francs. ST 111 ABS-TCS : 88 980 francs.**

SPORTS

TENNIS

Les têtes de série passent les Français aussi

CYCLISME

• LES IRRÉPARABLES DÉGÂTS DE LA GUERRE EN BOSNIE-HERZÉGOVINE – Pages 4 et 5

SEPTEMBRE 1992

LE MONDE diplomatique

32 pages - 20 F

Coûteux entêtements du Fonds monétaire

LES ENJEUX D'UN RÉFÉRENDUM

L'Europe et les autres



Par CLAUDE JULIEN

INGÉRENCE HUMANITAIRE OU « LOGIQUE DE DÉMEMBREMENT » ?

Alerte en Irak

Par FAWAZ N. TRABOULSI

SEPTEMBRE 1992

LA GUERRE POPULAIRE EN BOSNIE-HERZÉGOVINE
par *Paul-Marie de la Gorce.* Des dégâts irréparables

LA PRESSE AMÉRICAINE ET LA CAMPAGNE ÉLECTORALE
par *Serge Halimi.* Élitisme et démagogie

LE NOUVEAU YÉMEN SE TOURNE VERS L'OCCIDENT
par *Micheline Paunet.* Un pays réunifié et exsangue

LA RÉFORME DÉMOCRATIQUE PIÉTINE EN AFRIQUE DU SUD
par *Pierre Beaudet.* Crise économique et montée des tensions

LES RUINEUX ENTÊTEMENTS DU FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL
par *Michel Chossudovsky.* Un rouleau compresseur mondial

DU VIETNAM COMMUNISTE AU VIETNAM DES « CENT MAISONS »
par *Nguyen Duc Nhuan.* Comment retrouver ses racines ?

LA NOUVELLE ÉGLISE DU SILENCE
par *Jacques Decornoy.* L'autoritarisme du Vatican

BORDEAUX, VILLE OUVERTE AUX APPÉTITS DE PUISSANCE
par *Philippe Baqué* et *Michel Rojo.* Argent, urbanisme et démocratie

En vente chez votre marchand de journaux – 20 F

Le Monde DES LIVRES

ÉCONOMIE

BILLET

Marasme pétrolier

Arrivé à la tête de Total en 1990 auréolé d'une réputation de manager hors pair qu'il a su cultiver depuis, M. Serge Tchuruk a sans doute mangé son pain blanc. Les comptes semestriels de sa compagnie pétrolière en témoignent. Au cours du premier semestre, marqué par un effritement du chiffre d'affaires du groupe, le bénéfice net consolidé de Total a fondu. Il est revenu à 1,9 milliard de francs, contre 3,6 milliards au cours des six premiers mois de l'exercice 1990. La chute est de 47 %.

Le cas Total n'est pas une exception parmi les pétroliers. L'autre compagnie française, Elf, fait certes un peu mieux mais sans afficher pour autant un résultat flamboyant. Le bénéfice net consolidé du groupe de M. Loïk Le Floch-Prigent a dégringolé de 23 % au premier semestre.

Exception faite de Royal Dutch-Shell, les concurrents internationaux sont logés à la même enseigne. En Europe, la compagnie norvégienne Norsk Hydro, le belge Petrofina ont publié des résultats particulièrement mauvais. C'est également vrai du britannique BP, ce qui a valu à son PDG d'être remercié par son conseil d'administration (le Monde du 27 juillet). Outre-Atlantique, le tableau est tout aussi sombre. Exxon, Mobil, Chevron, Texaco... toutes les « majors » ont vu leurs bénéfices fondre depuis le début de l'année. Réductions de personnel, baisse des investissements, cessions d'actifs sont à l'ordre du jour chez les pétroliers américains.

Au-delà des situations particulières, ces piètres résultats tiennent en grande partie à la langueur générale de l'économie mondiale. Dans l'attente d'un redémarrage de la croissance, la demande en énergie stagne, exception faite de l'Asie du Sud-Est. Les prix du pétrole s'en ressentent et tendent à s'effriter. Les marges de raffinage, elles, sont exécrables. En Europe, depuis janvier, elles ne couvrent que la moitié des frais fixes. Par rapport à 1991 – année atypique du fait du conflit du Golfe, il est vrai, – elles ont été divisées par trois.

Dans un tel contexte, la médiocrité des résultats des compagnies publiés ces dernières semaines ne surprend guère. Les milieux boursiers en ont d'ailleurs pris acte. A la Bourse de Paris, par exemple, depuis le début de l'année, l'action de Total a perdu près de 14 %. Et celle de Elf pas loin de 17 %.

JEAN-PIERRE TUQUOI

Conjoncture morose et taux d'intérêt élevés

Les ménages et les entreprises ont beaucoup moins emprunté en 1991

La morosité de la conjoncture et le niveau élevé des taux d'intérêt ont très sensiblement freiné l'année dernière le recours au crédit des sociétés et des ménages. Mais ce freinage de la demande a été aggravé par un freinage de l'offre, les banques s'étant montrées vis-à-vis des particuliers beaucoup plus prudentes que par le passé, du fait notamment de dispositions nouvelles comme la loi Neiertz et les procédures de surendettement.

L'endettement des sociétés, qui avait augmenté de 51 % sur les trois années 1988 à 1990, qui furent celles d'un bond des investissements et de la croissance économique, ne s'est accru que de 7,5 % en 1991, indique une étude publiée par l'INSEE (1). Chaque année cependant, comme le montre le graphique ci-contre, l'encours des crédits aux entreprises – c'est-à-dire le stock de leurs dettes – n'a cessé d'augmenter, passant de 1 919 milliards en 1987 à 3 102 milliards en 1991.

L'évolution des crédits aux ménages fait apparaître le même phénomène en plus accentué. C'est ainsi que l'endettement des particuliers, qui avait augmenté de 11,7 % en 1988, de 9,2 % en 1989 et encore de 7,1 % en 1990, n'a progressé que de 2,2 % l'année dernière, soit moins vite que la hausse des prix. Du coup, les ménages se sont désendettés, leur passif revenant au total de 83 % de leur revenu disponible en 1989 à 80 % en 1991 (64 % en 1986). Le coup de frein donné est spectaculaire sur les trois principales formes d'endettement : crédit à l'habitation, trésorerie des particuliers, investissements des ménages, – ces derniers recouvrant pour l'essentiel des dépenses d'entrepreneurs individuels.

1. Les crédits à l'habitation, qui avaient augmenté en moyenne de 7,5 % par an de 1988 à 1990, ont nettement baissé de rythme l'année dernière, passant d'un encours de 1 442 milliards en 1990 à 1 490 milliards en 1991, soit une progression de seulement 3,3 %. Ainsi se trouve confirmé par les flux financiers le marasme du marché immobilier.

2. La cassure est beaucoup plus marquée pour les crédits de trésorerie aux particuliers, dont les 381 milliards de francs d'encours en 1991 ont pris différentes formes : découverts bancaires (36 milliards de francs), prêts personnels sans affectation précise (149 milliards), financement de ventes à tempérament (90 milliards), leasing, c'est-à-dire location avec option d'achat (23 milliards), crédits permanents du genre cartes bancaires (51 milliards), autres formes de crédits de trésorerie (32 milliards). Ces divers prêts à court et moyen terme aux ménages, après avoir augmenté à toute allure en 1988 (+ 24 %) et en 1989 (+ 15,6 %), n'ont progressé que de 5,4 % en 1990 – année où leur encours avait atteint 390 milliards de francs – pour finalement régresser de 2,3 % en 1991.

3. Les investissements des ménages, c'est-à-dire des entrepreneurs individuels, ont eux aussi diminué, passant d'un encours de 242 milliards en 1987 à 265 milliards en 1988 (+ 9,5 %), à 286 milliards en 1989 (+ 7,9 %), à 307 milliards en 1990 (+ 7,3 %) pour retomber à 300 milliards l'année dernière (– 2,3 %).

Faible croissance de la masse monétaire

Ce net ralentissement de la croissance des crédits aux sociétés et aux particuliers se retrouve dans la progression de la masse monétaire (2) qui n'a été que de 3,8 % en 1991. Non seulement la masse monétaire avait augmenté beaucoup plus vite en 1989 (+ 9,1 %) et en 1990 (+ 8,1 %), mais les pouvoirs publics avaient fixé pour 1991 une évolution comprise entre + 5 % et + 7 % qui a été loin d'être atteinte.

Autre fait marquant de l'année 1991 : les entreprises et les ménages ont eu moins recours aux banques. La part des concours bancaires dans le total des financements – taux d'intermédiation – est revenu de 59,6 % en 1990 à 47,3 % en 1991. Dans le même temps, placements et financements se sont spectaculairement déplacés du court terme vers le long terme. Les chiffres en flux montrent que l'endettement à court terme des sociétés – qui avait été de 202 milliards en 1989 et de 215 milliards en 1990 – a été ramené à seulement 22 milliards de francs l'année dernière. Ainsi les crédits à court terme – qui représentaient encore, il y a deux ans, presque 29 % de l'ensemble des moyens de financement des sociétés à côté des crédits à long terme, des obligations et des actions – ne figuraient plus l'année dernière que pour 3,7 %. Dans le même temps, la part des crédits à long terme dans le financement des sociétés est passé de 27 % en 1990 à 41 % en 1991, celle des actions de 29,5 % à 40 %, tandis que le champ occupé par les obligations se rétrécissait un peu (8,8 % contre 9,5 % en 1990).

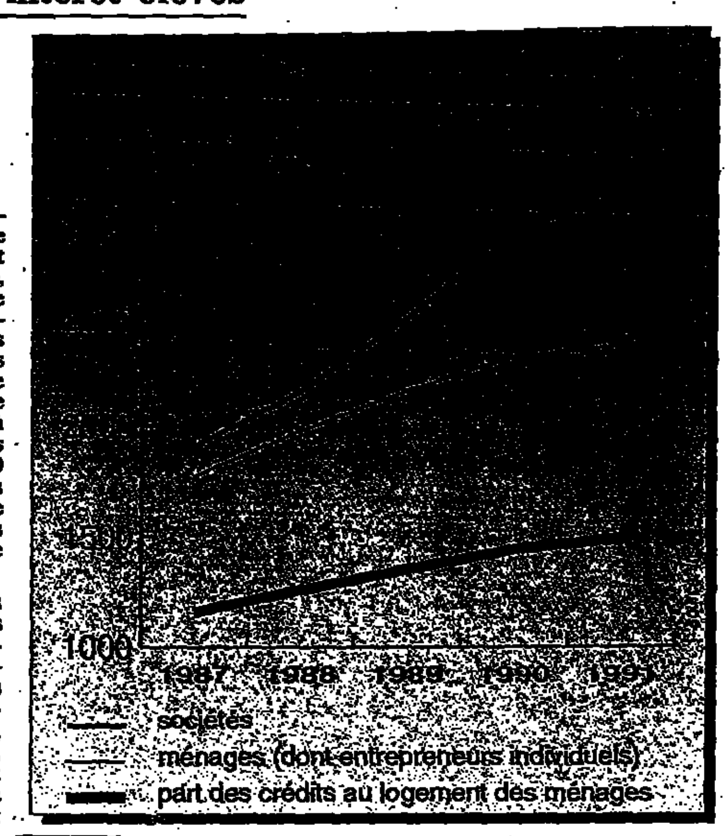
Si les entreprises ont moins emprunté, les ménages ont moins épargné. Leurs placements financiers n'ont pas dépassé 319 milliards de francs en 1991 après 490 milliards en 1990 et 517 milliards en 1989. Ce recul important, qui a atteint 35 % l'année dernière, s'explique presque complètement par une débâcle des placements liquides (+ 21 milliards en 1990 et – 71 milliards en 1991) et un recul des placements sous forme d'OPCVM (organismes de placements collectifs en valeurs mobilières) à court terme après la forte poussée enregistrée il y a deux ans : 156 milliards en 1989, 230 milliards en 1990, 122 milliards en 1991.

L'évolution très ralentie des crédits bancaires aux sociétés et aux particuliers reflète le marasme actuel des affaires et plus généralement de la vie économique. En ce sens, on peut s'en inquiéter. Mais elle traduit aussi le désendettement des uns et des autres après la course parfois un peu frénétique aux crédits qui avait marqué la fin des années 80. Ce qui s'est passé en 1991 a assaini de nombreux comptes et bilans. L'étude de l'INSEE ne dit pas s'il fallait en passer par là avant de voir l'activité redémarrer.

ALAIN VERNHOLES

(1) Le Repli des financements en 1991, par MM. Louis Beduc et Xavier Denis (Banque de France), publiée par l'INSEE.

(2) Chiffres d'évolution de la masse monétaire M3 qui comprend, outre les moyens de paiement et les dépôts à vue, les livrets (bancaires et d'épargne), les placements à terme et les certificats de dépôts.



EMPLOI

Baisse de 0,7 % du nombre de chômeurs indemnisés en juillet

Le nombre d'allocataires des ASSEDIC est passé de 2 423 200 au mois de juin à 2 416 700 au mois de juillet, ce qui représente une baisse de 0,7 % en données corrigées des variations saisonnières, selon les statistiques du régime d'assurance-chômage publiées mardi 1er septembre. Sur un an, on enregistre une hausse de 5,5 %.

Fin juillet, le nombre des personnes inscrites comme demandeurs d'emploi a augmenté de 5,7 % (la progression est de 11,8 % en un an), alors que les bénéficiaires de l'allocation-solidarité (357 400) augmentent de 3,7 % en un an. D'autre part, les préretraités indemnisés baissent de 13,7 % sur douze mois, mais l'on dénombre 105 900 chômeurs en formation, en hausse de 82,4 % sur un an. Enfin, le nombre de dossiers déposés a progressé de 15 % au cours du mois de juillet.

Reconduction des incitations au chômage partiel

L'aide exceptionnelle accordée aux entreprises utilisant le chômage partiel est reconduite jusqu'au 31 décembre, a annoncé, mardi 1er septembre, le ministère du travail. Depuis le 1er août 1991, les heures chômées (qui sont indemnisées à hauteur de la moitié du salaire horaire avec un minimum de 27 francs) sont remboursées à l'entreprise à hauteur de 18 francs. Le recours au chômage partiel est passé de 2,45 millions de journées indemnisables en 1990 à 7,6 millions en 1991 et 5,5 millions pour les sept premiers mois de 1992.

Le ministère rappelle d'autre part que les emplois à temps partiel peuvent bénéficier à compter du 1er septembre d'un abattement de 30 % sur les charges de sécurité sociale à condition de s'inscrire dans le cadre d'un contrat à durée indéterminée.

A son plus bas niveau face au mark

Le dollar déprimé par une conjoncture américaine décevante

En dépit de la petite intervention de la Réserve fédérale américaine sur le marché des changes de Francfort, le dollar a atteint, le 1er septembre face au deutschemark, son plus bas niveau historique de l'après-guerre sur l'ensemble des places européennes (1). Il s'établissait à moins de 1,4 mark outre-Rhin et à moins de 4,75 francs à Paris. A Londres, où le billet vert perdait encore du terrain contre le mark, la devise britannique retrouvait un niveau inconnu depuis le déclenchement de la guerre du Golfe le 7 février 1991, remontant à 2 dollars pour une livre. Enfin à Madrid, la monnaie américaine glissait à 90,67 pesetas, son plancher de l'année.

Cette atonie du billet vert a eu pour corollaire l'aggravation des tensions au sein du système monétaire européen (SME), où le mark atteint des plafonds, dopé principalement par l'écart de taux (de 6,5 points) entre les Etats-Unis et l'Allemagne, au profit de cette dernière. Or la Bundesbank, qui tiendra conseil le jeudi 3 septembre, ne devrait en rien modifier sa politique monétaire. Dans ce contexte, on peut s'attendre à un nouveau renforcement du mark face au dollar (jusqu'à une parité de 1,3 mark pour 1 dollar) et à un relèvement des taux directeurs dans les pays de la CEE à monnaie fragilisée, particulièrement l'Italie, mais aussi le Royaume-Uni, où la livre reste malgré tout fragile. Des mesures qui, selon les cambistes, ne devraient pas intervenir avant le référendum du 20 septembre en France sur le traité de Maastricht.

En attendant, le nouvel accès de faiblesse du dollar (après une seule journée d'accalmie fragile le lundi 31 août) traduit les inquiétudes renouvelées sur l'état de santé de l'économie américaine. Le recul de l'indice des dépenses de construction outre-Atlantique (– 0,6 % en juillet) a contribué à déprimer les marchés, de même que la baisse de l'indice composite des directeurs d'achats des entreprises (– 0,5 % en août). La reprise, si elle existe, apparaît très modérée. La vitalité qui semblait retrouvée au printemps n'a pas tenu ses promesses pendant l'été, et les conjoncturistes américains s'attendent à une progression très modeste du produit intérieur brut au troisième trimestre. Les incertitudes politiques ajoutent en outre à l'instabilité ambiante.

(1) Le plus bas niveau du dollar face au franc a été observé en 1973 : 3,85 francs.

INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

• **Indice composite : + 0,1 % en juillet.** – L'indice composite des onze principaux indicateurs, censé préfigurer l'activité économique aux États-Unis dans les six à neuf prochains mois, a enregistré une hausse de 0,1 % en juillet, a annoncé le 1er septembre le département du commerce. Ce chiffre fait suite à une baisse de 0,3 % (chiffre révisé après une première estimation de – 0,2 %) en juin, soit la plus mauvaise performance depuis dix-huit mois.

• **Indice des directeurs d'achat : – 0,5 point en août.** – L'indice établi par les directeurs d'achats des principaux groupes industriels américains a enregistré une baisse de 0,5 point au mois d'août pour s'établir à 53,7 %, contre 54,2 % en juillet. Il s'agit du septième mois consécutif où l'indice dépasse 50 %. Lorsque l'indice dépasse 44,5 %, l'activité économique globale est tenue pour être en expansion, a précisé la National Association of Purchasing Management (NAPM).

• **Dépenses de construction : – 0,6 % en juillet.** – Les dépenses de construction ont reculé de 0,6 % en juillet aux États-Unis, accusant leur deuxième et plus forte baisse depuis décembre, a annoncé, le 1er septembre, le département américain du commerce. Ce recul a pris les analystes par surprise. Ils tablaient dans leur majorité sur une hausse de 0,5 % en raison de la dernière baisse des taux d'intérêt qui devait stimuler le secteur de la construction.

ITALIE

• **Inflation : + 0,1 % en août.** – Le taux d'inflation s'est élevé à 0,1 % au mois d'août en Italie, soit une moyenne annuelle de 5,3 %, a indiqué, le 1er septembre, l'Institut italien de la statistique (ISTAT). Selon cet organisme, il s'agit du taux mensuel le plus bas enregistré depuis 1975 dans le pays. En juillet, la moyenne annuelle s'élevait à 5,5 %.

Après de longues hésitations

Quatre pays européens lancent le programme d'un nouvel hélicoptère de transport militaire

La France, l'Allemagne, l'Italie et les Pays-Bas se sont finalement mis d'accord pour construire ensemble un nouvel hélicoptère, destiné d'abord à un usage militaire, civil ensuite. Premier vol en 1995, premières livraisons en 1998.

La France, l'Allemagne, l'Italie et les Pays-Bas ont levé, en début de semaine, les derniers obstacles à leur projet commun d'un hélicoptère de transport européen, baptisé NH-90, destiné à un usage militaire, d'abord, civil ensuite. Ce programme, resté longtemps incertain en raison de son coût, concerne la construction, dans un premier temps, de plus de sept cent vingt « machines » pour les armées de terre et de mer des quatre pays (dont deux cent vingt pour la France, qui prévoit de remplacer ses Puma et Super-Puma par des NH-90).

Dans les prochains jours, en effet, la décision de lancer la phase de développement du NH-90 devrait être notifiée au consortium européen Eurocopter (qui réunit les Français et les Allemands), au néerlandais Fokker et à l'italien Agusta.

Le projet NH-90 vise la conception d'un hélicoptère biturbine, pesant 9,5 tonnes et capable d'acheminer plus d'une vingtaine de combattants ou un véhicule de combat sur des étapes de 900 kilomètres à la vitesse de 280 kilomètres à l'heure. Le premier vol est prévu pour 1995 et les premières livraisons dès 1998 pour les marins allemands et néerlandais.

Le contrat de développement est évalué à 1,4 milliard d'écus (environ 9,6 milliards de francs) étalé sur huit ans. La France doit assurer 42,4 % du financement gouvernemental ; l'Italie, 26,9 % ; l'Allemagne, 24 %, et les Pays-Bas, 6,7 %.

Dans la mesure où le NH-90 aura une version civile et où le nombre de « machines » exportées pourrait se situer à hauteur de cinq cents, selon les estimations des constructeurs, la France a beaucoup insisté auprès des industriels – et notamment du consortium Eurocopter – pour qu'ils contribuent aux dépenses de développement. Cette participation des industriels pourrait s'élever à l'équivalent de plus de 1 milliard de francs.

Les besoins de la France sont de cent soixante NH-90 pour l'armée de terre, soixante pour la marine (qui l'embarque sur des frégates) et quelques exemplaires pour les opérations des forces spéciales, un nouveau commandement qui vient d'être confié au général Maurice Le Page (le Monde du 10 juillet).

Dès son origine, le programme NH-90 a subi de nombreuses vicissitudes, à commencer par le retrait des Britanniques. En France, il a fait l'objet de très longues hésitations, comme en témoigne la décision, en août 1991, d'en reporter sine die l'exécution, pour des raisons de restrictions budgétaires.

En effet, la seule acquisition de cent soixante « machines » par l'armée de terre française (participation aux dépenses de développement, industrialisation, achat des hélicoptères et « flux » de pièces de rechange pour une existence opérationnelle sur vingt ans) revient à 23 milliards de francs au total. Le premier ministre de l'époque, Mme Edith Cresson, invoquant la solidarité européenne, avait assuré que le programme NH-90 en lui-même n'était pas remis en cause. Les marines néerlandaise et allemande n'avaient pas hésité à faire pression sur leurs interlocuteurs français, en disant qu'elles étaient pressées de recevoir leur matériel. Au début de cette année, M. Pierre Joxe, ministre de la défense, avait précisé que le lancement de l'hélicoptère devait intervenir dans le courant de 1992.

J. I.

Suite à la fermeture de deux usines des Landes

M. Rubin prêt à discuter avec le personnel de l'avenir d'Adidas France

Dans un entretien à la Tribune de l'Expansion, M. Stephen Rubin, qui deviendra le 7 novembre propriétaire du groupe d'articles de sport Adidas vendu par M. Bernard Tapie, se dit « prêt à examiner avec le personnel toutes les solutions imaginables pour éviter la fermeture » des deux usines landaises du groupe (le Monde du 26 août). « Si un groupe de salariés a une idée et me propose une solution qui soit acceptable pour l'entreprise, ajoute M. Rubin, je n'ai rien contre. Je ne suis pas un partisan de la délocalisation totale. » M. Rubin, qui avait fait de Reebock l'un des leaders mondiaux des fabricants d'articles de sport avant de le céder, souhaite qu'Adidas réalise « d'ici cinq ans (...) un bénéfice normal pour une société d'articles de sports », mais confirme le départ de l'actuel président du directoire du groupe, M. René Jaggi.

ÉCONOMIE

COMMUNICATION

La moralisation des activités économiques

M. Sapin veut réserver l'achat d'espaces publicitaires aux annonceurs ou à leurs mandataires

Dans le projet de loi sur la corruption que le conseil des ministres examinera le 9 septembre, le ministre de l'économie et des finances propose de modifier les circuits de rémunération dans la publicité, en imposant le statut de mandataire aux intermédiaires acheteurs d'espace et en clarifiant les transactions par l'obligation de contrats écrits et de factures complètes.

Le projet de loi sur la corruption, examiné en conseil des ministres le 9 septembre prochain, comprend une soixantaine d'articles et plusieurs volets préparés par différents ministres. Son deuxième titre porte sur la moralisation des activités économiques dans cinq secteurs : urbanisme commercial, marchés publics, délégation de services publics, immobilier et publicité.

M. Michel Sapin se défend de s'en prendre uniquement à cette dernière, et cite des mesures importantes comme l'extension aux établissements publics industriels et commerciaux des procédures de marchés publics, la composition renouvelée des commissions d'urbanisme commercial et l'approbation finale de leurs projets par des organismes indépendants, ou une meilleure transparence de l'affermage par les communes de services publics (comme l'eau) avec mise en concurrence des entreprises et consultation du conseil municipal.

C'est pourtant le monde publicitaire qui a le plus réagi aux avant-projets qui ont circulé cet été, lors d'une phase de concertation. Aussi le ministre des finances, qui préfère parler de *«transparence»* que de moralisation, veut-il justifier et relativiser son projet, mettre fin aussi à des rumeurs. *«Ce projet a deux raisons*, déclare-t-il. *L'une morale, pour ne pas laisser place aux tentations de comportement répréhensible, et l'autre économique, car c'est l'intérêt même du secteur d'être plus transparent, plus concurrent. Comme la Bourse de Paris a profité des mesures de transparence d'il y a quelques années... Identifier les fonctions et clarifier les rémunérations ne veut pas dire diminuer les revenus des agences! Il n'a jamais été écrit non plus qu'il leur serait interdit d'acheter de l'espace publicitaire. Les circuits actuels sont trop compliqués et trop opaques, mais la légitimité de la publicité – je le dis d'autant plus que j'aime la qualité de cette pub française – n'est pas en cause, ni ses revenus.»*

Côté fonctions dans l'achat d'espaces, après avoir envisagé de bien séparer celle de grossiste-revendeur et celle de mandataire d'un annonceur, M. Sapin a décidé de ne conserver que cette dernière, car il a *«le sentiment qu'elle est la seule légitime économiquement dans le cadre de relations actuel et la plus apte à protéger la liberté de la presse»*. Une innovation importante, issue des consultations menées, qui ont fait mesurer à M. Sapin combien les supports de publicité (les médias) souhaitent un rapport direct avec les annonceurs, *«ne serait-ce que parce que leur responsabilité éditoriale est engagée par les messages»*.

Des factures claires

Mandataires des annonceurs, les intermédiaires, qu'ils soient agences de publicité ou centrales d'achat, ne pourront recevoir de rémunération que de ces derniers. Ces intermédiaires devront indiquer les liens financiers qu'ils entretiennent avec des supports ou régies. Ainsi M. Sapin souhaite-t-il mettre fin aux rabais occultes, aux discriminations entre acheteurs, fermer la porte aux abus de position dominante et autres ententes relevées par le Conseil de la concurrence dans sa récente enquête (*le Monde* du 18 juillet). Pour assurer cette clarté des transactions, le projet a *«une recette simple : le droit commun»*. Il étend notamment aux prestations de service, comme la publicité, l'ordonnance de 1986 sur la concurrence. Cela implique des barèmes de prix et de conditions de vente publics, avec des contrats écrits.

Pour renforcer le lien direct entre médias et annonceurs, les factures devront être établies au nom de l'annonceur, être payées par ce dernier et mentionner tous les rabais. Enfin, les sanctions pour les contrevenants au dispositif sont alourdies et comprennent éventuellement l'exclusion des marchés publics.

Le projet, dont le vote est prévu à la session d'automne du Parlement, pourrait entrer en vigueur avant mars 1993. Il présage un vrai bouleversement des modes de rémunération dans la publicité. *«Les annonceurs comprendront d'autant mieux que les services rendus méritent rémunération qu'ils seront assurés de la clarté des circuits»*, estime M. Sapin, qui laisse aux professionnels le soin de définir leurs nouvelles relations. Le «Grenelle du marketing» auquel appellent certains professionnels est de leur responsabilité, estime le ministre, qui veut légiférer *a minima*, dans un cadre simple. Pour ceux qui pensent que le système hexagonal d'achat d'espaces a permis aux publicitaires français de protéger leur marché, le ministre rétorque : *«C'est une vision à contre-courant de l'histoire! Moi, je veux que les agences françaises aient de l'influence à l'extérieur, et pour cela les débarrasser de ce que les étrangers nomment le «french disease», la maladie française...»*.

Les médias ne pourront qu'en profiter, estime M. Sapin, car *«la transparence supprimera les abus de position dominante, les relations anormales»* et améliorera ainsi la liberté de l'information.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

A l'Université d'été de Carcans-Maubuisson

Le quotidien de l'an 2000 en chantier

La treizième Université d'été de la communication de Carcans-Maubuisson (Gironde) a pris sa vitesse de croisière, en accueillant environ sept cents participants lors de sa première journée, le 31 août. Dans les multiples carrefours, l'audiovisuel, compte tenu de son impact, tient plutôt le haut du pavé; mais l'écrit s'est trouvé assez bien loti, puisque le débat «Presse écrite : le journal de demain» a fait salle comble.

CARCANS-MAUBUISSON

de notre envoyé spécial

Le public qui avait choisi de réfléchir au journal de l'an 2000 avait sans doute été alléché par la présence sur le plateau de Bernard Guetta, ex-directeur de la rédaction du bimensuel *l'Expansion*, chargé depuis le printemps d'un projet de quotidien national à l'initiative de trois journaux européens, *la Repubblica* (Rome), *El Pais* (Madrid) et *The Independent* (Londres).

Las! Bernard Guetta n'a fait que lever un coin du voile jeté sur son projet. Il a toutefois confié que M. André Rousselet, PDG de Canal Plus, lui avait fait part de son intérêt, mais que le tour de table financier – 600 millions de francs d'investissement en quatre ans pour un journal sans doute au format berlinois (celui du *Monde*) – ne serait pas bouclé avant la fin de 1992. En cas de succès, ce quotidien devrait être en kiosque en septembre 1993. Discret sur le contenu, Bernard Guetta s'est borné à donner sa définition du *«quotidien de l'an 2000»* : un journal qui prend en compte l'homogénéisation des lectorats des quotidiens nationaux (la majeure partie possède désormais un niveau bac); un journal qui bannit *«la séparation absurde»* entre les informations des journaux dits populaires – info services, horaires des spectacles, etc. – et celles qu'offre la presse «de qualité» – enquêtes, articles de fond, commentaires; un journal en couleurs d'une certaine épaisseur, moins cher que ne le sont actuellement les quotidiens nationaux, et qui n'oublie pas de replacer ses informations dans une perspective historique (*«Les jeunes lecteurs ignorent le sens de références faites, sans un minimum d'explications, au mendésisme ou au gaullisme»*), ni de rappeler, fût-ce en quelques lignes, l'essentiel de ce qui a été dit la veille.

«Une remise à plat de l'économie du secteur»

Ce souci du lectorat, qui tombe à pic alors que Carcans-Maubuisson a choisi cette année «Le temps des publics» pour thème générique, était partagé par d'autres participants au débat. Ceux-ci n'oubliaient pas cependant, comme M. Jean-Clément Texier, président de Ringier-France, que l'Hexagone n'est guère favorable aux quotidiens nationaux, compte tenu des coûts de production et de distribution beaucoup plus élevés que dans les pays anglo-saxons. *«Le salut de la presse quotidienne réside dans une remise à plat de l'économie du secteur. La réduction des coûts de fabrication et de distribution permettrait de vendre un quotidien national à 3 francs,* poursuit M. Texier. *Les projets qui naîtront contribueront peut-être à débloquer la situation.»*

D'autres titres déjà existants réfléchissent aussi à l'avenir. Ainsi, Guy Delorme, rédacteur en chef adjoint de *Ouest-France*, chargé de sa rénovation à l'horizon 2000, indiquait que cent vingt des trois cent soixante-dix journalistes du quotidien breton avaient participé aux réflexions sur le contenu rédactionnel et la maquette. *«Il faut faire davantage participer les lecteurs»*, notait Guy Delorme pour qui, *«ces derniers ont besoin de plus d'explications et de plus de perspectives que d'informations»*.

Pour Daniel Soubeyran, consultant à la Cofremca, ce quotidien de l'an 2000 ne devrait pas être *«redondant»* par rapport à l'audiovisuel, mais *«être en résonance»* par rapport à lui, *«en expliquant, en enrichissant, et en mettant l'info en perspective»*. Mais Philippe Bissière, du cabinet de graphisme Jean Bayle et associés, faisait remarquer que pour concevoir le quotidien de l'an 2000, *«les freins n'étaient pas dans les nouvelles technologies, mais dans les têtes»*.

YVES-MARIE LABÉ

M. Jacques Rigaud défend ARTE et Maastricht

CARCANS-MAUBUISSON

de notre envoyée spéciale

M. Jacques Rigaud, administrateur de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT, qui contrôle RTL), a tenu à soutenir vigoureusement, mardi 1er septembre à Carcans-Maubuisson, la future chaîne franco-allemande ARTE. Sans occulter le *«traitement gouvernemental»* du dossier ARTE (une allusion à la préemption du réseau de La Cinq par le gouvernement) ni cacher que le choix du nouveau directeur des programmes, M. Alain Maneval, a pu lui sembler *a priori «loufoque»*, le patron de la CLT s'est dit *«scandalisé par l'état d'esprit négatif, sceptique, par les quolibets et cette espèce de délectation morose»* des détracteurs de la chaîne culturelle.

M. Jacques Rigaud a notamment fait allusion au projet que l'opposition nourrit pour l'audiovisuel («le Monde Radio-Télévision» daté 30-31 août), s'indignant d'apprendre que *«si elle arrive au pouvoir dans six mois, elle annulera un programme qu'elle ne connaît pas et auquel elle n'a pas donné sa chance»*. M. Jacques Rigaud a pris du même coup la défense de Maastricht : la non-ratification du traité fermerait la porte, dans les conditions actuelles, à tous les projets de coopération culturelle et audiovisuelle, a *déclaré l'administrateur* du groupe luxembourgeois.

ARIANE CHEMIN

TRANSPORTS

Les suites du conflit des chauffeurs-routiers

«Tarzan» à Matignon

«C'était super!» M. Daniel Leiffet, alias «Tarzan», chauffeur-routier de son état, était visiblement ému et ravi, mardi 1er septembre, au sortir de sa rencontre avec M. Pierre Bérégovoy. Cheveux tirés en queue de cheval, petit anneau à l'oreille gauche, la figure emblématique des barrages de juillet a été *«rapidement mis en confiance»* lors de son entretien. Il a rappelé au premier ministre ses principales revendications : création d'un permis professionnel, augmentation de la vitesse de 60 à 80 km/h sur les voies rapides pour les transports de matières inflammables et suspension du permis au lieu de l'annulation en cas de perte des six points.

«Tout ce que j'ai demandé, ils travaillent dessus. Maintenant, on n'a plus qu'à attendre», a poursuivi la star des poids-lourds. Aujourd'hui, «Tarzan» tire plus sa légitimité des médias que des chauffeurs-routiers, mais il a annoncé son adhésion prochaine au Syndicat de la coordination des chauffeurs-routiers et des professionnels de la route, qui se réunira le 5 septembre à Avallon (Yonne).

La commission de suivi du permis à points devrait remettre son rapport d'étape d'ici au 25 septembre, a précisé M. Leiffet. Pour l'heure, elle n'a toujours pas pris de décision sur d'éventuels aménagements à apporter au système, a annoncé le même jour son président, M. Jacques Roché. On souligne, à la commission, qu'un des points essentiels réside dans la promotion *«d'une répression équitable»* plus que dans une augmentation éventuelle du nombre de points.

M. Le.

Lire page 19, la chronique de Daniel Schneidermann

Nouvelle formule et nouvelle direction

«France-Soir» tente d'enrayer la baisse de ses ventes

Trois pages de plus en moyenne, une évolution du ton et une nouvelle maquette : la nouvelle formule de *France-Soir* aura, début octobre, pour objectif de stabiliser la diffusion du quotidien autour des 220 000 exemplaires vendus actuellement (après de nombreuses années à la baisse), selon son PDG, M. Philippe Villin.

Le format et le prix restent inchangés – l'ambition de M. Villin de baisser ce prix est *«impossible»* aux conditions actuelles de réalisation, – mais pas la direction de la rédaction. Le nouveau projet, conçu par l'actuel directeur Michel Schifres, sera mis en œuvre par Bernard Morrot, venu du *Figaro* après avoir été l'artisan du projet abandonné de quotidien populaire du groupe Hersant *Paris-Star*. Pour sa part, Michel Schifres va remplacer comme directeur adjoint de la rédaction du *Figaro* Thierry Desjardins, nommé adjoint au directeur général chargé des reportages et de la prospective.

Ce chassé-croisé de personnes se double d'une différenciation accrue entre les deux titres parisiens du groupe Hersant. Le *«nouveau» France-Soir* au ton *«accrocheur»*, devra retrouver *«l'émotion et la passion»*, sera plus *«glamour»*, plus *«people»*, avec davantage d'informations de service sans pour autant tomber dans le sensationnel de la presse anglaise ou même de *Voici*, affirme M. Villin. Plus *«démago»*, aurait-il indiqué aux personnels de *France-Soir*, qui s'inquiètent des dérives possibles. Cette relance du titre vise à stabiliser sa diffusion et à équilibrer les comptes en 1993. Elle est rendue possible par les accords passés avec le Livre CGT, selon M. Villin, qui chiffre les économies résultant de 350 emplois en moins dans les imprimeries du groupe (un tiers des effectifs en dix-huit mois) à 150 millions de francs. Il anticipe aussi 70 à 80 départs d'administratifs une fois *France-Soir* et *le Figaro* regroupés dans le même immeuble.

M. C. I.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du mercredi 2 septembre 1992.

DES DÉCRETS

– nº 92-881 du 1er septembre 1992 pris pour l'application de l'article 34 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et concernant l'autorisation d'exploitation des réseaux distribuant des services de radiodiffusion sonore et de télévision par câble;

– nº 92-882 du 1er septembre 1992 pris pour l'application des articles 33 et 34-1 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et fixant le régime applicable aux différentes catégories de services de radiodiffusion sonore et de télévision distribués par câble;

– nº 92-883 du 27 août 1992 portant publication de la convention sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination (ensemble six annexes), faite à Bâle le 22 mars 1989;

– nº 92-885 du 27 août 1992 portant publication de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à la création d'un conseil franco-allemand de l'environnement, signé à Bonn le 2 novembre 1989.

هكذا من الإصل

LE MONDE DES CARRIÈRES

URGENT

Poste double salaire local, logé, pour enseigner FLE. Lycée et Alliance Française au 01/10/92. Niv. souhaité : maîtrise FLE ou maîtrise hongrois. Écrire : M. PELTIER KOFFUTH UTCA, 11 MISKOLC, 3525 HONGRIE Tél. : 36 (46) 327-687

ÉTABLISSEMENT SCOLAIRE INTERNAT GARÇONS *Région parisienne* recherche septembre 1992

ÉDUCATEUR INTERNAT.

de langue maternelle anglaise. Possibilité logement couple.

LECTEUR, *LECTRICE D'ANGLAIS.*

TÉL. 34-25-48-21

ÉTABLISSEMENT SCOLAIRE Sous contrat d'association (Cachan 94 - RER B)

recherche *CADRE ÉDUCATIF EXPÉRIMENTÉ*

Adjoint(e) du directeur pour la rentrée 1992-1993

Envoyer CV au journal sous réf. 8562 *le Monde Publicité* 15/17, r. du Col.-P.-Avia 75902 Paris Cedex 15

MAIRE DE SAINT-OUEN (93) Petite couronne recrute pour son centre de santé

ORTHODONTISTE

Docteur en chirurgie dentaire pour *assurer 6 vacations de 2 heures par semaine à partir du 1er septembre 1992.* Écrire lettre de candidature avec c.v. à : *Madame le Maire* de SAINT-OUEN 6, place de la République, 93406 SAINT-OUEN CEDEX. *Renseignements :* Dr SALVI *49-45-88-90.*

CONSEIL STRAT. MGT. PUBLIC ch. H.F. jeune HEC ou éq. *malin, adaptable, autonome, présentable à une D.G.* Tél. : 46-10-50-70

ENCYCLOPAEDIA UNIVERSALIS

recherche *COLLABORATEURS H/F* Bon niveau de culture générale pour poste à caractère commercial (pas de porte à porte). *Formation assurée.* Rémunération très motivante comportant un minimum garanti. Évolution de carrière *rapide pour candidat de valeur.* Tél. : 47-54-99-18

INSTITUT DE FORMATION à l'animation embauche

FORMATEUR POLYVALENT

au 1/11/92. CDD. 1 an. 8 000 F *net mensuel.* Justifier d'une formation de niveau 3 acquise, et/ou d'une expérience profession. confirmée. *Lettre + CV, sous réf.* 8554 le Monde Publicité 15/17, r. du Col.-P.-Avia 75902 Paris Cedex 15

RESPONSABLE CELLULE INFORMATIQUE

Bac + 3. Formation informatique Expérience 1 an minimum. MÉTHODE MERISE *P.C. MSDOS* Salaire 130 KF *Envoyer CV, photo,* lettre manuscrite à : Préfecture Seine-St-Denis SOA 124, rue Carnot *93000 BOBIGNY*

COUPLE PARIS CENTRE rech. employée de maison *sérieuse, non fumeuse.* Plein temps, déclarée. Log. dans studio indép., tt cft. Réf. exigées. A partir du 1er sept. Écr. au Monde Publicité *sous n° 8552* 15/17, r. du Col.-P.-Avia 75902 Pris Cedex 15

Lycée français de Varsovie recherche pour rentrée scolaire 1992 professeur d'anglais *certifié, sur poste résident* (salaire base Paris + prime cherté de vie).

Contacter : Conseiller Culturel (19) 48-26-28-84-01 (02-09) *Lycée (à partir du 24 août)* (19) 48-22-17-82-54

Adresse : Lycée Goscinny, Ambassade de France *ul. Piekna 1,* 00 477 VARSOVIE

Nous sommes à la recherche de

CONSULTANTS

INFORMATICIENS indépendants très expérimentés avec pratique efficiente du langage Cobol sur matériel *UNISYS série A.* Lieu de travail : Suisse romande S'adresser à J.-F. Paoly au (19-41) 21-20-11-41.

Recherchons

CONSULTANT

en marketing pour magazine mensuel unique.

Éditeur international recherche représentant avec *réussites à son actif, parlant* anglais, français, pour développer la diffusion en France de son magazine mensuel unique en rouleau, auprès des *bureaux de tabac, supérettes* et hypermarchés : *Astromois,* la revue de conseils astrologiques la plus répandue du monde.

Prière d'envoyer son curriculum vitae sans *délai à :* Twelve Signs, Incorporated, P.O. Box A, Beverly Hills, CA 90213 USA. Fax : (310) 836-0110. Tél. : (310) 553-8000.

ÉCOLE sous contrat (15e gare de l'Est) *recherche*

• INSTITUTEUR(trice) *diplômé* ou bac + 2 avec expérience.
• PROFESSEUR *franç. 12 h hebdo*

Envoyer CV à l'école 16, av Maurice, 93250 VILLEMONBLE. T. 48-55-15-27

COLLÈGE et LYCÉE privés (94) *recherche* PROFESSEURS *expérimentés, à temps partiel, en PHYSIQUE, ANGLAIS, ÉCONOMIE* Tél : 48-86-05-50

L'A.R.I.A.

(Association *pour la Restauration* des Immeubles Anciens)

recrute rapidement pour MULHOUSE

CHARGÉ(E) D'OPÉRATION

POUR L'ÉTUDE ET LE SUIVI D'OPÉRATIONS PROGRAMMÉES D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT

• Formation initiale bâtiment de préférence.
• Excellentes capacités relationnelles.
• *Capacité rédactionnelle.*
• Grande sensibilité aux aspects sociaux de la réhabilitation.

Une expér. prof. en O.P.A.H. ou bien au sein d'une collectivité territoriale sera un plus.

Lettre, CV et prét. sont à env. à

Mme la Directrice de l'A.R.I.A.

Cours des Chaînes 15, rue des Franciscains *68100 MULHOUSE* Tél. 89-66-11-14

LE COMITÉ FRANÇAIS D'ÉDUCATION POUR LA SANTÉ

recherche

1 CHARGÉ D'ÉTUDES

Ayant solide formation. *Sc. soc. et statistiques.* Poste à pourvoir immédiat., *contrat à durée déterminée* de 6 mois.

Env. CV, lettre de motivation et articles publiés au C.F.E.S. 2, rue Auguste-Comte 92170 VANVES

CAMBRIDGE UNIVERSITY PRESS recherche

REPRÉSENTANT

Secteurs DISTRIBUTION et *ENSEIGNEMENT*

Chargé de promouvoir nos LIVRES, en France, Benelux et Danemark. Bureaux en RP.

Diplômé de l'enseignement sup., bilingue angl.-franç., il aura si poss. plusieurs années d'exp. dans la vente des livres *ou dans l'enseignement.*

CV + lettre manuscrite à *envoyer à DAVID HARRISON,* CAMBRIDGE UNIVERSITY PRESS, 2D, rue Marceau, 78800 HOUILLES.

capitaux propositions commerciales

URGENT

Femme besoin petits capitaux pour entreprise province. *Tél. 22-31-85-85* 29, r. d'Amiens - 80690 CONDÉ

Nous sommes à la recherche de distributeurs/agents de *commission pour la vente de* nos chemises mode *hommes* (ex. stock) en France. Markhands SA, case postale, CH-2500 Bienne 3, Suisse.

SYSTÈMES SOLAIRES *HITACHI* Nous offrons aux sociétés françaises prospères l'occasion de participer à l'établissement d'un réseau de distribution et d'installation en France, dans le marché en pleine *expansion des produits d'économie d'énergie.* Un réseau établi régional/national de ventes directes serait un plus.

Adresser votre candidature détaillée en anglais avant la fin septembre à :

P.S. Emdge, Directeur des ventes, Romay Energy Consultants Europe, c/o Hitachi Chemical Europe GmbH., *Immermannstr. 43,* D-4000 Düsseldorf 1, Allemagne.

L'AGENDA

Bijoux

BIJOUX BRILLANTS

Le plus formidable choix « *Que des affaires exceptionnelles* », écrit le guide *Paris pas cher,* ts bijoux or, ttes pierres précieuses, alliances, bagues, argenterie. ACHAT-ÉCHANGE BIJOUX

PERRONO OPÉRA

Angle bd des Italiens 4, Ch.-d'Antin, magasin à l'Étoile, 37, av. Victor-Hugo Autre grand choix.

Conseil juridique

IMMIGRATION *AU CANADA* Emplois-investissements Créations d'entreprises (16-1) 42-87-79-18

Cours

COURS D'ANGLAIS

du 15/09 au 30/11 : 1 980 F (44 F/h). Mini-groupes. Ts niveaux. *Matin, après-midi ou soir.* EUROPA Formation T. (1) 42-85-22-41 ou 3615 EUROFOR

MODELISME/STYLISME Coupe/couture - 45-84-27-59. Initiation et perfection.

Création graphique

DESSINS TECHNIQUES

Schémas Graphs/MAC - 47-83-49-48

Divers

Pour contrer vos courbatures, vos douleurs musculaires et vos stress par massages de décontraction ! Nice. *Tél. :* (16) 93-87-47-65 pr. rdv. Se déplace Monaco, Nice, Cannes.

Vacances, tourisme, loisirs

Hôtel Résidence Anglet, Biarritz-Parme : 70 stud. appt : kitchenette, TV satel. Tél. direct., pisc., tennis, *practice golf filet, squash,* hammam, sauna, s. muscul., rest., bar. Tél. 59-52-87-65. Fax : 59-63-69-19 Soirée étape : 285 F.

Les Issambres alt. 100, vue Golfe-Saint-Trop. mer à 5 mn. Loue sem. villa calme, 2, 4, 6, 8 pers. (16) 42-81-03-81 ou (16) 94-49-60-98

divers

deux-roues

1000 K100 LT, oct. 89, bleu, abs, radio, poignées chauff., jauge d'ess., sac réserv., temp. eau, 43 000 km, 50 000 F. BOUSSAC 60-79-41-82.

Vds moto Kawasaki 500 GPZ. Année 92, tatouée, garantie 8 mois, révisions effectuées. 5 000 km, *29 000 F. Tél. 12 h 30 à 13 h,* après 18 h et w.-e. : 37-26-86-43 (dépt 28).

DEMANDES D'EMPLOIS

H. pré-retraite, bonne prés., lettré, gde disponibilité, moralité, sachant s'adapter machine à écrire, voiture *récente, recherche toute occupation mi-temps ou temps complet.* 43-65-56-40

Jeune fille, 19 ans, ayant bac G1 recherche emploi secrétaire-standardiste Paris et banlieue nord *Tél. (16) 44-60-60-94*

PROF. CLASSE PRÉPA. PHILO. CULT. G. TRÈS BONS RÉSULTATS CH. POSTE CORRESPONDANT Tél. : 48-73-40-56

PROFESSEUR

sciences économiques et sociales étudierait ttes propos. *Paris ou rég.* Fontainebleau. Tél. : 64-45-62-03.

SOPHROLOGUE

Prat. santé entreprises + exp. conf. en ccial, marketing (dipl. ISSEC-IMD) Étudie ttes prop. de collab. *consultants/ent /organismes.* Le Monde Publicité *sous réf.* 8563 15/17, rue du Col- P.-Avia 75902 Paris cedex 15.

SPÉCIALISTE AUDIT SOCIAL GESTION MAINTIEN CLIMAT D'ENTREPRISE *(Phases de pré et post de restructuration)* Définition projet d'entreprise POLITIQUE DE COMMUNICATION INTERNE propose missions temporaires et permanentes *auprès d'entr. ou cabinets* consultants. Réf. : 8565. Le Monde Publicité 15/17, rue du Col.-P.-Avia 75902 Paris Cedex 15

Architecte DPLG 20 ans d'expérience exercice libéral, esprit synthétique et créatif responsable projets importants dans hôtellerie *et logements étudie toutes* propositions. Esquisse, avant-projet, plan masse, perspective, décoration, suivi de chantier. *Écrire sous réf.* 8564 Le Monde Publicité 15/17, rue du Col.-P.-Avia 75902 Paris cedex 15.

ASSISTANTE ANGLAIS *Bon exp., rech. poste respons.* Invostive. T. 43-36-51-04

Cadre 55 a., formation *expertise comptable*

POSTE DIRECTION

Pakistan, Afrique du Nord, de *l'Ouest, recherche poste similaire à l'étranger, préférence* PAYS DE L'EST, AMÉRIQUE LATINE. Langues : bulgare, espagnol, anglais, italien *Écrire au journal sous réf.* 8551 *le Monde Publicité* 15/17, r. du Col.-P.-Avia 75902 Paris Cedex 15

formation professionnelle

Stage d'anglais débutants *gratuit et rémunéré* Pour intermittents du spectacle Du 14 sept. au 30 oct. COFORMA. Tél. : 40-60-05-01 et 40-60-91-84

Stage gratuit et rémunéré RÉDACTEUR-CONCEPTEUR en environnement informatisé *Pour demandeurs d'emploi longue durée.* Niveau bac *Du 28 sept. 92 au 8 janv. 93* COFORMA. Tél. 40-60-05-01 et 40-60-91-84

VOUS RECHERCHEZ DU PERSONNEL QUALIFIÉ

• Secrétaire bilingue
• Employée de bureau
• Assistant services généraux
• Personnel de laboratoire
• Secrétaire classique
• Pupitreur
• Cariste
• Qualiticien, etc.

CONTACTEZ NOTRE ANTENNE EMPLOI :
TÉL. : 69-28-04-70

Spécialisé dans le reclassement collectif, notre cabinet vous propose cette prestation à titre gracieux.

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
• INGENIEURS toutes spécialisations
• CADRES administratifs, commerciaux
• JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

CONSEIL IMMOBILIER – 48 ans – Diplômé d'études supérieures droit immobilier I.C.H. – 15 ans expérience grandes et petites entreprises.
RECHERCHE : poste responsable service immobilier ou investissements secteurs immobilier, bancaire, assurances – Paris – R.P. (Section *BCO/HP 2256.)*

H. 55 ans – Formation juridique – 5 ans gestionnaire d'une société de syndic de copropriété – expérience en droit des sociétés et en droit immobilier.
RECHERCHE : poste à responsabilité dans société immobilière sur Paris *et sur R.P.,* possibilité exonération URSAFF. (Section BCO/JCB 2257.)

H. 35 ans – Formation universitaire – 10 ans expérience prof. en gestion de patrimoine – bonnes connaissances en macroéconomie, analyse financière et marchés financiers.
RECHERCHE : poste à responsabilité pour gestion de capitaux. (Section BCO/JV 2258.)

ASSISTANTE RELATIONS PUBLIQUES – 32 ans – *Trilingue anglais, italien – 5 ans expérience domaine du luxe* – sens de l'organisation et de la communication (mise en place séminaires, conférences de presse, *congrès, lancement de nouveaux produits...).*
RECHERCHE : poste évolutif alliant R.P., presse, commerce international au sein de PME/PMI désirant renforcer ou créer département – déplacements acceptés. (Section BCO/JCB 2259.)

H. 28 ans - CADRE – 6 ans expérience vente/conseils – secteurs travail temporaire R.H., communication – Exp. du management opérationnel et fonctionnel (cabinet/entreprise) - bon communicant – aptitudes au lancement et commercialisation de nouveaux produits ou concepts.
RECHERCHE : *poste fonction commerciale à forte valeur ajoutée.* (Section BCO/JCB 2260.)

TECHNICO-COMMERCIAL – 35 ans – T.B. connaissance du tissu industriel – 6 ans expérience secteur électricité, électronique ; négociation contrats, établissement et suivi des budgets, collaboration, direction marketing – pratique de l'anglais.
VOUS ETES UNE PME/PMI *orientée vers l'export.* JE VOUS PROPOSE : d'accroître votre chiffre d'affaires et de collaborer à votre développement. (Section BCO/HP 2261.)

ANPE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
TÉL. : 42-85-44-40, poste 27.

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

2e arrdt

Métro Bourse beau studio sur rue, poutres, charme + cuisine tt confort, impeccable. *490 000 F. 48-04-35-35.*

3e arrdt

ARTS-ET-MÉTIERS P. de t., asc. 6 P. 150 m² env., service. A saisir. Soleil. 43-35-18-36

MARAIS Mo Arts-et-Métiers imm. classé coquet. 2 p. 4e ét., tout confort. *Prix : 400 000 F* Tél. : 48-04-84-48

MARAIS Mo TEMPLE immeuble bourgeois, 3 p. s/rue, belle terrasse, tt confort, soleil. 950 000 F Tél. : 48-04-85-85.

PL. DES VOSGES près BEAU STUDIO, poutres, charme, cuis. équipée, *sdb, w.-c., 3e étage* 430 000 F – 48-04-84-48

4e arrdt

50 m PLACE DES VOSGES, rare, 2 pces duplex, plein sud, sur monument historique. 2 100 000 F. 42-71-93-30.

5e arrdt

Jardin des Plantes, stand., 1985, appt. 33 m² s. jardin, terr. 36 *m²*, dern. ét. sud, cuis. et *w.-c. sép. 1 290 000 F.* Part. tél. : 45-35-94-01

6e arrdt

RUE DU CHERCHE-MIDI STUDIO 27 m², cuis., bains, vue dégagée, clair, calme. Petits travaux. 630 000 F. *CASSIL - 45-66-43-43*

7e arrdt

QUAI VOLTAIRE, IDÉAL PIED-A-TERRE, BEAU 2 P. cuis. équipée, bains, très bel imm. pierre de t. 990 000 F. CASSIL RIVE GAUCHE Tél. : 45-66-43-43

VANEAU – *BEAU 2 P.* 43 m² tt cft, dble expo., clair, calme. A SAISIR. 990 000 F. CASSIL RIVE GAUCHE Tél. : (1) 45-66-43-43

9e arrdt

Mo N.-D. DE LORETTE Ds imm. propre, beau studio entièr. équipé, s/cour calme. *Haut 3 m s/plaf., interph. digic.* 350 000 F. 42-71-61-48

11e arrdt

LUXUEUX 99 m²

3-4 pces, salle de bains avec jacuzzi + chambre de service. 2 300 000 F. Immo-Marcadet 42-51-51-51.

PLACE VOLTAIRE SPLENDIDE 2 PIÈCES cuis., tout confort, sur rue calme. Prix : 695 000 F. CRÉDIT. 43-70-04-64.

14e arrdt

ALÉSIA GD 2 P.

Tt conft. Double exposition. 4e ét. A SAISIR. 745 000 F. 43-35-52-82

ALÉSIA. Imm. asc. 3e ét. Sud. 4 P. 85 m² à rafraîchir. Bon plan. Chges min. 43-35-18-36

Proche Denfert. Gd stand. 3/4 P. 128 m², dern. ét., s/jard. Soleil. Box. 43-35-18-36

15e arrdt

MÉTRO CONVENTION 5 P. cuis., bains, balcon.

94 m². 1 600 000 F. CASSIL - 45-66-43-43

PASTEUR. P. de t. A saisir 5 P. 143 m² + service. État nf. TRÈS URGENT. 43-35-18-36

DU JAMAIS VU !

4 PCES 100 M² 1 750 000 F

CASSIL – 45-66-43-43

16e arrdt

PONT MIRABEAU Lux. 45 m² entièrement aménagé, vue sur Seine. 1 750 000 F. *Part. à part.* Tél. : 43-57-63-31.

20e arrdt

CAMPAGNE A PARIS Mo Pte Bagnolet, imm. bourg., beau 2 p., vue dégagée, cuis. tt cft, asc., 650 000 F. *Tél. : 48-04-85-85*

92 Hauts-de-Seine

92 – SURESNES 150 m² hab., salon, salle à m. avec chem., 3 chbres, sdb, terr. 40 m², 3 400 000 F. IMMO PRESTIGE Tél. : 44-09-03-39

A V. RUEIL-MALMAISON DANS IMM. STANDING APPARTEMENT 80 m². *3 pces, 4e et dernier ét., asc., pans mansardés,* terr. 16 m², 2 parkings en ss-sol. Prix 1 800 000 F. Tél. après 20 h. : 47-52-17-83 répond.

MONTROUGE

STUDIO TT CONFT

en PARFAIT ÉTAT 445 000 F. 43-35-52-82

NEUILLY-BARRES

Direct sur bois, 380 m², *élégants volumes,* parfait état, svce, box. 47-47-82-59. Fax 47-47-83-78.

95 Val-d'Oise

A VENDRE Particulier à particulier

APPARTEMENT 80 M2 A VILLIERS-LE-BEL

Dans parc, comprenant : 2 chbres, salon + salle-à-manger *35 m², wc, sal. de bns,* 1 cuisine carrelée. Grand dégagement, placards sur mesure, séchoir extér. Cave. Parking privé. Proximité commerces, écoles, administration et transports. *RER 15 mn Paris* Tél. 39-90-11-88 ap. 18 h 30 Prix 580 000 F.

Province

VAUCLUSE

Au cœur de Vaison-la-*Romaine, choix d'appartements* restaurés et d'immeubles de rapport.

IMMOBILIER DU VENTOUX *BP 58* 84110 Vaison-la-Romaine 90-36-35-13.

appartements achats

EMBASSY SERVICE

rech. pour CLIENTS ÉTRANGERS, APPARTS DE HAUT DE GAMME. *PARIS - RÉSIDENTIEL*

(1) 45-62-16-40

PROPRIÉTAIRES

vous vendez ou louez un appt *avec ou sans cft.* Adressez-vous à un professionnel FNAIM. Immo-Marcadet 42-51-51-51. Fax 42-55-55-55.

Recherche 2 à 4 p. PARIS, *préfère RIVE GAUCHE* PAIE COMPTANT chez notaire. 48-73-35-43, même le soir.

locations non meublées offres

Paris

6e SAINT-PLACIDE BEAU STUDIO Très clair, 6e étage, asc., pierre de taille. 3 600 F CASSIL – 45-66-01-00

7e, prox. PL. BRETEUIL 4e ét., asc., s./jardin BEAU STUDIO avec balcon. 4 300 F Tél. : 45-66-01-00

PARIS-20e. A LOUER 2 pces, 60,65 m², park. s.-sol. Loyer ppal 4 245,50 F. *Tél. : 40-08-67-89.*

PARIS-5e. A LOUER 4 pces, balcon, 116 m², cave, park. s.-sol. Loyer ppal 10 910 F. Tél. : 40-08-67-89.

6e Montparnasse, gd 3 P. 66 m² cheminée, placard, 1er ét., asc., calme. 9 250 F net. ASM 48-24-63-66.

7e R. de Varennes, très beau *studio 30 m², cuis. équip., s. de bns,* état neuf, 8e ét., calme, soleil. 5 085 F net. ASM - 48-24-63-66

NOTRE-DAME-DE-LORETTE *GRD 2 P., cuis., s. de bains,* belle haut. s/plafond, poutres, imm. pierre de t. 5 800 H.T. CASSIL - 45-66-01-00

PARC MONCEAU. Studio 35 m². Gd stg, libre de suite 3 900 F + chg. 45-74-32-66

locations meublées offres

Paris

FBG-ST-HONORÉ, près Palais Élysée, lux.studio meublé, s.d.b., kitch. 5 500 F/ms, caution. Prof. lib. autorisée. Tél. 42-65-05-29

PROPOSE A ÉTUDIANTE Sérieuse (réf.) chbre meublée, chez propriétaire, du lundi au vendredi, cuis., s.d.b. Tél. (16/1) 43-37-19-23

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE

recherche APPARTEMENTS DE GRANDE CLASSE VIDES ou MEUBLÉS. *GESTION POSSIBLE.*

T. (1) 45-62-30-00

pavillons

T. BEAU PAV. RÉCENT à Cormeilles-en-Parisis (95), 140 m² bâti/380 m² terr. clos ds zone pav. prox. comm. et gare. 1 750 000 F. 34-50-89-77.

MAISON RÉNOVÉE *40 km d'Albi, 40 km de Rodez,* 50 km de Millau, bord du Tarn *BROUSSE-LE-CHATEAU* pierre de pays, toit en lauses, 2 logs, tout conf., cheminée, 2 terrasses, 2 caves, jard. bord *riv.,* entièrement meublé. PRIX 500 000 F à débattre *Téléphone région parisienne :* 48-60-71-45 *Téléph. sur place juillet-août* (16) 65-99-46-37

SAINT-DENIS (93), part. vend pet. pav. 4-5 pièc., ter. 220 m², combles aménag., gar. (travaux à prévoir). Tél. : 60-20-16-28 (après 19 h) (visite sur rendez-vous)

CLICHY, *Limite PARIS* Pavil. sur 2 niveaux, 3 PCES. *Cuis., salle de bains, wc.* Grande cour. 590 000 F. Tél. : 48-04-85-85

MAROLLES-EN-BRIE

VAL-DE-MARNE Villa 7 PIÈCES sur 900 m² terrain. Rez-de-ch. : séjour *dble cathédrale, cheminée,* 2 chambres, salle de bains, cuis. équip., wc, *buanderie.* 1er : 2 chbres, s. de bns, dressing. Garage 2 voitures, terrasse 200 m². Quartier résidentiel, proche commerces, écoles, *lycée, équipements sportifs,* golf, tennis, centre équestre. *Prix : 1 800 000 F.* Après 19 h : 45-98-12-78

villas

A VENDRE dans Yvelines (78), superbe villa très récente, 8 pièces, sous-sol total, sur *terrain arboré de 1 500 m²,* avec poutres en chêne, colombage, *ferme, etc.* Possibilité profession lib. avec 2 pièces indépendantes au r.-de-ch. Belles prestations, vue imprenable, très calme. *2 600 000 F, frais de notaire réduits.* Tél. : 39-74-16-36.

Part. vend villa 25 km Limoges 6 km lac St-Pardoux, *séjour 42 m²,* balcon chem., 2 chbres; s. de b., WC cuis. équip., ét. 2 chbres lamb. cab. toil., WC, s.-sol *chauff. cent., cave* terrasse 1 100 m², garage. Tél. : 55-71-02-69 et 55-56-19-65.

RARISSIME Ouest Varois, villa pieds dans l'eau, 200 m², magnifique plage sable. Px 8 000 000 F. Tél. : 93-39-92-46.

propriétés

Grosse propriété *20 PCES* avec grandes dépendances. *Étangs, bois. Possibilité chasse sur 140 ha. 1 h 30 de* Paris. Px 3 000 000 F. Tél. (h.r.) 38-96-02-41

MONTARGIS. 1 heure Paris, direct A6, vends cause succession, sur son terrain 2 HECTARES clos, partie boisée, splendide FERMETTE toute aménagée. Séjour, cheminée, 2 chbres, bns, wc, *chauf. central fuel.* Beau grenier aménageable. Belles dépend. Boxes chevaux. Px total : 549 000 F, crédit 100 % possible. Tél. 24 s/24.

(16) 38-85-22-92 ou (16) 38-85-56-56

maisons individuelles

A VENDRE dans le Val-d'Oise *(95) belle maison individuelle* dans impasse, résidence. 6 pièces, poutres en chêne, lambris, cuisine rustique aménagée, cheminée Pierre Roux de Provence avec insert. Sous-sol total, terrain clos *500 m². Prix :* 1 450 000 F. Frais de notaire réduits. Tél. : 34-72-32-94 apr. 20 h.

Les Clayes-sous-Bois (78) 10/12, rue de la Faisanderie, sur place les 4 et 5 sept. *de 13 h à 18 h. Je vds solide* maison, partie en meulière, séj. duplex 64 m², cuis., 4 chambres, 2 salles de bains avec 426 m² ou 852 m². Tél. : 30-45-29-09

manoirs

Situation exceptionnelle *Domaine privé et gardé*

ILE DE VAUX

38 km Paris ouest s. bassin Meulan 78. Ponton, piscine, 5 chbres, gd séjour s. terrasse, belle cheminée, garage. Terrain arboré : 1 840 m². *Part. vend 2 400 000 F.* 46-24-70-26 - 40-26-75-61

chalets

Espagne, proche Benidorm province d'Alicante, part. vend très joli chalet, récent séjour-salon, cuis. américaine, 3 chbres, 2 salles de bain, 2 WC sur terrain arboré 750 m². Entièrement meublé. 590 000 F. Tél. : (16) 53-70-43-18

terrains

MARTINIQUE

Vends terrain 6 000 m², altitude 500 m, ventilé, vue panoramique, mer, montagne, campagne. A 4 km : mer Caraïbes. Constructible, COS 0,15. Viabilités proches, 75 m façade sur rte départ. 810 000 F. Écrire : CHARLERY, 1, rue Blanche, *97120 Saint-Claude.* Tél. : (19) 590-80-01-04. *Fax : (19) 590-81-81-74.*

usines

Ventes

A CÉDER SARL de photocomposition, édition mat. neuf, graphic systems/ Monotype. Excellent bilan. Clients grande renommée. OCCASION A SAISIR Cause déménag. enfant hospit. Sté expertisée – St-Quentin (02) Contact FAX : 23-67-32-97

fonds de commerce

Ventes

06. Vds boulangerie traiteur, terminal de cuisson. Tél. : (16) 93-21-12-85.

A vendre restaurant snack traiteur, rez-de-chaussée et 1er étage, environ 180 m². *Chiffre d'affaires annuel :* 1 200 000 francs. Contact : Centre Serveur, 10, rue du Pavé, 97200 Fort-de-France. *Tél. : (19) 596-63-13-33* ou (19) 596-75-19-03.

BRASSERIE-RESTAURANT

CHATEAU DE VINCENNES Belle affaire d'angle. Jardin d'hiver. Salle sonorisée *pour séminaire.* 150 places assises. *Gros chiffre d'affaire.* Prix justifié.

Tél. : 43-28-25-76.

Après 20 heures.

Locations

78 SARTROUVILLE s. artère princip., bus direct. Paris La Défense, RER, SNCF. *60 m² gde boutique rénovée* pouvant 3 bureaux location, sans pas-de-porte. 6 000 F mens. charges comp. Tél. ap. 18 h : 42-66-00-08.

locaux commerciaux

Ventes

AFFAIRE EXCEPTIONNELLE Vends immeuble + commerce ville de sous-préfecture (89). Prix sacrifié cause départ. *(16) 29-84-32-64 (sf lun. & sam.)*



PUBLICITE

Pour passer vos annonces :



46-62-72-02
46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS		
2e ARRONDISSEMENT		
2 PIÈCES 71 m², 4e étage	64, rue Tiquetonne **SAGGEL VENDOME** **47-42-44-44** Frais de commission	7 600 + 650 5 472
5e ARRONDISSEMENT		
2 PIÈCES 59 m², RC Parking	31, rue Claude-Bernard **AGIFRANCE – 49-03-43-58** Frais de commission	7 142 + 922 5 082
7e ARRONDISSEMENT		
2 PIÈCES imm. moderne 40 m², 2e étage	80/82, rue St-Dominique **SAGGEL VENDOME** **47-42-44-44** Frais de commission	4 140 + 735 2 980
8e ARRONDISSEMENT		
2 PIÈCES 57 m², 1er étage	122, rue du Fg-St-Honoré **AGF - 44-86-45-45** Frais de commission	7 700 + 614 5 749
3 PIÈCES Imm. ancien p. de t. 65 m², 5e étage	24, rue de Téhéran **SAGGEL VENDOME** **47-42-44-44** Frais de commission	6 800 + 1 905 4 896
11e ARRONDISSEMENT		
3 PIÈCES 78 m², 4e étage Parking	6/8, rue des Bluets **AGF - 44-86-45-45** Frais de commission	6 500 + 744 4 625
12e ARRONDISSEMENT		
2 PIÈCES 56 m², R. de J. Parking	15, r. des Colonnes-du-Trône **LOC INTER – 47-45-15-84** Frais de commission	4 300 + 948 3 366
14e ARRONDISSEMENT		
5 PIÈCES DUPLEX 80 m², 5e étage Park., terrasse, balc.	16, place Brancusi **SAGGEL-VENDOME** **47-42-44-44** Frais de commission	8 590 + 1 093 6 184
16e ARRONDISSEMENT		
4 PIÈCES 120 m², 6e étage Box	60/62, av. Henri-Martin **CGI - 40-16-28-68** Frais d'actes	21 000 + 3 175 860
3 PIÈCES 73 m², 6e étage Parking	185, bd Murat **LOC INTER - 47-45-16-09** Frais de commission	7 825 + 704 5 958
2 PIÈCES Très bel imm. 1930 45 m², 5e étage	19, rue Raynouard **SAGGEL VENDOME** **47-42-44-44** Frais de commission	5 100 + 916 3 672
5 PIÈCES 140 m², 2e étage Parking	27/29, rue de Montevideo **AGIFRANCE - 49-03-43-58** Frais de commission	19 676 + 3 497 14 001
17e ARRONDISSEMENT		
4 PIÈCES 136 m², 5e étage	9, rue des Dardanelles **GCI – 40-16-28-71** Frais d'actes	17 000 + 2 208 640
4 PIÈCES 107 m², 6e étage	175, bd Pereire **AGF - 44-86-45-45** Frais de commission	12 500 + 1 570 8 895
4 PIÈCES 109 m², 6e étage	173, bd Pereire **AGF - 44-86-45-45** Frais de commission	13 000 + 1 570 9 250
18e ARRONDISSEMENT		
STUDIO Bel imm. moderne 29 m², 7e étage Parking	21, rue Vauvenargues **SAGGEL VENDOME** **42-66-61-05** Frais de commission	2 820 + 492 2 030
4 PIÈCES Imm. moderne 86 m², 2e étage	40, av. de St-Ouen **SAGGEL VENDOME** **52-66-61-05** Frais de commission	7 109 + 1 574 5 118
19e ARRONDISSEMENT		
4 PIECES Imm. moderne 85 m², 9e étage Parking	24, villa Cunal **SAGGEL VENDOME** **42-66-61-05** Frais de commission	6 000 + 1 480 4 320
20e ARRONDISSEMENT		
4 PIÈCES 110 m², 7e étage Park., terrasse	52/56, rue des Haies **CIGIMO - 48-00-89-89** Honoraires de location	7 370 + 1 475 5 577
78 YVELINES		
STUDIO 31 m², RC Parking	**ST-GERMAIN-EN-LAYE** 14/18, rue du Dr.-Timsit **LOC INTER - 47-45-16-09** Frais de commission	2 450 + 647 2 034
3 PIÈCES 66 m², 1er étage Parking	**ST-GERMAIN-EN-LAYE** 42, rue des Ursulines **AGF - 44-86-45-45** Frais de commission	5 248 + 790 3 734
5 PIÈCES 110 m², 4e étage Parking	**ST-GERMAIN-EN-LAYE** 40, rue des Ursulines **AGF - 44-86-45-45** Frais de commission	9 405 + 1 365 6 693
91 ESSONNE		
3 PIÈCES 66 m², 1er étage Parking	**VERRIÈRES-LE-BUISSON** 3, square des Musées **AGIFRANCE - 49-03-43-02** Frais de commission	3 642 + 924 2 980
92 HAUTS-DE-SEINE		
3 PIÈCES 102 m², 1er étage Parking	**BOULOGNE** 33/35, rue Anna-Jacquin **AGF - 44-86-45-45** Frais de commission	12 000 + 2 290 8 539
3 PIÈCES 75 m², 1er étage Park., balcon	**GARCHES** 70, rue du Dr-Debat **CIGIMO - 48-00-89-89** Honoraires de location	5 180 + 510 4 000
3 PIÈCES 75 m², RC Parking, terrasse	**LA GARENNE-COLOMBES** 19, rue d'Estienne-d'Orves **CIGIMO – 48-00-89-89** Honoraires de location	5 475 + 688 4 212
3 PIÈCES 75 m², 2e étage Possib. park. Balcon	**NEUILLY** 223, av. Ch.-de-Gaulle **CIGIMO – 48-00-89-89** Honoraires de location	6 900 + 1 090 5 238
2 PIÈCES 59 m², 3e étage Parking	**NEUILLY** 22, bd du Gal-Leclerc **GCI – 40-16-28-68** Frais d'actes	7 080 + 807 376
4 PIÈCES 159 m², 2e étage Box	**NEUILLY** 74, rue de Chézy **GCI – 40-16-28-71** Frais d'actes	19 900 + 3 358 800
4 PIÈCES 81 m², 1er étage Parking	**PUTEAUX** 1, rue Volta **AGF – 44-86-45-45** Frais de commission	5 375 + 960 3 824
3 PIÈCES 72 m², RC Parking	**SAINT-CLOUD** 2, square Sainte-Clothilde **AGF – 44-86-45-45** Frais de commission	6 030 + 586 4 290
2 PIÈCES 70 m², 3e étage Parking	**SAINT-CLOUD** 7, rue des Gâte-Ceps **AGIFRANCE – 49-03-43-58** Frais de commission	6 000 + 935 4 312
3 PIÈCES 73 m², 2e étage Parking	**SURESNES** 20, rue S.-de-Rothschild **AGF – 44-86-45-45** Frais de commission	4 665 + 1 085 3 320
94 VAL-DE-MARNE		
2 PIÈCES 65 m², 9e étage Parking, balcon	**CRÉTEIL** 10/12, allée de la Toison-d'Or **CIGIMO – 48-00-89-89** Honoraires de location	2 900 + 1 000 2 358
STUDIO 45 m², RC Park., terrasse 20 m²	**VINCENNES** 36, rue Massenet **LOC INTER – 47-45-15-84** Frais de commission	3 542 + 670 2 826
2 PIÈCES 53 m², 1er étage Parking	**VINCENNES** 30, rue des Vignerons **AGF - 44-86-45-45** Frais de commission	4 660 + 566 3 316
5 PIÈCES DUPLEX 119 m², 3/4e étage Parking	**VINCENNES** 39, av. du Petit-Parc **AGF - 44-86-45-45** Frais de commission	11 295 + 1 200 8 038

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LA PARTICIPATION DE

هكذا من الإهمال

VIE DES ENTREPRISES

Malgré de mauvais résultats au premier semestre

Adia-France espère un retour à l'équilibre en 1993

La société Adia-France, spécialisée dans le travail temporaire et deuxième filiale en importance du groupe suisse Adia, vient d'annoncer un chiffre d'affaires en baisse de 10,5 % au premier semestre (*le Monde* du 2 septembre). Malgré cette baisse d'activité, plus forte que celle attendue cette année pour l'ensemble du secteur – le marché français devrait chuter de 4 % en 1992 – le nouveau président d'Adia-France, M. Christian Chazot, a estimé mardi 1er septembre que la situation de l'entreprise *« devrait connaître une amélioration dès 1993 »*.

Excès d'optimisme ? M. Chazot a en tout cas tenu à clarifier d'emblée la *« confusion »* née, selon lui, des récentes difficultés du groupe RMO, placé en liquidation judiciaire début août (*le Monde* du 8 août) : *« RMO souffrait d'un manque de fonds propres*, a-t-il précisé. *Ce groupe a connu des pertes importantes sans avoir le soutien d'actionnaires importants ; il était à la merci des banques qui ont fini par jeter l'éponge »*. Une situation, il est vrai, très différente de celle d'Adia-France : filiale à 100 % du groupe suisse – numéro deux mondial du travail temporaire –, la société bénéficie, selon son président, *« du soutien des principaux actionnaires du groupe et de l'appui des banques »*.

Reste que les résultats du groupe suisse ne sont guère brillants : malgré une augmentation du chiffre d'affaires de 3,6 % sur les six premiers mois de l'année, son résultat net enregistre une perte de 60 millions de francs suisses (environ 230 millions de francs français) au premier semestre 1992. *« Le groupe a engagé, en juillet 1991, un recentrage sur ses activités principales*, a précisé M. Chazot. *En France aussi, la restructuration drastique entamée l'an dernier place l'année 1992 sous le signe d'une reprise en main d'envergure »*.

Au cours des six derniers mois, Adia-France a en effet réduit de 19 % ses effectifs – 950 salariés actuellement – et ramené le nombre de ses agences de 350 à 200. Afin de *« dynamiser sa notoriété »*, la quatrième société en France du travail temporaire – 7,1 % du marché en 1991 – a en outre réunifié ses différentes marques sous le nom d'Adia, et engagé un vaste plan de réduction des dépenses. Des mesures qui devraient permettre, selon la direction, un gain de productivité de 12 % par salarié et de 10 % par agence. Dans l'immédiat, les frais exceptionnels de ce plan ont déjà amputé de 76 millions de francs le résultat d'exploitation au premier semestre. L'endettement bancaire reste de l'ordre de 500 millions de francs et la société devra encore supporter une lourde charge pour restructuration au second semestre.

OLIVIER PIOT

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

PRODUITS

□ **IBM lance de nouveaux ordinateurs compatibles avec le Macintosh d'Apple.** – IBM a annoncé, mardi 1er septembre à New-York, le lancement d'une nouvelle ligne de micro-ordinateurs destinés aux entreprises et compatibles avec le Macintosh d'Apple. Le nouveau AS-400, version améliorée d'un modèle dont IBM a installé plus de 175 000 exemplaires, sera accessible aux Macintosh, les ordinateurs individuels d'Apple. Cette transformation est le fruit de l'accord de coopération conclu entre les deux sociétés en 1991 et offre à Apple un nouveau marché, celui des entreprises jusqu'ici exclusivement fidèles à IBM.

NOMINATION

□ **Boeing nomme un nouveau président.** – M. Philip Condit, cinquante et un ans, vient d'être nommé président de Boeing Company, le numéro un mondial de la construction aéronautique. Le poste était vacant depuis quatre ans. M. Condit était jusqu'à présent vice-président et directeur général de la Division 777. Il apparaît aujourd'hui comme le successeur potentiel de M. Frank Shrontz, l'actuel patron de Boeing.

BOURSE

□ **La Bourse de Londres va lancer de nouveaux indices.** – Le London Stock Exchange a l'intention de lancer avant la fin de l'année de nouveaux indices boursiers pour compléter le FTSE 100 des cent premières valeurs britanniques et le FTSE 30. Un nouvel indice, regroupant 250 actions de taille moyenne, sera créé ainsi qu'un indice spécifique pour les petites sociétés. L'indice 250 sera combiné avec le FTSE 100 pour créer en temps réel un indicateur de l'évolution des cours des 350 plus grandes valeurs londoniennes.

□ ***Création du « Club de la Bourse ».*** – La Société des Bourses françaises (SBF) crée à partir du 15 octobre le « Club de la Bourse », qui sera un lieu de réflexion et d'information destiné aux dirigeants d'entreprise et aux professionnels des marchés. La première réunion (à laquelle participera le ministre de l'économie et des finances, M. Michel Sapin) aura pour thème : *« La directive services d'investissements, son contenu et ses conséquences pour les intermédiaires »*. Ce club organisera durant l'année une dizaine de rencontres.

RÉSULTATS

□ **Baltica Holding a perdu 850 millions de francs au premier semestre.** – Le numéro un danois de l'assurance, Baltica Holding, a enregistré sur les six premiers mois de l'année des pertes avant impôts de près de 850 millions de francs. Ces mauvais résultats (au premier semestre de 1991, le groupe avait gagné 650 millions de francs) sont la conséquence notamment d'importantes moins-values sur les portefeuilles immobiliers et boursiers. La chute continue des cours des actions de la compagnie d'assurances suédoise Skandia (dont le groupe danois détient 5 % des titres) a ainsi fortement pesé sur les résultats. En revanche, l'activité d'assurance proprement dite de Baltica est en net redressement, dégageant un bénéfice de 217 millions de francs pour la première partie de l'année.

□ ***Saab-Scania* : doublement du bénéfice semestriel imposable au 1er semestre.** – Le groupe suédois Saab-Scania (automobile, poids lourds, aéronautique) a annoncé, mardi 1er septembre, que son bénéfice imposable pour le premier semestre s'est élevé à 1,25 milliard de couronnes (1,1 milliards de francs), soit presque le double de celui réalisé lors des six premiers mois de 1991 (564 millions de couronnes). Totalisant 13,3 milliards de couronnes, le chiffre d'affaires du groupe, en revanche, a été inférieur de 8 % à celui de la même période de l'an dernier. La chute la plus significative a été celle des ventes du secteur aéronautique. Les ventes de poids lourds ont également subi une légère baisse, mais celles d'automobiles ont quant à elle augmentées de 8 %.

FUSION

□ ***Hoxan Corp. et Daido Sanso KK* (gaz industriels) fusionneront le 1er avril 1993.** – Deux firmes japonaises de gaz industriels, Hoxan Corp. et Daido Sanso KK, ont annoncé mardi 1er septembre qu'elles fusionneraient le 1er avril 1993, pour constituer le deuxième groupe nippon de ce secteur. Baptisé Daido Hoxan KK, le nouveau groupe réalisera 150 milliards de yens (6 milliards de francs environ) de chiffre d'affaires, devancé seulement par Nippon Sanso KK (200 milliards de yens de ventes). Hoxan Corp, important producteur d'oxygène, et Daido Sanso KK, jusqu'ici détenu à hauteur de 11,9 % par le groupe américain Air Products et Chemicals, ont enregistré un bénéfice équivalent (2 milliards de yens chacun) pour l'exercice terminé à la fin mars 1992.

RACHAT

□ ***Le Crédit foncier prend le contrôle du britannique Capital Home Loans.*** – Le Crédit foncier de France (CFF) a annoncé mardi 1er septembre qu'il allait prendre le contrôle de la société britannique de crédit hypothécaire Capital Home Loans. Le CFF détenait jusqu'à présent 49 % de Capital Home Loans et va racheter les 51 % restants à la Société générale. Le Crédit foncier, qui n'a pas révélé le montant de la transaction, entend ainsi accentuer le développement au Royaume-Uni de ses interventions dans son secteur traditionnel d'activité, le crédit à l'immobilier.

INVESTISSEMENTS

□ **Toshiba réduit de 16,7 % ses prévisions d'investissement pour l'année en cours.** – Touché par le ralentissement de l'économie japonaise, Toshiba Corp. a annoncé, mardi 1er septembre, une réduction de ses prévisions d'investissement de 16,7 % pour l'exercice s'achevant en mars prochain. Toshiba, qui avait annoncé une révision à la baisse de son bénéfice avant impôt à 60 milliards de yens (2,3 milliards de francs) contre 75 milliards de yens l'an dernier, est le premier producteur japonais d'équipement électronique et d'installations électriques à réduire ses objectifs d'investissement. Seul le secteur de l'équipement électrique à haute capacité sera épargné par cette mesure.

Le Monde

Edité par la SARL *Le Monde*

Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Guiu, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès, Jacques Amalric, Thomas Ferenczi, Philippe Herreman, Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10



MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 2 septembre ↑

Retournement de tendance

Affectée en début de séance par la chute de l'action Total après l'annonce d'une baisse importante du résultat semestriel de la compagnie pétrolière, la Bourse de Paris s'est ensuite progressivement redressée. En recul de 0,86 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait en début d'après-midi un gain de 0,73 % à 1 686,48 points.

Après deux séances consécutives de baisse, le marché attendait une reprise technique. La remontée des partisans du « oui » au référendum du 20 septembre sur le traité de Maastricht, selon les enquêtes SOFRES et IFOP, a redonné un peu de confiance aux opérateurs. Mais ils craignent toutefois que d'ici au 20 septembre d'autres sondages ne donnent des avis contraires. Ils s'inquiètent également de la chute du dollar après la publication mardi de statistiques économiques américaines médiocres. Seule lueur d'espoir à l'horizon : une baisse des taux d'intérêt allemands au cours du premier semestre 1993 qu'envisagent les conjoncturistes d'Indosuez.

Du côté des valeurs, Total affichait un net repli de 5,8 % dans un marché de 774 000 titres. Les analystes financiers s'attendaient à un tassement des résultats de Total en 1992 mais pas de l'ampleur annoncée mardi soir (47 % de baisse du bénéfice semestriel). Mais la plupart des autres grandes valeurs étaient bien orientées à l'image des hausses de 3,3 % d'Euro Disney, de 3 % d'AXA, de 2,6 % de Pernod Ricard, de 2,5 % de la Société générale, de 1,9 % de Paribas et de 1,8 % de l'Oréal.

NEW-YORK, 1er septembre ↑

Sans conviction

A l'issue d'une séance indécise et après l'annonce d'une hausse minime (0,1 %) de l'indice composite des principaux indicateurs en juillet, la Bourse de New-York a enregistré une petite hausse mardi 1er septembre. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a terminé à 3 266,26 points, en progression de 8,91 points (+ 0,27 %). Les valeurs en hausse ont surpassé celles en baisse : 945 contre 738.

La grande place américaine a continué à évoluer de façon erratique, préoccupée à la fois par l'élection présidentielle, les accès de faiblesse du dollar et une reprise toujours aussi faible de la croissance.

Sur le marché obligataire, le taux moyen sur les bons du Trésor à 30 ans, principale référence, a reculé à 7,37 % contre 7,41 %.

VALEURS	Cours du 31 août	Cours du 1er sept.
Alcoa	64 7/8	65 1/4
ATT	42 1/4	42 1/4
Boeing	37 1/4	37 1/8
Chase Manhattan Bank	22 3/4	22 7/8
Du Pont de Nemours	48 3/8	48 5/8
Eastman Kodak	44 3/8	44 3/4
Exxon	64 1/4	64 3/8
Ford	40 3/4	40 1/4
General Electric	74	74
General Motors	34 6/8	34 3/8
Goodyear	63 1/8	62 1/2
IBM	65 5/8	67 6/8
ITT	65 3/4	66 5/8
Mobil Oil	64 7/8	64 7/8
Pfizer	77 3/4	78 3/8
Schlumberger	68 7/8	67 3/4
Texaco	65 3/4	65 3/8
UAL Corp. ex-Allegis	104 3/4	103 3/4
Union Carbide	13 3/8	13 3/8
United Tech.	55	55 1/4
Westinghouse	18 1/4	18 1/2
Xerox Corp.	75 3/8	75 5/8

LONDRES, 1er septembre ↓

Tassement

La Bourse de Londres a connu une baisse, mardi 1er septembre, au retour d'un long week-end de trois jours en raison du « Bank Holiday » célébré lundi. L'indice Footsie a perdu 14,2 points (0,6 %) à 2 298,4 points. Les fonds d'Etat ont été irréguliers. Le volume des transactions a été très faible. Les échanges ont ainsi porté sur 311,7 millions de titres contre 337,7 millions vendredi. Le marché, qui avait légèrement progressé lors des trois séances précédentes, a été influencé par un nouvel accès de faiblesse de la livre et l'absence de soutien de la part de Wall Street et de Tokyo. La fragilité de la livre a aiguisé les craintes d'un relèvement des taux d'intérêt. La chute du dollar à un nouveau plancher historique contre le deutschemark a déprimé les grandes valeurs internationales et seuls les magasins, les brasseries et les banques ont affiché des hausses. Les valeurs du bâtiment ont été attaquées.

TOKYO, 2 septembre ↓

Prises de bénéfice

Victime de prises de bénéfice, la Bourse de Tokyo s'est retrouvée en baisse mercredi 2 septembre pour la deuxième séance consécutive. L'indice Nikkei a terminé la journée sur un repli de 152,34 points, soit 0,9 %, à 17 587,72 points.

Les investisseurs restent optimistes sur la poursuite du redressement du Kabuto-cho mais, après une remontée de plus de 20 % en trois semaines, le marché éprouve fort logiquement le besoin de souffler. Du coup, de nombreux opérateurs préfèrent rester sur la touche en attendant un rebond au-delà des 18 000 points de l'indice Nikkei. « Le marché traverse une période d'ajustements avant de rebondir », explique un professionnel.

VALEURS	Cours du 1er sept.	Cours du 2 sept.
Ajinomoto	1 400	1 430
Bridgestone	1 100	1 080
Canon	1 280	1 300
Fuji Bank	1 780	1 760
Honda Motors	1 250	1 240
Matsushita Electric	1 230	1 200
Mitsubishi Heavy	555	542
Sony Corp.	4 100	3 980
Toyota Motors	1 420	1 430

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Câbles	4325	4306	Immob. Hôtelière	1060	....
Arnault Associés	181	....	Interml. Computer	116 20	119 70
B.A.C.	23 70	....	I.P.B.M.	54 50	....
Bque Vernes	670	....	Locamic	66	....
Boiron (Ly)	463	460	Matra Comm.	295 70	295 70
Boisset (Lyon)	210	214	Molex	123	....
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	780	780	Publ.Filipacchi	425 10	....
Calberson	257	257	Rhone-Alp.Ecu (Ly.)	320	320
Cardif	735	720	Select Invest (Ly)	92 50	93
C.E.G.E.P.	158	160	Serbo	235	228
C.F.P.I.	275	268	Sopra	300	....
C.N.I.M.	1045	1080	TF1	440	420
Codetour	263	....	Thermador H. (Ly)	325	....
Conforama	1219	1218	Unilog	262 50	260
Creeks	100	100	Viel et Cie	94	93 50
Dauphin	260	....	Y. St-Laurent Groupe	819	806
Delmas	1020	1020			
Demachy Worms Cie	349	....			
Devanlay	1093	1094			
Deville	148	....			
Dolisos	111	114			
Editions Belfond	160	....			
Europ. Propulsion	191	185			
Finacor	110	....			
G.F.F. (group.fon.f.)	57 90	56			
G.L.M.	357	357			
Gravograph	150	152			
Guintoli	805	805			
I.C.C.	162	162			
Idianova	77 50	....			

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 1er septembre 1992
Nombre de contrats estimés : 95 170

COURS	ÉCHÉANCES Sept. 92	Déc. 92	Mars 93
Dernier	104,58	104,96	105,54
Précédent	104,56	105,02	105,58

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Sept. 92	OPTIONS D'ACHAT Déc. 92	OPTIONS DE VENTE Sept. 92	OPTIONS DE VENTE Déc. 92
106	0,95	1,61	1,94	1,98

CAC 40 A TERME

(MATIF)

Volume : 8 388

COURS	Septembre 92	Octobre 92	Novembre 92
Dernier	1 684	1 697,50	–
Précédent	1 693	1 717,50	–

CHANGES

Dollar : 4,73 F ↓

La baisse du dollar se poursuivait le 2 septembre en milieu de journée dans les premiers échanges entre banques, à 4,7320 francs, contre 4,7645 francs la veille en clôture. Les cambistes estimaient que sauf modification des taux allemands ou amélioration de la conjoncture américaine, le repli du billet vert devrait se poursuivre.

FRANCFORT	1er sept.	2 sept.
Dollar (en DM)	1,3910	1,3985

TOKYO	1er sept.	2 sept.
Dollar (en yens)	123,05	122,63

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (2 sept.) .... *10 1/16-10 1/8 %*

New-York (1er sept.) .... 3 3/8 %

BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 : 31-12-91)*

	31 août	1er sept.
Valeurs françaises	98,70	98
Valeurs étrangères	82,70	86,10
(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	468,01	466,24
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 684,88	1 674,23

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

	31 août	1er sept.
Industrielles	3 257,35	3 260,57

LONDRES *(Indice « Financial Times »)*

	31 août	1er sept.
100 valeurs	Clos	2 298,40
30 valeurs	Clos	1 670
Mines d'or	Clos	7 714
Fonds d'Etat	Clos	87,03

FRANCFORT

	31 août	1er sept.
Dax	1 541,25	1 518,70

TOKYO

	1er sept.	2 sept.
Nikkei Dow Jones	17 740,06	17 587,72
Indice général	1 370,27	1 349,05

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT Demandé	COURS COMPTANT Offert	COURS TERME TROIS MOIS Demandé	COURS TERME TROIS MOIS Offert
$ E-U	4,7440	4,7460	4,8274	4,8324
Yen (100)	3,8627	3,8676	3,9256	3,9334
Ecu	6,8908	6,8961	6,8736	6,8842
Deutschemark	3,4079	3,4107	3,4119	3,4174
Franc suisse	3,8357	3,8407	3,8611	3,8693
Lire italienne (1000)	4,4561	4,4602	4,3883	4,3979
Livre sterling	9,4921	9,5010	9,4985	9,5864
Peseta (100)	5,2454	5,2506	5,2067	5,2119

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS Demandé	UN MOIS Offert	TROIS MOIS Demandé	TROIS MOIS Offert	SIX MOIS Demandé	SIX MOIS Offert
$ E-U	3 5/16	3 7/16	3 5/16	3 7/16	3 7/16	3 9/16
Yen (100)	4 1/8	4 1/4	3 13/16	3 15/16	3 3/4	3 7/8
Ecu	11 1/8	11 1/4	11 1/4	11 3/8	11 5/16	11 7/16
Deutschemark	9 11/16	9 13/16	9 3/4	9 7/8	9 3/4	9 7/8
Franc suisse	7 11/16	7 13/16	7 11/16	7 13/16	7 11/16	7 13/16
Lire italienne (1000)	17 3/8	17 5/8	16 3/8	16 5/8	16 3/8	16 5/8
Livre sterling	10 1/16	10 3/16	10 1/2	10 5/8	10 3/4	10 7/8
Peseta (100)	13 3/16	13 7/16	13 7/16	13 11/16	13 11/16	13 15/16
Franc français	10 3/16	10 5/16	10 7/16	10 9/16	10 1/2	10 5/8

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 2 SEPTEMBRE

Cours relevés à 13 h 30

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
4740	C.N.E 3%	4745	4730	4740	- 0 11
830	B.N.P. T.P.	835	836	830	- 0 60
905	Cr.Lyon. T.P.	900	886	886	- 1 56
1532	Renault T.P.	1600	1590	1574	- 1 63
1600	Rhone Poul. T.P.	1590	....	....	....
1028	Saint Gobain T.P.	1025	1020	1030	+ 0 49
795	Thomson T.P.	817	802	802	- 1 84
600	ACCOR	521	518	530	+ 1 73
770	Air Liquide	780	772	782	+ 0 26
620	Alcatel-Alsthom	613	612	618	+ 0 82
1530	Als.Superm.	1670	1680	1680	- 0 60
280	A.L.S.P.I.	252	245	245	- 2 78
390	AGF Sté Centrale	376	375 80	375	- 0 27
132	Avenir H. Média	117	113	114	- 2 56
755	Axa (ex Cie Midi)	709	703	738	+ 4 09
140	Balip.	145	144	155	+ 6 90
97	Bail-Equipem.	96 10	95 50	95 50	- 0 62
690	Bail Investiss.	662	660	660	- 0 30
305	Bancaire	279 50	279	287 50	+ 2 86
740	Bazar H.-V.	727	720	720	- 0 96
1200	Berger (M.)	1210	1190	1175	- 2 89
400	Bertrand Faure	399	399	399	....
775	Bic	775	775	770	- 0 65
1030	B.I.P.	1020	1025	1020	....
190	BIS	188	188 80	189	+ 0 53
330	B N P (CI)	326 80	324	320 50	- 1 93
685	Bollore Tech.	690	683	695	+ 0 72
3000	Bongrain	3095	3094	3089	- 0 19
540	Bon-Marché	546	545	545	- 0 18
525	Bouygues	501	493	501	....
88	BP France	83	84	82	- 1 20
960	B S N	940	935	934	- 0 64
1210	Canal Plus	1196	1199	1209	+ 1 09
190	Cap Gem.S.	183	180	188	+ 2 73
179	CMB Packa.	176 50	174 50	175 10	- 0 79
2460	Carrefour	2321	2316	2343	+ 0 95
133	Casino	136	136	137 90	+ 1 40
89	Casino ADP	92 40	92	92 40	....
435	Castorama D.I.	430	430 10	433 90	+ 0 91
165	C.C.F.	187	186	188 20	+ 0 72
35	CCMC Ly.	36	....	....	....
375	C.D.M.E.	372 10	372 20	373	+ 0 24
142	C.E.G.I.D.	140	140	140	....
73	Cerus (Ny)	74	73 90	72	- 2 70
365	C.E.P. Comm.	353	350	350	- 0 85
96	Cerus	96 50	96 50	97	+ 0 52
705	Cetelem	706	710	706	....
220	CF Int.	220	217 50	224	+ 1 82
285	CGI Info.	249	247	246	- 1 20
945	C G I P.	900	905	925	+ 2 78
600	CGP	640	640	640	....
1100	Chargeurs S A.	1105	1083	1099	- 0 54
290	Christian Dior	293	286	285	- 2 73
570	C I C A (M)	560	558	558	- 0 36
330	Ciments franç.	329	329	321	- 2 43
640	Clarins	625	624	640	+ 2 40
440	Club Méditer.	423 50	411	413 50	- 2 36
775	Colas	795	790	790	- 0 63
198	Cpt. Entrep.	187	185	186 90	- 0 05
1110	Compt Mod.	1020	1015	1020	....
225	CPR (Paris Réa.)	228 50	228	228 90	+ 0 18

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
750	Créd. Foncier	723	733	735	+ 1 66
280	Crédit Loc France	257 90	255 10	256 10	- 0 70
505	Cr Lyon.(CI)	497 90	495	494	- 0 78
835	Crédit Nat.	855	845	849	- 0 70
360	CSEE	344	330	330	- 4 07
3200	Damart	2985	2980	2720	- 8 88
360	Dassault Aviation	351	350	348	- 1 42
163	Dassault Electr.	152	152	152	
1760	De Dietrich	1680	1680	1700	+ 1 19
61	Dév.P.d.C.(LI)	67	67	67	....
100	Dév.R.Sud-Est	92	94 50	93	+ 1 09
320	D.M.C.	300	295 50	295 10	- 1 63
400	Docks France	389	386	393	+ 1 03
186	Dynaction	158	158	155	- 1 90
2140	Eaux (Gle)	2086	2077	2130	+ 2 11
840	E.B.F.	800	800	800	....
395	Ecco	390	386 20	388 50	- 0 38
310	Elf Aquitaine	323	318	325	+ 0 62
1000	Elf Sanofi (Ex Sanofi)	995	999	1023	+ 2 81
220	Esp-Elf (Certif.)	211 50	210	215	+ 1 65
590	Eridania-Beghin	638	632	639	+ 0 16
380	Essilor	399 10	395	407	+ 1 98
178	Essil.Int.(DP)	183	183	182	- 0 55
780	Esso	762	745	748	- 1 84
1210	Euralimentaire	1143	1130	1145	+ 0 17
540	Eurocom	555	555	555	....
70	Eurodisneyland	72	71 10	76 50	+ 6 25
925	Europe 1	884	....		....
35	Eurotunnel	37 50	37 50	36 80	- 1 87
1450	Exor	1450	1450	1450	...
96	Finextel	95 50	96	95 50	..
315	Fives Lille	297	295	295	- 0 67
3200	Fromager. Bel	3295	3270	3230	- 1 97
2040	Gal.Lafayette	1950	1920	1920	- 1 54
335	G.A.N.	328	326	324	- 1 22
495	Gascogne (B)	474	474	472	- 0 42
1190	Gaz et Eaux	1190	1190	1190	....
685	Géophysique	685	694	694	+ 1 31
670	Groupe André SA	695	699	695	....
510	Groupe Cité	535	515	530	- 0 93
380	GTM-Entrep.	378 50	375	375	- 0 92
1610	Guyenne-Gas.	1599	1595	1590	- 0 56
112	Hachette	105 20	105 30	107 90	+ 2 57
480	Havas	456	454 20	464 80	+ 1 93
285	Idia	272	273	270	- 0 74
320	Imétal	300	300	302	+ 0 67
105	Immob. Phénix	106	107 90	107 90	+ 1 79
89	Ingénico	87	86 50	85	- 2 30
7000	Inst. Mérieux	7020	7020	7020	....
385	Interbail	384 90	384 10	383 90	- 0 26
680	Intertechnique	633	600	602	- 4 90
820	J. Lefebvre	777	777	789	+ 1 54
460	Klépierre	460	460	460	....
730	Labinal	665	660	685	....
300	Lafarge	264	264	270 40	+ 2 42
280	Labon	287	....	....	....
4300	Legrand	4200	4200	4210	+ 0 24

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
2250	Legrand (DP)	2200	2191	2191	- 0 41
305	Legris Industries	266 10	268 90	270	+ 1 47
635	Locindus	639	639	635	- 0 63
3670	L.V.M.H.	3650	3580	3650	
510	Lyon.Eaux/Dumez	494	491	500	+ 1 21
58	Majorette Ly.	64 40	63	63 50	- 1 40
270	Mar. Wendel	282	270	283	+ 0 39
781	Matra	176	176 90	182 30	+ 3 58
444	Merlin-Gerin	450	441	450	..
65	Metaleurop	66 50	66	66	- 0 75
27	Métrologie In.	29	28 90	28 20	- 2 76
782	Michelin	185	184 80	186 80	+ 2 97
156	Min. Salsig (Ny)	156 10		...	
96	MMB	100	99	98	- 2 00
120	Moulinex	120	118 10	118 50	- 1 25
845	Navig. Mixte	855	850	850	- 0 58
117	Nord-Est	115 90	115	115	- 0 78
210	Nordon (Ny)	217	216	216 50	- 0 23
85	Olipar	81 20	81	80 60	- 0 74
935	Oréal	904	906	921	+ 1 88
305	Paribas	279	277	285 50	+ 2 33
160	Pechiney Int.	154 50	155	157 60	+ 2 01
270	Pechiney (CP)	259	259	262	+ 1 16
405	Pernod Ricard	394 90	391	405 50	+ 2 68
805	Peugeot	578	572	583	+ 0 87
350	Pinault	335	335	332	- 0 90
755	Plasto-Omn.	760	760	741	- 2 50
...	Poliet Ex Lamb.Fr.	224	221	216	- 3 57
795	Primagaz	787	780	765	- 2 25
590	Printemps	709	700	712	+ 0 56
605	Promodès	600	600	600	
400	Radiotechn.	400	400	400	
5730	Redoute (La)	5700	5680	5680	- 0 35
164	Rémy Cointreau	157	154 10	153	- 2 55
525	R. Poulenc CIP	578	580	583	+ 0 87
56	Rochette(La)	53 60	53 50	53	- 1 12
405	Roussel Uclaf	385	386	385	
2800	R. Impér.Ly *	2780	2800	2750	
156	Sade (Ny)	153	151 50	151 50	- 0 98
1980	Sagem	2081	2100	2061	- 0 96
520	Saint Gobain	489 20	485	491	+ 0 37
1140	Saint Louis	1143	1125	1154	+ 0 96
1280	Salomon Ly	1260	1270	1270	+ 0 79
295	Salvepar (Ny)	304	304 10	304	..
1400	S.A.T.	1401	1401	1401	..
220	Saul. Chât.	220	219 20	220	
980	Saupiquet (Ny)	980	953	953	- 2 76
555	Schneider	549	545	556	+ 1 28
14	SCOA	14 65	14 15	14 50	- 0 34
325	Scor s.a.	340	339	340	...
420	S.E.B.	370	365	366	- 1 08
380	Sefimeg	387 80	388	385	- 0 72
115	Selectibanque	117 90	114 10	115	- 2 46
152	Sextant A.	168	168	164	- 2 38
675	S.F.I.M.	720	686	700	- 2 78
185	S.G.E.	180	180	180	....
370	Simco	402	402	399	- 0 75

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
520	Sk. Rossignol	593	592	592	- 0 17
430	Sligos	439	430	428 90	- 2 30
475	Société Géné.	458 70	452 50	472 30	+ 2 96
46	Sodexo (B)	45			
96	Sodero (Ny)	97	96 90	96 90	- 0 10
1020	Sodexho	970	957	957	- 1 34
69	Sogenal (Ny)	69	68 50	68 50	- 0 72
350	Sogerap	340	341	340	..
1270	Sommer-Allib.	1240	1240	1250	+ 0 81
270	SOPHIA	381	375	375	- 1 57
700	Sovac	694	693	693	- 0 14
265	SPEP	255	251 10	251	- 1 57
275	Spie-Batignol.	271	270 10	267 60	- 1 25
685	Strafor Facom	672	671	671	- 0 15
230	Suez	224 40	224 90	227 20	+ 1 25
1020	Synthélabo	995	990	1002	+ 0 70
122	Thomson CSF	126	124 80	128	+ 1 59
235	Total	207 30	194	196	- 5 45
148	- (certif.)	154	149	146	- 5 19
174	Truffaut Fin	162	167	167	- 0 60
370	U.A.P.	335 60	340	342 60	+ 2 09
225	U F B Locab	210	210	210	..
215	U.G.C. DA (Robur)	210 50	195 10	195 10	- 7 32
490	U.I.C.	499	499	491	- 1 60
295	U.I.F.	398	398	398	
730	U.I.S.	720			
380	Unibail	371	365	365	- 1 62
730	Valéo	695	695	697	+ 0 29
136	Vallourec	142 50	142	140 50	- 1 40
210	Via Banque	212	211	207	- 2 36
240	Worms et Cie	229	230	225	- 1 75
1150	Zodiac	1099	1090	1100	+ 0 09
950	Elf Gabon	963	959	950	- 1 35
88	Amax	87 80	85 70	85 20	- 2 96
138	Amer. Barrick	149 50	148 90	148 40	- 0 74
101	Amer. Express	100 90	101	100 50	- 0 40
205	A.T.T.	203 80	201 80	201 80	- 0 98
129	Anglo Amer C.	125	121	121	- 3 20
240	Amgold	221 80	221	220	- 0 81
180	Banco Santander	190	187	189	- 0 53
740	B.A.S.F.	695	695	703	+ 1 15
890	Bayer	930	910	910	- 2 15
46	Beecham Plc	44 20	42 85	43	- 2 71
27	Buffelsfont.	26 40	26 20	24 20	- 8 33
116	Chase Manh.	109 80	108 50	109	- 0 73
2060	Daimler Benz	2100	2094	2100	
72	De Beers	71	71 70	71 60	+ 0 85
2080	Deutsche Bank	2084	2065	2060	- 1 15
1080	Dresdner Bank	1100	1104	1100	...
48	Driefontein	49 70	49 15	48 50	- 2 41
245	Du Pont-Nem.	239 90	233 80	233 50	- 2 57
210	Eastman Kodak	215	....	...	...
10 50	East Rand	9 65	9 10	9 45	- 2 07
30	Echo Bay	29 60	29 60	29 60	....
183	Electrolux	189	....	..	
108	Ericsson	108	107	107	- 0 93
310	Exxon Corp.	310 80	307 80	307 30	- 1 13

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
139	Ford Motor	194 60	192	192	- 1 34
34	Freegold	34 65	34 05	33	- 4 76
14	Gencor	14	14	14	
365	Gén. Elect.	354 90	353	353 30	- 0 45
173	Gén. Motors	165	.		
320	Gén. Belgique	300 10	298	298	- 0 70
40	Gd. Metropol.	37 40	37 50	37 20	- 0 53
50	Guinness	49 70	49 50	49 50	- 0 40
18 50	Hanson PLC	18	18 50	18 75	+ 4 17
18 50	Harmony Gold	11 60	11	9 05	- 21 9
275	Hewlett Packard	273	274 80	274 80	+ 0 66
31	Hitachi	30 65	30 25	30 15	- 1 63
795	Hoechst	820	805	805	- 1 83
60	Homestake	61	62 50	61 65	+ 1 07
105	I.C.I.	110		..	
420	I.B.M.	420	421 70	421	+ 0 24
325	I.T.T.	318	318	318	
152	Ito Yokado	156	150 80	150 80	- 3 33
48	Matsushita	47	46 55	46 55	- 0 96
3 55	Maxwell	3 55			
235	Mc Donald's	205	201 70	201 70	- 1 61
245	Merck	235 40	231 50	231	- 1 87
480	Minnesota M.	472		.	
35	Mitsubishi	36 20	35 25	35 25	- 2 62
320	Mobil corp	323 80	.	.	
285	Morgan J.P.	289 30	284 10	284 10	- 1 80
3470	Nestlé	3540	3520	3499	- 1 16
108	Norsk Hydro.	105 20	107	109	+ 3 61
80	OFSI	76 50	76 30	76 50	
1540	Petrofina	1420	1290	1389	- 2 18
385	Philip Morris	394 40	392 70	394	- 0 10
70	Philips	72 50	72 10	73 10	+ 0 83
50	Placer Dome	50 30	50 20	50	- 0 60
235	Procter Gamble	226 70	223 40	222	- 2 07
155	Quilmès	155	158	158	+ 1 94
18 50	Randfontein	15 40	15 30	14 75	- 4 22
250	Rhone Poul. Rorer	246	249 50	249 60	+ 1 46
430	Royal Dutch.	435 60	430 50	430 80	- 1 10
49	R.T.Z.	47 55	47 55	47 55	
13	Saat & Saatch.	13	12 80	13	.
25	St Helena	25	25	23	- 8 00
325	Schlumberger	330 70	322 70	320 40	- 3 11
44	Shell transp.	43 15	43 30	43 30	+ 0 35
2000	Siemens	2022	1995	1997	- 1 24
155	Sony	158 70	155 50	155 90	- 1 76
67	Sumitomo Bank	71	70	69 10	- 2 68
135	T.D.K.	138	134 20	134 20	- 2 75
54	Telefonica	52	51 90	51 80	- 0 38
25	Toshiba	24 40	24	24 20	- 0 82
545	Unilever	538	537	535	- 0 19
265	Unit.Techn.	267 80	..	.	...
191	Vaal Reefs	180	177	176 70	- 1 83
1090	Volkswagen	1070	1073	1073	+ 0 28
255	Volvo	250	..	..	...
85	West. Deep.	84 50	81 25	80 05	- 5 27
360	Xerox Corp.	361 80	....	..	....
98	Yamanouchi	99 80	97	97	- 2 81
4 41	Zambia Cop.	4 30	4 25	4 23	- 1 63

COMPTANT (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp.Etat 9,8%78.	100 25	0 88
10,80% 79/94	....	10 74
Emp.Etat 13,4%83.	103 10	9 37
Emp.Etat 12,2% 84.	100 28	11
10,26% mars 86	100 85	4 89
OAT 10% 5/2000	104 32	2 68
OAT 9,9% 12/1997	101 61	7 14
OAT 9,8% 1/1996	100 25	5 78
PTT 11,2% 85	103 20	7 76
CFF 10,30% 85	100 30	5 72
CFF 10,25% nov 90	103 90	4 80
CNA 10 % 1979	....	4 82
CNB Bques 5000F	98 01	1 47
CNB Paribas 5000F	97 40	1 47
CNB Suez 5000F	....	1 47
CNI 1/82 5000F	98 03	1 47
CNT 9 % 85	....	3 28
CRH 10,90% déc.85	102 50	6 62
CHARB FCE 3% 100	....	....
CNCA	1040	....
Carus	2206	....
Alcatel 6 % janv. 89	613	....
Ly. Eaux cv 6,5%	762	....
Thoms. cv 9,2% 86.	....	....

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (ste fin.)	645	636
Applications Hydr.	1588	1585
Arbel	475	441
Bains C.Monaco	890	888
B.Hypoth.Europ.	357	....
B.N.P. Intercont.	345	350
Bénédictine	2310	2300
Bidermann Investt.	490	....
Blanzy Ouest	1401	....
B T P.	56 10	57
Cambodge	1095	1060
Carbone Lorraine	368	340
Case Poclain	4 50	5
C.B.C.	280	280
C.E.G.F (Frigor.)	710	710
Centenaire Blanzy	342 90	339 90
Cerabati	42	....
Champex (Ny)	51	....
CIC (CIP)	160	159
C.I.M.	810	....
C.I.T.R.A.M. (B)	2874	....
Comiphos	481	498
Cie Industrielle	3700	3880
Cpt Lyon Alemand	321	....
Concorde	546	545
Conser.Mét.Prov.	17 25	17
Crédit Gén.Ind.	124 60	....
Cr Universel (Cie)	430	430
Darblay	535	....
Degremont	1765	1765
Delmas Vieljeux	2295	....
Didot Bottin	550	....
Eaux Bassin Vichy	3051	....
Ecla	352	350
Ent.Mag. Paris	4200	4200
Eridania-Béghin CI	461	458
Eurx	1750	1760
Finalens	300	299 90
F.I.P.P.	70	....
F.N.A.C.	1810	1765
Foncière (Cie)	450	450
Fonc.Lyonnaise	593	598
Foncina	336	....
Fougerolle	730	720
France I.A.R.D.	550	....
France SA (La)	1515	1530
From. Paul-Renard	2050	2050
Gaumont	411	420
Genefim	275	275
Gévelot	480	....
G.F.C.	310	303
Groupe Victoire	880	....
G.T.I (Transport)	181	..
Immobail	319	320
Immobanque	570	....
Im.Marseillaise	4600	....
Immofice	367	369 50
Invest.(Ste Cle.)	3202	....
Lambert Frères	295	295
Lille Bonnières	890	....
Locafinancière	470	...
Louis Vuitton	626	626
Louvre	2198	2050
Lucia	500	500
Machines Bull	28	27
Mag.Uniprix	192	201
Magnant	540	540
Métal Déployé	411	....
Mors	85	84 90
Navigation (Nle)	189	189
Optorg	285	300 10
Oriel (CI)	485	482
Origny-Desvroise	663	660
Palais Nouveauté	1252	....
Paluel Marmont	600	....
Parfinance	151	....
Paris France	197	191
Paris Orléans	205	210
Parthena Invest.	275 10	276 50
Pathé Cinéma	508	....
Piper Heidsieck	1055	....
Porcher	480	476
Promodès (CI)	357 50	357 50
Publicis	680	680
Rochefortaise	116	116
Rosario	148	149 90
Rougier	222	225
S.A.C.E.R.	440	443
S.A.F.A.A.	211	....
S.A.F.I.C. Alcan	184	....
Saga	390	391
Saint Dominique (F.)	104	104 50
Salins du Midi	550	548
Savoisienne M.	154	....
S.C.A.C.	720	720
Senelle	416	....
S.Eud.Part. (M)	118	....
Silic	543	542
Sevim	103	....
S.I.P.H.	125	120
S.M.C.I.	100	....
Sofal	608	...
Soffo	216	220
Soficel	1020	1020
Sofiram (ex Satam)	68	....
Sofragi	2216	....
Soudure Autogène	710	718
Sovabail	330	330
Suami	518	...
Taittinger	2066	2020
Testut-Acquitaine	221	....
Tour Eiffel	210	....
Ufiner	1100	....
Vicat	501	500
Vinipix	1800	1575
Virax	125	129
Maroc Sté Brasseries	300	....

Etrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	505	....
Akzo Nv Sico.	423 10	....
Alcan Aluminium	91	91
American Brands	235	...
Arbed	570	....
Asturienne Mines	95 05	....
Banco Popular Espa.	468	....
B.Reglements Int.	22350	22350
Can.Pacifique	65 80	65 20
Chrysler Corp.	106	....
C.I.R.	6 50	....
Commerzbank	765	....
Dow Chemical	268 90	283
Fiat	19 40	....
GBL (Brux Lamb.)	420	420
Gevaert	940	....
Glaxo Holdings Ltd.	71	...
Goodyear Tire	319	....
Grace and Co (WR)	171	174 10
Honeywell Inc. Inc.	356	....
Johannesburg	65 50	....
Koninklijke Pakhoed	132 30	..
Kubota	18 20	...
Midland Bank	37 10	....
Noranda Mines	79	..
Olivetti priv.	8 10	...
Pfizer Inc.	368	373
Ricoh	25 50	25 50
Robeco	263 30	261 70
Rodamco NV	126 30	125 60
Rolinco	267 90	267 90
Saipem	5 25	.
Sema Group	25 10	25
SKF Aktiebolaget	76	76
Tenneco Inc.	179 40	179
Thorn Electrical	60 10	.
Toray Ind.	21	....
West Rand Cons.	6	6

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bque Hydro Energie	284	.
Calciphos	90	.
C G H Cogedhor	3 98	.
Coparex	610	
Drouot Assurances	339	.
Electro-Banque	311 *	311
Europ. Accum.	81	77 50
Europ Soudres Ind.	12 85	.
Gachot S.A.	42	
Guy Degrenne	400 10	..
Lecteurs du Monde	200	....
Nicolas	1110	..
Particip. Perrier	350	...
Quadrant	40	..
Rorento N.V.	221 30	220 60
St-Gobain-Emballage	1804	...
S.E.P.R.	1555	..
S.M.T. Goupil	0 80	..
S.P.R. act. B	283	
Waterman	1200	..

Cote des Changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 2/9	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats Unis (1 usd)	4 784	....	4 5	5
Ecu	6 901	....	....	....
Allemagne (100 dm)	341 200	....	330	350
Belgique (100 F)	16 546	....	15 9	16 9
Pays-Bas (100 fl)	302 640	....	291	311
Italie (1000 lires)	4 480	....	4 2	4 7
Danemark (100 krd)	88 070	....	83	91
Gde.Bretagne (1 L)	9 513	....	9 1	9 9
Grèce (100 drachmes)	2 738	....	2 4	3 1
Suisse (100 f)	384 080	....	371	391
Suède (100 krs)	93 280	....	89	97
Norvège (100 k)	88 710	....	82	90
Autriche (100 sch)	48 474	....	46 5	49 5
Espagne (100 pes)	5 254	....	5	5 5
Portugal (100 esc)	3 800	....	3 5	4 3
Canada (1 $ can)	3 984	....	3 8	4 2
Japon (100 yens)	3 879	....	3 7	3 9

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 2/9
Or fin (kilo en barre)	53100	52400
Or fin (en lingot)	53950	53000
Napoléon (20f)	328	322
Pièce Fr (10 f)	359	.....
Pièce Suisse (20 f)	319	317
Pièce Latine (20 f)	318	315
Souverain	417	409
Pièce 20 dollars	1900	1900
Pièce 10 dollars	1100	1010
Pièce 5 dollars	651 25	.....
Pièce 50 pesos	1995	1990
Pièce 10 florins	325	325

SICAV (sélection) 1/9

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Actilion	180 77	175 93
Améri-gan	6647 47	6391 80
Amplie	272552 61	272552 61 •
Amplitude	597 62	580 21
Arbitrages Court.T.	7385 15	7385 15 •
Associc	1102 06	1102 06
Atout Futur	390 84	381 31
Aurecic	1067 08	1036
Avenir Alizes	1688 47	1636 74
Axa Capital	169 56	164 62
Axa Court Terme	8125 62	8125 62
Axa Cro.Ex.Dr.Inve.	849 63	824 88
Axa Ep.Fr.Ex Agepargn.	742 62	720 99
Axa Europe	123 61	120 01
Axa Investissements	98 56	95 69
Axa NPI	103 97	100 94
Axa Ob.Fr.Extrans.	139 61	135 54
Axa Ob In.Ex Ma U.Sa.	127 18	123 48
Axa Prem.Ex.Agepre.	114 73	111 39
Axa Sél.Ex.Dr.Sele.	139 37	135 31
Axa Valeurs PER	115 86	112 49
Cadence 1	1030 04	1009 84
Cadence 2	1019 52	999 53
Cadence 3	1030 31	1010 11
Capimonetaire	6435 01	6428 58
Capiobilg.	6316 13	6192 28
Capitacic	1309 17	1289 82
Cicxis	1319 32	1287 14
Comptavalor	3591	3585 62
Convertimmo	319 35	313 09
Credicter	416 40	404 27
Crédit Mutuel Capital	1287 58	1262 33 •
Cred.Mut.Ep Cour T.	683 92	683 92
Cred.Mut.Ep.Indus.	89 38	86 97
Cred.Mut.Ep.J.	71092 37	71092 37
Cred.Mut.Ep.Inrg.T.	182 46	177 58
Créd.Mut.Ep.Monde	1071 80	1043 11
Cred.Mut.Ep.Quatre	1095 27	1065 98
Dexe	1274 91	1243 81
Drouot France	797 12	773 90
Drouot Sécurité	214 19	207 95
Ecocic	1034 87	1004 73
Ecoper	124 79	121 16
Ecureuil Capitalisation	2566 05	2540 64
Ecureuil Géovaleurs	2245 66	2180 25
Ecureuil Invest.	423 30	410 97
Ecureuil Monepremiere	68586 57	68586 57
Ecureuil Mondiale	40316 99	40316 99
Ecureuil Trésorerie	2486 35	2486 35
Ecureuil Trimestr.	1971 55	1952 03
Elcash	2 861064	2 861064 •
Energie	252 86	241 39
Eparcic	3684 12	3684 12
Eparcourt-Sicav	4388 73	4357 84
Epargne Associat.	25836 43	25642 25
Epargne Capital	10748 36	10641 94
Epargne Croissance	1576 10	1533 92
Epargne Obligat.	192 52	187 37
Epargne Premiere	14510 58	14402 56 •
Epargne-Une	1204 28	1174 89
Epargne Valeur	407	396 11
Eufi Cash cap.	8500 02	8500 02 •
Eufinvest cap.	586 05	568 01 •
Euroc Leaders	986 46	957 73
Eurodyn	1110 36	1083 28
Euro Gan	5880 60	5664 04
Europe Nouvelle	506 76	483 78
Fonsicav	14751 28	14751 28
France-gan	9249 87	8894 11
France Garantie	260 32	258 80 •
France Index Sicav	100 32	97 38

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
France Obligations	466 10	461 49
Francic	434 84	422 17
Francic Pierre	93 42	90 70
Francic-Régions	1148 99	1115 52
Fructi-Associations	36 04	36 04
Fructi-Capi	41 60	40 99
Fructidor	229 19	225 80
Fructifrance action C.	861 13	840 13
Fructifrance action D.	841 46	820 94
Gestilion	14930 91	14856 63
Gest.Associations	160 88	157 34
Horizon	1143 15	1109 85
HLM Monétaire	14248 14	14248 14
Indust.Fce.Court.T	1504 21	1504 21 •
Interépar	104974 01	101916 51
Interoblig.	13423 95	13160 74
Intersélection Fce	497 29	487 54
Japacic	140 09	136 01
Jeunepargne	287 06	282 82
Latitude	2304 68	2301 23
Leumi C.T.	12827 63	12827 63
Leumi L.T.	6378 25	6192 48
Lion Association	11312 72	11312 72
Lion Institution	29501 89	29428 32
Lionplus	975 02	955 90
Lion Trésor	2103 34	2082 51
Lion 20 000.	28816 95	28816 95
Livret Bourse Inv.	521 59	506 40
Livret Portefeuil.	654 85	635 78
Méditerranée	163 49	158 73
Mensuel CIC.	10055 81	9956 25
Monedem	69594 78	69594 78
Mone.J	74240 33	74240 33 •
Monévalor	83920 64	83920 64
Mutualité dépôts	13599 77	13572 62
Natio Court Terme	280734 00	280734
Natio-Epargne	17796 18	17619 98
Natio-Ep. Ret.	116 96	113 83
Natio Eparg.Trésor	7833 84	7818 20
Natio-Imm.	1039 09	1011 28
Natio-Inter.	1356 23	1319 93
Natio-Monétaire	25861 79	25861 79
Natio-Patrimoine	1283 36	1249 01
Natio-Placements	64988 77	64988 77
Natio-Revenu	1005 56	995 60
Natio Sécurité	12325 74	12325 74
Natio-Valeurs	811 94	790 21
Nippon-Gan.	4428 85	4258 51
Nord Sud Dévelop.	1548 80	1545 71
Obli-Associations	149 75	148 27
Oblicic-Mondial	2563	2525 12
Oblicic-Régions	1020 12	1005 04
Oblifutur	2821 11	2752 30
Oblig. ttes cat.	175 56	172 97
Oblilion	1325 99	1312 86
Oblisécurité Sicav	13205 81	13205 81
Oraction	976 23	952 42
Orvalor	6639 30	6509 12
Paribas Capitalisation	1470 84	1449 10
Paribas Opportunités	115 20	111 48
Paribas Patrimoine	538 49	516 54
Patrimoine Retraite	223 71	219 32
Pervalor	591 60	580
Placement A.	1389 08	1361 84 •
Placement J.	7391 65	7376 90 •
Placement M.	68533 88	68297 09 •
Placement Nord	898 90	882 25 •
Plénitude	128 11	124 38
Poste Croissance	22171 98	22149 83
Poste Gestion	67327 95	67327 95
Première Oblig.	10734 37	10723 65

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Prévoy. Ecureuil	110 34	109 25
Priv'Associations	30121 69	30121 69
Proficius	916 97	894 80
Quartz	125 68	122 61
Rédivalor	567 78	554 89
Renticic	157 59	155 26
Revenus Trimestr.	5193 96	5142 53
Revenu-Vert	1124 38	1096 96
St Honoré Vie & Santé	933 30	890 98
St Honoré Bons du Tr.	11487 54	11430 39
St Honoré Global	216 35	206 54
St Honoré Invest.	732 23	698 03
St Honoré Pacifique	501 08	478 36
St Honoré PME	497 05	474 51
St Honoré Real	15309 46	15248 47
Sécuricic	1781 28	1781 28
Sécuri-Gan	13087 33	12830 72
Sécuritaux	1423 43	1423 43
Sicasden	695 26	684 99
Sicav Associations	1886 12	1886 12
SFI-CNP Assur	612 63	594 79
S.G. Fr. opportunités	1100 08	1078 51
Sicav 5 000	415 29	404 18 •
S.I. Est.	1218 92	1183 42
Sivalance	687 42	649 56
Sivam	368 28	358 42
Sivarente	205 31	201 28
Sivinter	395 54	384 95
S.N.I.	1044 92	1014 49
Sogenfrance	1052 61	1031 97
Sogépargne	313 28	307 14
Sogevar	922 25	904 17
Soginter	1184 13	1160 91
Soleil Investissements	537	516 35
Solstice	2164 38	2158 98
State Street Act. Eur.	8649 06	8355 61 •
State Street Act. Fran.	9880 13	9592 36
St. Str. Act.Japon	9738 56	9407 30
State Street Emer. Mkt	9998 15	9517 47 •
St.Street OAT Plus	10114 20	9915 68
Stratégie Actions	793 38	782 87
Stratégie Rendement	1415 34	1370 79
Technocic	978 74	950 23
Techno-Gan.	5320 15	5115 53
Thesora	662 73	656 17
Trésor Plus	1279 65	1267 12
Trésor Trimestriel	1012 19	1002 17
Trésoricic	132912 79	132912 79
Trilion	5112 53	5046 92
UAP Investissement	396 99	382 84
UAP Actions France	549 90	529 08
UAP Act. Select.	573 85	553 11
UAP Aedificandi	499 60	481 54
UAP Aleph	194 03	187 02
UAP Alto Sicav	155 03	149 43
UAP Moyen Terme	139 04	134 01
UAP Première Cat.	10717 27	10329 90
Uni-Associations	125 59	125 59 •
Uni-Foncier	1125 40	1097 95
Unifrance	552 10	538 63
Uni-Garantie	1286 43	1261 18
Uni Régions	1299 80	1268 10
Univar	241 15	241 15 •
Univers Actions	1153 90	1125 76
Univers Obligations	1751 36	1708 64
Valorg	2090 57	2088 48
Valreal	54486 22	54458 99

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - • : prix précédent - ■ : marché continu

CULTURE

CINÉMA

Au-delà du bien et du mal

Le 49e Festival de Venise s'est ouvert avec une nouveau thriller psychanalytique de Brian De Palma, « Raising Cain ». Décevant.

VENISE

de notre envoyée spéciale

Loin, loin des fureurs du monde : elles paraissaient douces, décalées, les vénielles incertitudes précédant l'ouverture au Lido de la 49e Mostra du cinéma. On avait perdu le président du jury (1). Peter Bogdanovich venait de se rappeler qu'il avait un film à diriger aux Etats-Unis, on avait égaré un réalisateur, le chinois Zhang Yimou, les autorités de Pékin tardant à lui délivrer son visa de sortie, les catalogues de la manifestation n'étaient pas disponibles, on en avait vu livrer des brouettées, mais, mystère, ils avaient aussitôt disparu.

Devant le Palais des festivals, édifice d'un seul bloc, à qui un coup de badigeon blanc n'enlève rien de sa massive banalité fascisante, une énorme structure de bois blanc, barrant carrément la vue vers la mer, et l'appétit d'autographes du public, a été posée. Elle est surmontée de quelques tubulures bleues et flanquée de deux silos, en bois aussi. Les plus radicaux comparent la chose au mur de Berlin, les plus français à la ligne Maginot, les plus anxieux à un rempart contre les méfaits éventuels d'un cousin éloigné du cyclone « Andrew », les plus nombreux pensent qu'on a oublié d'enlever une palissade. Il s'agit en fait d'un « travail architectural » (de Giangiacomo D'Ardia, Ariella Zattera avec la collaboration de Susanna Ferrini), censé représenter le *Bucentaure*, ce bateau où le doge célébrait en grande pompe les épousailles de Venise et de la mer.

Cela n'empêche pas les épousailles du cinéma et du Lido d'être une fois encore célébrées, sous la nouvelle direction de Gillo Pontecorvo, Lion d'or à Venise pour sa *Bataille d'Alger* en 1966. La cérémonie d'ouverture a été sobre, sans flonflons. A l'entrée du Palais, des carabiniers tout droit sortis de *Pain, amour et fantaisie*, présentaient les armes quand entraient des édiles indiscernables. Les *professore*, les *ingeniere*, étaient plus nombreux que les stars et les starlettes ; les discours (du maire de Venise, Ugo Bergamo, du président de la Biennale, Paolo Portoghesi, du ministre du tourisme et du spectacle, l'*onorevole* Margherita Boniver), courts, sombres et plutôt à usage interne : *« situation économique dramatique », « ne pas se laisser aller au pessimisme », « doit-on rappeler au ministre des biens culturels, absent, la nécessité d'un nouveau statut de la Biennale », « timide reprise »...*

Gillo Pontecorvo donna alors le nom du remplaçant de Bogdanovich au jury, il en donna même deux, probablement parce que dans la panique, on avait lancé des SOS en surnombre. Ce seront donc Dennis Hopper (*Easy Rider*) et Michael Ritchie. Puis, dans ce climat mêlé de sympathique fête provinciale et d'enthousiaste veillée d'armes (la patrie cinéma est en danger), après avoir attribué un Prix de la Biennale à Edgar Reitz, auteur de *Heimat II*, vaste saga alllemande de vingt-six heures qui fait suite à *Heimat I* (1984) qui durait treize heures, sans doute pour l'encourager à mettre en chantier un *Heimat III* de cinquante-deux heures, on a pu voir le premier film en compétition, *Raising Cain*, de Brian De Palma, choisi sans doute, et c'est la seule excuse, pour démontrer que l'anti-américanisme primaire dont on accuse la Mostra n'est qu'une légende.

Raising Cain (l'Education de Caïn), est un gros pudding psycho-pâteux, farci de références hitchcockiennes butinées surtout dans *Psychose* et d'autocitations, égotiste et bancal. Un falot pédopsychiatre (John Lithgow), traumatisé dans son enfance par son papa, méchant pédopsychiatre (joué également par John Lithgow) est entraîné vers le mal par son jumeau satanique (John Lithgow, évidemment). Il se met à kidnapper les bébés, destinés aux observations de son géniteur fou, à tuer leurs mamans par la même occasion. Sa propre femme (Lolita Davidovich) et sa propre fille sont en danger. Dédoublement, triplement, quintuplement de personnalité, on ne sait jamais qui est mort ou vivant, l'œil est bien dans la tombe, mais ne voit pas grand-chose.

Car Brian De Palma trahit, crache dans la soupe du thriller schizophrène qui a fait sa gloire, détourne le genre, glisse vers une parodie un peu honteuse, fait rire à contre-sens et fait peur mécaniquement. Il croit si peu à son propre film qu'il en désamorce, un à un, tous les pièges. La plupart des meurtres, des violences, des ébats amoureux même, sont rêvés, fantasmés. Il suffit de la sonnerie d'un réveil pour tout arrêter, faible stratagème. Un cadavre ou deux, cependant, résistent et ont le bon goût de ne pas se relever à la fin de la scène.

Ce faux pas n'est pas sans intérêt... sur le plan psychanalytique. Comme si De Palma, traumatisé, lui, pour de bon, expiait l'échec grandiose de son précédent film *le Bûcher des vanités*, d'après Tom Wolfe, en divorçant de lui-même, en tuant celui qui faisait autrefois gicler le sang sur l'écran comme une source miraculeuse, et se pourléchait les babines à crucifier les méchantes mères (*Carrie*). En ce temps-là, il y avait encore des « fantômes au paradis », et on chorégraphiait si bien la mort des « incorruptibles ». En ce temps-là, on était Brian De Palma. Qu'on le redevienne.

Le film qui ouvrait la première Mostra, le 6 août 1932, parlait aussi du bien et du mal, de personnalité confuse, de double maléfique. C'était le beau *Jekyll et Hyde* de Mamoulian. Collision temporelle pleine d'enseignement et de mélancolie.

DANIÈLE HEYMANN

(Voir également notre supplément « Arts-Spectacles »)

(1) *Le jury est composé de* Gianni Amelio, Anne Brochet, Neil Jordan, Hanis Kureishi, Jiri Menzel, Ennio Morricone, notre collaborateur Jacques Siclier, Fernando Solanas, Sheila Whitaker.

MUSIQUES

Les grands-messes de La Chaise-Dieu

L'abbaye auvergnate est un cadre idéal pour la mise en espace de la musique sacrée

LA CHAISE-DIEU

de notre envoyé spécial

Roide comme une forteresse plantée depuis cinq cent cinquante ans sur son plateau auvergnat, l'abbaye de La Chaise-Dieu semble guetter les visiteurs. Le Moyen-Age lui amena ses théories de croyants. Le XXe siècle ses pèlerins, survêtements et souliers de marche le jour, costumes-cravates et robes habillées, le soir. Les villageois, un peu moins de mille, observent ces va-et-vient. Car, dès la nuit tombée, le festival prend les rênes de la petite cité. Depuis qu'en 1966 le pianiste Georges Cziffra découvrit le lieu et en tomba amoureux (une exposition d'affiches installée à l'office de tourisme rappelle l'histoire du festival), l'abbaye est devenue, chaque fin d'été, un rendez-vous pour les mélomanes.

L'église propose sept cents bonnes places dans le chœur ceinturé de stalles sculptées, orné de tapisseries du XVIe siècle et occupé, en son milieu, par le tombeau du pape Clément VI. Et sept cents mauvaises et « très mauvaises places », au dire même du directeur du festival, M. Guy Ramona : situées derrière le jubé, qui sépare le chœur du reste de l'église, elles sont reliées par un système de télévision qui permet, à ceux qui occupent les places aveugles, de « voir », tant bien que mal, le concert auquel ils assistent.

Il y a quelques années, deux architectes avaient avancé une solution audacieuse : construire une sorte de balcon qui, depuis le jubé, rejoindrait l'orgue dans les hauteurs de l'église. Le projet s'est heurté au double veto des Monuments historiques et de l'Eglise. Car le festival se heurte à la vigilance de l'évêque du Puy-en-Velay, particulièrement sourcilleux sur la programmation musicale donnée dans les églises de son diocèse. Il est fidèle en cela à la recommandation faite par l'Eglise, qui exige que l'on n'y donne que de la musique sacrée.

Malgré cette attention jugée « pesante », Mgr Brincard aurait eu du mal à critiquer la programmation du premier week-end. La *Messe* de Perti, écrite dans un style concertant et fleuri, comme celle de Praetorius, égrenant des jubilations de Noël robustement luthériennes, et la *Missa Salzburgensis*, plongée par Biber dans un déluge de virtuosité, composées aux XVIIe et XVIIIe siècles, avaient l'intérêt de proposer un éventail de musiques sacrées baroques à travers les époques, les pays et les liturgies.

Elles étaient enchâssées dans des « reconstitutions », regroupant pièces instrumentales, motets, hymnes et divers. Quitte, comme le fit Sergio Vartolo, maître de chapelle de la basilique San Petronio, à oublier en route les trompettes de Torelli dans les *Fastes de la cathédrale de Bologne* (une « première » française), ou, comme Graham O'Reilly, le directeur musical de l'Ensemble William Byrd, à introduire, au milieu de la *Missa Salzburgensis*, si triomphalement catholique, des œuvres protestantes des ancêtres de Jean-Sébastien Bach (comme le *Lamento* du grand oncle Heinrich, chanté droit et juste par Brigitte Vinson).

Le ballet des chanteurs

Création mondiale, *la Messe de Noël* de Michaël Praetorius n'échappait pas à cette impression de diversité, voire d'éclectisme musical, même si la franchise des chorals et cantiques témoignait d'une bonne santé rafraîchissante, soulignée, avec un zeste de distance, par Paul Mac Creesh à la tête des Gabrieli Consort and Players. Ce fut l'instant de vérité de ce week-end, qui a séduit aussi par la précision de la direction de Graham O'Reilly et l'enthousiasme de ses musiciens, et amusé par la gestique étonnante de Sergio Vartolo, qui arrivait quand même à tomber juste, sans que pourtant la *Messe* de Perti sonne avec tout le faste nécessaire.

A ces « grandes messes », l'abbaye offre le cadre idéal pour des « mises en espace ». Cuivres installés sur le jubé, percussions juchées en haut du chevet, chanteurs dialoguant de part et d'autre du chœur, les concerts sont rythmés par les déplacements des musiciens. Quand le ballet est parfaitement réglé, comme pour la *Messe* de Praetorius, il participe du recueillement, sans distraire l'écoute plus qu'il ne faut.

Par son budget de 7,5 millions, et les vingt mille entrées, La Chaise-Dieu fait partie des quinze plus importants festivals français. Les ressources directes (les places varient entre 60 francs et 420 francs) et l'apport des sponsors couvrent les deux tiers des dépenses, le reste étant assuré par les subventions du département de la Haute-Loire, de la région Auvergne et de l'Etat.

Sans doute est-il difficile de maintenir une manifestation de cette importance dans un lieu aussi excentré. Pourtant, dans une enquête réalisée pour le festival, le public a plébiscité le site, avant même la programmation. De quoi donner raison à M. Ramona, quand il affirme, se tournant vers l'abbaye : *« Nous pourrions sans doute décentraliser le festival. Mais il risquerait d'y perdre son âme. »*

PIERRE MOULINIER

► **Prochains concerts :** *Neuvième Symphonie* de Beethoven, mercredi 2. *Missa solemnis* de Beethoven, jeudi 3. Utrenya de *Penderecki*, vendredi 4. *Te Deum* de Berlioz, samedi 5 et *dimanche 6, à 21 h 15*. Renseignements et location, tél. : 71-00-01-16.

Nominations annoncées à l'Opéra de Paris

La nomination d'un « administrateur chargé de la danse » à Garnier et d'un *« administrateur chargé du lyrique »* à la Bastille doit être prochainement décidée par un décret signé par le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, et par le ministre de la culture et de l'éducation nationale, M. Jack Lang. La fonction d' *« administrateur général »*, précédemment occupée par M. Georges-François Hirsch, qui dirigeait Bastille et Garnier depuis la réunification des deux maisons, est appelée à disparaître dans une modification des statuts qui va être mise en œuvre. Doit également être annoncée la nomination d'un nouveau directeur général en remplacement de M. Philippe Bélaval, qui a démissionné le 5 août dernier (*le Monde* du 7 août). Rappelons que ces trois postes sont pourvus sur proposition de M. Pierre Bergé, président de l'Opéra de Paris.

M. Jean-Marie Blanchard devrait être nommé à l'Opéra-Bastille (il était jusqu'au mois d'août conseiller musical auprès de M. Stéphane Lissner, directeur général du Théâtre du Châtelet) et Mme Brigitte Lefèvre, à l'Opéra-Garnier (elle est actuellement responsable de la danse au ministère de la culture). Ces nominations marquent le retour à l'application stricte du statut de l'Opéra de Paris, qui prévoit l'autonomie artistique des deux institutions présidées par M. Pierre Bergé, et voient triompher le point de vue de Myungh Whun Chung, directeur musical de l'Opéra de Paris (dont les fonctions et les prérogatives ne changent pas, de même que celles du directeur de la danse, Patrick Dupond), et de ses musiciens qui critiquaient le rattachement trop hâtif de Garnier à Bastille. On ignore, en revanche, le nom du remplaçant de M. Belaval et l'affectation future de M. Hirsch. Ce dernier, qui *« n'aurait pas davantage démissionné qu'il aurait été mis fin à son contrat »*, devrait néanmoins quitter l'Opéra de Paris dans les jours qui viennent.

Contacté par téléphone, M. Pierre Bergé n'a pas infirmé ces nominations et a confirmé qu'il annoncera les décisions prises dans les prochains jours.

La direction de l'Opéra de Paris a, en outre, décidé de repousser, du 24 septembre au 9 octobre, la première de *Jeanne au bûcher* d'Honegger, pour des raisons liées à l'accident qui a coûté la vie à une choriste et blessé une vingtaine d'autres à Séville (*le Monde* du 18 juillet). Ce report entraîne celui de la première de la production de *Padmavati* d'Albert Roussel ; à moins qu'il ne contraigne finalement l'Opéra à l'annuler purement et simplement.

ALAIN LOMPECH

CARNET DU Monde

Mariages

– Hélène NEUMULLER
et
Gilles LA GRENÉE

ont le plaisir de faire part de leur mariage, qui sera célébré le samedi 5 septembre 1992.

Décès

– Janine, Catherine, Cécile et Olivier Barma,
ont la douleur de faire part du décès de

Claude BARMA,

survenu le 30 août 1992.

Une messe sera célébrée le vendredi 4 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Roch, 296, rue Saint-Honoré, Paris-1er.

L'inhumation aura lieu à Ars-en-Ré (Charente-Maritime), dans la plus stricte intimité.

– La commission de la Société des *auteurs et compositeurs dramatiques* a la tristesse d'annoncer que

Claude BARMA

a quitté ses amis.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 4 septembre 1992, à 10 h 30, en l'église Saint-Roch, 296, rue Saint-Honoré, Paris-1er.

(*Le Monde* du 1er septembre.)

– Le Père provincial de France de la Compagnie de Jésus,
La communauté,
Les professeurs,
Et le personnel du Centre Sèvres,
ont le regret de faire part du décès du

Père Jean-Claude DHOTEL, s.j.,

survenu le 31 août 1992.

La messe des funérailles sera célébrée le vendredi 4 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Ignace, 33, rue de Sèvres, à Paris-VIe.

Ceux et celles qui le souhaitent pourront se recueillir auprès du corps du Père Dhôtel le jeudi 3 septembre, de 18 heures à 21 heures, au Centre Sèvres, 35, rue de Sèvres.

[Né le 30 septembre 1825 à Paris, Jean-Claude Dhôtel était entré à la Compagnie de Jésus en 1944 et fut ordonné prêtre en 1958. Sa thèse sur les catéchismes en France des seizième et dix-septième siècles fait autorité. Depuis 1969, au Centre Sèvres à Paris, la faculté de philosophie et de théologie des jésuites, il était directeur du département de spiritualité et de vie religieuse. Il s'est surtout attaché à expliquer et à enseigner, dans des congrégations ou chez les laïcs du mouvement Vie chrétienne, les sources de la spiritualité de Saint-Ignace. Ses recherches sur les origines et l'histoire de la Compagnie de Jésus lui ont permis d'écrire les Jésuites de France, paru en 1987 chez Desclée de Brouwer.]

– *Les amis de*

Teo HERNANDEZ,
cinéaste et poète,

font part de son décès, survenu le *29 août 1992.*

Les obsèques auront lieu vendredi 4 septembre, au cimetière du Père-Lachaise, à 10 heures.

– La SHESL, l'UA CNRS-Paris-VII
Histoire des théories linguistiques,
ont la douleur de faire part du décès de

Denise MALDIDIER.

Nul n'oubliera ses qualités exigeantes dans la recherche, ses qualités rares dans l'amitié.

– Marseille. Puyloubier.

Mme Mireille Meiffren,
née Allenne,
M. Henri Jean Meiffren,
M. et Mme Bremond
et leur fille Marie-Laure,
M. et Mme Charles Meiffren
et leur fille Marie-Pierre,
Mme Catherine Meiffren,
font part du décès de

M. Maurice MEIFFREN,

à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, le 23 août 1992.

Les obsèques ont eu lieu le 27 août, dans la plus stricte intimité.

– M. et Mme Philippe Pellé,
Mme Florence Pellé,
M. et Mme Jean-Marie Culpin,
Edouard,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Marceau PELLÉ,
proviseur honoraire,
ingénieur IEG,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier du Mérite national,
officier des Palmes académiques,

leur père, grand-père, arrière-grand-père et parent,

survenu le 29 août 1992, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Priez pour lui,

en y *associant le souvenir de son* épouse,

née Thérèse Nouhaud,

décédée le 25 octobre 1980.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 3 septembre, à *9 heures*, en l'église Saint-Lubin de Rambouillet.

L'inhumation aura *lieu* dans le *caveau de famille, au cimetière ancien* de Rambouillet, dans l'intimité familiale.

62 *bis*, rue Albert-Joly,
78000 Versailles.

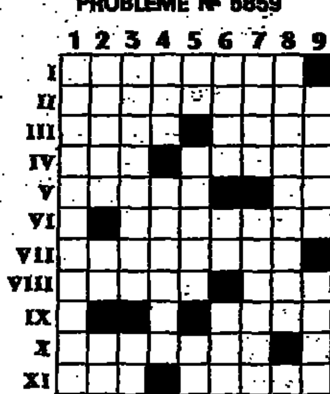
– M. l'ambassadeur d'Israël,
Meir Rosenne,
président mondial des State of Israel Bonds,
M. Claude Kelman,
président de l'exécutif européen des Bons d'Israël,
M. Maurice Lévy,
président du comité directeur,
Et tous ses membres,
M. Serge Klugman,
président du comité exécutif,
Et tous ses membres,
M. Gabriel Dagan,
directeur de l'Association de coopération économique France-Israël,
Et son bureau,
bouleversés d'apprendre le décès de

Dadi WAIS,
fils de M. Paul Wais,
ancien président du comité
des Bons d'Israël,

présentent à M. Wais, à son épouse, à sa belle-fille, à sa fille Brigitte, et à sa famille, leurs très sincères condoléances et l'assurance de toute leur sympathie.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5859



HORIZONTALEMENT

I. Dangereuses quand elles ferment brusquement la « porte ». – II. Où l'on trouve beaucoup de fleurs. – III. Objet d'une question. Maintenant... mais autrefois. – IV. Pas remuant. Des rencontres dangereuses. – V. Utile pour les réceptions. Symbole. – VI. Bien *rongées*. – VII. De belles pièces. – VIII. Quand c'est le dernier, il faut *foncer*. *Baie du Japon*. – IX. Elément d'une ligne. – X. Au Mexique, c'est une ville à la hauteur. – XI. Dans une main où il n'y a pas de poil. *Un tissu transparent.*

VERTICALEMENT

1. Une façon de faire prendre du *jus à un malade*. – 2. *Un greffier*. Souci quotidien pour le guide. Etait coiffé d'un disque. – 3. Un spécialiste qui coupe les barbes. Pronom. – 4. Peut être héroïque. Le merle par rapport à la grive. – 5. Une base d'accord. Comme un coup au tennis. Article étranger. – 6. Aussi familier. Protège une phalange. Dans les affaires étrangères. – 7. Pays. Coule aux Enfers. – 8. Une jolie ligne. – 9. Permettent de suspendre. Pays pour un poète.

Solution du problème n° 5858

Horizontalement

I. Isard. Fil. – II. Magouille. – III. Puriste. – IV. Eté. Tube. – V. Ceste. Vis. – VI. Cu. Roues. – VII. Argent. Al. – VIII. Ou. Omis. – IX. Le. Impôts. – X. Etalait. – XI. Ses. Leste.

Verticalement

1. Impeccables. – 2. Sauteur. Eta. – 3. Agrès. Go. As. – 4. Roi. Treuil. – 5. Dus. Eon. Mal. – 6. ITT. Utopie. – 7. Fleuve. Mots. – 8. Il. Bisait. – 9. Lèges. Issue.

GUY BROUTY

PARIS EN VISITES

JEUDI 3 SEPTEMBRE

« Hôtels et curiosités du Marais, l'étrange dédale du village Saint-Paul, les vestiges *du mur de Philippe-Auguste*, les synagogues, la place des Vosges et l'évolution du quartier », 11 heures et 17 h 30, métro Pont-Marie (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Les passages marchands du dix-neuvième siècle : du passage Véro-Dodat aux Panoramas », 14 h 30, angle de la rue Jean-Jacques Rousseau et de la rue Saint-Honoré (Monuments historiques).

« Sept des plus vieilles maisons de Paris », *14 h 30, métro Hôtel-de-ville*, 2, rue des Archives (Paris autrefois).

« *Du quartier des Tournelles à la* place des Vosges », 14 h 30, métro Sébastien-Froissart (Paris pittoresque et insolite).

« Le vieux village d'Auteuil », 14 h 30, sortie métro Eglise-d'Auteuil (Tourisme culturel).

« La conciergerie, du palais des rois *de France à la prison révolutionnaire* », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge (E. Romann).

« Le chinatown du treizième arrondissement », 14 h 30, porte de Choisy, devant la BNP (C. Merle).

« *Fastes et mystères de l'Opéra* Garnier », 14 h 30, en haut des marches à l'extérieur (Connaissance de Paris).

« *Hôtels et jardins du Marais. Place* des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

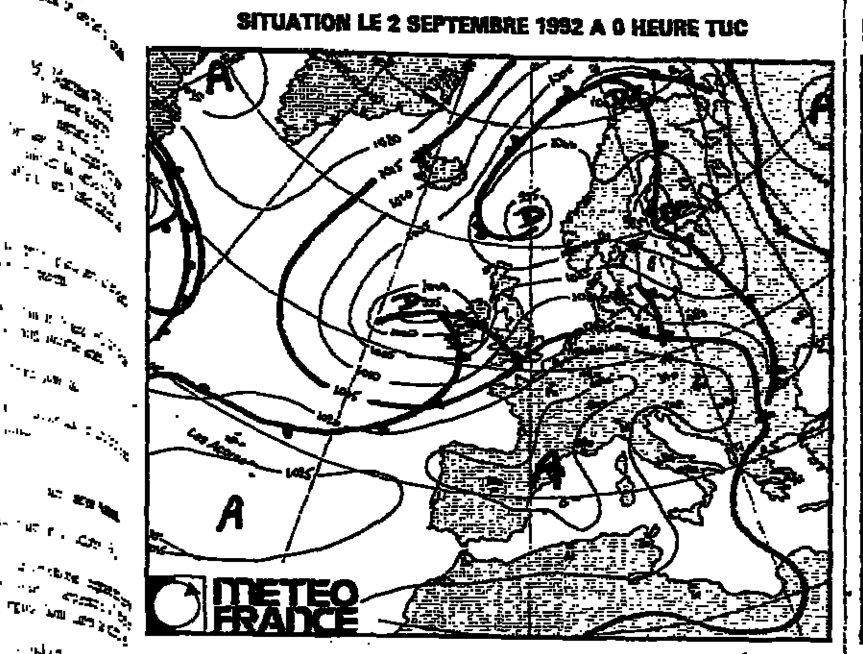
« Le quartier Saint-André des Arts », *15 heures, devant la fontaine* de la place Saint-Michel (Monuments historiques).

« Visite du couvent des Bernardins *et de son cellier*. Promenade dans les traboules du dix-septième siècle », 15 heures, *24, rue de Poissy* (I. Hauller).

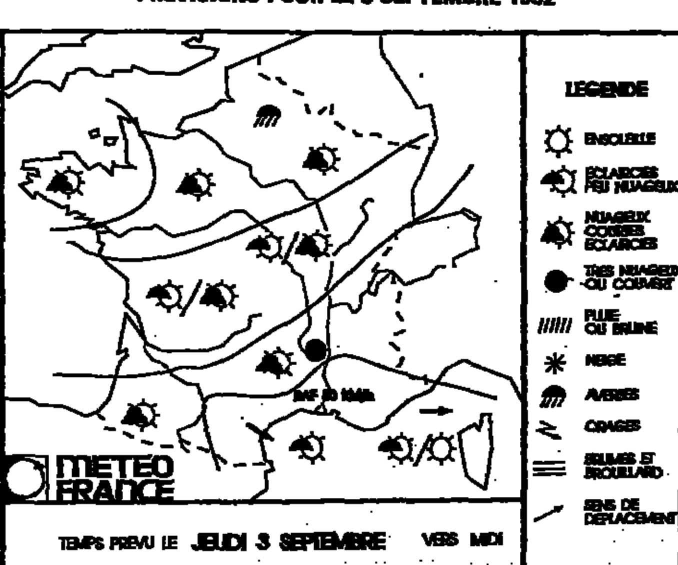
« Un nouveau musée d'art asiatique : le musée Heidelbach », 15 heures, 19, avenue d'Iéna (Paris et son histoire).

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 2 SEPTEMBRE 1992 A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 3 SEPTEMBRE 1992



Jeudi : beaucoup de nuages sur l'ensemble du pays. – Le matin les nuages seront nombreux sur Lorraine, Alsace, France-Comté, Bourgogne et Rhône-Alpes. Ils seront un peu moins présents sur Aquitaine, Midi-Pyrénées et Auvergne. En cours de journée, ils se morcelleront et laisseront apparaître le soleil.

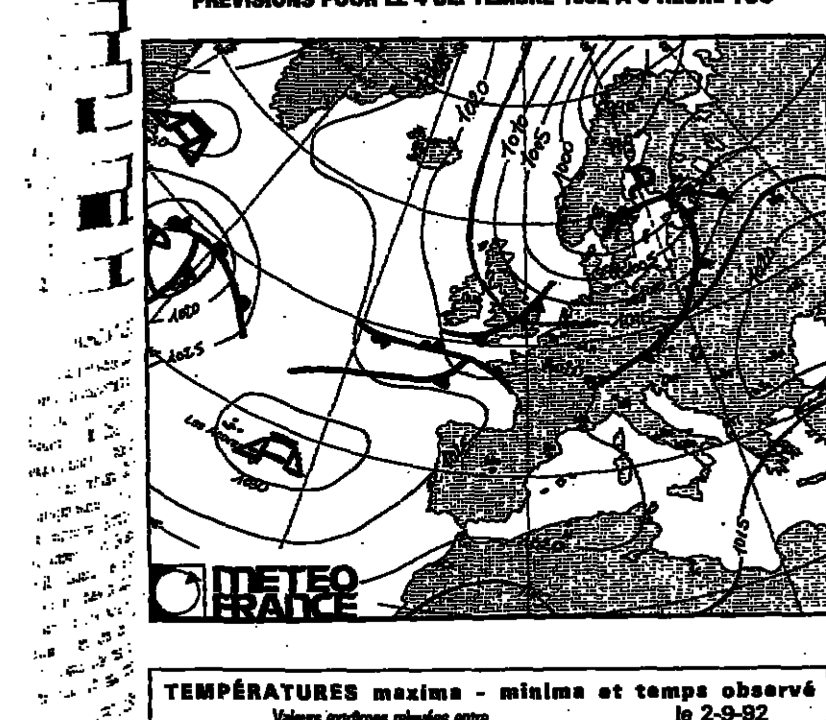
Les régions méditerranéennes seront ensoleillées. Mistral et tramontane souffleront modérément.

Sur le reste du pays, nuages et éclaircies alterneront ; quelques averses se produiront surtout au nord de la Seine. Les nuages élevés de la perturbation envahiront la Bretange en cours d'après-midi.

Les températures seront en général comprises entre 10 et 13 degrés localement et 14 à 17 degrés près de la Méditerranée.

Les maximales seront de l'ordre de 17 à 20 degrés sur la moitié Nord, 22 à 25 sur la moitié Sud, localement 27 à 30 près de la Méditerranée.

PRÉVISIONS POUR LE 4 SEPTEMBRE 1992 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 2-9-92

Valeurs extrêmes relevées entre le 1-9-1992 à 18 heures TUC et le 2-9-1992 à 6 heures TUC

FRANCE			
AJACCIO	24	13	D
BIARRITZ	20	11	D
BORDEAUX	21	10	D
BOURGES	19	9	N
BREST	17	14	P
CAEN	17	13	P
CHERBOURG	17	13	P
CLERMONT-FER.	19	8	D
DIJON	18	7	D
GRENOBLE	20	7	D
LILLE	17	13	N
LIMOGES	16	8	B
LYON	19	8	D
MARSEILLE	23	18	D
NANCY	17	10	N
NANTES	19	11	C
NICE	26	16	D
PARIS-MONTS.	18	12	C
PAU	19	10	D
PERPIGNAN	24	11	D
RENNES	20	13	C
ST-ETIENNE	18	6	D
STRASBOURG	17	10	C
TOULOUSE	21	10	B
TOURS	19	10	N
POINTE-A-PITRE	32	25	N
ÉTRANGER			
ALGER	30	18	D
AMSTERDAM	17	11	P
ATHÈNES	31	23	D
BANGKOK	34	26	N
BARCELONE	25	13	D
BELGRADE	35	9	D
BERLIN	16	9	D
BRUXELLES	16	12	C
COPENHAGUE	15	11	D
DAKAR	29	22	C
DELHI	35	–	N
GENÈVE	17	6	D
HONGKONG	–	–	–
ISTANBUL	31	23	D
JÉRUSALEM	35	20	D
LE CAIRE	35	23	D
LISBONNE	27	15	D
LONDRES	17	13	P
LOS ANGELES	21	18	N
LUXEMBOURG	13	8	C
MADRID	–	9	D
MARRAKECH	38	22	N
MEXICO	21	–	C
MILAN	25	6	D
MONTRÉAL	17	6	D
MOSCOU	29	14	C
NAIROBI	23	12	C
NEW-YORK	23	16	N
OSLO	–	–	–
PALMA-DE-MAJ.	27	13	D
PÉKIN	29	20	D
RIO-DE-JANEIRO	–	–	–
ROME	30	13	D
SÉVILLE	33	18	D
SINGAPOUR	33	25	O
STOCKHOLM	13	11	C
SYDNEY	21	10	C
TOKYO	33	26	D
TUNIS	34	18	D
VARSOVIE	25	10	C
VENISE	26	13	D
VIENNE	17	11	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brouillard	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMANN

Tarzan au bal

DÉGUISÉE en petite souris, TF 1 était évidemment tapie *dans l'humble soupente* de Tarzan, qui se parait de ses plus beaux atours pour aller *valser au palais*. TF 1 *s'attarda* sur le symbole des routiers de juillet enveloppant ses pieds menus de santiags fraîchement astiquées, et décrochant du ceintre sa veste la plus scintillante. On n'eut pas droit au caleçon en peau de panthère, mais, en lot de consolation, à *Tarzan au volant*, aiguillé par d'affables gendarmes, à Tarzan rosissant, à Tarzan ébahi par l'étiquette républicaine. On imaginait PPDA et Gérard Carreyrou en petites fées, voletant allègrement dans la soupente pour lui confectionner robe et *parures*.

Attendris par le conte, on regrettait pourtant que ce traitement féerique fût réservé à Tarzan. Comme on eût aimé des *reportages comparables sur des* visiteurs plus habituels du premier ministre, Marc Blondel dans *sa salle de bains*, Raymond Lacombe enfilant ses chaussettes, Henri Krasucki choisissant dans sa collection de casquettes. Pourquoi Tarzan seul ? Pourquoi le secrétaire général de la FEN allant négocier une revalorisation indiciaire relève-t-il d'un traitement télévisé ritualisé, et Tarzan allant parler du permis à points est-il ainsi cendrillonisé ?

Mais le moment n'était pas à ces interrogations. A peine son visiteur arrivé, Pierre Bérégovoy, contre toute attente, consentit à lui rendre l'état civil qui lui avait, d'emblée, été confisqué sur les barrages. *« A travers M. Leiffer, c'est toute la profession que j'ai voulu rencontrer*, explique le premier ministre avant, d'un geste courtois mais ferme, de congé*dier les caméras, comme si leur* affluence ne constituait pas la justification essentielle de la saynète.

Quand Tarzan, minuit sonnant, retraversa à pied la cour de Matignon pour aller retrouver son carrosse remisé dans les communs, *Antenne 2 prit le relais*, lui demandant ce qu'il voterait au référendum : *« Quand j'entends appeler à voter oui, ça me plaît*, répondit Tarzan. *Quand j'entends appeler à voter non, ça me plaît aussi. On ne peut pas voter oui et non ? »* Sur cette aumône lan*cée en pâture à la terrifiante* machine-à-fabriquer-des-stars-médiatiques qui escortait ses pas, et sans nous laisser voir s'il entendait, par cette esquive, tourner lui-même en dérision sa gloire éphémère, Tarzan replongea vers son irrémédiable destin de reine d'un jour.

Mercredi 2 septembre

TF 1

20.45 Variétés : Sacrée soirée.
Emission présentée par Jean-Pierre Foucault. Invité : Johnny Hallyday et Jean-Claude Briely. Avec Jackie Sardou, Ginette Garcin, Monique Dalmès, Jean-Claude Briely, Florent Pagny, Etienne Daho, Fanny, Santiago, les numéros un de demain.

22.40 Magazine : L'Amour en danger.
Présenté par J. Pradel et C. Muller. Je n'ai pas envie de toi.

23.50 Documentaire : Histoires naturelles.
D'Igor Barrère et Jean-Pierre Fleury. Gabon, l'eau et la forêt.

0.50 Journal et Météo.

A2

20.50 Jeux sans frontières.
Émission présentée par Daniela Lumbroso et Georges Beller. A Swansea, au Pays de Galles. Thème : les inventions.

22.15 Théâtre : Le Gros n'Avion.
Pièce de Michèle Bernier, Isabelle de Botton et Mimie Mathy, mise en scène d'Eric Civanyan, avec Michèle Bernier, Isabelle de Botton, Mimie Mathy.

0.15 *Journal des courses*, Journal et Météo.

FR 3

20.45 Documentaire : Les Ennemis de la Mafia. ▶
De Marcelle Padovani et Claude Goretta. Suivi d'un débat animé par Elise Lucet, avec la participation de Franco Feraroti, professeur de sociologie.

22.40 Journal et Météo.

22.55 Sport : *Rallye Paris-Moscou-Pékin.*

23.05 Mercredi en France.
Programme des télévisions régionales. Festivals des artistes de la rue, de Pierre Cholbi et Denis Ricard. *A Ottawa et à Chalon-sur-Saône.*

0.00 Traverses :
***Sois belle, ma fille, ce soir* nous serons la Miss France.**
D'Anne Gaillard et Pierre Leherle.

CANAL PLUS

En clair jusqu'à 21.00

20.30 Le Journal du cinéma.
Présenté par Isabelle Giordano. Invité Clint Eastwood.

21.00 Cinéma :
Opération crépuscule. □
Film américain d'Andrew Davis (1989). Avec Gene Hackman, Joanna Cassidy, Tommy Lee Jones.

22.40 Flash d'informations.

22.50 Magazine : Jour de foot.
Championnat de France de D1, extraits.

23.30 Cinéma : Chicago Joe et la Showgirl. ■
Film britannique de Bernard Rose (1990). Avec Emily Lloyd, Kiefer Sutherland, Patsy Kensit (v.o.).

M6

20.40 Téléfilm : L'Impossible Evasion.
De David Lowell Rich, avec Robert Urich, Carl Werthers.

22.25 Téléfilm :
Meurtre par ordinateur.
De Paul Annett, avec Ian Ogilvy, Judi Bowker.

0.15 Magazine : Vénus.

ARTE

20.40 Documentaire :
L'Atelier de musique.
De Pit Riethmüller et Roland Zag. La Biennale de Munich 1992.

21.25 Danse :
Le Livre de Fauvel.
Allégorie musicale de Rupert Bawden, mise en scène de Georg Wübbolt, avec les danseurs du Bayerisches Staatsballett et l'Orchestre symphonique de Munich ; chorégraphie : Ricardo Duse ; direction musicale : Rupert Bawden.

22.40 Téléfilm :
Crime et Châtiment.
D'après Dostoïevski, réalisation d'Andrzej Wajda, avec Jutta Lampe, Stephan Bismeier, Udo Samuel.

FRANCE-CULTURE

20.55 Dramatique.
La Pensée, de Léonid Andréiev.

22.40 Musique : Nocturnes.
Diatonale sidérale, une petite histoire de la musique (3).

0.05 Du jour au lendemain.
Un fantôme dans le kiosque, de Roger Dragonetti (rediff.).

FRANCE-MUSIQUE

19.08 Soirée concert. La soirée de Roubina Saidkhanian. A 21.00, Concert (donné le 14 août lors du Festival de La Roque-d'Anthéron) : Prélude à l'après-midi d'un faune, version pour deux pianos, de Debussy ; La Valse pour deux pianos, de Ravel ; Symphonie n° 3 en ut mineur avec orgue op. 78, transcription pour huit mains, de Saint-Saëns ; Scaramouche, suite pour deux pianos op. 165 b, de Milhaud ; Rhapsodie espagnole, version pour quatre mains, de Ravel ; L'Apprenti sorcier, version pour deux pianos, de Dukas, par Brigitte Engerer, Michel Beroff, Jean-François Heisser, Alain Planès, piano.

0.05 Bleu nuit. Quelques crooners de légende : Frank Sinatra, Dean Martin, Tony Bennett, Mel Tormé et les autres... A 1.00, extraits du concert Rocking Dopsie and Zydeco Twisters.

Jeudi 3 septembre

TF 1

15.25 Série : Hawaii, police d'Etat.

16.20 Série : Super Boy.

16.50 Club Dorothée vacances.
Le Collège fou, fou, fou ; Ricky ou la Belle Vie ; Clip ; Jeux.

17.25 Série : Loin de ce monde.

17.55 Série : Premiers baisers.

18.25 Jeu : Une famille en or.

18.50 Feuilleton : Santa Barbara.

19.20 Jeu : La Roue de la fortune.

20.00 Journal, Tiercé et Météo.

20.45 Débat :
Aujourd'hui, l'Europe.
Animé par Guillaume Durand, en direct de la Sorbonne. Invités : François Mitterrand ; Philippe Séguin, député RPR des Vosges. En duplex le chancelier Helmut Kohl.

23.25 Série : Mike Hammer.

0.30 Documentaire : Histoires naturelles.
D'Igor Barrère et Jean-Pierre Fleury.

A2

15.35 Tiercé, en direct de Vincennes.

15.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

16.15 Série : La Cloche tibétaine.

17.05 Magazine : Giga.
Quoi de neuf docteur ? ; Les Années collège ; Reportages.

18.25 Série : Magnum.

19.15 Jeu : Que le meilleur gagne plus.

19.50 Météo, Journal, Rallye Paris-Moscou-Pékin,
***Journal des courses* et Météo.**

20.45 Documentaire : Des trains pas comme les autres.
De François Gall et Bernard d'Abrigeon. Mexique : des trains et des dieux.

21.45 Série : Histoires fantastiques.
Dorothy et Ben, de Thomas Carter, avec Joe Seneca, Natalie Gregory ; A 22.10, Mister Magic, de Donald Petrie, avec Sid Caesar, Leo Rossi.

22.40 Cinéma : Mort d'un commis voyageur. ■■
Film américain de Volker Schlöndorff (1985).

0.50 Journal et Météo.

FR 3

15.40 Sport : Golf.
Open de Suisse.

16.30 Variétés : 40° à l'ombre.
Emission présentée par Pascal Sanchez, en direct de Nice. Avec Philippe Lafontaine, Pierre Schott.

18.30 Jeu : Questions pour un champion.

19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.12 à 19.35, le journal de la région.

20.05 Dessin animé : Tom and Jerry Kids.

20.15 Divertissement : La Classe.

20.45 La Dernière Séance.

20.55 1er film :
Tony Rome est dangereux. ■
Film américain de Gordon Douglas (1967).

22.45 Dessin animé.
Dog Gone Tired ; Millionnaire Droopy.

23.10 Journal et Météo.

23.25 Sport : Rallye Paris-Moscou-Pékin.
Bilan de la journée.

23.35 2e film : L'homme qui tua Liberty Valance. ■■■
Film américain de John Ford (1962) (v.o.).

1.40 Série : Les Incorruptibles.
Monsieur Nick Acropolis (rediff.).

CANAL PLUS

15.35 Cinéma : Jalousie. □
Film français de Kathleen Fonmarty (1990).

17.05 Le Journal du cinéma.
Présenté par Michel Denisot.

17.30 Sport : Tennis.
L'Open des Etats-Unis, résumé.

18.00 Canaille peluche.
Don Coyotte et Sancho Panda.

En clair jusqu'à 20.30

18.30 Ça cartoon.
Présenté par Valérie Payet.

18.50 Le Top.

19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
Présenté par Philippe Gildas et Antoine de Caunes. Invité : Michel Tognini.

20.30 Le Journal du cinéma.

20.35 Cinéma :
Sale comme un ange. ■
Film français de Catherine Breillat (1991).

22.15 Flash d'informations.

22.20 Cinéma :
Coupable ressemblance. ■
Film américain de Joseph Ruben (1988).

0.05 Cinéma : Hardware. ■
Film américano-britannique de Richard Stanley (1990).

M6

14.20 Magazine :
Destination musique.

17.15 Musique : Flashback.

17.35 Série : Campus Show.

18.05 Série : Tonnerre mécanique.

19.00 *Série : La Petite Maison* dans la prairie.

19.54 Six minutes d'informations, *Météo.*

20.00 Série : Madame est servie.

20.35 Météo 6.

20.38 Météo des plages.

20.40 Cinéma : Ces messieurs de la gâchette. □
Film français de Raoul André (1970).

22.20 Série :
La Malédiction du loup-garou.

23.10 Série : Brigade de nuit.

ARTE

17.00 Cinéma : Ma nuit chez Maud. ■■■
Film français d'Eric Rohmer (1969).

19.00 Documentaire :
Le Monde des années 30.
De Dieter Franck. 12.

19.30 Documentaire :
Le Monde des années 30.
De Dieter Franck. 13.

19.55 Documentaire : Potsdam, capitale du Brandebourg.
De Giselber Suhr.

20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Soirée thématique.
Ça roule. Soirée proposée par Doris Hepp.

20.41 Documentaire :
De la disparition des choses.
De Theo Roos.

20.50 Documentaire :
Autoroute du Reich.
De Hartmut Bitomsky.

22.15 Documentaire :
Carambolages ou Comment *une population s'accélère.*
De Carl Ludwig Rettinger.

22.30 Documentaire :
De la *disparition* des choses.
De Theo Roos.

22.40 Documentaire : Autofolies.
Panique dans la ville. De Frédéric Laffont et Christophe de Ponfilly.

23.35 Documentaire :
De la disparition des choses.
De Theo Roos. *Etre et le temps (3e partie).*

23.45 Court métrage :
Paris-Marseille.
De Pierre Vinous.

FRANCE-CULTURE

20.55 Dramatique.
Le Moine apostat, d'Antony Shafton.

22.40 *Musique : Nocturnes.*
Diatonale sidérale, une petite histoire de la musique (4).

0.05 Du jour au lendemain.
Dans les jardins de l'art, de Federico Zeri.

FRANCE-MUSIQUE

19.08 Soirée concert. La soirée de Dominique Jameux. Une heure avec Marjana Lipovsek (Lieder de Schubert, Mahler, Strauss, Wolf). A 20.00, Concert (en direct de la Philharmonie de Berlin) : Sérénade n° 9 en ré majeur K 320, de Mozart ; Kindertotenlieder, de Mahler ; Sinfonietta pour orchestre, de Janacek, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Claudio Abbado ; Marjana Lipovsek, mezzo-soprano. A 22.00, Autour d'Elektra, de R. Strauss.

0.05 Bleu nuit. Quelques crooners de légende : Frank Sinatra, Dean Martin, Tony Bennett, Mel Tormé et les autres...

هكذا من الأصل

Le Monde

La mise en application de la résolution 688 de l'ONU

Les Français fixent avec les alliés les conditions de leur engagement dans le ciel irakien

Sur la base de Dahran, les aviateurs français présents en Arabie saoudite doivent désormais établir avec leurs alliés américains et britanniques les conditions dans lesquelles ils sont censés intervenir *pour faire respecter la* résolution 688 de l'ONU, délimitant une zone d'interdiction de survol, pour la chasse irakienne, de la région au sud du 32e parallèle.

Depuis mardi soir 1er septembre, quatre avions Mirage-2000 RDI français, de la base d'Orange (Vaucluse), sont stationnés à Dahran, avec un appareil de ravitaillement en vol C-135F. Il s'agit d'une «cellule» classique de la défense aérienne. Une autre «cellule» du même type *viendra compléter le* dispositif français, jeudi 3 septembre, au détail près qu'il n'est pas prévu que le second avion ravitailleur reste sur place. Au total, une *soixantaine de spécialistes sont* mobilisés sur la base de Dahran, parmi lesquels douze pilotes de combat. Ces huit Mirage-2000 RDI sont chargés, dans la zone ainsi délimitée, de missions de police du ciel, qui pourront les amener à intercepter des «intrus» (avions et hélicoptères), s'ils se manifestaient. *Ils recevront leurs informations des* avions-radars AWACS américains déployés en Arabie saoudite.

Un échelon précurseur français a commencé de discuter avec les alliés et avec les Saoudiens des conditions d'engagement des Mirage-2000 RDI. L'opération décidée par l'ONU est, dans les faits, sous le contrôle opérationnel des *Etats-Unis, qui ont mobilisé* quelque deux cents avions. Un officier français de liaison est détaché à différents échelons du commandement allié. Les discussions *doivent porter sur l'organisation* des missions (leur exécution est-elle combinée ou demeure-t-elle purement nationale ?), sur les conditions d'une ouverture du feu éventuelle et sur le rythme de l'alerte (des avions prêts à décoller rapidement ou maintenus en vol en permanence).

J. I.

Les relations égypto-israéliennes

Dites-le avec des fleurs

Le président Hosni Moubarak *a fait parvenir, mardi 1er septembre*, un immense bouquet de fleurs à l'épouse du premier ministre israélien, hospitalisée, depuis quelques jours, à la suite d'un incident coronarien, rapporte la presse de Jérusalem. *Mme Léa Rabin, précise-t-on de même source, a été profondément émue par le* télégramme qui accompagnait cet envoi : *«Meilleurs vœux de rétablissement à notre amie très chère, de la part du président égyptien et de son épouse. Bon courage».* – *(AFP.)*

En Pologne

M. Piotr Jaroszewicz ancien premier ministre a été assassiné

M. Piotr Jaroszewicz, premier ministre de la Pologne communiste sous Edward Gierek, de 1970 à 1980, a été retrouvé assassiné aux côtés de son épouse mardi 1er septembre, a annoncé la police mercredi.

M. Jaroszewicz, qui était âgé de quatre-vingt-deux ans, et sa femme, la journaliste Alicja Solska, ont été retrouvés dans leur villa d'Anin, quartier résidentiel de Varsovie. – *(AFP.)*

Après avoir réglé son contentieux avec la France

La Grèce décide d'acheter quarante F-16 américains

La Grèce a décidé d'acheter quarante nouveaux avions de combat F-16 aux Etats-Unis, a annoncé, mardi 1er septembre, à Athènes, le ministre grec de la défense, M. Yannis Varvitsiotis. Les négociations vont se mener *«de gouvernement à gouvernement sans l'intermédiaire des entreprises productrices»*, a-t-il ajouté après un conseil spécial du gouvernement (conservateur) présidé par le premier ministre, M. Constantin Mitsotakis.

Pour renouveler la flotte de combat grecque, un précédent gouvernement (socialiste) de M. Andréas Papandréou avait partagé la commande et acquis quarante Mirage-2000 français en juillet 1985 et quarante F-16 américains en janvier 1987. Les conservateurs, arrivés au pouvoir en avril 1990, avaient critiqué les conditions d'achat de ces appareils et le choix de deux différents types d'avions. Ils avaient accusé leurs rivaux, au moment des élections, d'avoir touché des pots-de-vin. Puis ils avaient interrompu la *livraison des douze derniers Mirage* en raison d'un différend sur les performances du radar, jugées inférieures à celles qui étaient contractuellement annoncées par le constructeur, le groupe Thomson. Ce contentieux a été définitivement réglé la semaine dernière (*le Monde* du 28 août) et les Mirage-2000 bloqués à Bordeaux, dans les usines de Dassault, sont attendus en Grèce avant la fin de l'année.

Selon le ministère grec de la défense, les négociations avec General Dynamics, le constructeur du F-16, devraient être achevées en 1992 pour aboutir à de premières livraisons au milieu de l'année prochaine. – *(AFP, Reuter.)*

[Cette initiative du gouvernement grec en faveur du F-16 américain a pris au dépourvu les milieux industriels français qui sortaient d'une longue et délicate discussion avec leurs interlocuteurs helléniques. D'autant, à les en croire, que les autorités grecques – pour ce nouveau contrat – n'ont jamais mis le F-16 en concurrence avec le Mirage-2000 et qu'elles ont agi sans jamais en évoquer la perspective avec les Français. Tant chez Dassault que chez ses partenaires dans le Mirage-2000, on estime, en la circonstance, que la Grèce – qui a rejoint la Communauté européenne en 1981 – n'a pas cherché à donner la préférence à un avion fabriqué en Europe.]

□ **Un consortium européen pour un avion de patrouille maritime.** – Six constructeurs aéronautiques : Alenia (Italie), British Aerospace (Royaume-Uni), CASA (Espagne), Dassault (France), DASA (Allemagne) et Fokker (Pays-Bas), ont formé un consortium industriel européen, baptisé Europatrol, destiné à développer une famille d'avions de patrouille maritime pour *le début du siècle prochain*. A ce jour, Dassault (avec son Atlantic 2 qui équipe la marine nationale), Fokker (avec le programme Enforcer) et British Aerospace (*avec le Nimrod dans les* forces britanniques) ont conçu des avions de patrouille maritime. Le but du consortium Europatrol est de produire un appareil qui serait commun *aux six pays européens* impliqués.

Un nouveau pari stratégique pour le fabricant de micro-ordinateurs

Le groupe Compaq attaque le marché des imprimantes

BRUXELLES

de notre envoyée spéciale

Compaq repart à l'abordage. Le constructeur de Houston qui, en l'espace de six mois, aura changé de président, revu du tout au tout *sa stratégie dans les micro-ordinateurs*, pratiqué une guerre des prix audacieuse qui s'avère une vraie réussite commerciale, brise un nouveau dogme de la culture maison.

Compaq a dévoilé mardi 1er septembre à Bruxelles ses deux premiers modèles d'imprimantes, incursion inédite de la firme texane dans le monde des «périphériques», ces matériels qui constituent l'environnement de base d'un ordinateur.

Le constructeur qui, pendant longtemps, a soigneusement limité *son offre aux seuls PC (personal computer)* commerciaux, avait bien, il y a trois ans, pris ses distances avec cette monoculture en lançant le premier des serveurs pour réseaux locaux, les machines Système Pro.

Cette fois, la rupture est plus *profonde*. Elle s'explique par les perspectives de croissance du marché des imprimantes laser et, parmi ces dernières, des imprimantes réseaux. Selon M. Ian Mitchell, consultant chez Dataquest, la demande pour ce type de périphériques devrait progresser de 25 % *en volume dans les trois années à* venir, soit un rythme trois à quatre fois supérieur à celui de l'ensemble du marché des imprimantes.

Conformément à la démarche adoptée en 1982 par la firme texane pour aborder la micro-informatique, Compaq attaque le marché par un créneau pointu et haut de gamme, actuellement contrôlé par Hewlett-Packard.

Une grosse mise

Conformément, toujours, aux enseignements tirés de l'évolution du marché de la micro-informatique, le groupe dirigé par *M. Eckhard Pfeiffer compte* très vite compléter son offre par des produits «économiques» destinés à un public plus large et notamment aux utilisateurs individuels. Compaq s'est fixé pour objectif de se hisser le plus rapidement possible au deuxième rang mondial des imprimantes, soit une part de marché de l'ordre de 6 à 8 %.

Le constructeur, qui coopère sur la gamme Pagemarq avec Adobe Systems (pour les logiciels) et Xerox (qui fournit les systèmes d'entraînement des imprimantes et *assemble les machines), mise gros.* C'est tout simplement, comme le reconnaissaient mardi les dirigeants européens du groupe, sa capacité à étoffer son offre qui est en jeu.

CAROLINE MONNOT

Le processus parlementaire en vue de la destitution de M. Collor, le président brésilien, est engagé

Une demande de procédure de destitution contre le président Fernando Collor de Mello a été déposée mardi 1er septembre à la présidence de la Chambre des députés par deux personnalités brésiliennes, *déclenchant le processus parlementaire* qui pourrait se terminer par la destitution du chef de l'Etat.

Fondée sur les conclusions d'une commission parlementaire mixte d'enquête, qui implique le président dans une affaire de corrup*tion, la demande a été remise au* président de la Chambre basse, M. Ibsen Pinheiro, par les présidents de l'Association brésilienne de presse (ABI), Barbosa Lima Sobrinho, et de l'Ordre des avocats du Brésil (OAB), Marcelo Lavenere, au nom de ces deux organisations.

Une manifestation silencieuse *réunissant les 27 présidents de section* de l'OAB et 81 de ses conseillers, ainsi que plusieurs centaines de personnes qui portaient des banderoles exigeant la destitution *du président Collor, a suivi les* deux personnalités dans les rues de Brasilia sur les 2 kilomètres qui séparent le siège de l'OAB du Parlement. – *(AFP.)*

□ **AFRIQUE DU SUD : des observateurs de l'ONU sont attendus à Johannesburg.** – *Une douzaine d'observateurs* des Nations unies devraient partir, avant la fin de la semaine, pour Johannesburg. *Le Conseil de sécurité avait* décidé, le 18 août, d'envoyer des observateurs afin d'examiner les moyens de renforcer les mécanismes visant à favoriser une transition vers une démocratie non raciale en Afrique du Sud. – *(AFP.)*

□ **ANGOLA : trois morts dans un accident d'avion.** – Trois membres d'équipage ont *été tués et plusieurs journalistes* blessés, dans l'accident d'un avion de presse, survenu dans la soirée du *lundi 31 août*, alors que l'appareil venait de quitter la ville de Jamba. Un des passagers a affirmé avoir entendu une *«grosse explosion»*, peu après le décollage. – *(AFP.)*

□ **BURKINA-FASO : deux mille sans-abri à la suite d'inondations.** – Une personne a trouvé la mort et près de deux *mille autres sont sans abri, victimes des* terribles inondations qui ont ravagé, samedi 29 août, la ville de Ziniare, à une *quarantaine* de kilomètres de Ouagadougou. Mardi, un délégué de la Croix-Rouge locale a été porté disparu à Kongoussi, *localité située* à une centaine de kilomètres au nord-est de la capitale. Le camion de secours destiné aux populations sinistrées et dans lequel *il se trouvait a été* précipité dans un ravin. – *(AFP.)*

Au conseil des ministres

M. Dumas se félicite des résultats de la conférence de Londres

Au terme des travaux du conseil des ministres qui s'est réuni mercredi matin 2 septembre, M. Martin Malvy, porte-parole du gouvernement, a rendu *compte de la communication de* M. Roland Dumas sur la situation internationale. Le ministre des affaires étrangères a déclaré que la conférence de Londres *«a atteint son objectif souhaité par la France, à savoir donner un élan nouveau à la négociation qui permettra d'établir des relations nouvelles entre les Républiques issues de l'ex-Yougoslavie».* Selon M. Malvy, M. Dumas a déploré l'aggravation de la situation à Sarajevo et il a annoncé que la France allait accueillir quelques enfants yougoslaves, blessés ou grands malades, qui ne peuvent recevoir sur place les soins exigés *par leur état. Evoquant ensuite la «dissolution en douceur»* de l'Etat fédéral tchécoslovaque, le ministre s'est réjoui de la procédure adoptée qui devrait aboutir au 1er janvier prochain. Il a précisé : *«Il serait souhaitable que cet exemple soit suivi par tous les pays qui veulent changer leurs institutions (...). Toute forme de dialogue est préférable à la guerre et toute négociation vaut mieux que le déchaînement de la violence.»* Le ministre des affaires étrangères a fait part de l'ouverture prochaine d'un consulat général de France à Bratislava.

Après avoir rendu compte des communications de Mme Ségolène Royal et de M. Jean-Louis Bianco sur la protection des paysages et la *réforme du droit de l'urbanisme (lire page 9)*, M. Malvy, interrogé sur les résultats des derniers sondages, a estimé que *«la remontée du «oui» va dans le sens de ce que je souhaite vivement»*. Cette évolution s'explique par le fait que, *«depuis quelques jours, la campagne pour le oui s'est mieux organisée, que différentes voix se sont élevées, que les explications attendues par nos concitoyens leur sont apportées de façon plus précise».*

SOMMAIRE

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Ce numéro comporte un cahier «Arts-Spectacles» folioté 21 à 30

Le numéro du «Monde» daté 2 septembre 1992 a été tiré à 500 744 exemplaires.

Demain dans «le Monde»

«Le Monde des livres» : Toujours la rentrée !

La présentation des essais, de l'histoire, des biographies et de l'histoire littéraire, ainsi que la sélection de rentrée pour le prix Goncourt. Patrick Chamoiseau, le «marqueur de paroles» : une analyse de *Texaco*, le troisième roman d'un talentueux écrivain antillais. Le feuilleton de Michel Braudeau : le dernier roman de François Nourissier. La chronique de François Bott : Charles Nodier.

Le Monde

ARTS • SPECTACLES

VENISE

La 49e Mostra du cinéma



BENOIT BARBIER/FILM PAR FILM

Emmanuelle Béart.

HOMMAGE AUX STARS

Balançant avec une certaine grâce entre la nostalgie et le renouveau, Deauville, pour sa dix-huitième édition du 4 au 13 septembre, invite un bataillon émouvant de gloires éprouvées. Cyd Charisse, Claudette Colbert, Jack Lemmon, présents sur les planches, se verront justement honorés, héros éternels d'un cinéma américain sans rides. Sur leurs traces, dans les films, une armée aguerrie d'actrices, Katy Bates, Brooke Adams, Rebecca DeMornay, Susan Sarandon, Whoopi Goldberg, suivies déjà d'une relève séduisante, traduisant l'intérêt que le cinéma américain porte aux personnages féminins. Manifestation sans compétition ni sanction, affirmant sans complexe son rôle de vitrine du cinéma américain, Deauville servira, selon l'usage, de tête de pont à quelques « grosses machines », mais on y verra aussi cette année certains « petits films » que leur succès inattendu aux Etats-Unis, a propulsé très vite vers l'Europe (*Beignets de tomates vertes, Wayne's Worlds*). Et également un flot tonique de productions indépendantes qui ferraillent ferme pour trouver leur place sur le marché. Parvenant de manière exemplaire à allier le star system et la rigueur artistique, la fidélité au film de genre et l'inspiration personnelle, l'exigence et le succès commercial, un cinéaste acteur qui viendra à Deauville incarne à lui tout seul le meilleur du cinéma américain : Clint Eastwood avec *Impitoyable*, western sombre et anticonformiste. (Lire pages 26 à 28.)

SALUT AUX AUTEURS

« Dans la situation actuelle du cinéma, Roberto Rosselini et Vittorio De Sica n'auraient même pas l'idée de se lancer dans des œuvres comme Rome ville ouverte *ou* le Voleur de bicyclette. » Gillo Pontecorvo, nouveau directeur de la Mostra, ne cache ni son pessimisme ni son enthousiasme. Pour la défense du film d'auteur, il propose la tenue d'assises internationales du cinéma à Venise, en 1993, et organise dès cette année un colloque préparatoire qui réunira pour cette veillée d'armes un bataillon d'élite, de Costa-Gavras à Pedro Almodovar, de Zhang Yimou à Wim Wenders, d'Alain Resnais à John Turturro. Mais c'est surtout par le contenu de la sélection de la 49e Mostra, du 1er au 12 septembre, que Pontecorvo affiche sa détermination et la cohérence de son engagement. Grand afflux de films d'auteur sur la lagune, des auteurs confirmés (Sautet, Tavernier, Mouratova, Iosseliani, Avati) mais aussi des francs-tireurs, comme Peter Handke ou Joao Cesar Monteiro, et des débutants, tels l'Américain Alexander Rockwell et les Italiens Aurelio Grimaldi ou Mario Martone, en compétition à Venise avec leur premier film. Face au cinéma américain, qui s'affiche puissamment à Deauville, la sélection vénitienne, heureusement cosmopolite avec des films venant aussi bien de Chine que du Sénégal, d'Espagne que de Finlande, met très fort en lumière le visage du cinéma dans deux de ses territoires d'élection, l'Italie et la France. Avec, dès le deuxième jour, une partition personnelle et sensible de Claude Sautet, jouant sur les incertitudes d'*Un cœur en hiver*. (Lire pages 22 à 25.)

D.R.

Clint Eastwood.

Le 18e Festival du film américain

DEAUVILLE

V E N I S E

LA LIGNE DE FRONT

Deux cinéastes français à la conquête de la Mostra

UN cœur en hiver, de Claude Sautet, est un bon film. *L.627*, de Bertrand Tavernier (sur lequel nous reviendrons au moment de sa projection à Venise, avant sa sortie française le 9 septembre), est un bon film. Bref, la sélection française à la Mostra est de qualité. Elle incarne sous son meilleur jour ce qu'on appela jadis, justement, la «qualité française». Ce n'était pas, à l'époque, un éloge.

En ce temps-là – les années 50, mais les positions établies alors se sont pour l'essentiel maintenues, – la critique, enmenée par les jeunes turcs des *Cahiers*, qui bientôt deviendraient les cinéastes-voltigeurs de la nouvelle vague, montait au créneau contre un cinéma de la maîtrise et du contrôle. Ce cinéma-monument, bâti sur les fondations de scénarios «en béton» (souvent creusées dans les solides terrains de la littérature), se construisait selon les nombres d'or d'une réalisation tirée au cordeau par des techniciens professionnels chevronnés, ornée de dialogues usinés au millimètre.

Les contestataires y dénonçaient une idée rassise du cinéma, un conformisme de la forme – quand bien même le contenu se voulait irrévérencieux ou libertaire, – un ronronnement créatif qui privait le cinéma d'une immense part de ses potentialités. Depuis, les cinéastes de la nouvelle vague et leurs héritiers ont ouvert des voies effectivement nouvelles et fécondes. Depuis, le temps a fait le tri entre le bien-fondé des attaques et leurs excès. Depuis aussi, de nouveaux réalisateurs (dont Sautet et Tavernier) ont repris, à leur manière, le flambeau de la «qualité française».

Mais depuis, surtout, la situation du cinéma a changé. Lorsque, à la suite d'Astruc (1) dès la fin des années 40, Truffaut, Godard ou Rivette menaient la polémique, le cinéma était en bonne santé, «art du vingtième siècle» apparemment indéboulonnable, industrie prospère qui se sentait alors plus riche de son avenir que de son passé. Semer la révolte dans cet empire florissant et conquérant, y établir en son sein même la ligne de front du combat pour plus d'exigence, d'invention, de liberté, était formidablement sain et prometteur. Le cinéma d'aujourd'hui n'est plus, loin s'en faut, dans un semblable état.

Economiquement affaibli, culturellement dévalué, l'empire d'hier est devenu une principauté assaillie par deux ennemis mortels, des ennemis de nature différente. L'emprise planétaire d'Hollywood impose son moule unique, balaie sur son passage la diversité des sujets et des modes de récit qui faisaient la force du cinéma – avec d'ailleurs le soutien de «collaborateurs» à l'intérieur des autres cinématographies. Simultanément, le cinéma est en danger de dilution dans l'«audiovisuel», ce continuum indifférencié d'images et de sons tronçonnables à merci pour se loger dans les cases des judicieusement nommées grilles (de programmes). Grilles qui sont les prisons du regard singulier et de l'imagination ouverte, les oubliettes de la nécessaire définition du «point de vue» (celui du réalisateur, celui du spectateur) – condition à l'établissement d'un rapport avec les autres. Elles sont la négation de ce que fut, ou voulut être, le cinéma.



D.R.

Didier Bezace et Jean-Roger Milo dans « L.627 » de Bertrand Tavernier.

A l'heure de ces périls, la guerre civile n'est plus de mise. On s'est longtemps méfié de ceux qui disaient, devant un film, c'est (ou ce n'est pas) «du cinéma». La distinction servait aux esprits conservateurs pour refuser les innovations et les audaces (les films de Godard n'étaient pas «du cinéma» comme les tableaux de Picasso n'étaient pas «de la peinture»). Désormais, il devient nécessaire de désigner ce qui est «du cinéma» par opposition à ses ersatz audiovisuels – de même qu'un peintre ou un amateur dira d'un tableau s'il est ou non «de la peinture» (et pas de l'illustration ou de la décoration...), indépendamment de l'appréciation positive ou négative qu'il porte sur l'œuvre.

Assurément, les films de Sautet et de Tavernier sont, avant même qu'on les ait dits «bons», «du cinéma». Aussi différents soient-ils l'un de l'autre, leur gestion de la durée, la distance qu'ils choisissent et assument vis-à-vis de leur sujet comme de leur public, leurs choix de cadrage, d'éclairage, de montage, de jeux entre images et sons appartiennent au «système cinématographique» comme un corps céleste appartient (ou non) au système solaire. Et chacun à sa manière occupe une place à la fois singulière et naturelle dans le travail de son réalisateur. Plus exactement, de son auteur.

De toutes les expressions nées de la polémique des années 50, celle de «politique des auteurs» aura été la plus galvaudée. Ses inventeurs ne distinguaient pas seulement les «auteurs» des «exécutants», la *politique* des auteurs exigeait des choix au sein meme de la première catégorie (à l'époque Hawks contre Ford, Renoir contre Carné, Vigo contre Clair, Hitchcock contre Huston, etc.).

Tavernier et Sautet, de façon très différente, donnent à voir deux films qui portent leur évidente empreinte personnelle, et traduisent en même temps un pas en avant, stimulé chez le premier par son passage par le documentaire et l'appel à une troupe de comédiens aussi méconnus que remarquables, chez le second par son «découplage» des personnages de sa propre génération. Au même moment, l'un et l'autre prennent le risque stimulant de scénarios sans résolution confortable, Tavernier privilégiant la chronique sur le coup de théâtre, Sautet préférant l'indécision des sentiments à l'explication psychologique.

De tels films aident à passer par-dessus ce que la rhétorique de la «patrie en danger» et de la «mobilisation générale» peut avoir de pompeux ou de ridicule. Pour signifier que, face aux experts en recettes préétablies (le plus souvent outre-Atlantique), aux illustrateurs impersonnels de plus ou moins grands textes, aux réalisateurs de téléfilms qui viennent chercher en salle sa seule onction promotionnelle, le cinéma a besoin de tous ses auteurs.

JEAN-MICHEL FRODON

(1) Les éditions L'Archipel rééditent en septembre, sous le titre *De la caméra au stylo*, les textes précurseurs d'Alexandre Astruc, dont la revue *Trafic* vient de publier un extrait dans son nº 3.

Rétrospective

1932, le voyage à Venise

En 1931, Philippe Soupault disait que le cinéma italien était « le pire du monde ». Un an plus tard, Venise organisait la première Exposition internationale d'art cinématographique. Vingt-neuf longs-métrages étaient présentés à la Mostra ; beaucoup de chefs-d'œuvre que l'édition 1992 a mis à son programme.

CETTE année-là, Paul Doumer, président de la *République française – soixante-quatorze* ans – est assassiné par un certain Paul Gorguloff qui se dit *« victime de la guerre politique »* et sera guillotiné. La crise économique, ouverte en 1929 par le krach de Wall Street, a gagné l'Europe, où le nombre de chômeurs croît d'une manière inquiétante. L'Allemagne de la République de Weimar ne sait plus comment s'en sortir. Le parti nazi, dirigé par Hitler, est devenu la deuxième force politique du pays. Aux Etats-Unis, l'enlèvement puis le meurtre du bébé Lindbergh, fils du colonel d'aviation, bouleversent une opinion publique qui aura pourtant, au mois de novembre, des motifs de satisfaction avec l'élection de Franklin Delano Roosevelt à la présidence.

Cette année-là, Pierre Benoit entre à l'Académie française, le capitaine Charles de Gaulle publie *le Fil de l'épée*, dédié au maréchal Pétain, Louis-Ferdinand Céline reçoit le prix Théophraste-Renaudot pour son *Voyage au bout de la nuit*. Cette année-là, à Rome, Benito Mussolini est reçu par le pape Pie XI pour le dixième anniversaire de son arrivée au pouvoir. Le 6 août, à Venise, s'ouvre le premier Festival international de cinéma, dont la création a déjà fait couler beaucoup d'encre et suscité pas mal de commentaires. Aux Etats-Unis particulièrement, où la presse s'est étonnée qu'on puisse montrer, sur la lagune, sous le régime fasciste, des films *« sans aucune censure, sans limitation de métrage, sans être obligé à la traduction, et dans les versions originales »*. La Mostra du cinéma est un succès. Aucune manifestation de cette importance n'existait alors. On a pu y prendre le pouls, l'orientation, du cinéma mondial.

Mondial, pas tout à fait. Si vingt-neuf longs-métrages sont présentés à ce premier festival – plus quelques courts-métrages documentaires, ce qui permet à la Hollande de figurer avec *la Pluie* de Joris Ivens, – seuls sept pays sont représentés : la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Pologne, les Etats-Unis et l'URSS. Le temps n'est pas encore venu du développement des cinémas nationaux et, trois ans après l'avènement définitif de la technique du parlant, les pays de forte production ne sont pas légion. C'est pourquoi les Etats-Unis se taillent la part du lion de Saint-Marc, avec douze films, contre cinq à la France et cinq à l'Allemagne, un seul à la Grande-Bretagne et à la Pologne, et trois à l'URSS.

On pourrait s'étonner, aujourd'hui, de ce que l'Italie, créatrice du festival, n'ait pour son *compte proposé que deux films*. Mais, à cette époque, le cinéma italien n'est pas encore entré dans l'ère du triomphalisme mussolinien. Ayant souffert d'un effondrement après la première guerre mondiale, il a entamé, en 1930, un lent redressement. Les chiffres parlent : douze films produits en 1930-1931, treize en 1931-1932. Il y en aura vingt-cinq la saison suivante, dont ceux sélectionnés pour Venise : *Gli uomini che mascalzoni (les Hommes, quels mufles)* de Mario Camerini et *Due cuori felici (Deux Cœurs heureux)* de Baldassare Negroni. A peine de quoi donner tort à Soupault.

Camerini n'est pas un débutant, et Negroni arrive en fin de carrière. Mais *Gli uomini che mascalzoni* révèle à la presse internationale un type de comédie qui, sous ses allures de divertissement *(Vittorio de Sica, jeune premier, y chante Parlami d'amore Mariu)*, ose une critique des rapports de classes dans la société italienne de l'époque. Et puis le film est presque entièrement tourné en décors naturels, à Milan et au bord des lacs du Nord... De là viendra la comparaison avec « le petit monde de René Clair », justement présent à Venise en même temps : *A nous la liberté*, satire du machinisme, exaltation de l'amitié et de la vie simple dans les décors de studio de Lazare Meerson. En fait, deux faces, l'une italienne, l'autre française, d'un réalisme poétique qui s'affine dans le drame et l'étude de mœurs avec *David Golder*, de Julien Duvivier (sélection française), d'après le roman d'Irène Nemirowsky, avec Harry Baur.

En 1932, après avoir beaucoup sacrifié – en *France et en Allemagne surtout* – au théâtre filmé, le cinéma parlant commençait vraiment à être un art. Ce beau Festival de Venise, qui n'était pas encore bien sûr de son avenir, en fut le miroir. Si, dans la sélection américaine, *Grand Hôtel* d'Edmund Goulding, avec toutes les vedettes de la MGM dont Garbo, fut une déception pour le public qui avait pris la salle d'assaut, quelle variété dans la production hollywoodienne d'avant le New Deal ! La version Rouben Mamoulian (la première parlante) de *Dr. Jekyll et Mr. Hyde*, *Frankenstein*, de James Whale, *le Champion*, de King Vidor, *l'Homme que j'ai tué*, un drame d'Ernst Lubitsch, *la Foule hurle*, de Howard Hawks, et *Forbidden*, de Frank Capra. En Italie, le cinéma américain avait déjà la cote d'amour mais, en pleine année de crise, cette profusion était éblouissante.

Autre surprise, celle d'un cinéma soviétique qui n'est pas encore stalinien : *la Terre*, film muet de Dovjenko, restera l'un des plus beaux films du monde ; *le Chemin de la vie*, de Nikolaï Ekk, d'après Makarenko, consacré à l'enfance perdue, est la première manifestation parlante d'une cinématographie qui doit rattraper un certain retard technique. Tous ces films sont entrés dans l'Histoire, comme la mutation déjà perceptible d'un cinéma allemand évoluant entre le divertissement d'opérette (*le Congrès s'amuse*, d'Erik Charell), le réalisme psychologique (*Jeunes Filles en uniforme*, de Léontine Sagan) et l'exaltation de la nature et des légendes qui apportera de l'eau au moulin national-socialiste : *la Lumière bleue*, par Leni Riefenstahl, femme célèbre qui n'aura pas besoin de fuir le nazisme comme Leontine Sagan, l'année suivante...

JACQUES SICLIER

« UN CŒUR EN HIVER »
de Claude Sautet

VENISE

LE CINÉMA COMME LA MUSIQUE

Le cinéma de Claude Sautet. Cinéma d'acteurs – ici Daniel Auteuil, André Dussolier, Emmanuelle Béart et dans les seconds rôles les piliers de notre théâtre ; cinéma d'auteur, simple, actuel, émouvant quand il s'empare d'une nouvelle de Lermontov pour dire les heurts, les malheurs, les bonheurs d'un trio d'aujourd'hui, d'un trio de toujours, sur les partitions de Ravel.

LOIN des instincts basiques, loin des armes fatales, il reste donc une place pour un cinéma des choses de la vie, un cinéma « d'honnête homme », fuyant les archétypes racoleurs et les recettes éprouvées. Un cinéma limpide et exigeant, qui, sans coups de feu, poursuites automobiles, violences diverses, touche et séduit, et convainc. Un cinéma si profond dans sa détermination à retrouver l'émotion des origines, si cohérent dans l'adéquation de la technique au sujet (ce qu'on a coutume d'appeller le style), si courageux, finalement, dans son refus de la mode et des modes qu'il étonne et soulage, suscitant, mieux que du plaisir, une forme de reconnaissance. Ce cinéma-là est aujourd'hui celui de Claude Sautet.

Un cœur en hiver s'inspire, de manière un peu lointaine, d'une nouvelle de Lermontov, *la Princesse Mary*, dont l'action se déroule dans le Caucase de 1820. Déjà il y a quatre ans, tandis qu'il tournait *Quelques jours avec moi* avec Daniel Auteuil, Claude Sautet lui avait donné à lire *Un héros de notre temps*, le recueil de Lermontov dont la nouvelle est tirée. Ainsi on devine les bienfaits d'une lenteur, d'une maturation gourmande et inquiète des projets. Ainsi s'est imposée la relation d'une « histoire simple », contemporaine et éternelle, dans le Paris d'aujourd'hui. Il ne s'agit plus, comme dans des films précédents (*Vincent, François, Paul et les autres*, notamment), de saisir le malaise d'une génération, mais de capturer, avec une orgueilleuse modestie, les tribulations affectives d'un trio. Un trio, comme en musique. Pas un triangle, comme au vaudeville.

Maxime (André Dussolier) et Stéphane (Daniel Auteuil) sont des luthiers, ces *« ébénistes qui ont de l'oreille »*, dit joliment Claude Sautet. Maxime, élégant, séduisant, disert, est plutôt chargé des relations extérieures de l'atelier. Stéphane, lisse, attentif, silencieux, est celui qui soigne les instruments malades, qui sait de ses mains soulager l'âme d'un violon, et par là même les angoisses de son propriétaire. Maxime et Stéphane, le jour et la nuit, complémentaires comme on dit et, peut-être, amis.

Voilà que vient Camille (Emmanuelle Béart), une cliente d'abord, jeune concertiste toute belle, nette et piaffante devant sa notoriété neuve, pouliche sauvage que le travail a apprivoisée. Maxime et Camille – tout naturellement – se plaisent et, davantage, vivent bientôt ensemble. Stéphane paraît accepter que cette liaison perturbe un peu l'organisation sereine de son association avec Maxime ; il est toujours aussi silencieux, attentif et lisse, manifeste un intérêt affable pour Camille, du moins pour la partie de Camille qui joue du violon, le creux de son épaule où il se niche, son bras qui le tient, sa main qui le dompte.

Mais Camille, sans l'avouer tout de suite, avec des regards seulement, des effarements insensibles que l'on surprend en gros plan, est saisie, elle, d'une incompréhensible passion pour Stéphane. Les désordres qui s'ensuivent, le mystère de cet homme à qui il manque la case d'amour comme à d'autres la bosse des maths débouchent sur un véritable suspense, un polar des profondeurs, un cataclysme intime, un film tendu comme la corde prête à se rompre d'un violon désaccordé.

Tout aboutit à une phrase que Stéphane dit à Camille, une simple phrase impossible à entendre pour une femme, une réplique d'une ineffable et irréparable cruauté : *« Je ne vous aime pas. »* Celle-là même que Musset fait dire à Octave à la fin des *Caprices* : *« Je ne vous aime pas, Marianne, c'est Célio qui vous aimait. »*

Du bon usage du romantisme, alors ? Si l'on veut. Mais un romantisme si décalé, épuré, dépouillé de toute grandiloquence, si bien révisé à l'aune de nos silences et de nos désenchantements présents qu'il en devient tout à fait moderne. *Un cœur en hiver*, où s'affirme la volonté intransigeante d'éviter la plupart des « grandes » scènes, déclarations, ruptures et autres, de saisir les personnages « avant » ou « après », de préférer les attentes aux étreintes et les répétitions aux concerts, parvient à être toujours juste, et fort, et touchant.

Sans renoncer à aucun des traits virtuoses de ses gammes familières (bistrots conviviaux, averses soudaines, maisons tutélaires, rires d'enfants), Claude Sautet y a poursuivi avec bonheur la tâche entreprise dans *Quelques jours avec moi*. Cesser de se pencher sur les hommes, les femmes de son âge, les quadras, les quinquas. Ne plus parler de soi mais des fils, des filles qu'on a eus ou aurait pu avoir, les hommes, les femmes de trente ans. Et trouver pour les incarner César (Montand) ou Rosalie (Romy), trop tôt partis, des interprètes à la hauteur de toutes nos nostalgies.

C'est le cas ici. Des rôles secondaires éblouissants (Brigitte Catillon, Myriam Boyer, Maurice Garrel), puis André Dusssolier, qui aurait pu se contenter de jouer les offensés avec une dignité conventionnelle et apporte beaucoup de charme, d'épaisseur, d'ironie à Maxime. Emmanuelle Béart, pour sa part, n'a jamais été plus fraîche et plus femme, plus maîtresse d'elle-même et de son jeu, plus intelligente et intelligible. Daniel Auteuil, renouant un peu avec le héros drolatique et mutique de *Quelques jours avec moi*, pourrait être le cousin de Stéphane ; il est extraordinaire.

Ce n'est pas tout de ne « rien » faire pour exprimer le vide, la vacance, l'absence, encore faut-il emplir ce « rien » de douleur, de chaleur, de présence. Daniel Auteuil y parvient. Tout le temps. Au cinéma, il n'a jamais été meilleur qu'avec Sautet. Et formidable aussi, il est vrai, chez Deville dans *le Paltoquet*. *Un cœur en hiver* est d'ailleurs un film assez devillien. Surtout par l'utilisation que Sautet a fait de la musique. La musique dans ce qu'elle a d'artisanal, de laborieux, de manuel ; la musique qui intervient toujours en situation et pas en illustration. La musique récurrente, mais pas envahissante, et même – s'agissant d'une intrumentiste et de deux luthiers – d'une discrétion exemplaire. Simplement les trio de Ravel sont là, ils habitent le film et l'éclairent de leur abrupte limpidité.

Il y a, à la fin, une scène d'anthologie. Un homme dans sa maison grise, à la campagne, souffre et voudrait ne plus souffrir. Il a été le maître de Stéphane. Qui va accomplir, sans rien dire, ou si peu, le geste interdit et si fort désiré. Lorsque c'est fait, Stéphane va à la fenêtre, et dans un superbe élan contradictoire, il ouvre les volets que d'habitude, alors, tout le monde referme. C'est une bouffée de vie aux basques de la mort, comme s'il passait enfin dans ce *Cœur en hiver* un frisson de printemps.

DANIÈLE HEYMANN




BENOIT BARBIER/SYGMA
Daniel Auteuil et Emmanuelle Béart.

RENCONTRE AVEC LE RÉALISATEUR

« La confidente de Stéphane (le personnage principal interprété par Daniel Auteuil) lui offre *Un héros de notre temps*, de Lermontov, ouvrage dont vous aviez déjà parlé à propos de *Quelques jours avec moi*. C'est le fil rouge entre les deux films ?

– J'avais donné ce livre de Lermontov à Daniel Auteuil pendant la préparation de *Quelques jours avec moi*. La personnalité introvertie du héros pouvait l'aider à composer son personnage. Dans *Un héros de notre temps*, il y a une nouvelle, *la Princesse Mary*, dont j'ai raconté le sujet à mon coscénariste, Jacques Fieschi ; nous avons commencé à gamberger autour de cette histoire et j'ai eu envie d'étudier plus à fond un personnage de ce type. De me passer, aussi, de la sécurité d'un happy end comme celui sur lequel s'achevait *Quelques jours avec moi*.

– *Un cœur en hiver* n'est pourtant pas une adaptation.

– Non, il était impossible de transposer le texte aujourd'hui, les personnages sont des militaires, l'histoire s'achève par un duel. Nous avons conservé le thème de l'homme qui s'attache à séduire la fiancée de son ami. Mais, chez Lermontov, l'action est plus mécanique, et on connaît les motivations du personnage, alors que Stéphane ne planifie rien, il est dérangé, agacé, par la bonne fortune de son ami Maxime. Et il finira par tomber amoureux, au moment précis où il dira à Camille : *« Je ne vous aime pas »*. Le personnage est plus indéfini que celui de Lermontov, le récit en devient plus aventureux.

– Stéphane incarnerait le personnage caché sous les masques de tous ces hommes hauts en couleur de vos précédents films, incarnés par Montand ou Piccoli ?

– Stéphane représente effectivement la part d'ombre de personnages comme celui de Piccoli dans *les Choses de la vie*, qui a peur de se lancer dans une nouvelle aventure amoureuse, de Max, de Vincent : des gens qui découvraient un jour, de façon imprévue, une partie malade d'eux-mêmes. Et bien sûr la construction fait penser à *César et Rosalie*, mais l'atmosphère est exactement contraire.

– Comment expliquez-vous cette évolution ?

– J'essaie de changer de tonalité à chaque film, je n'y arrive pas toujours. Aujourd'hui j'ai envie de réaliser une comédie, je veux me sortir de cette veine des films sombres, introvertis. Après *Classe tous risques*, on ne voulait me laisser faire que des « films d'hommes », des films de gangsters. Ensuite, je me suis laissé enfermer dans les histoires de quinquagénaires. J'ai changé l'âge de mes personnages. A présent, j'ai le privilège de pouvoir choisir librement mes sujets, mais le choix reste limité : je ne sais faire que des films contemporains, mais au sens le plus vague du terme, pas des films inspirés d'événements de l'actualité.

– *Un cœur en hiver* est votre deuxième film écrit en collaboration avec Jacques Fieschi. Avez-vous lié avec lui une relation comparable à celle que vous avez eu durant près de quinze ans avec Jean-Loup Dabadie, des *Choses de la vie* à *Garçon* ?

– La collaboration est de même nature qu'avec Dabadie, elle repose sur la durée : j'ai besoin qu'un scénariste me connaisse bien. Ce n'est pas seulement une question de rapports personnels ; avec moi, la mise en scène, qui sera de mon ressort exclusif, conditionne le scénario.

– C'est aussi votre deuxième collaboration avec le producteur Philippe Carcassonne.

– Avoir une collaboration durable avec un producteur est une chose que j'ai toujours souhaitée, et qui m'a souvent manquée. C'est Carcassone qui m'avait apporté *Un héros de notre temps* à l'époque de *Quelques jours avec moi* : un exemple de la participation d'un producteur qui n'est pas seulement un homme d'affaires, uniquement préoccupé par le financement du film.

– Vous établissez des règles de mise en scène avant de tourner ?

– Je savais qu'il fallait fuir toute forme d'effets, tourner avec une extrême simplicité... apparente. C'est plus difficile, on se prive de béquilles techniques. Et je ne voulais pas de « trucs », comme les gros plans des mains d'instrumentiste quand Emmanuelle Béart joue du violon. Mais je n'ai pas de schémas préétablis, pendant le tournage je passe mes nuits à chercher comment je filmerai le lendemain, et je ne trouve pas toujours.

» J'ai toujours comparé la construction d'un film à une structure musicale. Cette fois, j'ai été aidé par la présence de mon chef opérateur, Yves Angelo, qui est un ancien premier prix de conservatoire de piano.

– Cherchez-vous, dans la mise en scène, l'équivalent de la *tonalité* dans laquelle un musicien compose ses morceaux ?

– Exactement, c'est ce que j'appelle le climat. J'aime qu'un film installe son climat, et s'y tienne. En musique on le repère dès les premières mesures, au cinéma il doit être sensible dès les premières minutes. C'est comme un contrat, qu'il faudra respecter. Ensuite il s'agira, selon l'expression célèbre, de *« surprendre avec ce que l'on attend »*. Pour installer cette tonalité et s'y tenir, l'idéal serait bien sûr de tourner les scènes dans l'ordre, c'est hélas souvent impossible. Il faut un gros effort de concentration, forcément abstrait, dont on ne peut pas parler aux autres. En commençant par tourner une scène qui vient à la fin de l'histoire, je dois anticiper sur ce que sera « l'humeur » du film à ce moment du récit.

– Tous vos films appartiennent à la même catégorie, ce ne sont *ni des superproductions ni des « petits films »*.

– J'ai toujours voulu rester dans ce qu'on appelle le standard moyen. De même que j'ai toujours tourné dans le format 1/66, format intermédiaire qui me paraît le plus correct, et que je n'ai jamais aimé les grands mouvements de caméra. C'est la forme qui me convient et que je maîtrise, mes tournages durent toujours onze-douze semaines, et je ne dépasse jamais les devis. J'essaie de rester dans ce standard moyen, j'y crois toujours.

– On dit souvent que les films « moyens » souffrent le plus de la concurrence de la télévision.

– Où finit le cinéma et où commence l'audiovisuel ? Quand je tourne, je ne me pose pas ce genre de questions. Mais, une fois le film fini je suis sûr qu'il n'est pas de la télévision. D'ailleurs la télé veut utiliser des extraits du film, mais on n'arrive pas à les choisir, le sens de la durée n'est pas le même. On ne peut plus éviter que les films passent à la télévision, il n'y a en fait rien de mal à ce qu'ils soient diffusés sur d'autres supports, on fait bien des cartes postales avec les tableaux de Van Gogh. Le tout est de ne pas faire de confusion.

– Vous qui avez beaucoup travaillé avec Romy Schneider, Michel Piccoli ou Yves Montand, vous avez *depuis deux films affaire à une nouvelle génération* d'acteurs : Daniel Auteuil à deux reprises, Sandrine Bonnaire il y a quatre ans, cette fois Emmanuelle Béart. Vous faites des comparaisons ?

– Je suis depuis toujours fier de mon travail avec les acteurs. On s'exprime à travers des personnages, des structures de récit, mais, le vrai médium, c'est le comédien. J'ai toujours une fierté presque pédagogique quand il me semble qu'avec moi les comédiens trouvent en eux quelque chose qu'ils ne soupçonnaient pas. Les interprètes de mes deux derniers films sont plus jeunes que ne l'étaient Montand, Piccoli ou même Romy quand j'ai commencé à travailler avec eux. Ils sont en situation de découverte, ils vivent un passage, ce sont les moments les plus émouvants. On a le sentiment d'échanger avec eux quelque chose d'important.

– Nous avons gardé pour la fin la musique, qui vous tient tant à cœur *[Claude Sautet, qui a été critique musical à* Combat*, est un mélomane averti, grand amateur de musique classique et de jazz]*. Comment avez-vous choisi *les Sonates et le Trio* de Ravel qu'on entend dans le film, interprétés par le personnage d'Emmanuelle Beart ?

– Je ne voulais pas d'airs mélodieux, je voulais une musique assez difficile, que le spectateur comprenne que c'est du travail. J'aime beaucoup ces morceaux de Ravel, et comme ils sont relativement peu joués, j'étais heureux de pouvoir les faire connaître. Il est apparu que certains passages correspondaient parfaitement aux situations dramatiques. En fait on entend très peu de musique dans le film, moins de neuf minutes. Outre sa beauté, je pense qu'on la remarque grâce à l'extraordinaire travail d'Emmanuelle Béart, qui a passé un an à s'entraîner à jouer du violon. L'exactitude de ses gestes a sidéré les musiciens présents sur le plateau, même si ce n'est évidemment pas elle qu'on entend.

– Vous faites dire à Stéphane : *« La musique, c'est du rêve. »* Vous qui comparez la mise en scène à la composition, vous diriez la même chose du cinéma ?

– Oui... Stéphane répond cela pour se protéger. Moi aussi. »

J.-M. F.

هكذا من الأمل

V E N I S E — LES DIFFICULTÉS du cinéma italien

MOINS SÉRÉNISSIME QUE JAMAIS

Avec ce talent pour le drame qui n'appartient qu'à eux, les Italiens ont entouré la préparation de la quarante-neuvième Mostra du cinéma de Venise d'un orageux nuage de polémiques. Qui, une fois dissipé, laisse apparaître une sélection nationale (toutes sections confondues) particulièrement riche, dominée par des premiers et deuxièmes films.

« *J'IRAI t'attendre à Venise : c'est un pays où l'on n'a rien à craindre, ni des Bulgares, ni des Arabes, ni des Juifs, ni des inquisiteurs* », faisait dire Voltaire à Candide... Si l'on avait cru une partie de la presse italienne d'avant Mostra, il y avait, au contraire, tout à craindre à se risquer, en cette période divinement brumeuse, sur la lagune. Polémiques, protestations, controverses, querelles internes savamment envenimées, se multipliaient. Dans *la Stampa*, Lietta Tornabuoni constatait que la Mostra, c'était tout à la fois *« des absences mystérieuses, des désordres morbides, des présences menaçantes, des protestations syndicales, des bagarres et des films »*.

Elle souhaitait évidemment que devant les *« complots, coups d'Etat, et révoltes bureaucratiques », « le cinéma, la Mostra, les films, les idées, les révélations, les stars seraient les plus forts »*. Dans le même temps, les producteurs-distributeurs italiens, surtout les très monopolistiques Cecchi Gori, ne se satisfaisaient pas de l'abondante sélection nationale opérée par Gillo Pontecorvo, le nouveau directeur. Etait-elle représentative? (Sous-entendu, y étaient-il assez représentés?) Un réalisateur, Gianni Minervini, allant jusqu'à fustiger la *« censure politique »* dont son film, *Gangster*, écarté de la sélection, aurait été l'objet.

Il est vrai qu'outre ses problèmes endémiques de financement et ses soucis administratifs récurrents la Mostra (qui n'est qu'une section, certes importante, de la Biennale de Venise) ne cesse de bercer, chaque année, avec un tendre masochisme, son vieux démon dialectique, quels que soient la couleur, le passé, la personnalité du directeur. A Venise, on ne présente pas seulement des films, on s'interroge, éternellement : « Est-ce de l'art? est-ce du commerce? ». Vieil idéalisme des années 50, d'après Goffredo Fofi, le critique cinématographique du magazine *Panorama*; brûlante question d'actualité pour Gillo Pontecorvo.

Metteur en scène peu profus (six films en trente-cinq ans), mais d'un anticolonialisme fécond (*la Bataille d'Alger*, Lion d'or, *Queimada*), et d'une affabilité vibrionnante, le nouveau patron de la Mostra écarte les contestataires comme s'il s'agissait de quelques moustiques anémiques – *« Ce serait inquiétant s'il n'y en avait pas. Les exclus sont frustrés, normal, dans les pays moins chauds, on doit manifester autrement »*, – affirme qu'il ne restera pas longtemps au poste (exposé) qu'il vient d'accepter : *« Je voudrais tout de même encore tourner un film ou deux avant de mourir »* (il a soixante-douze ans), et fait remarquer que treize films italiens sélectionnés, toute superstition mise à part, démontre au moins la présence de forces nouvelles.

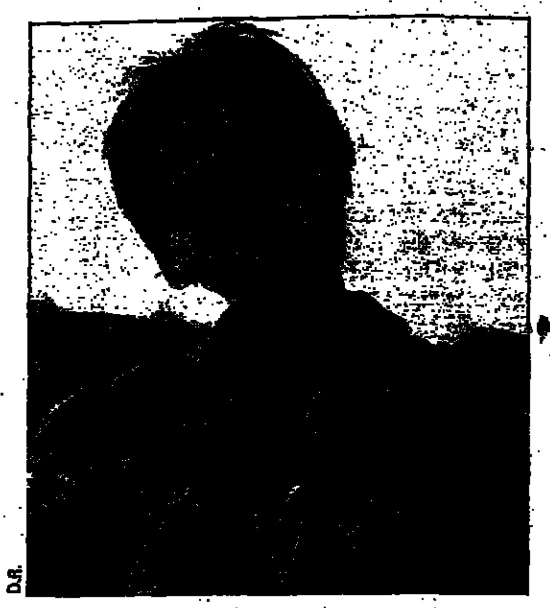
Des forces nouvelles, en effet, et surtout « non alignées » sur le système productif majoritaire, plus proches de la RAI que de Berlusconi (cinq des films sont coproduits par Rai Tre, deux par Rai Due, et autant par Rai Uno). La moins « nouvelle » de ces forces est incarnée par Pupi Avati, que le magazine *Panorama* appelle avec une affection sans ménagement *« il grande vecchio »*, le grand vieux. Après tout, il n'a que cinquante-quatre ans. *« Mais il est vrai*, dit-il, en souriant dans sa barbe soignée, sorte de rempart pileux contre la timidité, *que j'ai déjà tourné vingt-trois longs-métrages, presque autant que tous les jeunes réalisateurs italiens présents à Venise réunis. »*

Remarquant que 90 % des films de ses cadets *« sont issus de productions « alternatives », courageuses, risquées, avec à la base l'utilisation de « l'article 28 », seule aide (assez fantasque) de l'Etat, en attendant la nouvelle loi, un peu mythique, qui serait inspirée du modèle français »*, Pupi Avati dit aussi que la crise du cinéma italien est autant psychologique qu'économique, que le problème est de se dégager de l'influence paralysante *« des multiples Palais »*, que même Olmi ou les frères Taviani travaillent en partie avec Berlusconi, pourvu qu'ils trouvent chez *« Sua Emittenza »* un interlocuteur valable, et il y en a quelques-uns.

Pour leur part, les frères Avati (Pupi écrit et dirige, Antonio co-écrit souvent et produit), n'ont pas attendu la crise pour vivre dans une relative et vertueuse autarcie : *« On ne s'est jamais arrêtés, on a toujours été prêts à tourner, à inventer toutes les combinaisons possibles, à choisir à bon escient les sacrifices, à prendre l'habitude de masquer ce qui manque, plutôt que de montrer ce qu'on a. Maintenant que le public en salle s'amenuise, pour survivre, il faut adapter son ambition à ses moyens. J'ai récemment téléphoné à Federico Fellini, je l'ai supplié de se remettre au travail, de faire un film petit, par son budget, de ne plus s'accrocher à des délires productifs dépassés »*.

Le film que Pupi Avati présente à Venise, *Fratelli e Sorelle (Frères et sœurs)*, est, comme son titre l'indique, de cette veine « familiale » qui réussit si bien au réalisateur bolognais. On se souvient de son *Histoire de garçons et de filles*; c'est encore de filles et de garçons qu'il s'agit, mais cette fois sortis de leur Emilie natale. Tourné entièrement à Saint-Louis (Missouri), le film traite de l'immigration italienne sur le ton de la comédie tendre-amère, *« loin des maffiosi, des spaghettis et de la mandoline. »*

Voilà trois ans maintenant qu'Avati a établi une tête de pont en Amérique. Arrivé à Davenport (Iowa) pour y tourner une biographie romancée du grand jazzman blanc Bix Beiderbecke, il y a conservé un bureau, *« une base avancée pour d'autres projets,*


D.R.
Adrianna Biedrzynska dans « Il Richiamo », de Carlo Mazzacurati.

notamment un film de Zanussi sur l'immigration polonaise à Chicago ». *« Lorsque je tourne en Amérique*, ajoute Avati, *cela me coûte le tiers de ce que cela me coûterait en Italie, et j'ai désormais le privilège de ne pas m'y conduire en touriste. Les seuls qui puissent vraiment voir comment vivent les gens, entrer dans les maisons à l'heure du petit déjeuner, sont les médecins, les policiers et les cinéastes. Dans* Fratelli e Sorelle, *on voit une équipe de cinéma qui réalise un film sur un metteur en scène des années 20. La troupe est sympathique et un peu sans gêne, faisant sauter les plombs du voisinage et monopolisant les tasses à café. Cette troupe est évidemment celle que nous formions lorsque nous sommes arrivés à Davenport pour le tournage de Bix... »*

Tournage qui fut immédiatement suivi d'un autre, dans les rues assez désolées de la capitale de l'Iowa. *Where The Night Begins*, scénario écrit par Pupi Avati, suspense psychologique néo-hitchcockien, devait être le premier long-métrage de Maurizio Zaccaro, jeune disciple d'Ermano Olmi à Bassano, que l'on retrouve cette année à Venise (dans la section « Vitrine du cinéma Italien »), avec *l'Arpenteur*, dialogue mystérieux entre un jeune géologue et un vieux curé de campagne, au siècle dernier, dans une nature d'une beauté métaphorique...

➡

P O L É M I Q U E — A l'heure des périls

LA MAISON ITALIE PORTES OUVERTES

Quelle est la situation réelle du cinéma italien aujourd'hui? La relève est-elle en marche, ou bien cette « nouvelle vague » est-elle, au mieux, une illusion lyrique ; au pis, une illusion d'optique ? Avec la sévérité qu'autorise la compétence et l'inquiétude que justifie la passion, un journaliste transalpin établit son diagnostic, qui ressemble à un verdict.


PASCAL DOLEMIEUX/METIS

QUATRE films italiens en sélection officielle à la Mostra. Aux côtés du vétéran Pupi Avati figurent trois « débutants » d'une trentaine d'années : Mario Martone, metteur en scène de théâtre et fondateur de la compagnie d'avant-garde Teatri Uniti à Naples; Aurelio Grimaldi, jeune et mordant écrivain sicilien; Carlo Carlei, calabrais, dont le film est présenté hors compétition, en hommage à son producteur récemment disparu.

Les voici donc sur un pied d'égalité avec Zang Yimou, Brian de Palma, Kira Muratova ou Bertrand Tavernier... La crise du cinéma italien serait-elle finie? Les champions de la comédie amère, Benigni, Moretti et Troisi, les spécialistes de la tragédie tempérée, Salvatores, Amelio et Risi, ont connu de réels succès au box-office; ils ont été les invités des plus grands festivals internationaux; quelques-uns ont même été distingués aux Oscars. Ils auraient pris la succession des Fellini, Antonioni, Visconti, Bertolucci ou Pasolini? Une « nouvelle vague » italienne serait en train de s'affirmer?

Telle n'est pas vraiment la réalité. L'Italie en est encore à l'ère de la débrouille. Des miracles isolés. Du hasard. Pour ce qui est des Oscars, il s'agit d'être prudent. Tornatore et Salvatores, confortant la vieille image exotique de l'Italie, ont probablement suscité la sympathie de Hollywood pour l'Italie de Berlusconi, celle de la consommation effrénée. Mais il est vrai que, de Londres à New-York et à Annecy, les « sémaines italiennes » à l'étranger sont plus qu'honnêtes. Que la machine s'est remise en marche. Grâce aussi à l'obstination de quelques-uns, obstination aux allures de fanatisme.

Comme celui de Nanni Moretti quand, au début des années 70, il partait conquérir, armé seulement d'une caméra super 8, les cryptes des ciné-clubs, entraînant avec lui parents, amis et... Moravia. Ou encore celui de Pupi Avati quand, dans ces mêmes années 70, il démontrait que l'on pouvait – pour un coût très bas et sans star – *« raconter une petite histoire originale »* sans un sou, sans doublage et sans mendier à la porte des producteurs. Au moment même où, justement, Antonioni en était réduit à la mendicité, où Giuseppe de Santis et Luciano Emmer devaient « mettre au clou » leurs caméras et où Fellini lui-même devait renoncer à ses projets. Trop chers, trop ambitieux, terriblement risqués.

Tous faisaient figure de résistants dans une période où l'espoir était bafoué par des bombes d'« origine inconnue », où la démocratie se nivelait par le bas. Peu nombreux, y compris à gauche, étaient prêts à remettre en cause leurs privilèges, leurs vieux schémas culturels et leurs modes de production opportunistes. On se souvient des cinéastes raillés par Moretti (de Wertmuller à Manfredi), metteurs en scène, scénaristes, hommes à tout faire du cinéma romain, éléments de la machine Cinecittà qui ont choisi d'user jusqu'à l'épuisement les vieux rites, les vieux trucs de la comédie à l'italienne ou ceux d'un cinéma d'auteur asphyxié.

Aujourd'hui? Derrière le « boom annoncé » du cinéma italien, il n'y a pas un seul projet productif et cohérent, un cerveau capable d'énoncer une idée, une école valable, un soutien (public ou privé) fiable, une recherche visuelle et conceptuelle adéquate, un background documentaire passionnant, un climat parlementaire, un souffle au moins européen, une politique intelligente du court métrage, un ressort éthique suffisamment enivrant qui permette de se donner du courage, de travailler sereinement et sérieusement.

Si un débutant italien ou un cinéaste étranger me demandait à quelle porte frapper pour boucler un projet de production ou de coproduction, j'aurais bien du mal à leur répondre. Je leur dirais peut-être, comme Giuliano Montaldo, et s'il s'agit d'une demande d'aide publique (qu'elle soit adressée à la RAI ou aux organismes officiels du cinéma) : *« La première difficulté est de trouver les responsables et d'obtenir un rendez-vous pour discuter du projet. Après diverses tentatives, j'ai renoncé. Il faut dire que ça m'avait donné des crampes d'estomac. »*

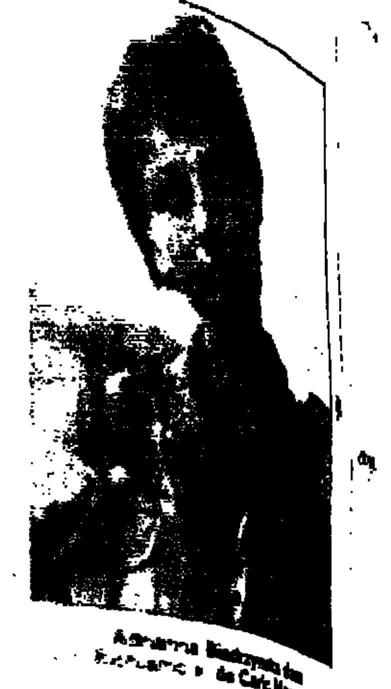
S'il s'agit de la recherche d'un partenaire privé, d'un producteur indépendant, ma perplexité serait la même. Les producteurs sont devenus des gestionnaires, personne ne veut risquer un sou, de Berlusconi à Cecchi Gori (les deux grandes puissances de la production, de la distribution et de l'exploitation – en réalité un monopole asphyxiant à deux têtes) en passant par Moretti (qui aujourd'hui est cinéaste, producteur, acteur, scénariste, *talent scout* et petit exploitant). Pis, presque personne ne s'intéresse aux *projets modestes. Sans un* apport initial public (qui ne peut être obtenu que par de solides amitiés politiques), sans le préachat d'une chaîne de télévision, sans la cession des droits vidéo et ceux de l'exploitation sur les chaînes payantes, sans un minimum garanti pour la distribution en salles – et donc sans un produit aseptisé, répondant à des normes prédéterminées (stars imposées, à même de séduire un public de *prime time*, ce qui implique tacitement que l'œuvre ne devra pas être interdite aux moins de quatorze ans). Donc à moins de 6 ou 7 milliards de lires, pas un film ne se fera.

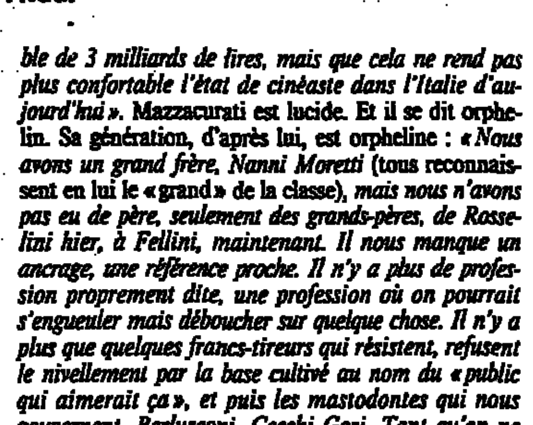
C'est pour cette raison que Nanni Moretti a dit non au cinéaste tunisien Mahmoud Ben Mahmoud, qui lui *demandait seulement un peu de pellicule pour réaliser Chich Khan* (un film au coût peu élevé et de grande qualité se déroulant au sein de la communauté italienne de Tunisie). C'est pour cette raison, à l'inverse, que Marina Lante della Rovere, puissante personnalité de la bourgeoisie romaine, écrivain à la mode, femme de Ripa di Meana, important responsable du PSI, sans avoir jamais rien filmé, a reçu sans problème le soutien de l'État pour ses désastreux débuts de metteur en scène. Il ne s'agit là que du cas le plus récent et le plus retentissant. Et peut-être même pas le plus sordide.

Pourtant, un mouvement s'amorce. Porté manquant pendant vingt ans, plus ou moins contraint à la clandestinité tandis que les intellectuels se dispersaient, se perdaient dans les mouvements contestataires, de 1968 à 1977, pariant sur la politique de la terre brûlée, le cinéma italien est en train de reconquérir la curiosité du public, dans la Péninsule comme à l'étranger. Les stocks de films des grandes chaînes de télévision sont presque épuisés. Si, auparavant, il était plus rentable de diffuser des films américains à forte audience et à faible coût, aujourd'hui, le consommateur, plus intelligent et plus fin à force de voir les films de Lubitsch, Ford ou Hawks projetés à la douzaine sur les réseaux de la RAI et de Berlusconi, fait la preuve d'une curiosité plus aiguisée.

On le voit dans la musique, dans la BD et dans la littérature pour la jeunesse. La culture est plus ouverte, plus mélangée, plus complexe, « bâtarde » dans un sens positif, apte à prendre des risques hors de la tutelle castratrice de ses pères-patrons. Curieuse de ce qui se passe ailleurs, avide de s'abreuver aux sources d'un mouvement pluriethnique inespéré. Le public réagit, enfin.

Le secteur de la distribution commence lui aussi à bouger. Ce pays, obstinément fermé aux productions du





Pupi Avati.



Mario Martone.

➡

Hors compétition aussi, et assez furieux de l'être, Carlo Mazzacurati. Il en est à son troisième film. *Panorama* le classe dans la catégorie des «petits maîtres». Avec *Un'Altra Vita (Une autre vie)*, il offre un assez puissant avatar de la comédie «à l'italienne», drôle d'abord, puis cruelle. A la périphérie de Rome, à la périphérie de la légalité, c'est la rencontre entre deux hommes (joués par deux comédiens très populaires, Claudio Amendola et le «porteur de serviettes» de Lucchetti, Silvio Orlando), et une femme, une étrangère venue de l'Est (elle se prénomme Alia, pour Alien), que joue l'actrice polonaise Adriana Biedrzynska, remarquée par Mazzacurati dans *Tes père et mère honnoreras*, un des épisodes du *Décalogue* de Kieslovski...

«Mon film devait aller à Cannes, dit Carlo Mazzacurati, *y faire l'ouverture de la Quinzaine des réalisateurs, et j'en étais bien content. Mais, au dernier moment, mon producteur, Angelo Rizzoli, sur la foi, m'a-t-il laissé entendre, de «promesses vénitiennes», l'a retiré. Maintenant, me voilà à Venise, en effet. Dans la section «Vitrine du cinéma italien», autrement dit derrière la vitre. J'aurais préféré ne pas y aller du tout»*. Mazzacurati ajoute qu'il ne veut pas cracher dans la soupe, que le fait d'avoir un «vrai producteur» lui a permis de disposer d'un budget *«confortable de 3 milliards de lires, mais que cela ne rend pas plus confortable l'état de cinéaste dans l'Italie d'aujourd'hui»*. Mazzacurati est lucide. Et il se dit orphelin. Sa génération, d'après lui, est orpheline : *«Nous avons un grand frère, Nanni Moretti* (tous reconnaissent en lui le «grand» de la classe), *mais nous n'avons pas eu de père, seulement des grands-pères, de Rossellini hier, à Fellini, maintenant. Il nous manque un ancrage, une référence proche. Il n'y a plus de profession proprement dite, une profession où on pourrait s'engueuler mais déboucher sur quelque chose. Il n'y a plus que quelques francs-tireurs qui résistent, refusent le nivellement par la base cultivé au nom du «public qui aimerait ça», et puis les mastodontes qui nous gouvernent, Berlusconi, Cecchi Gori. Tant qu'on ne recréera pas les conditions de la concurrence, on crèvera à petit feu»*.

Nettement plus à l'aise dans le système, apparaît Carlo Carlei. La trentaine, lui aussi. Il est dans la sélection officielle, mais son film, *la Corsa dell'Innocente*, est présenté comme «un événement spécial hors concours», en hommage à son producteur Franco Cristaldi (il fut celui d'*Amarcord* de Fellini) qui vient de disparaître. Cette distinction par procuration ne trouble pas Carlei, qui dit avoir réalisé le film qu'il désirait, avec un budget de 4 milliards de lires, *«mais il fait plus riche que ça»*, dans cent trente décors différents et en grande partie dans sa Calabre natale. Ce qu'il raconte, dans un style très raffiné en complète contradiction avec le sujet traité, c'est la survie, aléatoire et têtue, d'un petit garçon, témoin des massacres (en gros plan) qui ont décimé deux «familles» rivales, dont la sienne, sur fond de kidnapping d'enfant...

Carlei dit qu'il a réalisé *«cette fable brutale pour lutter contre la puissance anesthésiante de la télévision, qui vomit chaque jour tant d'images de violence qu'on devient incapables de s'indigner. Seule la fiction, la sublimation de l'horreur peut désormais la rendre sensible»*.

Mario Martone, en compétition pour sa part avec son premier film, *la Mort d'un mathématicien napolitain*, a voulu, tout au contraire de Carlo Carlei, s'ancrer très fort dans la réalité de sa terre. Il est napolitain, fondateur de la compagnie *Teatri Uniti* venue donner récemment un spectacle remarquable et remarqué sur les démons et merveilles de sa ville, à Beaubourg (*le Monde du 1er août*). Il pénètre au plus profond de la mémoire et de l'inconscient de sa cité, en reconstituant les dix derniers jours avant son suicide, en mai 1959, de Renato Cacciopoli. Cacciopoli, dont, par un hasard objectif du destin, Martone habitait, enfant, le palazzo où il vécut et se tua, fut réellement un génial mathématicien, et napolitain. Pianiste aussi, et petit-fils de Bakounine, *«mais poursuivant*, dit Martone, *au milieu de tant de maîtres idéologiques de la gauche italienne, une révolte individuelle qui me plaît»*.

Martone est fin, ardent, il a un style, un discours. Il a appliqué au cinéma ses méthodes de théâtre. Ferveur et vertu. Préparation soignée. Puis article 28, un petit peu d'argent du Banco di Napoli, mise en coopérative de tout le monde, des *«paies symboliques»*. En tout, un budget dérisoire de 700 millions de lires. *«On achète ainsi sa liberté*, dit Martone. *La société est pesante, peut-être vaut-il mieux, dans un premier temps, respirer un air moins riche mais meilleur.»*

C'est aussi l'avis de Pasquale Pozzessere. Pupi Avati, dont il fut l'assistant, se souvient de ce garçon terrifié qui le suivit longtemps dans la rue avant d'oser l'aborder pour lui murmurer, implorant : *«S'il vous plaît, faites-moi faire du cinéma»*. Il est présent à la Mostra, dans la «Vitrine», (*«Vous vous rendez compte, Venise, c'est un miracle, j'en aurai pleuré!»*) avec *Verso Sud*, reportage fiction sur deux paumés de la stazzione Termini, la gare centrale de Rome. *«Une histoire sans bonheur et sans argent, écrite pour être pauvre*, dit-il, *mais un tout petit peu plus de bien-être économique aurait été utile; de temps en temps, je manquais de pellicule. Il faut dire que j'avais choisi de tout faire tout seul. Le producteur, c'était moi. J'ai eu l'article 28, et puis une petite aide de la région des Pouilles. Après, j'ai emprunté à ma famille, à mes amis. Evidemment, tout le monde était en participation, mais j'ai tout de même tenu à tourner en Dolby stéréo, par respect pour le film que j'étais en train de faire. Le budget total? Je ne sais pas, nous n'avons pas fait les comptes...»*

Que pense de cette situation Ettore Scola, considéré longtemps en Italie comme le ministre occulte de la culture? Il est aussi le «padre padrone» discret d'une bande de jeunes réalisateurs à qui il met, de toutes les façons possibles, le pied à l'étrier. Un de ses poulains, Roberto Giannarelli, est dans «la Vitrine» avec une très charmante pièce de théâtre filmée, *Centro Storico*, qui décrit la cohabitation agitée dans un appartement exigû et romain de Graziella, Carola, Ramona et Diana. Quel est son mode d'intervention, est-il lui-même coproducteur? Scola répond, plein de douceur, d'ironie, marqué par une petite fatigue, aussi : *«Non, bien sûr, je ne produis pas, j'aide seulement à accélérer les choses avec mon petit nom; je plaide les dossiers auprès des commissions, mais d'un jour à l'autre les commissions changent... Les télés? Elles ne font pas leur travail, ne s'impliquent pas, ne paient qu'un droit d'antenne pour les films. De toute façon, je n'essaie même pas, pour ma part, de m'adresser aux télés privées* (entendre Berlusconi), *je n'appartiens pas à cette catégorie à qui on accorde politiquement des faveurs...*

» La seule loi qui reste dans ce pays, c'est la loi des banques, alors en dehors de l'aide technique que je peux apporter aux jeunes, j'emprunte aux banques pour eux. Avec quelle garantie? Je gage mes propres films, il faut bien prendre des risques. Je ne suis pas le seul, affirme-t-il. *Mais ce n'est pas tout de faire un film, encore faut-il le sortir. Et beaucoup ne sortent tout simplement pas. La distribution indépendante n'existe pas, la concurrence en matière de distribution n'existe pas. C'est Cecchi Gori ou rien. Ça s'appelle, je crois, un monopole.»*

Scola, lui, s'est remis au travail. Il a commencé le tournage de *Mario, Marie et Mario*, *«un petit film où trois jeunes vivent la chute du PC, de 1988 à aujourd'hui. Ils ont perdu leurs repères, éprouvent un grand vide qu'ils essaient de remplir autrement, qui sait, avec de l'amour. Je dis ça à ma façon...»* Tourne-t-il à Cinecittà? Non, *«comme d'habitude, dans les rues de Rome»*.

A Cinecittà, pourtant, il y aurait eu de la place pour Scola. A la fin du mois d'août, il ne s'y tournait qu'un seul film, *Cliff Hanger*, de Remy Harlin. Sylvester Stallone y incarne un grimpeur justicier. Sur le mythique Teatro 5, on avait reconstruit un morceau des Dolomites. L'action est censée se dérouler dans le Colorado. Ce plateau sacré est celui de Federico Fellini. Celui-ci venait de l'abandonner après y avoir réalisé un spot publicitaire pour le Banco di Roma.

DANIÈLE HEYMANN

---

tiers-monde, a commencé à répondre d'une manière inattendue aux premières propositions chinoises et africaines, dans les salles comme sur le petit écran. En 1991, la part des recettes des films américains (54,4 %) a baissé, tandis que la part des films italiens (30,3 %) augmentait. *Epouses et concubines*, du Chinois Zang Yimou, a rapporté plus de 3 milliards de lires, soit beaucoup plus que les sous-produits américains, italiens ou européens. Le public, composé essentiellement de jeunes de quatorze à trente-cinq ans, nourri au sein de Berlusconi, s'est retourné contre lui, effet de boomerang.

Pourtant, beaucoup des cent trente films italiens produits en 1991 ont été mal distribués (ils sont sortis quelques jours en été quand on sait que la morte saison va d'avril à septembre), tandis que les plus courageux n'ont même pas trouvé de salles. Avec la nouvelle législation sur le cinéma – qui remplacera les vieux textes de 1965, – la situation pourrait empirer. Elle n'aide en rien la promotion des films indépendants, les enfermant dans le ghetto du circuit public de diffusion (dix salles dans toute l'Italie) ; elle n'allège pas les procédures bureaucratiques... Ses articles relatifs à la censure sont carrément inacceptables. Par exemple, si un film ne reçoit pas l'approbation de la censure, ses producteurs devront restituer tous les apports perçus, majorés des intérêts. Enfin, toutes ces procédures sont contrôlées par des commissions entièrement aux mains des pouvoirs politiques.

La Démocratie chrétienne, systématiquement rejointe dans ses campagnes puritaines par le PDS, l'ex-Parti communiste italien, est déjà responsable du massacre qui s'est produit dans les commissions de contrôle des films. Pour qu'ils échappent à l'interdiction aux moins de dix-huit ans et qu'ils soient autorisés pour tout public (clause nécessaire à leur diffusion par la télé), elles recommandent que l'on coupe allégrement dans les chefs-d'œuvre du cinéma italien et étranger (depuis *Salo*, de Pasolini, jusqu'à *Sotto Accusa*, de Kaplan, des films de Ken Russel à ceux de Visconti).

Il faudrait parler des salles, obscènes de décrépitude, aux écrans sombres, au son inaudible, inacceptable depuis que le Dolby et THX proposent une alternative de qualité pour tous ceux qui ne veulent plus rester assis tranquillement chez eux. Pendant ce temps-là, quelqu'un en Italie doit avoir comploté pour créer un terrible *climat de ségrégation*. Aucun Italien sain d'esprit ne va au cinéma. Dans un pays où il ne reste que mille salles (contre dix mille dans l'immédiat après-guerre), on ne va au cinéma en moyenne qu'une fois par an. Mais là aussi, les choses changent. La nouvelle – et plus dynamique – Association des propriétaires de salles s'est lancée dans une modernisation accompagnée d'études de marché. Quelques fonctionnaires, dans les ministères et dans les agences qu'ils contrôlent, commencent d'être récompensés quand ils font leur devoir et non celui de leur clan.

En plein fascisme, douze films américains avaient été invités à la première Mostra, en 1932 *(lire l'article de Jacques Siclier, page 22)*. Parmi eux, *Frankenstein* et *Docteur Jekyll et Mr Hyde*. Il y avait trois films soviétiques. Il n'y eut modestement que deux œuvres italiennes, deux comédies. Gillo Pontecorvo, le nouveau directeur «provisoire» de la Mostra, a voulu réunir au Lido, non sans arrière-goût macabre, tous les films de cette première édition. Nous pourrons ainsi constater la différence entre aujourd'hui et cette première exposition d'art cinématographique mondial, paradoxalement affranchie, alors, de tout contrôle politique, dégagée de tout préjugé. Certes, cette édition était très élitiste. Mais aujourd'hui, la Mostra est devenue un événement essentiellement italien, un événement télévisuel surtout. Beaucoup de retransmissions ont lieu en direct, comme le spectacle de clôture de la place Saint-Marc. Un événement paralysé par la bureaucratie, la frénésie mondaine et le petit pouvoir de chefs provinciaux. Les professionnels américains préfèrent désormais faire le voyage, plus économique et plus fructueux, de *Toronto*, *de Montréal* et de Deauville.

L'image et le prestige de la Mostra, comme ceux de l'industrie cinématographique (et pas seulement cinématographique) italienne, traversent une crise profonde depuis de longues années. Le Festival est devenu progressivement, durant la dernière décennie, un rendez-vous de second ordre dans le paysage international. Il est empêtré dans son organisation comme dans ses structures, il n'est compétitif ni financièrement ni technologiquement.

Quelques signes d'un revirement sont récemment apparus. On a fait confiance à quelques jeunes metteurs en scène italiens confinés jusque-là en Italie afin que personne ne les voie, on s'est ouvert aux courts-métrages et au cinéma «différent» – ce mélange surprenant de documentaire rapide et de fiction brûlante que l'on pourra juger dans les sections «Jeune Critique» et «Fenêtre sur l'image», quasiment un anti-festival. Espérons qu'une page sera tournée cette année. Peut-être, cependant, est-il déjà trop tard.

ROBERTO SILVESTRI

▶ *Responsable du service cinéma au* Manifesto.
(Traduction d'Elisabeth Pineau et Olivier Schmitt)

DEAUVILLE

LES RÔLES FÉMININS
dans le cinéma américain

L'ÉVENTAIL DE CES DAMES

Qui dira qu'il n'y a plus de rôles pour les femmes au cinéma devra regarder l'affiche du Festival de Deauville 1992. «Elles» sont partout. Et dans de beaux personnages, qui n'ont pas un partenaire masculin pour unique finalité. Elles sont de tous âges, de toutes carrières, de tous emplois, de toute(s) beauté(s). Une fois n'est (peut-être) pas coutume, les films de studio leur font la part aussi belle que le cinéma indépendant.

ROYALES

Découverte par le grand public dans *Miracle en Alabama* pour lequel elle remportait son premier Oscar en 1960, Anne Bancroft semblait partie pour les rôles de prestige : *Mère Courage* et *Golda* (Meir) au théâtre, mère de Churchill *(Young Winston)*, mère supérieure *(Agnès de Dieu)*, dévoreuse sophistiquée (*le Lauréat*), grande dame de la scène *(Elephant Man)*, première ballerine sur le retour *(le Tournant de la vie)*. Décidant que la vie était trop courte pour ne pas s'amuser, elle a choisi de parodier son image avec *la Dernière Folie de Mel Brooks* et *Etre ou ne pas être*, film réalisé lui aussi par son mari. Après un détour par la mise en scène *(Fatso)*, elle incarne les mères juives dans *Personne n'est parfait* et, aujourd'hui, dans le très autobiographique *Broadway Bound* de Neil Simon.

Indépendance et intelligence définissent Susan Sarandon. Obscur objet du désir de Burt Lancaster dans *Atlantic City* et mère de Brooke Shields dans *la Petite*, elle est, *dans Light Sleeper*, de Paul Schrader, la mère poule du comptable homosexuel (David Clennon) et du dealer existentialiste (Willem Dafoe) qui constituent sa petite entreprise de trafic de drogue pour quartiers chics *«Après avoir été coup sur coup deux fois serveuse* – la Fièvre d'aimer, Thelma et Louise, – *c'était bon de passer à la haute couture»*, dit-elle en riant.

CAVALIÈRES SEULES

Rousse pimpante ou piquante, d'une beauté à damer le pion au jeune Tony Curtis de *Prince et voleur*, Piper Laurie a hanté les rêves de toute une génération – et les cauchemars d'une autre en incarnant la mère intégriste et fanatique de *Carrie*. Elle n'a pas non plus toute sa tête dans le *Storyville* de Mark Frost (ex-partenaire de David Lynch, dont elle habita le *Twin Peaks*), où son fils (James Spader), jeune notable sudiste, est entraîné en pleine campagne électorale dans une affaire de mœurs et de meurtre.

Lara Flynn Boyle fut aussi une résidente de *Twin Peaks*. Froide beauté brune aux yeux d'acier et à la mouche provocante, elle est décoiffée, sale comme un peigne, et bouleversante en sans-abri traînant sur Hollywood Boulevard dans le film de Marc Rocco *Where The Day Takes You*. D'une propreté maniaque, elle est aussi la partenaire de Matthew Modine dans *Equinox*, du romantique et vénéneux Alan Rudolph.

Attention : grande actrice. A l'opposé de la rageuse mère d'un Ice Cube détesté dans le *Boyz N The Hood* de John Singleton, Tyra Ferrell était calme, élégante, intelligente, déterminée dans *Jungle Fever*, de Spike Lee. Dans *Les Blancs ne savent pas sauter*, de Ron Shelton, elle prend fermement la tête de la révolte des femmes plus qu'agacées par leurs basketteurs de maris. Singleton a fait d'elle la directrice du salon de beauté où travaille Janet Jackson (*Poetic Justice*, dont il vient d'achever le tournage), et a déjà entrepris d'écrire un film pour elle.

Autre habituée du «Spike Lee Joint», la Portoricaine Rosie Perez, dont le ballet coup de poing lançait le générique de *Do The Right Thing*. Deauville l'a connue silencieuse, victime d'un viol (*Criminal Justice*, l'an dernier), *Les Blancs ne savent pas sauter* la ramènent à sa vraie nature : un ouragan verbal charriant un vocabulaire à faire verdir la Madonna des grandes nuits. La télévision américaine étant ce qu'elle est (*«Damn»* y est déjà un trop gros mot), ses interviews sont régulièrement entrelardées de *bips*, mais elle n'en a strictement rien à *bipper*.


I.R.S. MEDIA INTERNATIONAL

Fairuza Balk.

FEMMES CONTRE ELLES

La mode est au braquage et au vol. Le crime n'est pas bassement matériel, mais psychologique et mental : invasion graduelle d'une vie privée, tentative de séduction d'un amant, d'un mari ou d'un enfant, jusqu'au vol d'identité. Rebecca de Mornay, en nurse fatale, se livre à ces coupables activités dans *la Main sur le berceau*, de Curtis Hansen. Visage lisse, œil bleu, innocence et blondeur los-angeline, elle est l'héroïne hitchcockienne type. De Mornay revient de loin. Après avoir démarré en trombe (elle était la prostituée qui, *dans Risky Business*, initiait Tom Cruise aux délices de l'amour dans un train), elle marnait dans des productions destinées tout droit à la vidéo ou dans des remakes calamiteux *(Et Dieu créa la femme*, de Vadim-*bis)*.

Aussi brune que de Mornay est blonde, aussi new-yorkaise qu'elle est californienne, feu et tempérament volontaire, Annabella Sciorra, son adversaire de *la Main sur le berceau*, était l'assistante de l'avocat incarné par Ron Silver dans *le Mystère von Bülow*, et connaissait les tribulations des amours interraciales avec *Jungle Fever*. Son dernier film, *Whisper in The Dark*, tend malheureusement à la confiner dans l'emploi de «celle à qui tous les malheurs arrivent».

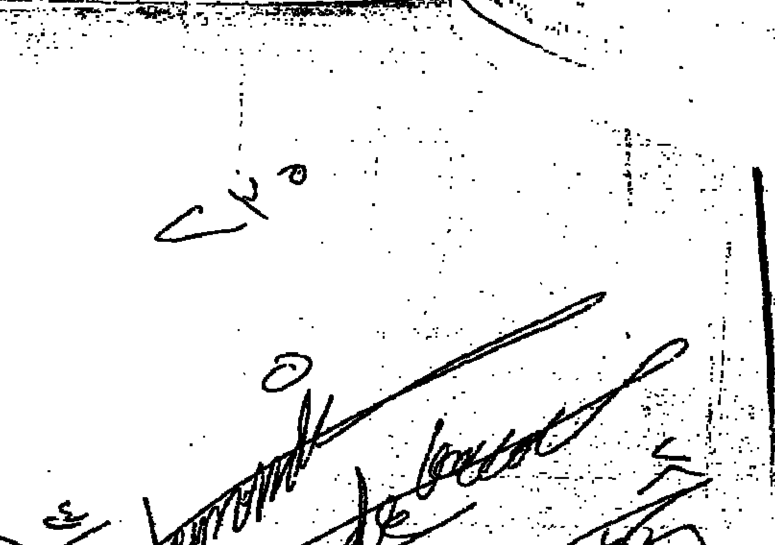
HOLLYWOOD
hors des grands studios

LE CHEMIN DE L'INDÉPENDANCE

Vitrine promotionnelle des grands studios américains pour le lancement de leurs films en France, Deauville est aussi, singulièrement cette année, l'occasion de découvrir le cinéma indépendant : des œuvres très diverses, mais qui ont dû suivre un chemin similaire pour exister.

SI leur tonalité est de préférence sombre, les thèmes et les genres des films indépendants présentés à Deauville varient considérablement. Proche des films noirs des années 40, mais panaché de questions raciales, de sexe et de violence contemporaines, *One False Move*, de Carl Franklin, conte la cavale sanglante de trois meurtriers, de Los Angeles à l'Arkansas. Violence aussi, mais d'une autre nature, dans *Swoon*, de Tom Kalin, qui reprend sur un mode nouveau la célèbre affaire de meurtre qui inspira déjà *la Corde*, d'Alfred Hitchcock et *le Génie du mal*, de Richard Fleischer.

Trois autres films se concentrent sur des mondes clos. Hollywood Boulevard, où les adolescents fugueurs nourris du mythe hollywoodien sombrent





Fairuza Balk.



Rebecca de Mornay et Annabella Sciorra.



Whoopi Goldberg.



Anne Bancroft et Michele Lee.



Kathy Bates et Jessica Tandy.

Dans JF partagerait appartement, de Barbet Schroeder, Jennifer Jason Leigh se livre elle aussi au «hold-up» psychologique. Répondant à la petite annonce de Bridget Fonda, elle s'installe dans l'appartement, se rend utile, bientôt indispensable, avant d'emprunter les vêtements de Fonda, sa couleur de cheveux, sa coiffure, un temps son amant, enfin son identité. Les deux actrices ne se ressemblent guère dans la vie – Bridget fait une bonne tête de plus que Jennifer – mais elles réussissent le prodige de l'identification. Fine, aiguë, acérée, Bridget Fonda (fille de Peter et nièce de Jane), révélée par *Scandale* et confirmée par *le Parrain III*, reprend le rôle d'Anne Parillaud dans *Nikita* version américaine. Jennifer Jason Leigh élève le flou au rang des beaux-arts. Troublée en flic enquêtant dans les milieux de la drogue *(Rush)* ou vulnérable prostituée *(Last Exit to Brooklyn)*, elle joue constamment du contrepoint : le corps dit une histoire, le visage une autre, la bouche une troisième, le regard une quatrième...

FAMILLES...

Gas, Food, Lodging ne pouvait être réalisé que par une femme *(lire l'article ci-dessous)*. Allison Anders place au cœur de son film un trio de femmes vibrant, solide, touchant et drôle. Serveuse dans un restauroute de Laramie, poussiéreuse bourgade du Nouveau-Mexique, Nora (Brooke Adams) essaie tant bien que mal d'élever seule, dans un camping-caravane, ses deux filles. Au village, sans prétention, la plus âgée, Trudi (Ione Skye), a mauvaise réputation... Rêveuse invétérée, Shade (Fairuza Balk) s'évade dans les nanars romantiques mexicains que projette le jeune *Hispano du cinéma local, mais tente aussi de trouver* un homme à sa mère...

Partenaire de Richard Gere et Sam Shepard dans les Moissons du ciel, Brooke Adams vieillit bien. La première ride a rendu encore plus intéressant son visage, qui laisse toujours deviner celui de la gamine qu'elle était. Ione Skye (fille du chanteur Donovan) est épatante de panache camouflant avec insolence une véritable insécurité. De Fairuza Balk, qui eut jadis la redoutable tâche de succéder à Judy Garland (*Retour à Oz*), émane une intensité émotionnelle d'autant plus forte qu'elle est discrète. Elles sont toutes les trois formidables.

... BANDES...

Les femmes de *Beignets de tomates vertes*, de Jon Avnet, appartiennent à des époques et des générations différentes. Malheureuse, Evelyne (Kathy Bates) est tirée de sa boulimique monotonie par Niny (Jessica Tandy), une vive octogénaire qui sait tout, tout, tout de sa petite ville de Whistle-Stop (Alabama). Et ne se fait pas prier pour raconter les frasques d'Idgie (Mary Stuart Masterson) qui, il y a cinquante ans, manifes*tait peu de compétence dans son travail au restaurant* local (sa discrète cousine, Mary Louise Parker, sauvait les sauces) mais une belle ouverture d'esprit, y compris envers sa couturière noire (Cicely Tyson), au grand dam du Ku Klux Klan...

Doyenne des comédiennes en exercice invitées cette année à Deauville (le Festival lui rend hommage ainsi qu'à son mari, Hyme Cronyn), Jessica Tandy entrerait de plein droit dans la rubrique «Royales» si elle ne *semblait* s'amuser comme une folle à faire simplement partie de l'orchestre. Dans une première carrière, britannique, Tandy a incarné presque toutes les héroïnes de Shakespeare. Aux Etats-Unis, elle a joué les «femmes du Sud», de Blanche Du Bois (*Un tramway nommé Désir*, face à Brando) à cette Miss Daisy qui lui valut un Oscar, mais fut aussi douce petite vieille indigne dans *Cocoon*.

Kathy Bates aussi reçut un Oscar – pour avoir cassé les pieds à James Caan (*Misery*). Comédienne sans peur de s'enlaidir ou d'exhiber un corps d'une irréfutable rondeur, elle affrontait nue les Indiens d'*En liberté dans les champs du Seigneur*, d'Hector Babenco, mais s'est vu préférer Susan Sarandon pour *White Palace*, et Michelle Pfeiffer pour *Frankie and Johnny*, qu'elle a pourtant créé au théâtre.

Si Mary Louise Parker a fait peu de cinéma (*Grand Canyon, Compagnon de longue date*) mais beaucoup de théâtre, Mary Stuart Masterson, fille du réalisateur Peter Masterson et de l'actrice Carlin Glynn, s'est très vite imposée comme une des grandes comédiennes de sa génération. C'est sur son visage de veuve militaire, blafard au-delà des larmes, que s'ouvrait *les Jardins de pierre*, de Francis Coppola ; c'est elle qui, dans *A bout portant*, de James Foley, faisait face à Sean Penn et Christopher Walken. Elle attend encore des scénaristes à sa hauteur...

En chat sauvage, Cicely Tyson terrifiait Elizabeth Taylor et Jane Fonda dans *l'Oiseau bleu*, de George Cukor. Bardée de nominations, activiste afro-américaine, elle fut, à la télévision, Coretta Scott King, veuve de Martin Luther, et dans la vie, un temps, l'épouse de Miles Davis.

... ET GANGS

Whoopi Goldberg a réussi : bien avant *la Couleur pourpre*, elle clamait partout qu'elle ne voulait tenir que des rôles où être noire (ou jaune, ou verte) n'entrait pas en ligne de compte. Son rôle de chanteuse de beuglant dans *Sister Act*, d'Emile Ardolino, pourrait être tenu par Goldie Hawn, Carol Burnett ou même Meryl Streep. Poursuivie par son gangster de jules (Harvey Keitel), elle se réfugie dans un couvent dirigé de ferme poigne par Maggy Smith. En moins de trois *Ave* (et pour combler les finances du couvent), les hymnes religieux commencent à donner dans des *scats* très jazzy. L'affrontement entre Whoopi-la-voyouse et *Maggy-la-très-grande-dame* fait tout le sel de l'affaire.

Bien qu'il s'agisse de base-ball, il n'y a pas, dans *League of Their Own*, d'homme digne de ce nom. Forcément, ils sont tous à la guerre (la deuxième, mondiale). Le film de Penny Marshall retrace l'histoire (vraie) de la première équipe de base-ball féminine. Jouant le jeu jusqu'à moquer son image de superstar et de fille à tout oser, Madonna tient bon la batte et n'a pas la langue en poche. Mais c'est Geena Davis, aussi en forme que dans *Thelma et Louise*, qui fait le meilleur score.

HENRI BÉHAR

---

dans la drogue et la prostitution *(Where the Day Takes You*, de Mark Rocco). Le camping-caravane d'une famille sans père dans une bourgade du Nouveau Mexique (*Gas Food Lodging*, d'Allison Anders). L'hôpital pour paraplégiques où atterrit un écrivain après un accident de montagne (*The Waterdance*, de Neil Jimenez).

«Nous avons en commun l'expérience d'un vécu pas toujours confortable», dit Allison Anders qui, avec ses deux sœurs, a grandi dans une famille sans père et élève seule ses deux filles. *«Je suis une mère célibataire, j'ai été abandonnée par mon père à cinq ans, violée à douze, agressée à quinze par mon beau-père, et folle à lier à dix-huit... C'est en partie ce que je décris à travers mes trois personnages, mère et filles.* (Mais le film est aussi drôle, et chaleureux.) *C'est probablement pareil pour Tom Kalin* (militant homosexuel et membre du mouvement Act Up), *ou pour Neil Jimenez : personne n'aurait pu écrire son scénario à sa place.»* Scénariste renommé, Jimenez vit aujourd'hui dans un fauteuil roulant.

Massivement rousse, tatouée en six endroits, la narine percée par un anneau orné d'une bille turquoise, Allison Anders n'a peur de rien. Après avoir lu une interview de Wim Wenders, elle s'est mise à lui écrire – *«Une fois par semaine!»* Lui, de temps en temps, téléphone. En 1984, étudiante en cinéma à UCLA, elle réalise un film sur un musicien punk en cavale, *Border Radio*, puis écrit un scénario, *l'Autoroute perdue*. Aucune réaction. De passage à Los Angeles, Wenders demande à voir son film, il l'aime. Bientôt, elle décroche une bourse de 25 000 dollars. *«J'ai menti comme une arracheuse de dents : j'ai affirmé que Wim m'avait conviée à travailler sur* Paris, Texas. *Quand je le lui ai dit, il a bien fallu qu'il me prenne.»* Un jour, un copain de classe devenu producteur lui fait parvenir une adaptation d'un roman épuisé. Au bout d'un an et demi, *Don't Look and It Won't Hurt*, de Richard Peck, devient *Gas Food Lodging*, d'Allison Anders.

Acteur de théâtre (Shakespeare à Central Park) et de télévision, Carl Franklin étudie la réalisation à l'American Film Institute. Son film de fin d'études, *Punk*, est plutôt dérangeant (l'assassin est un gamin de neuf ans), mais il attire l'attention de deux producteurs débutants, qui détiennent les droits du scénario de *One False Move*.

Fils d'un acteur de cinéma, Marc Rocco s'est trouvé un «père» metteur en scène, le réalisateur Richard Rush. *«Je lui apportais son café et lui portais sa chaise. Comme j'étais tenace, il m'a prêté son équipement :* «Tiens, va me tourner cinq minutes sur un couple qui veut traverser la rue.» *Je revenais, je montais, il commentait. Ça a duré des années.»*

Mais il faut, aussi, trouver un producteur, ou une productrice. Celle de Carl Franklin, Jesse Beaton, débute à ce poste, mais avait déjà une importante réputation dans l'industrie. Responsable des acquisitions et du marketing chez Island, elle avait déniché puis lancé *le Baiser de la femme araignée*, de Babenco, *Bagdad Café*, de Percy Adlon, *Mona Lisa*, de Neil Jordan, *Nola Darling*, de Spike Lee.

Familière de la controverse et du défi – elle a produit le «scandaleux» *Poison* de Todd Haynes, – Christine Vachon, armée d'un synopsis détaillé et d'une vidéo déjà réalisée par Tom Kalin, a obtenu une partie du financement auprès de diverses fondations. En dix jours, Kalin a tourné les trois quarts de son film. Lorsque sa productrice trouva de nouveaux fonds (publics) grâce au National Endowment of the Arts, il put réaliser les scènes complexes, en particulier celle du meurtre. Le cinéaste explique comment le budget limité a commandé l'esthétique du film, l'obligeant à privilégier la performance des comédiens. Encore faut-il obtenir ceux qu'on souhaite.

«Nos financiers nous exhortaient à obtenir le concours d'une star pour un des rôles principaux, se souvient Carl Franklin. *Mais, vu notre budget ridicule – 2,5 millions de dollars en tout, – nous n'avons pas réussi à faire lire notre scénario. Un grand nombre de gens n'ouvrent pas une brochure à moins de 1 million et demi de dollars de cachet potentiel.»* Les commanditaires de *One False Move* acceptaient la rallonge, *«mais ça aurait bouleversé l'équilibre du film»*.

Nanti, pour sa fresque sur les fugueurs de Hollywood Boulevard, d'un budget de 3 millions de dollars – *«assez confortable pour un film indépendant»*, – Marc Rocco était *«conscient qu'il nous fallait un «nom» pour ancrer la production. L'équilibre est délicat à trouver entre l'acteur que vous estimez idéal pour le rôle et celui rêvé par le banquier»*. Rocco tient bon : le rôle-clé du «grand frère» ira à Dermot Mulroney (*Young Guns, Compagnon de longue date*). *«J'ignorais que Dermot était un des comédiens les plus respectés par ceux de sa génération. Pour travailler avec lui, plusieurs autres nous ont rejoints.»*

Dans cette chasse à l'acteur, les agents font souvent figure d'adversaires. Ils ne trouvent pas leur compte au pourcentage perçu sur des cachets forcément réduits. *«Alors que beaucoup de comédiens sont prêts à essayer des personnages plus originaux que ceux proposés par les studios*, explique Marc Rocco. *Quelle Major ferait de Kyle McLachlan* (acteur fétiche de David Lynch) *un trafiquant de drogue pourri et cinglé? Ou de Sean Astin un junkie vomissant au bord de l'overdose, quand le système envisage de faire de lui le prochain Tom Cruise?»*

La chance des réalisateurs indépendants réside dans la bonne circulation des projets entre les jeunes acteurs. C'est ainsi qu'Allison Anders a pu réunir Brooke Adams, Ione Skye et Fairuza Balk. C'est ainsi que Neil Jimenez obtint Wesley Snipes, Eric Stolz et William Forsythe. C'est ainsi que le générique de *Where The Day Takes You* est un véritable *Who's who* de la nouvelle génération, où on retrouve – outre MacLachlan, Astin et Mulroney – Lara Flynn Boyle, Balthazar Getty, Ricki Lake, Christian Slater, Laura San Giacomo. Le film terminé, il faut encore qu'il soit montré. Neuf films indépendants sur dix ne voient jamais la lumière d'un projecteur de cinéma. La seule manière de contourner l'obstacle consiste à se faire inviter au plus grand nombre de festivals, de se montrer au plus grand nombre de journalistes, de provoquer le bouche-à-oreille le plus ample possible.

Le sauvetage de *One False Move*, destiné à passer directement à la vidéo, relève du conte de fées. Agacée par l'indifférence des distributeurs, la productrice Jesse Beaton projette le film à quelques amis journalistes. Emballée, Sheila Benson, du *Los Angeles Times*, en fait son film invité au Festival du film flottant (une semaine de croisière cinéphile entre Canada et Caraïbes). Ses collègues partagent un enthousiasme que l'un d'entre eux, Roger Ebert, amplifiera dans ses colonnes et surtout dans son émission de télévision. Sorti en juillet, le film tient toujours l'écran.

«Gas Food Lodging *est allé en compétition aux festivals de* Sundance et de Berlin, rappelle Allison Anders. *Même si un film ne gagne rien – ce qui fut le cas du mien, – si le public le voit, si les critiques le voient, si la réaction est positive, un distributeur ne peut plus dire qu'il n'a aucune chance. Pour nous, le pouvoir de la critique est énorme, notre salut repose entièrement sur les directeurs de festival et les médias.»*

Remarqués par les studios, plusieurs indépendants font face à l'éternelle question du maintien du choix entre leur liberté artistique et l'accès à des conditions de travail et de vie plus faciles. Avec en tête un modèle, celui de Martin Scorsese : *«Que quelqu'un puisse concevoir* Raging Bull *et trouver un studio qui le finance et le distribue, c'est le rêve de tout cinéaste indépendant.»*

H. B.

DEAUVILLE

RENCONTRE
avec Clint Eastwood

PORTRAIT DU FLINGUEUR EN VIEUX SAGE



Comédien à succès, Clint Eastwood cinéaste n'avait jamais fait courir les foules américaines. Jusqu'à Unforgiven *(en France : « Impitoyable »), sa seizième mise en scène, qui remporte un triomphe public et critique. Cette fois, même les plus réservés parlent de nomination au prochain Oscar de la mise en scène. Ni l'acteur Clint ni le cinéaste Eastwood n'avaient à ce jour obtenu pareille reconnaissance dans un pays où le nom des réalisateurs de cinéma ne figure même pas sur les programmes de télévision quand y sont diffusées leurs œuvres.*

LA peau tannée, le visage buriné, Clint Eastwood incarne dans *Impitoyable* William Munny, fermier du Kansas à la fin du siècle dernier. Ancien bandit et tueur à gages, il a épousé une femme qui lui a fait raccrocher ses pistolets et donné deux enfants. Claudia morte, Munny est perdu, et sa ferme au bord de la ruine... Dans une petite ville du Wyoming où le shérif Little Bill (Gene Hackman) fait la loi (*« Pas de flingue chez moi sinon les miens »*), une jeune prostituée se fait taillader le visage par un grand mastard à la virilité microscopique ; ses compagnes, poussées par Strawberry Alice (Frances Fisher), mettent sa tête à prix... Accompagné par un jeune chasseur de prime au sang chaud (Jaime Woolvett), Munny se met en route pour exécuter le contrat, cueille au passage son vieux collègue Ned (Morgan Freeman), lui aussi retiré des affaires, croise Butcher Bob (Richard Harris), autre chasseur de prime, d'origine britannique, flanqué d'un journaliste chroniqueur (Saul Rubinek)... Tout est désormais en place pour la confrontation finale...

Ecrit par le chef-monteur David Webb Peoples, *Impitoyable* est une entreprise de démystification. Il ne s'agit plus de justice, mais de fric. La virilité ? Une vanité de mâle. Le code de l'honneur ? Une illusion. L'héroïsme ? Un faux mythe. Femmes, enfants, *« j'ai tué pratiquement tout ce qui bouge ou rampe »*. *« Le tueur impitoyable avait-il peur ? »*, interroge le jeune chasseur de prime : *« Je ne me souviens pas, j'étais soûl presque tout le temps. »*

Le verbe économe, la voix douce au bord du chuchotement, l'œil bleu pétillant ou attentif, en bien meilleure forme que William Munny, et plus grand, si possible, à la ville qu'à l'écran, Clint Eastwood, à soixante-deux ans, dégage une totale confiance en lui. Il dit posément, confortablement, mais fermement, ce qu'il a à dire, et tant pis si ça déplaît à certains.

« Après le John Wilson (inspiré de John Huston) de *Chasseur blanc, cœur noir*, qui était un véritable moulin à paroles, vous renouez avec les grands taciturnes.

– Par nature, je suis plutôt introverti. C'est parfois un avantage, parfois non.

– Il y a près de sept ans que *Impitoyable* figurait parmi vos projets. Pourquoi avoir mis si longtemps à le faire ?

– Il exigeait une longue préparation. Je voulais le faire bien.

– N'avez-vous pas plutôt attendu d'avoir le bon âge ?

– (*Sourire*) Si vous le dites...

– N'est-ce pas, entre autres, un film sur l'âge, le courage et la peur de vieillir, qui vous concerne personnellement ?

– Je ne fais pas pénitence pour tous les personnages d'action que j'ai incarnés jusqu'à présent. Mais j'en suis à un moment de ma vie, nous en sommes à un moment de notre histoire où je me dis que la violence ne devrait pas être source d'humour ou de séduction.

» Lorsque j'ai demandé à Gene Hackman de participer au film, il a répondu, avant de le lire, qu'il ne voulait plus tourner de films de violence. Il pensait qu'il y avait trop de violence autour de nous, et il était déçu d'un certain nombre de films dont la seule préoccupation est de faire plus fort que le concurrent, ou de trouver des manières inédites de tuer. J'ai insisté pour qu'il lise tout de même le script, lui disant que nous tenions peut-être là une occasion de traiter de la violence et de ses implications morales. Les conséquences d'un acte violent affectent aussi bien celui qui le commet que celui qui en est victime. Tant mieux si on peut traiter ce sujet au travers d'un western.

– Le « reporter » du film prétend raconter l'Ouest, mais essaie surtout d'en tracer un portrait héroïque...

– ...alors qu'en réalité ce qui se passe n'est pas héroïque du tout.

– Ceux qui accusent le cinéma de rendre la violence séduisante oublient qu'il y a cent ans les *dime novels*, romans à dix sous, en faisaient autant.

– Oui, c'est la même chose. La violence a toujours séduit la littérature ; depuis que la littérature existe – l'Ancien Testament en est le meilleur exemple. Mais aujourd'hui je suis gêné par l'usage de plus en plus répandu de la violence à des fins de comédie – je ne parle pas de Harold Lloyd se cognant contre un mur ou de Chaplin glissant sur une peau de banane, cette violence-là ne me dérange pas. Mais l'autre... Gommer, effacer, éliminer une vie... La seule différence entre William Munny et le shérif Little Bill, c'est que Little Bill a pour excuse, prétexte ou raison d'être du côté de l'ordre et de la loi. Munny, lui, ne rend des comptes qu'à ses démons...

– Le zèle de Little Bill à appliquer la loi frôle le sadisme. Lorsqu'il donne le fouet à l'acteur noir Morgan Freeman, ses adjoints le regardent horrifiés mais passifs. On pense à la vidéo du passage à tabac de Rodney King par les flics de Los Angeles.

– Montrer l'horreur des adjoints était délibéré, faire une référence à Rodney King ne l'était pas. Mais le rapprochement n'est pas faux. Chacun peut se demander comment il aurait réagi cette nuit-là, dans la peau d'un jeune flic débutant, face à la violence pratiquée par ses supérieurs.

– Au cours de la confrontation finale, après avoir tué le shérif (Gene Hackman), vous passez devant un moribond et l'achevez d'un geste négligent, sans même le regarder.

– Ce qui, si j'ai réussi ce que je cherchais à faire, devrait être d'autant plus terrifiant. Car à ce moment-là Munny est presque en mission suicide. A la différence du shérif, tout lui est devenu égal : son ami Ned a été tué, il se sent coupable de l'avoir entraîné dans cette mission, il est redevenu ce qu'il était – une machine à tuer.

– Seriez-vous de plus en plus un moraliste ?

– Je ne sais quoi vous dire, sinon que je suis plus vieux et plus sage. Ce sont des choses qu'on ne découvre que lorsqu'elles vous arrivent. Et qui peuvent renforcer votre inquiétude. Je ne parle pas uniquement de la violence au cinéma ou à la télévision, qui appartient à la fiction et à la distraction, mais de la violence dans la société, de l'accoutumance, de la tolérance que nous lui accordons. Que la société lui accorde.

– Accoutumance et tolérance auxquelles le cinéma contribue ? On l'a dit de *Dirty Harry*, on l'a dit plus récemment de *New Jack City* et de toute une série de films black...

– Je refuse cette affirmation. Nous avons grandi avec *l'Enfer est à lui* et *l'Ennemi public*, nous avons vu Robert Mitchum ou James Cagney canarder un homme enfermé dans le coffre d'une voiture. Nous ne sommes pas pour autant devenus des criminels. On était toujours conscient qu'il s'agissait d'un film.

– L'est-on moins aujourd'hui ?

– Il faudrait être sérieusement dérangé pour ne pas faire la part de la réalité et de la fiction. Mais l'industrie du cinéma et surtout de la télévision a toujours été une cible de choix sur la question de la violence, parce qu'elle réagit toujours par la peur. Alors que le problème est encore pire dans d'autres secteurs de la communication. Dans l'information, la concurrence est telle que c'est à qui filmera le plus d'hémoglobine sur l'autoroute. Il faut essayer de comprendre les résultats de cette situation.

– Les personnages féminins ont toujours été très forts dans vos films.

– Un personnage masculin perd considérablement de son intérêt s'il n'a en face de lui qu'une partenaire décorative...

– C'est la rébellion des femmes qui déclenche l'action de *Impitoyable*.

– Parce qu'à l'époque les femmes étaient traitées comme des citoyens de deuxième classe, et plus encore, j'imagine, les prostituées, sous-classe à l'intérieur de cette classe défavorisée. Dans le film, leur révolte (contre la violence dont a été victime l'une d'entre elles, mais aussi contre l'exploitation à laquelle elles sont toutes soumises) est justifiée. Et pourtant c'est elle qui provoque la tragédie.

– Il y a aussi Claudia, la femme de votre personnage, morte après l'avoir remis dans le droit chemin – ce qu'il concède non sans amertume.

– Il lui en veut de l'avoir abandonné avec deux enfants qu'il a du mal à élever. Il lui en veut d'avoir osé, par sa mort, le priver de son soutien moral.

– Le réalisateur Eastwood n'épargne guère l'acteur Eastwood.

– Je fais toujours la séparation entre les deux. Je ne vois que l'acteur qui joue un rôle. Si le personnage doit être roué de coups ou se traîner dans la boue, la vanité n'est pas de mise, on fait ce que le rôle exige.

– Avec Jack Green, votre caméraman depuis *Bronco Billy* et chef opérateur depuis *Bird*, vous avez donné au film une tonalité très sombre.



Clint Eastwood et Morgan Freeman dans « Impitoyable »

– C'est toujours délicat de vouloir donner l'impression qu'une scène est éclairée à la lampe à huile, tout en permettant de tout voir. Quand je revois certains vieux westerns en Technicolor, je les trouve atroces, bien trop éclairés. En revanche, un western en noir et blanc comme *la Poursuite infernale* sonne visuellement juste, si j'ose dire. Pour *Impitoyable*, comme pour *Bird*, j'ai choisi d'éclairer comme si le film était tourné en noir et blanc.

– Vous travaillez presque toujours avec les mêmes techniciens.

– Parce que je sais qu'avec eux le tournage se passera bien. J'aime travailler, mais j'en suis à un stade de ma vie où si cette expérience risque d'être désagréable je la refuse. Un acteur a besoin de se sentir en sécurité – même le plus chevronné perd pied si ceux qui l'entourent lui donnent l'impression d'être à la dérive. Et si moi, je ne suis pas prêt, personne ne le sera, et le résultat à l'écran sera désastreux. Je fais simplement en sorte d'être sûr de ce que je fais. Et je dors plus que tous les autres...

– Pourquoi revenez-vous constamment au western ?

– Ça tient à mes goûts, à mon passé, à ma carrière. Le western m'a procuré une certaine notoriété, c'est aussi un genre cinématographique qui permet une analyse originale de certains sujets ou de certains principes moraux. Régulièrement, un expert proclame la mort du western – ça marche par cycles – jusqu'à ce que sorte un autre western, qui marche. Et un autre expert proclame la renaissance du western. Hollywood, qui est un peu bébête sur ce plan-là, suit la mode de façon moutonnière. Quelqu'un lance : *« Tel genre est mort »*, Hollywood acquiesce : *« Tel genre est mort. »* Sans même se dire : *« Un instant ! Chaque fois que l'un de nos films de ce type passe à la télévision, il arrive en tête de tous les sondages. »*

– *Impitoyable* est dédié « *à Sergio* (Leone) *et à Don* (Siegel) ».

– On tisse toujours l'écheveau des œuvres auxquelles on a participé, de manière presque automatique, inconsciente. J'ai passé du temps à Rome avec Sergio Leone, juste avant sa mort. Quand je suis rentré, Don Siegel était déjà malade. J'ai écrit la préface de son livre et l'ai poussé à en achever la rédaction. C'est triste qu'il soit mort, c'est triste aussi qu'il ne soit pas parti sur un grand film. Très peu de gens ont cette chance. John Huston aura été un des rares dans ce cas...

– Et, euh...

– (*Sourire*) Si *Unforgiven* devait être mon dernier western, il me paraîtrait constituer une sortie très convenable. »

H. B.

LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

Cinéma

Films nouveaux

Albert souffre, de Bruno Nuytten, avec Julien Rassam, Estelle Skornik, Jean-Michel Portal, Collin Obomalayat, Kristen McMenamy. Français (1 h 45).
Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Gobelins (ex Fauvette), handicapés, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, handicapés, 14e (36-65-75-14) ; Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

Antigone, de Danièle Huillet, Jean-Marie Straub texte de Bertolt Brecht, avec Astrid Ofner, Ursula Ofner, Hans Diehl, Kurt Radeke. Franco-allemand (1 h 40).
VO : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

Ballroom Dancing, de Baz Luhrmann, avec Paul Mercurio, Tara Morice, Bill Hunter, Pat Thomson, Gia Carides, Peter Whitford. Américain (1 h 34).
VO : Forum Horizon, handicapés, dolby, 1er (45-08-57-57) ; U. G. C. Danton, dolby, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, dolby, 7e (47-05-12-15) ; U. G. C. Biarritz, dolby, 8e (45-62-20-40) ; La Bastille, handicapés, dolby, 11e (43-07-48-60) ; Bienvenüe Montparnasse, dolby, 15e (36-65-70-38). VF : Rex, dolby, 2e (42-36-83-93) ; U. G. C. Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; U. G. C. Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, handicapés, dolby, 14e (36-65-70-41) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-47-94).

Boomerang, de Reginald Hudlin, avec Eddie Murphy, Robin Givens, Halle Berry, David Alan Grier, Martin Lawrence, Grace Jones. Américain (1 h 48).
VO : Forum Horizon, handicapés, dolby, 1er (45-08-57-57) ; Gaumont Hautefeuille, handicapés, dolby, 6e (46-33-79-38) ; George V, dolby, 8e (45-62-41-46) ; Marignan-Concorde, dolby, 8e (43-59-92-82) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).
VF : Rex, handicapés, 2e (42-36-83-93) ; U. G. C. Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, handicapés, dolby, 9e (47-42-56-31) ; U. G. C. Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; U. G. C. Gobelins, dolby, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, dolby, 14e (36-65-70-41) ; Montparnasse, dolby, 14e (43-20-12-06) ; U. G. C. Convention, dolby, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, dolby, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96).

Le Coup de foudre, de Rudolf Thome, avec Geno Lechner, Julian Benedikt, Margarita Broich, Kyana Kretzschmar, Nicolai Wolf Thome, Sophie Gräber. Allemand (1 h 43).
VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3e (42-71-52-36) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81).

Eline Vere, de Harry Kümel, avec Marianne Basler, Michael York, Thom Hoffman, Monique Van de Ven, Aurore Clément, Johan Leysen. Franco-belge-hollandais (1 h 57).
VO : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

Reservoir Dogs, de Quentin Tarantino, avec Harvey Keitel, Tim Roth, Michael Madsen, Chris Penn, Steve Buscemi, Lawrence Tierney. Américain (1 h 39).
VO : Ciné Beaubourg, handicapés, dolby, 3e (42-71-52-36) ; U. G. C. Rotonde, dolby, 6e (45-74-94-94) ; U. G. C. Odéon, dolby, 6e (42-25-10-30) ; U. G. C. Champs-Elysées, handicapés, dolby, 8e (45-62-20-40) ; U. G. C. Opéra, dolby, 9e (45-74-95-40) ; 14 Juillet Bastille, dolby, 11e (43-57-90-81).
VF : Rex, 2e (42-36-83-93) ; U. G. C. Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; U. G. C. Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; U. G. C. Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-47-94).

Un coeur en hiver, de Claude Sautet, avec Daniel Auteuil, Emmanuelle Béart, André Dussollier, Elisabeth Bourgine, Brigitte Catillon, Maurice Garrel. Français (1 h 45).
Forum Horizon, handicapés, dolby, 1er (45-08-57-57) ; Gaumont Hautefeuille, dolby, 6e (46-33-79-38) ; U. G. C. Danton, 6e (42-25-10-30) ; U. G. C. Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Gaumont Ambassade, handicapés, 8e (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; U. G. C. Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, 11e (43-57-90-81) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; U. G. C. Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; U. G. C. Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Mistral, 14e (36-65-70-41) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; U. G. C. Maillot, dolby, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Wepler II, handicapés, 18e (45-22-47-94).

Warszawa anné 5703, de Janusz Kijowski, avec Lambert Wilson, Hanna Schygulla, Julie Delpy, Wladyslaw Kowalski, Piotr Cieslak, Pawel Nowisz. Franco-allemand (1 h 47).
VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3e (42-71-52-36) ; Gaumont Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
VF : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Gaumont Gobelins (ex Fauvette), 13e (47-07-55-88).

Reprises

Autopsie d'un meurtre, d'Otto Preminger, avec James Stewart, Lee Remick, Ben Gazzara, Joseph N. Welch, Kathryn Grant, Arthur O'Connell. Américain, 1959, noir et blanc (2 h 40).
VO : Action Christine, handicapés, 6e (43-29-11-30).

David Copperfield, de George Cukor, avec W. C. Fields, Lionel Barrymore, Freddy Bartholomew, Frank Lawton, Maureen O'Sullivan. Américain, 1935, noir et blanc (2 h 12).
VO : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07) ; Mac-Mahon, 17e (43-29-79-89).

FRANCIS VERNHET/BIRMAPRESSE

Sapho chante Oum Kalsoum.

Festivals

Cinémathèque française, Le Cinéma américain regarde ses Indiens (jusqu'au 15 septembre). Des dizaines de westerns (tour à tour « fondateurs », « épiques », « existentialistes ») pour une mythologie complexe et douloureuse. Les productions récentes sont là aussi (*Danse avec les loups*, le 13). Tous les grands classiques, et une trentaine de courts-métrages. De *la Charge fantastique* à *la Prisonnière du désert*, la cinémathèque rouvre le livre (et les plaies) de la légende américaine. Tél. : (1) 47-04-24-24 (répondeur).

Musée national Picasso, Les cinémas de Picasso (jusqu'au 14 septembre). Les cinq encres sur papier et une des huiles réalisées par Picasso lors du tournage du *Mystère Picasso*, de Henri-Georges Clouzot, Prix spécial du jury à Cannes en 1956, sont complétées par une demi-douzaine de films. Deux longs-métrages : *La vie commence demain*, *le Mystère Picasso*, et quatre courts-métrages : « *la Mort de Charlotte Corday* », *Picasso, les Céramiques et les sculptures de Picasso*, *Visite à Picasso*. Tél. : (1) 42-71-63-15.

Utopia Latin, festival ciné Japon (jusqu'au 29 septembre). Le cinéma japonais avait fait, l'année dernière, une apparition remarquée au Max Linder (qui fête Ozu jusqu'au 22 septembre). Seize films nippons, moins connus, reviennent aujourd'hui, mais à l'Utopia Latin. L'ultra-violence (*Baby Cart, l'enfant massacré*, de Kenji Mitsumi), les arts martiaux mâtinés de bouddhisme (*Grand Bouddha*, du même auteur), le baroque érotique (*l'Ange rouge*, de Yasuzo Masumara). Un pan entier de cinéma à découvrir. Tél. : (1) 43-26-84-65.

Vidéothèque de Paris, Portraits de Paris (jusqu'au 29 septembre). La vidéothèque offre tout l'été une grande lecture de Paris par pellicule et vidéos interposées, articulée autour de six thèmes proposés en rotation (un thème par jour en six à huit films, à partir de 14 h 30). Le 3, « Histoire » (*Elise ou la vraie vie*, de Michel Drach ; *Paris brûle-t-il?* de René Clément...) ; le 4, « Cartes postales » (*l'Amour existe*, de Maurice Pialat ; *Zazie dans le métro*, de Louis Malle ; *En remontant la rue Vilin*, de Robert Bober...) ; le 5, « Les étrangers filment Paris » (*le Lutteur et le Clown*, de Boris Barnet et Konstantin Youdine ; *Ange*, d'Ernst Lubitsch...) ; puis, le 6, « Vie économique et sociale » (*Playtime*, de Jacques Tati ; *l'Argent*, de Marcel l'Herbier ; *Des enfants gâtés*, de Bertrand Tavernier...) ; le 8, « Courrier du cœur » (*Diva*, de Jean-Jacques Beineix ; *les Bonnes Femmes*, de Claude Chabrol ; *Charlotte et son Jules*, de Jean-Luc Godard ; *la Désenchantée*, de Benoît Jacquot...). Pour terminer : le 8, « Cartes postales » (*Boudu sauvé des eaux*, de Jean Renoir ; des documentaires sur la Grande Arche ; la pyramide du Louvre...). Tél. : (1) 44-76-62-00.

Deauville, Festival du cinéma américain (du 4 au 13 septembre). Pendant neuf jours, la pellicule d'outre-Atlantique sera reine, et ses stars lui rendront hommage. On attend cette année Cyd Charisse, James Coburn, Claudette Colbert, Arlene Dahl, Brian de Palma, Kirk Douglas, Joseph L. Mankiewicz, et Robert Wise. Et l'essentiel du cinéma américain qui débarquera sur nos écrans dans les prochains mois. Tél. : (1) 42-67-71-40.

Gindou (Lot), les rencontres cinéma de Gindou (jusqu'au 5 septembre). Le 3 septembre, « cinéma différent », avec une rétrospective Patrick Bokanowski (*l'Ange*, *le Déjeuner du matin*, *La femme qui se poudre*, et son dernier film, inédit, *la Plage*). Le 4, soirée cinémathèque de Toulouse : *Lisbonne, capitale du cinéma européen*, propose trois regards d'auteurs européens sur la Lusitanie (Wim Wenders et *l'Etat des choses* ; Werner Schroeter et *le Roi des roses* ; F.-J. Ossang et *le Trésor des îles chiennes*). Enfin, quatre longs-métrages inédits (France, Sénégal, CEI) et deux courts-métrages, inédits eux aussi, seront projetés à l'occasion d'une nuit du cinéma, le 5 septembre. Tél. : 65-22-80-04.

Les entrées à Paris

Le sort des films sortis cette semaine reflète fidèlement celui des quelque 27 titres distribués depuis le 1er juillet. L'outrageuse domination des films américains, d'abord, qui se sont adjugés 90 % du public durant l'été, se traduit par le carton du lieutenant Ripley (185 000 entrées pour *Alien 3*), et le tir groupé du *Dernier des Mohicans*, avec plus de 110 000 entrées. Déconfiture symétrique de *la Peste* à l'indéfinissable nationalité (seulement 35 000) et anéantissement de la comédie française de la semaine, *Tableau d'honneur*, avec moins de 5 000 spectateurs.

On trouve tout de même, en guise de consolation, le bon accueil réservé au chef-d'œuvre de Satyajit Ray (plus de 10 000 entrées pour *Agantuk* en seulement cinq salles) et au modeste et sympathique *Un été sans histoire* (8 000 entrées en deux salles). Avant eux, des films comme *Histoire de fantômes chinois 2* ou *la Femme de sable* avaient également trouvé leur public, tandis que de plus anciens poursuivaient une belle carrière (100 000 entrées pour *Opening Night*, 300 000 pour *Retour à Howards End*, 330 000 pour *The Player*). Aucun français? Si, un seul, *le Zèbre*, qui approche les 470 000 en onzième semaine et fut souvent le seul titre non américain à figurer dans le « top 10 » hebdomadaire de l'été.

Pourtant, la plus mauvaise nouvelle est peut-être le score décevant enregistré par *Batman 2*, dont les 340 000 entrées en sept semaines sont très en dessous des espoirs de ses distributeurs. Mauvaise nouvelle parce que le film avait tenté la chance de sortir un 15 juillet, en pleine morte saison. S'il avait fait un triomphe, son exemple aurait sans doute convaincu les Américains de présenter quelques-unes de leurs grosses machines en été, et donc de laisser plus de champ aux autres aux périodes les plus embouteillées, notamment celle de la rentrée (34 nouveaux films en septembre). Plus prudent que l'homme chauve-souris, c'est *l'Arme fatale 3* qui aura réalisé la meilleure opération de l'été, avec déjà 500 000 entrées en trois semaines. Et pendant ce temps-là, *Basic Instinct* poursuivait ses ravages, pour totaliser en vingt-deux semaines 1 125 000 spectateurs.

Théâtre

Paris

Exercices de style (jusqu'au 15 octobre) de Raymond Queneau. De et avec Hélène Deregnier, Christine Jarniat, Valérie Malniar, Albert de Freitas, Franck Lemarre, Franck Post. Théâtre du Ranelagh, soirée à 20 h 30 du mardi au samedi, matinée le dimanche à 17 heures. Relâche lundi. Tél. : 42-88-64-44.

Sans rancune (jusqu'à noël) de Sam Boobrick et Ron Clark. Mise en scène de Pierre Mondy. Décors de Jacques Marillier. Avec Roland Giraud, Nicole Calfan, Gérard Hernandez, Consuelo de Haviland, Valentine Varela, Eric Métayer, Jean-Pierre Rochette, Marc Faure. Théâtre du Palais-Royal, soirée à 20 h 30, matinée à 17 h 30 le samedi. Relâche dimanche et lundi. Tél. : 42-97-59-81.

Danse

Biarritz, le temps d'aimer (jusqu'au 20 septembre). Quatre compagnies européennes de danse : celle, madrilène, de Victor Ullate – naguère brillant soliste chez Béjart – avec des chorégraphies de Balanchine, Nils Christe, Jan Linkens et Ullate (les 4 et 6) ; les Ballets de Monte-Carlo (les 11, 12, et 13), la Compagnie Ris et Danceries avec *Zarandanzas*, sa dernière création, mêlant des danses baroques espagnoles et françaises (le 15) et, enfin, le Ballet national de Nancy (18, 19, et 20). Palais des Festivals. Tél. : 59-22-20-21.

Musique

Classique

Paris

Festival estival, le 2 septembre, *l'Art de la fugue*, de Bach, par Andreï Vieru (piano). Le 4, récital d'orgue, par Marie-Claire Alain. Le 7, tango contemporain, par J.-J. Mosalini (bandonéon), G. Beytelmann (piano) et Patrice Caratini (piano). Le 8, récital Haydn, Ravel et Debussy, par Alain Planès (piano). Tél. : 48-04-98-01.

Festival de l'Orangerie de Sceaux, le 5 septembre, *la Petite Messe*, de Rossini. Le 6, Schubert, Schumann, Britten, par Xavier Phillips (violoncelle) et A. Gasparov (piano), et sonates de Beethoven, par Abdel Rahman el Bacha (piano). Tél. : 46-60-07-79.

Les samedis de Versailles, le 5 septembre, motets de Du Mont et Falconieri, par l'Ensemble Fitzwilliam. Tél. : 39-49-48-24.

Château de Villarceaux, le 5 septembre, *Sonate pour deux pianos et percussions*, de Bartok, par Pierre-Laurent Aimard et Florent Boffard (pianos), Michel Cerutti et Daniel Ciampolini (percussions) et Trio Martial Solal. Tél. : 42-96-05-01 (Val-d'Oise).

Régions

Festival de Besançon, le 4 septembre, Weber, Tchaïkovski, Chostakovitch, par l'Orchestre philharmonique de Saint-Pétersbourg, Mariss Jansons (direction). Le 5, cours d'analyse musicale, par le compositeur Luciano Berio, et concert Beethoven, par l'Orchestre et les Chœurs de l'Orchestre de Cologne, Hans Vonk (direction). Le 6, Schubert, par le Trio des Isles. Les 7 et 8, Schubert, Bach, Vivaldi, par l'Ensemble instrumental de Besançon, Gérard Poulet (violon et direction). Le 8, Brahms, par l'Orchestre symphonique de la Radio de Berlin, Antje Weithaas (violon) et Vladimir Ashkenazy (direction). Le 9, Bach, par Gustav Rivinius (violoncelle) ; Schubert, Schumann, Prokofiev, par Lilya Zilberstein (piano), et Rossini, Mozart, Mendelssohn, par l'Orchestre national d'Ile-de-France, Gérard Jarry (violon) et Jacques Mercier (direction). Le 10, Britten, Berio, Fauré, par Brigitte Lafon (soprano), Philippe Bohée (baryton), le Chœur Schütz de Besançon, l'Orchestre national d'Ile-de-France, Jacques Mercier (direction). Le 11, hommage au pianiste Nikita Magaloff pour son quatre-vingtième anniversaire. Tél. : 81-83-18-08.

Festival de Quatuors à cordes en Lubéron, les 5, 6 et 8 septembre, Tchaïkovski, Honegger, par le Quatuor Keller. Tél. : 90-75-89-60.

Etranger

Festival de Montreux-Vevey (Suisse), le 3 septembre, Rossini, Sibelius, Tchaïkovski, par Julian Rachlin (violon) et l'Orchestre de Saint-Pétersbourg, Mariss Jansons (direction). Le 5, Bach, Haydn, Schubert, Bartok, par la Camerata de Salzbourg, Sandor Vegh (direction). Le 9, Mendelssohn, Elgar, Brahms, par l'Orchestre symphonique de la Radio de Berlin, Vladimir Ashkenazy (direction). Tél. : la Fugue, à Paris, 43-59-10-14.

Jazz

Paris, New-Morning : Lou Donaldson Quartet le 5. Avec Herman Foster aux percussions, Jeff Fuller à la basse et Brian Kirk à la batterie. Tél. : 45-82-44-40.

Festival d'Ile-de-France (tous les week-ends, du 5 septembre au 25 octobre) : ouverture du Festival d'Ile-de-France le 5 septembre au château de Villarceaux (Val-d'Oise). Le Trio Martial Solal (Daniel Humair derrière les fûts et François Moutin à la contrebasse) mérite bien le déplacement. Il faudra ensuite attendre le 1er octobre pour écouter du ternaire, avec Henri Texier Etoiles Quartet (Glenn Ferris au trombone, Louis Sclavis aux anches et Aldo Romano à la batterie), au lycée Michelet de Vanves (Hauts-de-Seine) du 1er au 4 octobre. Tél. : 42-96-05-01.

Mulhouse, Jazz à Mulhouse (jusqu'au 5 septembre) : le 3, Gérard Marais, Pino Minafra. Le 4, T'Nonet (Fred Van Hoove), A. M. I. S. quartett, la compagnie d'Eustache Jean-François Bovard, l'Italian Instabile Orchestra et David Murray Quartet. Enfin, le 5, Marc Perrone, et Patchwork music (Remi Boss et Schoolboy). Tél. : 89-45-63-95.

Rock

Paris, Passage du Nord-Ouest : les Athéniens (d'Athens, Géorgie) de Magnapop le 4, Swell le 7, et Bruce Cockburn, descendu du Canada, le 9. Tél. : 47-70-81-47.

Paris, Espace Ornano : The Godfathers et les Joueurs le 2. Babes in Toyland et Burning Heads le 3. Smashing Pumpkins et Medicine le 8. Tél. : 42-55-57-57.

Libourne, Festival nuit du rock, salle de Cosec : Magnapop le 5.

Loubressac (Lot) : Benoît et les Tortilleurs le 5.

Tournées

Axel Bauer : le 2 à Bastia, le 4 à Toulon, le 6 à Toulouse, le 11 à Pau, le 18 en Bulgarie et le 25 à Amsterdam.

Dire Straits + The Blues Band : le 5 à Nice (stade de l'Ouest), le 22 à Lyon (halle Tony Garnier), le 25 à Montauban (stade de Sapiac), les 28 et 29 à Nîmes (les Arènes).

Iron Maiden : le 5 à Paris (Grande Halle de La Villette), le 7 à Mulhouse, le 8 à Annecy, le 10 à Béziers (les Arènes), le 2 octobre au Havre.

Chansons

Musiques du monde

Bonifacio, Rencontres méditerranéennes (les 3, 4, et 5 septembre) : la Sardaigne (il Coro di Nuoro), le Maroc (Abdessadek ch'Kara et l'Orchestre arabo-andalou de Tetouan), les Baléares à découvrir (Xeremiers de sa Calatrava), l'Egypte, l'Italie, la France... et la Corse évidemment, avec Petru Guelfucci. En prime, Miquèu Montanaro et Vent d'est pour une célébration de la culture méditerranéenne dans l'île de Beauté. Tél. : 95-73-08-40.

Festival en Othe et en Armance (Aube et Yonne) : (jusqu'au 20 septembre) : Karim Kacel le 15 septembre, à Bouilly (Aube). Tél. : 25-42-12-64.

Pornic, Paga group (le 5 septembre) : Du jazz-rock, de la « gothic fusion » interprétés par de grands musiciens, dont Bernard Paganotti et Klaus Blasquiz, anciens de Magma. Tél. : 40-82-04-40.

Saint-Sever (Landes), Festival des musiques croisées (du 3 au 6 septembre) : beau festival, et beau programme. Le couvent des jacobins accueille cette année Sapho (qui chante Oum Kalsoum), Dora Lou, Louis Sclavis Quartet (Ellington on the air), le Trio Erik Marchand, Paris Musette et plusieurs colloques consacrés à l'interprétation et au « couple » interprète/créateur. Tél. : 58-06-86-86.

Toulouse, Caravane 92, culture inter-banlieue : Installée à Sesquières, dans les quartiers nord de Toulouse, la Caravane présentera Pepito Montenlegre (flamenco) le 3 et les bluesmen de Glory Hogs, découverte du Printemps de Bourges, le 4. L'étape toulousaine s'achèvera le 5 septembre avec Linton Kweshi Johnson (roi du dub), Chaba Fadela et Cheb Sarahoui (raï), et les Naufragés (rock). Tél. : (1) 43-38-36-92.

LA SÉLECTION DE LA SEMAINE


D. R.

Exposition James Turrell à Poitiers.

Arts

Paris

Centre Georges-Pompidou. Manifeste (jusqu'au 28 septembre) : à tous les étages du centre, un grand déploiement des collections d'art contemporain, d'architecture, de design. Tél. : 44-78-12-33.

Couvent des cordeliers. Zadkine (jusqu'au 27 septembre) : bois et pierres bien choisis, et gouaches des années 20, d'un cubiste soucieux de classicisme. Tél. : 43-29-45-75.

Fondation Cartier. A visage découvert *(jusqu'au 4 octobre) : de la grimace, du* cri, du masque, et du silence, en une très belle exposition qui rapproche les arts premiers et la peinture d'aujourd'hui. Tél. : 39-56-46-46.

Musée d'Art moderne. Brice Marden, Opalka, Michel Verjux, hommage à André Cadéré (jusqu'au 4 octobre) : pour l'été, une tétralogie d'artistes d'âge, de souche et de sources diverses. Tél. : 47-23-61-27.

Parc de Bagatelle. Henry Moore (jusqu'au 3 octobre) : sur le gazon, entre les arbres et les massifs de roses, les œuvres monumentales du sculpteur anglais sont comme chez elles. Tél. : 40-67-97-00.

Régions

Albi. Vladimir Skoda (jusqu'au 30 septembre) : une « installation » de sphères et de plaques d'un sculpteur au langage rigoureux. Moulins albigeois. Tél. : 63-47-56-50.

Angers. Francis Limerat (jusqu'au 4 octobre) : ses assemblages de bouts de bois et de fils sont devenus moins aériens, plus architecturés. Musée des beaux-arts. Tél. : 41-88-64-65.

Antibes. Chillida (jusqu'au 21 septembre) : du grand sculpteur espagnol d'aujourd'hui, l'œuvre sur papier et les *sculptures en terre.* Où Chillida peut être monumental et impressionner. Musée Picasso. Tél. : 93-34-71-07.

Arles. Jasper Johns (jusqu'au 30 septembre) : *gravures depuis 1960. Une* bonne façon d'approcher les recherches polymorphes du peintre américain. Fondation Vincent Van-Gogh. Tél. : 90-49-94-04.

Arles. Bernard Pages (jusqu'au 11 octobre) : les dernières sculptures basculantes, colorées, échevelées. Dans les *salles romanes du cloître Saint-Trophime.*

Besançon. Jules-Emile Zingg (jusqu'au 3 octobre) : un peintre franc-comtois quelque peu oublié, une sorte de Millet de l'entre-deux-guerres. Hôtel Jouffroy-d'Abbans. Tél. : 81-81-00-60.

Bordeaux. Lawrence Weiner (jusqu'au 8 novembre) : c'est l'une des figures majeures, dures et pures, de l'art conceptuel. Grande nef du CAPC, Musée d'art contemporain. Tél. : 56-44-16-35.

Cajarc. Pierre Soulages (jusqu'au 15 novembre) : du noir à la lumière, onze polyptyques, dont quelques-uns très récents. Maison des arts Georges-Pompidou. Tél. : 65-40-71-50.

Chartres. L'Art des Incas (jusqu'au 5 octobre) : Architecture, céramiques, armes, vêtements, figures votives... Les pièces proviennent des musées de Cuzco qui était, avant l'arrivée de Pizarro, le siège du pouvoir politique et religieux des Incas. Musée des beaux-arts Tél. : 37-36-41-39.

Cluny. Daniel Buren (jusqu'au 13 septembre) : dans cette nouvelle prestation *In situ,* Buren fait passer une lumière toute monacale au travers de ses toiles rayées. Aux écuries de Saint-Hugues.

Lyon. La collection du Musée de Lodz *(jusqu'au 27 septembre) : il ne faut pas* manquer les premières salles consacrées à l'avant-garde polonaise des années 20. Musée d'art contemporain. Tél. : 78-30-50-66.

Marseille. Jean-Michel Basquiat, une rétrospective (jusqu'au 21 septembre) : la trajectoire fulgurante d'un jeune peintre *new-yorkais, qui était terriblement doué.* Musée Cantini. Tél. : 91-54-77-75.

Montpellier. Frédéric Bazille (jusqu'au 4 octobre) : tout ce qu'il faut pour redécouvrir Bazille, l'ami de Monet, Sisley et Renoir, qui est né à Montpellier il y a cent cinquante ans. Musée Fabre. Tél. : 67-66-06-34.

Mouans-Sartoux. « Le cri et la raison » (jusqu'au 22 novembre) : Honegger, LeWitt, Morellet d'une part, Bacon, Tapiès, Penck, Appel de l'autre : une confrontation *fondée sur l'opposition de* l'art « construit » et de l'expressionnisme. Espace de l'art concret, château de Mouans. Tél. : 93-75-71-50.

Nice. Ingres, dessins pour l'âge d'or (jusqu'au 18 octobre) : en quatre-vingts feuilles, la préparation d'une grande peinture murale commandée par le duc *de Luynes en 1839, pour le château de* Dampierre. Musée des beaux-arts Jules-Chéret. Tél. : 93-44-50-72.

Poitiers. James Turrell (jusqu'au *11 octobre) : où il faut vraiment plon*ger, en maillot de bain, pour s'immerger dans l'œuvre, vouée à l'espace et à la lumière, de l'artiste américain. Confort moderne. Tél. : 49-46-08-08.

Rochechouart. Tony Cragg (jusqu'au 27 septembre) : un des plus surprenants sculpteurs anglais de la génération des années 80. Tél. : *55-03-77-77.* Egalement en Bretagne, à Bignan, domaine de Kerguéhennec (tél. : 97-60-57-78).

Saint-Paul-de-Vence. Fondation Maeght, « L'Art en mouvement » (jusqu'au 15 octobre) : espace, temps, lumière, mouvement... Une exposition historique, de Degas à Tinguely, en passant par les futuristes et tous ceux qui ont voulu que ça bouge. Tél. : 93-32-81-63.

Saint-Tropez. Signac à Saint-Tropez (jusqu'au 6 octobre) : en mai 1892, Paul Signac, fatigué de Paris, débarque à Saint-Tropez ; il y restera jusqu'en 1913. Musée de l'Annonciade. Tél. : 94-97-04-01.

Sète. Robert Combas (jusqu'au 30 septembre) : le plus illustre des représentants de la Figuration libre expose au Musée Paul-Valéry des peintures depuis 1977, et dans un entrepôt (quai Aspirant-Herber), son interprétation de Brassens. Musée Paul-Valéry. Tél. : 67-46-20-98.

Sijean. Jacques Villon (jusqu'au 30 septembre) : Dans l'un des plus beaux lieux de la région, une cave viticole admirablement aménagée, un hommage à Jacques Villon, marginal du cubisme, peintre délicat et frère de Duchamp. Lieu d'art contemporain, Hameau du Lac. Tél. : 68-48-83-62.

Strasbourg. Les Modernes (1870-1950) (jusqu'au 31 décembre) : les sculptures et les peintures mises en dépôt par le Musée national d'art moderne. Pour nourrir les collections du futur Musée d'art moderne et contemporain de Strasbourg. Ancienne Douane. Tél. : 88-32-48-95.

Tanlay (Yonne). Hommage à Bernard Réquichot (jusqu'au 4 octobre) : pein*tures, dessins, papiers choisis et reli*quaires d'un original, dont les expérimentations, contemporaines de celles d'Yves Klein, méritent une plus large *reconnaissance.* Château de Tanlay. Tél. : 86-75-76-33.

Disques

Rock

Morrissey

Your Arsenal

Après le très bref et très agaçant *Kill Uncle,* Morrissey sort enfin un vrai disque, d'une durée, d'une densité raisonnable pour lui, c'est-à-dire supérieurs à la moyenne. *Your Arsenal, jeu de mot vague*ment obscène sur *« ton cul »* (« your arse ») est un album de rock musclé, comme le nouveau Morrissey qui exhibe des abdominaux tout neufs sur la pochette. Le style d'écriture de Morrissey n'a pas changé, mais sur cette rythmique obtuse et vicieuse, ces guitares grasses (à l'opposé du style de *Johnny Marr, le guitariste des* Smiths), les mélodies ondoyantes, la métrique désarticulée des textes prennent une charge différente, inquiétante.

D'autant que Morrissey, grand amateur de controverses, spécialiste en déclarations ambigües, affiche ces temps-ci une sympathie d'un aloi douteux pour la culture skinhead, prise comme expression ultime de la différence anglaise. Ce qui culmine sur *Your Arsenal* avec le très nauséabond *National Front Disco,* histoire d'une solitude qui ne trouve de secours que dans les soirées dansantes du parti d'extrême droite. Quand on entend Morrissey roucouler *« England to the English », même s'il ne s'agit que de l'interprétation* d'un personnage, on se sent pris d'une grande lassitude à l'idée de compter les degrés. Quant à savoir si ce moment (qui s'ajoute à quelques déclarations déplaisantes dans la presse spécialisée britanni*que) doit faire oublier les très bril*lants *We Hate It When Our Friends Become Succesful* et *You're The One For Me Fatty,* la réponse relève de l'histoire d'amour ou de haine que tout amateur de rock a entretenu ces dix dernières années avec les Smiths et Morrissey.

HMV/EMI 7 99794-2.

James McMurtry

Candyland

Les deux ans qui séparent la sortie de *Candyland* de celle de *Too Long In The Wasteland* son prédécesseur ont été dus à de sombres histoires de management. Du coup cet album a mariné pendant des mois, s'est vu amputer de quelques morceaux remplacés par d'autres compositions. C'est peut-être de ce côté qu'il faut chercher la source du trouble qui prend à l'écoute de *Candyland.* L'essentiel est toujours là : McMurtry sait encore raconter *des histoires de sa voix atone et* chaleureuse, une version rurale de celle de Lou Reed. Ce sont les arrangements qui font un peu peur, comme si McMurtry s'était trompé de valise et s'habillait avec les vêtements d'un autre. Ceux de *John Mellencamp,* producteur exécutif du disque, par exemple. Gros son de batterie, guitares un peu lourdes (mais tout à fait compétentes) finissent par cacher les chansons, l'humour noir de *Storekeeper* ou de *Good Life* (portraits de boutiquier ou de petit Blanc à la manière de Randy Newman : on se met dans la peau du méchant *jusqu'à ne plus savoir qui a tort,* qui a raison) ou la nostalgie de *Where's Johnny.* Un coup pour rien, ou presque.

Columbia 467856 2.

T. S.

Rap

de Basehead

Plays With Toys

Originaire de Washington, étudiant en cinéma, dc Basehead s'est lancé après d'autres dans la « musicalisation » du rap. Dépourvu du flair mélodique de *PM Dawn, de l'exubérance ter*rienne d'Arrested Development, dc Basehead compose des mélodies très simples qu'il marmonne sur un accompagnement hybride (échantillons plus « vrais » instruments). De quoi faire un album assez ennuyeux, si dc Basehead n'était doué d'un sens de l'humour, d'une propension au gag qui permettent de compenser en grande partie les défauts mentionnés plus haut. Porté sur la bière, les femmes et les calembours faciles, aidé par des complices pas dépourvus d'inventivité, dc Basehead a réussi un album de cancre, bâclé et sympathique.

Imago/EMI 72787 21012-2.

The Fabulous Trobadors

Era pas de faire

On avait aperçu pour la dernière fois le rap aux abords du Vieux Port de Marseille, kidnappé et acclimaté par IAM et le Massilia Sound System. Il resurgit (il a resurgi, parce que ce disque a déjà quelques mois) vers Toulouse, arborant un déguisement assez composite dans lequel on reconnaîtra un heaume de chevalier cathare, *une veste en velours* de militant autonomiste occitan, des chausses de troubadour, des dreadlocks de *toaster* jamaïcain, et peut-être des babouches.

Les Fabulous Trobadors ont estimé que le rap correspondait à la tradition occitane comme le Paris-Toulouse correspond au Toulouse-Albi. En se parant de certains attributs du rap (la boîte à rythmes, les grafs occitans qui ornent le livret), les troubadours se *livrent à un détournement de toute* beauté. L'image un peu désuète qui s'était attachée aux cultures régionales est recouverte à la bombe aérosol. L'idée est simple, à peine neuve (que faisait Alan Stivell lorsqu'il embauchait des guitaristes électriques ?), l'exécution est plus exceptionnelle. *Era pas de faire* est un disque d'une drôlerie rare, un chef-d'œuvre de bricolage. De chaque faiblesse technique, de chaque signe extérieur de pau*vreté, les Trobadors font un gag,* une trouvaille. Claude Sicre, Trobador en chef, explique comment il a gagné le droit de manger des pizzas à l'œil en composant un rap en l'honneur du pizzaiolo qui œuvre en face de chez lui. *Era pas de faire* devrait lui permettre de vivre gratuitement pendant de longues années.

Independance/Rokar 1 CD Promocion HD CD 9245, distribution Dancetaria.

T. S.

Michael Gielen en sept disques compacts

A la rencontre d'un chef

COMPOSITEUR, chef d'orchestre, pianiste, Michael Gielen, né à Dresde en 1927, dut émigrer en Argentine, pour les raisons que l'on devine, en 1940. Neveu du pianiste Eduard Steurmann (élève de Ferrucio Busoni et propagateur infatigable des pièces pour clavier de Schoenberg), champion de la musique contemporaine et interprète sans com*plexes du grand répertoire, Gielen n'est pas une* « valeur » sur laquelle les impresarios et les maisons de disques ont jeté leur dévolu. Il est amusant (!) de constater que les grands éditeurs qui s'évertuent à *courir après le syndrome Boulez* – l'un des derniers avatars recensés de cette grande lignée de compositeurs-interprètes qui ont dominé l'histoire de l'interprétation, – sont passés à côté d'un tel chef d'orchestre.

Ils ont préféré investir sur un talent aussi contesté que celui de Giuseppe Sinopoli ou, plus récemment, sur celui du tout jeune Esa Pekka Salonen, un chef d'orchestre-compositeur finlandais qui ne manque certes pas de qualités, mais sur les épaules duquel reposent un plan de promotion, un programme d'enregistrement et la direction musicale de l'Orchestre philharmonique de Los Angeles, bien qu'il soit à un âge (il est né en 1958) où un chef d'orchestre se constitue un répertoire... qu'il n'a pas eu le loisir de beaucoup diriger, avant de l'enregistrer.

Le petit éditeur français Accord redore donc l'honneur de la profession en publiant un coffret de sept disques compacts enregistrés en collaboration avec la Radio de Baden Baden et Intercord. L'occasion pour ce très grand chef (qui à notre connaissance, n'avait pas publié de disque depuis son interprétation étonnante de la *Symphonie « Héroïque »* de Beethoven chez Vox, avec l'Orchestre de Cincinatti, il y a sept ou huit ans), d'enregistrer quelques-uns des chefs-d'œuvres des XIXe et XXe siècles, pas forcément les plus joués, et l'une de ses propres pièces (1).

Sept disques admirables à tout point de vue – prise *de son exemplaire de clarté, modelé impeccable du* son, – dont le moindre mérite n'est pas la qualité remarquable des interprétations et des œuvres qu'ils proposent. Rarement il nous a été donné d'entendre des lectures si transparentes, si vivantes, témoignant d'une telle maîtrise intellectuelle.

La *Quatrième Symphonie* de Brahms, allusive, d'une clarté de diction exemplaire témoigne *d'une conception solaire de la musique du compositeur allemand ;* la joie qui soulève son finale est euphorisante. La *Neuvième Symphonie* de Mahler étonnera, au moins, *autant. A l'image de Karel Ancerl, dans un vieil enre*gistrement Supraphon (hélas ! non réédité), Gielen en donne une interprétation à la densité minérale, tendue comme un arc, sans jamais céder à la tentation de *l'expressionisme. Et tout le reste du programme est* joué ainsi !

A. Lo.

(1) Brahms : *Double Concerto pour violon et violoncelle ; Symphonie n° 4.* Bruckner : *Symphonie n° 8.* Mahler : *Symphonie n° 9.* Schoenberg : *Pelléas et Mélisande ; Erwartung.* Busoni : *Sarabande et Cortège op. 51.* Gielen : *Die Glocken sind auf Falsher Spur.* Janacek : *Messe glagolithique ; Taras Boulba.* Par Mark Kaplan (violon), David Geringas (violoncelle), Phyllis Bryn-Julson (soprano), Ellen Shade (soprano), Martha Szirmay (alto), Thomas Moser (ténor), Gunther Reich (baryton), Imrich Szabo (orgue), Chœur philharmonique slovaque, Pavol Prochazka (chef de chœur), Orchestre du Südwestfunk de Baden Baden.

★ 7 CD Accord-Musidisc 201 882.





